

PROCHE-ORIENT

LE CONFLIT ISRAËLO-ARABE

La déclaration des Neuf

Voici le texte intégral de la déclaration sur le Proche-Orient adoptée et publiée par le Conseil européen mercredi 29 juin :

« 1) Au stade critique actuel de la situation au Moyen-Orient, les Neuf accueillent favorablement tous les efforts qui sont faits pour mettre fin à ce conflit tragique. Ils soulignent avec force l'intérêt fondamental qu'ils voient à des négociations urgentes et fructueuses, en vue de l'établissement d'une paix juste et durable. Ils demandent instamment à toutes les parties concernées de participer à de telles négociations, dans un esprit constructif et réaliste ; à ce point en particulier, toutes les parties devraient s'abstenir de toute déclaration et de toute politique pouvant constituer un obstacle à la poursuite de la paix ».

« 2) Les Neuf ont exposé à maintes reprises par le passé, par exemple dans leurs déclarations des 6 novembre 1973, 28 septembre 1976 et 7 décembre 1976, leur conviction qu'un règlement de paix devrait être fondé sur les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité et sur :

— L'indivisibilité de l'acquisition de territoires par la force ;
— La nécessité pour Israël de mettre fin à l'occupation territoriale qu'il maintient depuis le conflit de 1967 ;
— Le respect de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance de chaque Etat de la région et leur droit de vivre en paix dans des frontières sûres et reconnues ;
— La reconnaissance que, dans l'établissement d'une paix juste et durable, il devra être tenu compte des droits légitimes des Palestiniens ;
— Le respect ferme et convaincu que tous ces aspects

doivent être considérés comme constituant un tout ;

« 3) Les Neuf sont convaincus qu'une solution du conflit au Moyen-Orient ne sera possible que si le droit légitime du peuple palestinien à donner une expression effective à son identité nationale se trouve traduit dans la réalité, qui tiendra compte de la nécessité d'une patrie pour le peuple palestinien. Ils considèrent que les représentants des parties au conflit, y compris le peuple palestinien, doivent participer aux négociations d'une manière appropriée, à définir en consultation entre toutes les parties intéressées. Dans le cadre d'un règlement d'ensemble, Israël doit être prêt à reconnaître les droits légitimes du peuple palestinien ; de même, la partie arabe doit être prête à reconnaître le droit d'Israël à vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues. Ce n'est pas par l'acquisition de territoires par la force que la sécurité des Etats de la région peut être assurée, mais elle doit être fondée sur des engagements de paix échangés entre toutes les parties concernées, dans la perspective de l'établissement de relations pacifiques véritables ».

« 4) Les Neuf estiment que les négociations de paix, qui visent à définir et à mettre en œuvre un règlement global, juste et durable du conflit, doivent reprendre d'urgence. Ils déclarent prêts à aider, dans la mesure souhaitable par les parties, à trouver un règlement et à contribuer à sa mise en œuvre. Ils sont également prêts à envisager de participer à des garanties, dans le cadre des Nations unies ».

DES PARLEMENTAIRES SOCIALISTES FRANÇAIS S'INQUIÈTENT DE LA NOUVELLE ORIENTATION DE LA DIPLOMATIE DE JÉRUSALEM

L'Agence télégraphique juive rapporte, dans son bulletin daté du jeudi 30 juin, que le groupe parlementaire socialiste d'opposition et d'unité avec le parti travailliste israélien a évoqué mercredi les élections israéliennes. A l'issue de la réunion, les parlementaires français ont exprimé la crainte que le « changement dans la direction des affaires d'Israël n'ait un effet fâcheux sur les efforts de la précédente diplomatie israélienne, qui laissent présager quelques progrès en faveur de la paix ».

Dans leur analyse, les socialistes français « se demandent si le désintéressement des organisations internationales à l'égard du problème de la survie de l'Etat d'Israël, le fait qu'aucun d'entre eux n'ait vraiment osé s'opposer à l'adoption de décisions brutales et extrêmes pour la solution du conflit ».

Un porte-parole du parti socialiste a, d'autre part, déclaré à l'A.T.J. : « La position du parti socialiste a toujours été de soutenir sans réserve le droit d'Israël à l'existence. En ce qui concerne les territoires occupés, il doit y avoir une rectification de frontières qui soit reconnue par toutes les parties ».

« LA VICTOIRE DU LIKOUDE A BRISÉ LE MYTHE D'UN ISRAËL SOCIALISTE » déclare à Paris un dirigeant de l'O.L.P.

« Les Arabes commettraient une erreur fondamentale en croyant que le gouvernement Begin est un simple dispositif à faire la guerre que ceux qui l'ont précédé. Pour ma part, je ne le pense pas et l'on pourrait même dire que les risques étaient plus grands dans un gouvernement Rabin. Begin au moins parle franchement alors que les autres étaient devenus maîtres dans l'art de parler de paix en faisant la guerre. Les conflits précédents n'ont pas été démentés par Begin. En fait, la victoire du Likoud a prouvé les Européens d'un argument bien plus des Arabes : elle a brisé le mythe d'un Israël socialiste. C'est ce qu'a déclaré M. Khaled El Hassan, président de la commission des affaires étrangères du Conseil national palestinien, qui était, mercredi 29 juin, l'hôte à déjeuner de l'Assemblée de la presse franc-arabe. Le dirigeant palestinien, qui est l'un des responsables du Fath, avait été longuement reçu quelques heures plus tôt au quai d'Orsay ».

La tension au Sud-Liban

Sur la plupart des sujets évoqués — attitude des Etats-Unis, conférence de Genève, situation au Liban entre autres — M. Khaled El Hassan n'a pas fait montre d'un grand optimisme. « Le changement de direction à la tête d'Israël, a-t-il dit, ramène la région à la situation précédente de « ni guerre ni paix », ce qui aura pour effet d'aggraver les tensions politiques et sociales dans les Etats impliqués. Cette dégradation risque d'avoir des répercussions sur la qualité des relations arabo-arabes et arabo-occidentales ».

Concernant le Sud-Liban, le responsable palestinien a estimé que la tension actuelle pouvait se prolonger encore pendant un certain temps. « Cela fait partie des moyens de pression israéliens », a-t-il dit. « Il se peut que le but recherché soit d'attirer la Syrie dans une confrontation directe, ou encore d'occuper la zone, ce qui ébranlerait le régime de Damas et pourrait avoir des répercussions sur le plan intérieur. Les attaques israéliennes ont eu pour résultat de favoriser plus tôt que prévu un retour à la normale des relations palestino-syriennes. On ne peut être satisfait ».

M. Khaled El Hassan a également fait le point sur les pourparlers engagés entre la résistance palestinienne et le gouvernement jordanien. « Ces discussions, a-t-il précisé, se déroulent en application du « sommet » de Rabat. Il faut s'attendre prochainement à un « sommet » restreint entre la Syrie, l'Egypte, la Jordanie et les Palestiniens, à ce propos. Notre objectif est le retour de la résistance palestinienne en Jordanie, et il n'est pas hors d'attente » — D. J.

PHILIPPE LEMAÎTRE.

La préparation du voyage de M. Begin à Washington

Jérusalem reproche aux Etats-Unis d'avoir faussé les règles du jeu diplomatique

De notre correspondant

Jérusalem. — En arrivant à Jérusalem mercredi 29 juin pour prendre part aux préparatifs du voyage à Washington de M. Menahem Begin, l'ambassadeur d'Israël aux Etats-Unis, M. Simcha Dinitz, a déclaré : « S'il y a eu malentendu entre nous et les Américains, les positions du premier ministre et le communiqué de notre ministère des affaires étrangères affirmant que tout était négociable ont dissipé ce malentendu » (Le Monde du 30 juin).

En effet, nous a déclaré un haut fonctionnaire, n'y a plus de malentendu car les positions sont clairement définies et sont franchement divergentes. Les dirigeants israéliens se préparent dans un calme qui paraît friser l'insouciance à aborder un chapitre particulièrement critique de l'histoire des relations israélo-américaines.

« Tout permet de penser que les choses vont mal pour nous auprès des responsables de l'administration américaine, nous a encore déclaré notre interlocuteur. Mais, en même temps, des apaisements nous sont donnés directement, et les amis que nous avons au Capitole et ailleurs aux Etats-Unis se sont assurés que tout ira bien ». En fait, croyons-nous, personne ici n'est en mesure de dire avec une certitude absolue ce qu'attendront vraiment de nous le président Carter et ses collaborateurs. Nous devons cependant nous en tenir aux propos tenus publiquement par les dirigeants américains et à la fameuse déclaration publiée le 27 juin par le département d'Etat, et cela n'est pas fait pour nous réjouir ».

Le parti travailliste, passé à l'opposition, a reconnu en tout cas à l'interpellation gouvernementale sa politique étrangère « afin de ne pas gêner la mission de M. Begin aux Etats-Unis ».

A Jérusalem, on reproche aux Américains d'avoir frappé trop fort dans leur « tir de préparation » précédant leur assaut du 16 juillet (date de la rencontre Carter-Begin). Le contenu du communiqué du département d'Etat dépasse de très loin les limites des concessions qu'Israël pourrait consentir et de la sorte, à ce qu'il a été dit, les règles du jeu diplomatique. Cela explique le scepticisme avec lequel on accueille les démentis officiels opposés aux propos de M. Kalb, commentateur de la C.B.S., estimant que « dans ces conditions », la visite de M. Begin serait jugée inopportune par Washington.

La « cote d'alarme »

L'avis du journaliste américain est d'ailleurs partagé par le journal de Tel-Aviv Yediot Aharanot, qui est repoussé par M. Begin. Ce dernier, qui prépare avec un soin particulier ce voyage, refuse toute polémique et se veut positif. « Tout est négociable, répète-t-il à chaque occasion, et la conférence de Genève pourrait parfaitement se tenir en octobre prochain ». A Genève, peut-être, et à Washington dans deux semaines. Et se montrera en tout cas inébranlable sur les points suivants : la présence des Palestiniens à la conférence de la paix, la création d'un Etat palestinien entre Israël et la Jordanie. Ces deux points sont au-delà de la « cote d'alarme » que se sont fixés tous les gouvernements israéliens depuis 1967. Cette analyse devrait donc conduire le président américain soit à tenter de réduire la résistance d'Israël, soit à envisager d'autres formules. C'est à cette deuxième possibilité, estime-t-on

à Jérusalem, qu'il pourrait se rallier en reprenant une suggestion faite par M. Moshe Dayan, en 1970, et appliquée par M. Kissinger, en 1974. M. Dayan, qui dirige aujourd'hui la diplomatie du gouvernement Begin, proposait alors de concilier le problème pour permettre, par des solutions partielles, que s'amorce cette « dynamique de la paix » dont il a tant été question au lendemain de la guerre d'octobre 1973.

Cette suggestion n'a pour seul défaut que de ne tenir aucun compte de l'aspect palestinien du conflit, aspect mis au premier rang par les Américains, et depuis le mercredi 29 juin, par l'ensemble de la Communauté européenne. Le ralliement des Pays-Bas et de l'Allemagne fédérale aux thèses pro-palestiniennes au sein de l'Union européenne a été particulièrement ressassé à Jérusalem, où l'on reproche à la France d'être avec la Grande-Bretagne, l'origine de la décision de Londres.

ANDRÉ SCAMAMA.

Iran

LA LIGUE INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME DEMANDE UNE ENQUÊTE SUR LES ACTIVITÉS DE LA SAVAK AUX ETATS-UNIS

Nations unies (A.P.). — La Ligue internationale des droits de l'homme, dans une lettre adressée au chah d'Iran, évoque la situation des milliers de détenus politiques, souvent emprisonnés sans jugement. Elle dénonce l'emploi systématique de la torture, la censure de la presse, la suppression de toute opposition politique et le harcèlement par la SAVAK (police secrète iranienne) d'opposants iraniens résidant à l'étranger.

La Ligue internationale demande que les civils ne soient plus jugés par des tribunaux militaires. Elle souhaite qu'une enquête soit ouverte sur les cas de torture, et que les responsables de ces agissements soient traduits en justice. Elle a également rendu public un appel adressé à M. Cyrus Vana, secrétaire d'Etat américain, pour « qu'une enquête approfondie soit ouverte sur les activités de la SAVAK aux Etats-Unis ».

Interrogé à ce sujet, l'attaché de presse de la délégation iranienne à l'ONU a déclaré : « Le chah lui-même a déclaré à la télévision qu'il n'avait pas de torture dans son pays. Il a précisé qu'il y avait des agents de la SAVAK aux Etats-Unis, parce qu'il y avait des agents américains en Iran. Cela s'appelle la réciprocité ».

Le Front national iranien annonce, dans un communiqué publié à Paris, le décès du Dr Ali Charati, survenu à Londres le 19 juin. Le Dr Charati, auteur de nombreux ouvrages sur la sociologie religieuse en Iran, était âgé de quarante ans. Il avait passé une année en prison en raison de ses prises de position contre le régime du chah Libéré en juin 1976. Il était très affaibli physiquement, en raison des conditions de sa détention et moralement, en raison de l'emprisonnement de son père et des pressions exercées par les autorités à l'encontre de sa famille.

Les recommandations du Conseil européen

(Suite de la première page.)

Allemands et Français font valoir que les instruments propres à la Communauté pour favoriser l'investissement industriel — et en particulier la Banque européenne d'investissement, dont le capital sera bientôt augmenté — sont suffisants, et qu'il n'est donc pas nécessaire d'en créer de nouveaux. En vérité, le sens de cette prise de position restrictive est clair : en l'état actuel de leur réflexion, les gouvernements de Bonn et de Paris ne tiennent pas à accroître les pouvoirs de la Communauté et ne croient guère aux vertus d'une action industrielle conçue et gérée à l'échelle de la C.E.E.

Le texte sur la situation économique fera valoir la nécessité pour la Communauté de se doter d'une politique commerciale lui permettant de faire face avec plus d'efficacité aux nouvelles données du commerce international. On voit ici réapparaître, bien que de façon encore timide, la volonté, pour faire face à la concurrence « sauvage » de certains pays tiers, de substituer un

libre-échange organisé, discipliné, au libre-échange quasi incontrôlé dont la pratique actuelle menace de priver plusieurs secteurs industriels importants de la C.E.E.

Ce thème, dit-on encore du côté français, pourrait se trouver au centre des débats lors de la session du Conseil européen de fin d'année. Notons que M. Giscard d'Estaing a proposé la réunion à l'automne prochain d'un conseil des ministres spécial consacré au problème de l'emploi, au cours duquel les gouvernements membres compareraient les différentes actions menées à cet égard sur le plan national, en évalueraient les résultats et examineraient l'opportunité d'entreprendre des actions supplémentaires, cette fois à l'échelle de la Communauté.

Notons encore les points suivants :

— Les Neuf, après que M. Giscard d'Estaing leur ait rendu compte de la visite de M. Brejnev à Paris, ont eu un échange de vues sur la détente et les rela-

tions Est-Ouest. Ils ont aussi évoqué jeudi la situation en Afrique.

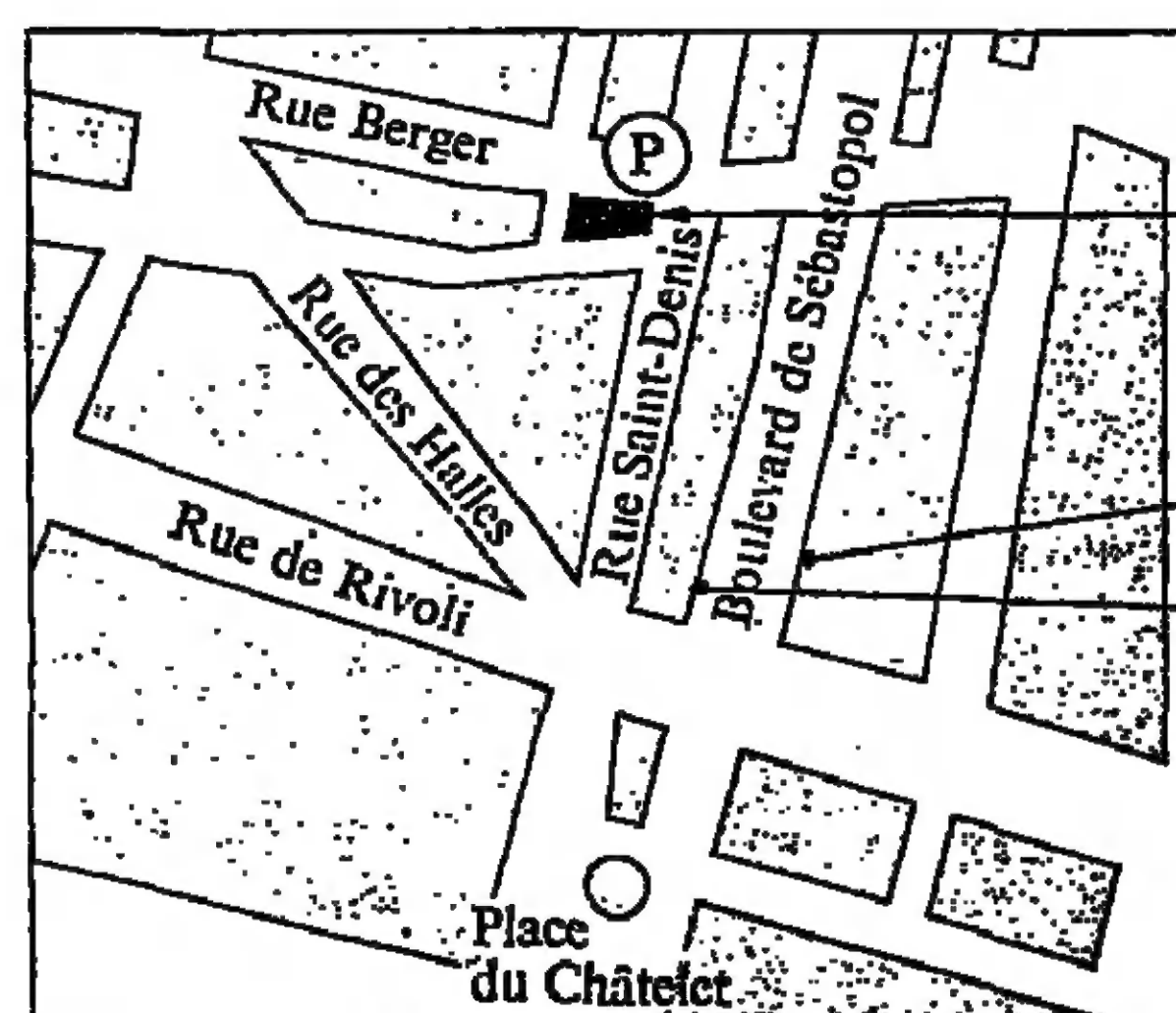
M. Callaghan, le premier ministre britannique, qui présidait la réunion, a fait à l'intention des autres pays du sommet, des pays industrialisés du mois de mai, un rapport sur les débats qui s'y étaient déroulés. Il n'y a pas eu encore de proposition de véritable échange de vues entre les Neuf sur le problème de la non-prolifération et de l'attitude à adopter par les pays de la Communauté à cet égard.

Les Neuf, une fois encore, ne sont pas parvenus à se mettre d'accord sur le site devant abriter le Jet, la grosse installation qui doit être construite afin de poursuivre les recherches sur la production d'énergie par fusion thermonucléaire. Aucun terrain d'entente n'a encore été trouvé entre les Allemands et les Anglais, les uns et les autres voulant installer sur leur territoire ce centre expérimental prestigieux.

PHILIPPE LEMAÎTRE.

Publicité

Enfin un parking quand vous viendrez à Fnac-Sport ou à Fnac-Châtelet



Entrée du parking à l'angle de la rue St-Denis et du square des Innocents.

Fnac-Châtelet
6, bd de Sébastopol.

Fnac-Sport
13, bd de Sébastopol.

Ce parking, c'est celui du Centre Pompidou. Avec lequel la Fnac vient de conclure un accord qui assure aux visiteurs de Fnac-Sport et de Fnac-Châtelet les mêmes avantages qu'à Fnac-Etoile et à Fnac-Montparnasse.

Donc, là aussi, désormais, sur présentation de leur carte, les adhérents de la Fnac bénéficieront de 1 heure de parking gratuit pour 50 F d'achat. (Et pour les non-adhérents : 1 heure de parking gratuit pour 100 F d'achat.)

Parking ouvert 24 heures sur 24. Avec un nombre de places illimité.

A travers le monde

Grande-Bretagne

LE GOUVERNEMENT CALLEGHAN a présenté aux Communes le mercredi 29 juin un projet d'extension de la lutte contre le chômage. Il s'agit de faire en sorte que les jeunes quittant l'école ne restent pas sans emploi pendant des mois, voire d'années. Selon ce projet, ils seront payés 16 livres par semaine (une livre 4.50 F) pour se familiariser avec le travail à l'usine, ou au bureau. Ce programme prévoit que plus de deux cent cinquante mille jeunes chômeurs pourraient être ainsi occupés tous les ans. — (Corresp.)

Irlande du Nord

DEUX SOLDATS BRITANNIQUES ont été tués et un sous-officier militaire ont été blessés au cours d'un attentat, mercredi soir 29 juin, dans le quartier catholique de Fintona, à Belfast. — (A.F.P.)

Madagascar

DES LISTES UNIQUES ont, pour la première fois dans

l'histoire politique malgache, été proposées aux électeurs dans les cent dix circonscriptions de l'île, pour l'élection, ce jeudi 30 juin, des cent trente-sept députés à l'Assemblée nationale. Les listes uniques sont placées sous l'égide du Front national pour la défense de la révolution, qui regroupe quatre organisations politiques : l'Aréna du président Didier Ratsiraka, l'A.R.F.M. du pasteur Richard Andriananjato, le Foviv, parti pour l'unité nationale, et l'Udemca, démocrate-chrétien. — (A.F.P.)

Ouganda

LE JOURNALISTE CANADIEN GERALD UTTING, arrêté mercredi 23 juin à son arrivée à l'aéroport d'Entebbe, venant de Nairobi, serait détenu au quartier général de la police secrète ougandaise. Le Canada, qui n'a pas de représentant en Ouganda, mais qui a néanmoins demandé des éclaircissements au maréchal Idi Amin au sujet de la détention de M. Uttling (Le Monde 30 juin), n'a toujours pas reçu de réponse. — (A.F.P.)

Jean-Pierre V

NOUS, LES ALGERIENS

Stock

ASIE

Corée du Sud

CRÉÉ POUR TENIR LE COMMUNISME EN ÉCHEC Le Mouvement des nouvelles communautés convient mieux au monde rural qu'à une société industrielle en plein développement

M. Choi Kyu Hah, premier ministre sud-coréen, a déclaré, mercredi 22 juin, devant l'Assemblée nationale, que le gouvernement de Séoul considérait maintenant le prochain retrait des forces terrestres américaines stationnées en

Corée du Sud comme un « fait acquis », et que le pays devait compter essentiellement sur lui-même pour faire face au danger communiste. Le budget de la défense va augmenter sensiblement.

notamment pour permettre à l'industrie coréenne de se développer. Le premier ministre a ajouté que la situation imposait le maintien de l'état d'urgence, qui interdit toute activité antigouvernementale. Une

campagne pour « le retour aux valeurs nationales » vient d'être lancée. Le Mouvement des nouvelles communautés (Saemaul Undong), qui concernait le monde rural, va être étendu à d'autres secteurs de l'activité nationale.

De notre envoyé spécial

Séoul. — Certains semblent inquiets à cause du prochain départ des soldats américains, mais ils n'ont pas de raison d'être effrayés si nous travaillons plus dur, dans plus d'unité. Ce n'est pas un hasard si le président Park a tenu ces propos, quelques semaines après la visite à Séoul des émissaires de M. Carter chargés d'étudier les modalités du retrait des forces terrestres américaines stationnées en Corée du Sud (le Monde du 1^{er} juin). Avant de partir, devant des cadres du Saemaul Undong, dont il est le fondateur. Plus que jamais, ce mouvement est présenté comme l'arme la plus sûre pour tenir en échec le régime communiste de la Corée du Nord. Il est relancé dans le cadre de la campagne pour le « retour aux valeurs nationales » qui a commencé ce mois-ci.

A l'origine, il y a une « directive » du chef de l'Etat sud-coréen donnée lors d'une conférence des gouverneurs de province pour la lutte contre la déchéance, en avril 1970 : « Les villageois qui ont de la volonté progressent ; les autres restent misérables ». Les agents du pouvoir dans les campagnes reprennent pour instruction d'inciter les paysans à entreprendre des travaux d'intérêt commun pendant la morte-saison et de susciter « la révolution des esprits » pour que « chaque communauté ait le cœur d'occuper dignement sa place dans la nation ».

La Saemaul Undong, qui se situe à l'antipode du communisme en exaltant la propriété privée et la libre entreprise, emprunte à son style moralisateur et même en partie à ses méthodes. Comme la commune populaire chinoise, le « nouveau village » — largement autonome —

aspire à se suffire à lui-même, compte davantage sur l'initiative de ses habitants que sur l'aide de l'Etat. Le Saemaul hall (bâtiment affecté au mouvement du village de Yubang-II-Ri, à une quarantaine de kilomètres de Séoul, que nous visitons avec un accompagnateur officiel, est semblable à ceux d'autres localités où nous sommes allés à l'improviste. Comme en Chine, le portrait du président et quelques-unes de ses « directives » (« il faut extirper l'esprit de lousance » ; « Nous devons augmenter notre revenu en tirant meilleur parti de nos spécialités ») sont accrochés aux murs. Et par les autres villageois, le leader local du mouvement — bras robuste, visage intelligent du « bon diéme » —, en présence de l'étranger, le même comportement que le vice-président du comité révolutionnaire au pays de Mao : toujours disert dans le domaine — technique — qui le concerne directement, il est sur ses gardes si on aborde des questions politiques d'ordre général.

Présent dans 34 000 villages

Il ne paraît pas comprendre le sens d'une question sur le danger que peut constituer pour la liberté individuelle une pression trop forte du pouvoir pour la participation (en principe facultative) de chacun au Saemaul ; il trouve, en revanche des mots convaincants pour expliquer les effets bénéfiques de la lutte contre les jeux de hasard (fréquents en Corée) et l'endettement (jadis dramatique) pour les cérémonies de

famille (mariages, funérailles), trop fastueuses. Dans ce Saemaul hall, comme dans les autres, les données statistiques concernant le village figurent sur un tableau. Yubang-II-Ri compte quatre cent trente-neuf habitants répartis en soixante-deux foyers. Les terres cultivables ont une superficie de 83 hectares (il n'y a pratiquement pas de grandes propriétés agricoles en Corée). Outre le hall, qui sert de lieu de réunion, les « biens collectifs » sont constitués par un tracteur à la disposition des agriculteurs, un étang artificiel contenant environ quinze mille poissons et un fonds spécial (alimenté par la vente de fleurs cultivées en commun et des cotisations distinctes de l'impôt destinées à l'aménagement de la voirie et à l'aide aux familles dans le besoin).

La comptabilité commune s'arrête là. Le responsable du Saemaul souligne que le mouvement vise non pas au partage, mais à « l'entraide pour l'accroissement de la richesse individuelle », également inscrite sur le tableau. En 1976, dans ce village, le revenu moyen des foyers a été de 1 200 000 won (environ 12 000 F) ; les familles — grande-parents, parents, enfants — comptent en moyenne sept personnes vivant sous le même toit. On trouve dans les soixante-deux foyers quarante-cinq postes de radio, dix-sept postes de télévision et soixante-et-un postes de radio. Ici, vingt-deux personnes sont abonnées à des journaux. Cinquante-cinq des soixante-deux maisons du village ont été construites ou embellies depuis 1971. Elles ont l'eau courante ; sur le toit,

la chaux a fait place aux tuiles ou aux plaques de fibrociment, moins belles, mais plus efficaces dans ce pays où l'on passe l'hiver sous la neige. La documentation officielle indique que sur les quatre-vingt-quatre mille villages de la Corée du Sud, sept mille ont atteint le stade de l'« autonomie » (c'est-à-dire que leurs habitants ont un bon niveau de vie sans aide de l'Etat), vingt et un mille sont « en voie de développement », et six mille sont « sous-développés ». Selon les religieux, qui vivent loin des villes, l'expression « en voie de développement » est un euphémisme. Quand on s'éloigne du littoral ou des grands axes routiers, il faut souvent diviser par deux le revenu annoncé dans les villages où l'étranger a généralement accès.

Il reste que le pouvoir a su créer un modèle de développement rural encore limité, mais crédible. Au bord de l'autoroute reliant Séoul à Pusan, la métropole industrielle du Sud distante de plusieurs centaines de kilomètres, les villages coquets alternent avec des cultures intensives. Tracteurs, camions, nombreuses voitures particulières : on se croirait en Europe occidentale sans ces idéogrammes géants, plantés sur les collines, qui invitent la population à entretenir les égouts et les clôtures ainsi qu'à respecter les plantations de jeunes arbres. (Pendant la seconde guerre mondiale, la forêt coréenne a été pillée par l'occupant japonais à la recherche de combustible.)

Le président Park misait sur le nationalisme pour faire accepter le paternalisme « éclairé » qui inspirait ses réformes « révolutionnaires » de 1972, présentées comme un complément du Saemaul et dont le but était de promouvoir le développement « dans un esprit communautaire fondé sur les traditions », en préisant « la réalisation de soi » non pas à des « fins égoïstes », mais pour « le bien du pays ».

Un hymne et une médaille

Doté d'un hymne et d'une médaille récompensant ses meilleurs éléments, le mouvement Saemaul a ses propres institutions, du Conseil central (où siègent des représentants de tous les ministères) aux comités « village ou de quartier. Ses activités ont en effet été étendues aux trente-cinq villes de la Corée. Pourquoi adapter au milieu urbain une politique vouée à l'origine au développement rural ? En principe, dans les villes, le Saemaul vise seulement à améliorer l'hygiène, la sécurité et la qualité de l'environnement. Dans le centre de Séoul, des jeunes filles portent avec grâce des écharpes invitant les piétons à traverser sur les passages cloutés et les automobilistes à ne pas rouler trop vite. En fait, affirment les adversaires du président Park, le régime cherche à mobiliser, sinon à contrôler, les citadins avec le Saemaul — qui poursuit le même but que le parti gouvernemental tout en prétendant s'en distinguer ».

Difficile à situer entre l'« enrichissez-vous » de Guitot et les « directives » du président Mao, le Saemaul repose sur une « philosophie » passablement floue. C'est pourtant celle-ci que sont invités à apprendre les cerveaux du pays — du ministre au journaliste, en passant par le professeur et le cadre d'entreprise — lors de « stages » dans le « centre d'entraînement » du Su-Won, à une cinquantaine de kilomètres de Séoul. Nous n'avons pu visiter ce centre ; les responsables de l'information se rendent sans doute compte que le spectacle de hauts fonctionnaires en tenue militaire en train de « méditer » sur la « doctrine Saemaul » est encore moins bon pour la propagande que les abondantes brochures expliquant les résultats obtenus à l'aide de photographies de paysans aussi « radicaux » au travail que les meilleurs sujets du « réalisme socialiste » observés en Chine.

M. Jang Ik Kim, directeur du plan, un de ces nombreux responsables coréens dont la compétence et l'ou-

Inde LES ÉTATS-UNIS VONT REPRIRE LEURS LIVRAISONS D'URANIUM DESTINÉES À LA CENTRALE DE TARAPUR

Washington (A.F.P., Reuters). — La commission américaine de réglementation nucléaire s'est prononcée, mercredi 29 juin, en faveur de la livraison par les États-Unis à l'Inde de 13,3 tonnes d'uranium destinées à la centrale atomique de Tarapur, près de Bombay. « Le gouvernement indien a reçu un avis très clair, souligne la commission, de la commission, et même l'Inde fait exploser un engin nucléaire construit à partir de matériaux exclusivement américains en se servant d'une technologie ne provenant pas directement des États-Unis, le gouvernement américain cessera toute fourniture à Tarapur ».

La centrale de Tarapur — la première construite en Inde — est alimentée en uranium en vertu d'un accord bilatéral avec les États-Unis. Devant l'opposition que suscitaient ses livraisons dans les milieux pacifistes américains depuis l'explosion du premier engin nucléaire indien, en 1974, Washington avait fermement refusé. Cette décision avait été prise par les Indiens et constituait la principale pierre de discorde dans les relations indo-américaines. Elle menaçait en outre le fonctionnement de la centrale de Tarapur. Les nouveaux dirigeants indiens se sont efforcés d'apaiser les Américains en assurant qu'ils n'emploieraient l'énergie nucléaire qu'à des fins pacifiques. La commission de réglementation nucléaire a donc conseillé de ne pas « mettre en péril les relations entre les États-Unis et l'Inde ».

AMÉRIQUES Brésil

PLUSIEURS PERSONNALITÉS FRANÇAISES PROTESTENT CONTRE L'« AGGRAVATION DE LA SITUATION POLITIQUE »

Une délégation composée de MM. Gilbert Fauriol, représentant la C.G.T., Jean Bourin, pour la C.F.D.T., Jacky Guakine pour l'Union nationale des étudiants de France, et Jean-Pierre Flançon, pour la jeunesse ouvrière chrétienne, a été reçue, à la demande, à l'ambassade du Brésil le mercredi 29 juin. Elle a remis une mission destinée au président Geisel, protestant contre la recrudescence de la répression politique et syndicale au Brésil.

D'autre part, une délégation devra remettre ce jeudi 30 juin à l'ambassade une lettre par laquelle une trentaine de personnalités françaises (1) font connaître au chef de l'Etat brésilien leur inquiétude devant « l'aggravation de la situation politique » dans son pays.

(1) Parmi les signataires figurent M. Michel Foucault, l'abbé Toullet, M. Laurent Schwartz, le professeur Tassin, M. André Jacques de la Clède, M. Cassin, M. J.-J. Felice et Leo Matras, MM. Jean-Paul Sartre et Maurice Clavel et Mme Simone de Beauvoir.

Un Olympus n'est pas le même quand on l'achète chez "Images."



Olympus OM1
Boîtier très compact (660 g.).
Verres de vision interchangeables.
Vitesses de 1/30 à 1/2000^e de sec.
Retardateur de 4 à 12 sec. Dos
interchangeable. Moteur électrique
vue par vue ou prise de vue en continu
jusqu'à 5 images/sec.
Tout en option : 30 objectifs et plus
de 250 accessoires.

Un Olympus à vos mesures

Le vendeur Images saura vous conseiller le modèle Olympus le mieux adapté. A ce que vous voulez faire en photo. Et à votre budget. Et il ne l'équipera pas forcément avec l'objectif standard. Il vous proposera peut-être un grand angle, un télé ou un zoom. Images a la collection complète Olympus. Et celle de toutes les grandes marques.

Profitez des prix Images

Images vous fait bénéficier des conditions d'achats préférentielles du Groupe National Camera.

Prenez le temps pour payer

Crédit sur mesures. 20% comptant. La première traite dans trois mois. Ou Carte Bleue.

Vendez bien votre ancien matériel

Images peut le reprendre. Au meilleur prix.

Tenez-vous au courant

Chez Images, on aime bien suivre les progrès en photo de nos clients.

Ne vous trompez pas

Le 31 rue St-Augustin se trouve au métro Quatre Septembre. Entre l'Opéra et la Bourse. A bientôt.

**i
images**

Images 1. Matériel Photo-Ciné, 31, rue Saint-Augustin, Paris 2^e. Images 2. Matériel Labo, 2 rue de la Michodière, Paris 2^e. Tél. 742.64.97 et 742.48.49. Images est membre du Groupe National CAMERA.

Centre Isth Centre
AUTEUIL - TOLBIAC
Institut privé des Sciences et
Techniques humaines

PCEM

Expérience pédagogique depuis 24 ans
- Préparation de vacances :
- Recyclage pour bacheliers (math, physique, chimie) par petits groupes.
- Mise à niveau pour redoublants (matières au choix).
- Recyclage de 1^{re} Rentrée.
- Année complète de formation méthodologique (année 0) à raison de 14 heures hebdo de Cours et Exercices.
- Préparation Annuelle soutenue par petits groupes de 10 à 12 étudiants et par CHU pour toutes matières enseignées.

AUTEUIL 6, Av. Léon-Henry 75016 Paris - Tél. 288.62.09
TOLBIAC 83, Av. d'Italie 75013 Paris - Tél. 580.63.91

(Publité)
4^e aux terminales,
dès la rentrée 77, préparez
un bac « C »
Bâti autour de l'équipe SOS-MATH, l'Institut de Monceau (marc) propose pour accéder à la section « C » des études intensives avec horaires renforcés et petits effectifs, dans un système rigoureux.

INSTITUT DE MONCEAU
Etablissement d'Enseignement Privé
3, rue de Monceau (9^e) - 755-61-24
Métro Saint-Philippe ou Etienne (R.E.R.)

Centre Isth Centre
AUTEUIL - TOLBIAC
Institut privé des Sciences et
Techniques humaines

PRÉPARATIONS INTENSIVES COMPLÈTES
HEC-ESCAE-II^eA
• Préparation au concours
d'entrée directe en 2^e année
• Juillet à Septembre 1977

ENA
• Préparation aux concours
juridique et économique
• Août à Septembre 1977
EXPERIENCE PÉDAGOGIQUE
CONFIRMÉE DEPUIS 1953

AUTEUIL 6, Av. Léon-Henry 75016 Paris - Tél. 224.10.72
TOLBIAC 83, Av. d'Italie 75013 Paris - Tél. 580.63.91

JP 11/150

EUROPE

LE EN ÉCHEC

utés convient mieux en plein développement

Après le succès de la loi sur la grève, s'est écrit un député socialiste, et elle ne l'aura jamais, car la marche des travailleurs portugais vers le socialisme est irréversible. Il était 1 h 30 du matin ce jeudi 30 juin. Un long débat venait de se terminer au Parlement. Il s'est conclu par l'approbation d'une loi remplaçant le décret « spoliateur » d'août 1974, qui réglementait le droit de grève. On a même cité Jean Jaurès pour souligner la « portée historique » du sujet en discussion.

Le texte soumis à l'Assemblée par le gouvernement socialiste a été adopté avec l'appui des voix communistes. Le parti social-démocrate et le Centre démocratique et social, qui constituent l'opposition de droite à M. Soares, se sont abstenus. Trois parlementaires ont voté contre : le représentant de l'Union démocratique populaire (extrême gauche) et les deux députés indépendants exilés du P.S. en novembre dernier et accusés de trahison. Selon la nouvelle loi, le recours à la grève ne peut être décidé que par les associations syndicales, sauf dans les entreprises où la majorité des travailleurs ne sont pas syndiqués. Dans ce cas, l'arrêt de travail peut être décidé au cours d'une assemblée générale réunissant au moins la moitié des salariés, qui se prononce à bulletin secret. Un préavis de quarante-huit heures est obligatoire. Les chefs d'entreprise ne pourront pas renvoyer les grévistes pendant la durée du débrayage et le lock-out est interdit. Les journées perdues ne seront pas payées. Un service minimum sera assuré pour certaines activités d'intérêt public : les postes et télécommunications, les services médicaux, hospitaliers et pharmaceutiques, le transport et le déchargement d'animaux, ainsi que de produits alimentaires périssables, la fourniture d'eau et d'électricité, etc.

L'accord sur ce sujet entre les deux principales forces de gauche est sans doute l'aboutissement d'une longue série de négociations. Un premier projet, présenté par le gouvernement au mois d'octobre 1976, avait, en effet, suscité des réactions très vives du parti communiste, et même des membres du P.S. proches de M. Lopes Cardoso. Des syndicats et des commissions de travailleurs ont adressé à la commission spécialisée de l'Assemblée législative de nombreuses critiques et suggestions.

Mais la poussée de la droite — qui, depuis le mois de mai, multiplie ses attaques contre le gouvernement — a sans doute facilité le dialogue entre communistes et socialistes.

Une deuxième version du projet gouvernemental a été présentée par le groupe parlementaire du P.S. Parmi les différences entre les deux projets, on note que la définition des objectifs de la grève relèvera, désormais, de la responsabilité exclusive des organisations de travailleurs : le gouvernement avait d'abord estimé que les « modifications de convention collective » ne pourraient pas justifier les arrêts de travail. Les piquets de grève sont, à présent, autorisés ; mais ils doivent se limiter à des activités de « persuasion » sans recourir à la « liberté du travail ». Enfin, le droit de grève a été reconnu à la fonction publique.

JOSÉ REBELO.

Portugal

Une loi fixant les modalités du droit de grève est votée par les députés socialistes et communistes

De notre correspondant

Lisbonne. — « La droite n'a pas encore sa loi sur la grève, s'est écrit un député socialiste, et elle ne l'aura jamais, car la marche des travailleurs portugais vers le socialisme est irréversible. Il était 1 h 30 du matin ce jeudi 30 juin. Un long débat venait de se terminer au Parlement. Il s'est conclu par l'approbation d'une loi remplaçant le décret « spoliateur » d'août 1974, qui réglementait le droit de grève. On a même cité Jean Jaurès pour souligner la « portée historique » du sujet en discussion.

Un colloque de l'Institut franco-allemand

A quoi servent les « corps intermédiaires » ?

De notre envoyé spécial

Ludwigsburg. — L'Institut franco-allemand (1) a organisé, du 23 au 25 juin, un colloque consacré au rôle des corps intermédiaires en France et en R.F.A. dans la perspective de la construction européenne. Les débats, qui ont réuni à Ludwigsburg une cinquantaine de spécialistes, ont été principalement consacrés aux syndicats et aux collectivités territoriales.

Dans ces deux domaines, les participants se sont efforcés de répondre à deux grandes questions : pourquoi ces corps intermédiaires sont-ils si différents dans l'un et l'autre pays ? Constituent-ils un atout ou, au contraire, un frein — voire un danger — pour l'unionification de l'Europe ?

Différents, les syndicalismes français et allemand ne sont incontestablement pas. Par leur degré de politisation : M. Gérard Adam, du Conservatoire national des arts et métiers, a montré à quel point « le caractère de caractère du monde syndical français conduit celui-ci à s'inscrire dans le jeu politique » et à adopter « une stratégie qui, globalement, repose sur la conquête de l'opinion publique ». Le professeur Von Beyne, de l'université de Heidelberg, a relevé au contraire l'« extériorité du syndicalisme allemand au jeu politique » et le fait que les quatre principaux partis de R.F.A. « acceptent parfaitement le schéma de l'organisation syndicale ». Différents aussi par leur prospérité matérielle : la centrale ouest-allemande possède la quatrième banque du pays, d'innombrables bâtiments et propriétés et un « trésor de guerre » qui lui permettrait de soutenir une grève très longue. Différents, enfin, par la conception même du recours à la grève : celle-ci est considérée outre-Rhin comme l'ultime recours, alors que, selon la formule d'un des participants allemands, « en France et en Italie, c'est presque un préalable à toute négociation sérieuse ».

C'est sans doute l'histoire économique et sociale des deux pays qui explique, plus que les considérations traditionnelles sur la psychologie collective de l'un et l'autre peuple, cette différence entre ce que le professeur Carlo Schmid a appelé « l'ordre des organisations allemandes et la tentation de l'athéisme du syndicalisme français ».

Du fait d'une industrialisation beaucoup plus tardive en France qu'en Allemagne, les grandes lois sociales y ont vu le jour plus récemment, ce qui a pu provoquer une certaine radicalisation de la classe ouvrière vers la contestation révolutionnaire, tandis que la classe ouvrière allemande avait compris, dès la fin du dix-neuvième siècle, qu'elle pourrait jouer un rôle essentiel dans la société, particulièrement après le congrès social-démocrate de Stuttgart, en 1898.

C'est aussi en faisant appel à des considérations essentiellement historiques que l'on a tenté d'expliquer les différences profondes qui existent entre les organisations territoriales de l'un et l'autre pays, différences dont les exposés de M. Michel Crutier, pour la France, et Thomas Silken, pour l'Allemagne fédérale, avaient permis de dresser l'inventaire.

Le fédéralisme allemand, a-t-il été rappelé, est né à la fois d'une

tradition provinciale très forte et des arrière-pensées des vainqueurs de 1945 : les Américains étaient tentés de se considérer comme « les missionnaires du fédéralisme » ; les Français, créés dans leur conviction qu'il n'est d'Etat fort que centraliste, voulaient des Länder puissants pour contrecarrer l'autorité du régime fédéral. Ainsi s'est constitué le système fédéral de 1949, à la fois pouvoir et contre-pouvoir, rassemblement et division.

On côté français, de nombreux participants ont relevé la persistance du schéma jacobin, puis napoléonien, dans le découpage du territoire. Mais M. André Bouloche, ancien ministre, député socialiste du Doubs et maire de Montbéliard, a estimé que, pour être d'origine républicaine et même révolutionnaire, ce découpage ne manifestait pas moins en réalité « un caractère monarchique très fort » et un « caractère très fort » et une « éternelle tendance française à la hiérarchisation de toutes choses ».

Il existe tant de corps intermédiaires — presse, associations, Eglises, fondations, etc. — que la seule référence aux syndicats et aux collectivités locales ne permet pas de tirer de conclusions d'ensemble sur leur fonction dans la construction européenne. Mais, d'une manière générale, (Ainsi la Fondation Bosch pour la coopération franco-allemande) l'action des corps intermédiaires français et allemands en faveur de l'Europe a été jugée assez modeste.

Quant aux syndicats, leurs représentants présents à Ludwigsburg, tout en étant favorables à une meilleure coopération internationale entre les centrales, ont précisé que leur rôle n'était pas de se substituer aux gouvernements en matière de construction européenne. D'autant plus, a estimé M. Engel (C.F.T.), qu'il ne s'agit malheureusement pas de l'Europe des travailleurs.

M. Georges Vedel, doyen honoraire de la faculté de droit de Paris, a d'autre part estimé que les pouvoirs intermédiaires n'ont partout le rôle particulier qu'ils jouent en France.

L'Europe s'est mise en place, ni par la suite, dans le fonctionnement des mécanismes dans elle s'est dotée, exception faite, sans doute, de l'alignement des agriculteurs français au traité de Rome, qui a constitué un des tournants importants de son application.

BERNARD BRIGOLEUX.

(1) Asperger Strasse 34-38, 7140 Ludwigsburg (Allemagne fédérale).

Italie

L'accord de programme entre les partis est un premier pas sur la voie de l'« unité démocratique » estime le parti communiste

De notre correspondant

Rome. — Les organes dirigeants des six partis de l'« arc constitutionnel » italien (démocrate-chrétien, communiste, socialiste, social-démocrate, républicain et libéral) se réunissent le jeudi 30 juin et le vendredi 1^{er} juillet pour avaliser l'accord qui vient d'être obtenu entre les délégués de ces formations. Il ne restera plus aux six secrétaires généraux qu'à se rencontrer le lundi 4 juillet pour conclure officiellement la négociation et définir les moyens par lesquels elle sera appliquée. La seule inconnue est l'attitude du petit parti libéral, qui s'interroge encore sur son adhésion.

Le texte de l'accord en quatre points — économie, ordre public, enseignement et collectivités locales — occupe plusieurs pages de journal. Démocrates-chrétiens et communistes ont proposé d'en faire une motion qui serait soumise à un vote du Parlement. Mais les socialistes ont estimé que la formule était trop contraignante pour les partis et pas assez pour le gouvernement : celui-ci devrait en faire son propre programme.

Le président du conseil, M. Giulio Andreotti, qui a sauvé son cabinet, sans même un remaniement ministériel, s'est déclaré disposé à reprendre le texte et à le transformer en projets de loi. On s'attend, semble-t-il, vers une formule moyenne : les partis déposeraient une motion au Parlement tout en invitant le gouvernement à s'en inspirer et en en contrôlant eux-mêmes l'application.

Ce byzantinisme s'explique par des arrière-pensées politiques et aussi par le caractère inédit de la situation. Il n'y a ni majorité

ni opposition, et le camp abstentionniste lui-même ne mérite pas tout à fait ce qualificatif. On se trouve devant un accord de gouvernement limité, considéré en lui-même comme un fait politique et ne devant donc pas conduire à une modification de l'équilibre politique existant.

« Il n'y a ni vainqueur ni vaincu. C'est le pays qui a gagné », déclarent les communistes et les démocrates-chrétiens. Mais ils ont tous deux réus à faire prevailoir leurs idées : le P.C. en imposant un accord de gouvernement, et la D.C. en limitant au maximum les conséquences de cet accord.

On note surtout à Rome la satisfaction du parti communiste — du moins celle qu'il affiche, car les commentaires optimistes de l'Unità ces dernières semaines, ne correspondaient pas toujours à la déception des dirigeants.

« La conclusion positive des rencontres entre les partis démocratiques constitue un fait nouveau de la politique italienne », a déclaré M. Enrico Berlinguer. Certes le P.C.I. aurait voulu un nouveau gouvernement dont il ferait partie, car c'était le seul moyen de répondre « aux urgences » et aux aspirations du pays. Cet objectif — dont la démocratie chrétienne n'a pas voulu — demeure. Toutefois, a ajouté M. Berlinguer, la portée et la signification de l'accord obtenu ne peuvent être diminuées ou exagérées. Ceux qui tendent à le faire ne rendent pas service au pays et ne facilitent pas les nécessaires développements de la situation politique.

Pour le P.C.I. en effet, ce n'est qu'un premier pas. Etant pour le moment aligné sur la position de la démocratie chrétienne, il espère bien que la dynamique de « l'unité démocratique » conduira à de nouveaux progrès. Le voilà en tout cas — après trente années de mise à l'écart — en mesure de discuter ouvertement avec le parti gouvernemental. Plus besoin de se cacher : les « poignées de main historiques » sont elles-mêmes devenues banales ; des partenariats se réunissent au grand jour pour travailler.

ROBERT SOLÉ.

Espagne

LE ROI A REÇU M. TARRADELLAS

Madrid (A.F.P., Reuters). — Le roi a reçu M. Josep Tarradellas le mercredi 29 juin, à Madrid. Le président du gouvernement catalan (« Generalitat »), en exil depuis la fin de la guerre civile, avait été reçu, l'avant-veille, par le chef du gouvernement espagnol, M. Adolfo Suarez. M. Tarradellas, qui a qualifié sa rencontre avec Juan Carlos de « plus que symbolique », a annoncé qu'il prolongerait son séjour en Espagne, compte tenu des progrès enregistrés dans les discussions sur le rétablissement d'une certaine autonomie en Catalogne.

Un orgue électronique HAMMOND avec 1760 F au comptant

ILLER CENTER MUSIQUE (Instrument de musique électronique) 20 rue La Fayette - Paris 10 Tél. : 239.61.07

La dame chasserresse aime les alcools durs, les hommes fragiles, la chasse plus que la proie. Disponible et tentatrice, elle traverse un monde d'hommes. Mais qui est

LA DAME CHASSERESSE ?

de Philippe de Balme, publié chez

TCHOU

BAG-LINE

LE SEUL CLIMATISEUR vraiment transportable

GAP

122 R. VAILLANT COUTURIER
93 NOISY-LE-SEC T. 845.59.57

VOTRE PRINCESS 1800 HL

Direction assistée
Suspension hydragas

Traction avant
Moteur transversal 10 CV

900 PAR MOIS

SANS DÉPÔT DE GARANTIE

PENDANT 48 MOIS
OU À VOTRE CHOIX

PREMIER LOYER DE 20% : 6 317 F ET 47 MENSUALITÉS DE 742 F

OFFRE VALABLE JUSQU'AU 15 JUILLET
CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE AUSTIN

Leyland c'est :

JAGUAR. ROVER. TRIUMPH. AUSTIN. MORRIS. MINI.

Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser à British Leyland France, rue Ambroise Croizat - Z.I. - 95101 Argenteuil - Tél. : 983 09-22.

**Bien en main
Bien en bouche
Bien à vous**

PANTER MIGNON

Le cigare du juste milieu

Un orgue électronique HAMMOND avec 1760 F au comptant

ILLER CENTER MUSIQUE (Instrument de musique électronique) 20 rue La Fayette - Paris 10 Tél. : 239.61.07

La dame chasserresse aime les alcools durs, les hommes fragiles, la chasse plus que la proie. Disponible et tentatrice, elle traverse un monde d'hommes. Mais qui est

LA DAME CHASSERESSE ?

de Philippe de Balme, publié chez

TCHOU

Les cigares hollandais par excellence

AMÉRIQUES

Brazil

Plusieurs personnalités françaises protestent contre la situation politique

AUTEUIL - TOLEMAC

HEG-ESCRE

ERA

EXPERIENCE FÉDÉRALE CONFIRMÉE DÉPÔS

AUTEUIL - TOLEMAC

EXCEPTIONNEL

ARNYS SOLDE

Aperçu des prix

Costume ultra-léger non doublé, dacron, coton 100 %, polyester et laine, polyester et viscose, viscose 100 %, alpage, etc.	590 F 490 F 790 F 590 F 965 F 750 F
Veste très légère 100 % coton, lin, laine et polyester, etc.	790 F 590 F 590 F 390 F
Grand choix de pantalons ultra-légers.	
Chemises ARNYS 100 % coton, lin, zéphir.	210 F 130 F 95 F 39 F

Solde sur la collection Femme

ARNYS
14, rue de Sèvres - 75007 Paris Tél. 543.76.99

OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

VENTE sur saisie immob. Pal. de Just. Nanterre, mercredi 13 juillet, à 14 h.

EN UN LOT
au r.-de-ch. cpi : ent. cuis. a. a mang. ch. CAVÉ w.c. au r.-de-ch. cpi : ent. cuis. a. a mang. chambre et w.c. au 1^{er} ét. cpi : suite, cuis. a. a mang. chambre et w.c. 2 compartiments de CAVÉ n° 2 et 3, GARAGE bat. A. GARAGE de la jard. bat. D. et jolis, à titre priv. de la total. du jardin au fond de la propriété dans un IMMEUBLE de rapport.

à NANTERRE (92)
35, rue Pierre-Curie
MISE A PRIX : 30.000 FRANCS
S'adr. pr. la vente. M. G. BLIAIS, avoc. à Paris-14, 43, r. de Valenciennes, tél. 26-28-29 et 26-28-74, et la vente pr. Trib. de Cide Inst. de Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil : s/p. pr. vis.

VENTE s/saisie, 5 JUILLET à 14 h.
Tribunal de Grande Instance d'EVRY
FRANÇOISE de 3.432 m2
BRETAGNE (Essonnes)
MISE A PRIX : 9.000 FRANCS
Rens. S.C.P. ELIOT GRIMAL AV.
EVRY (91). Tél. : 077-19-44.

VENTE sur PUBLICAT. JUDICIAIRE, au PALAIS DE JUSTICE à NANTERRE, le MERCREDI 13 JUILLET 1977, à 14 h.

UN TERRAIN
sur la commune
de NOGENT-SUR-OISE
3 ha 4 a 89 ca de terre d'un seul tenant
lieudit « La Prairie de SAUVY »
S'adr. : 1) M. Jacques SCHMIDT, avocat, 17, rue Paraday, 75017 Paris, tél. : 924-14-13 ; 2) M. René HURT, synd. 18, rue Séguier, 75006 Paris.

UN LOGEMENT
Salle à manger, cuisine, chambre et dégagement - LOGEMENT : 2 ch. une CAVÉ - JARDIN de 67 m2.
à QUINCY-SENART (91)
MISE A PRIX : 8.000 FRANCS
Conservation pr. enchère indispensable. Renseignements : M. TRUILLON et AKOUN, avocats, 58, rue Champollion, 91000 Corbeil-Essonnes, tél. 498-30-26 et 498-14-18 ; visites sur place le 4 JUILLET, de 11 à 12 heures.

M. CERNOLACCE, avocat, 18, cours Pierre-Puget à MARSEILLE (63), tél. 37-02-12 ; M. SAÏER, avocat, 11, r. de la République à MARSEILLE (63), tél. 37-07-82 ; VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES le jeudi 7 juillet 1977, à 10 h, au Palais de Justice, place Montyon à MARSEILLE (63), d'un

DOMAINE agricole et forestier
situé à MARSEILLE (9^e) - Quartier de Mazargues
Chemin vicinal n° 47 de Morgion, cad. MARSEILLE-Les Baumettes sect. 1 n° 21 pour 7 ha, 81 a, 29 ca, section K n° 1 pour 19 ha, 60 a, soit un total de 28 ha, 41 a, 29 ca.
MISE A PRIX : 140.000 F

UN IMMEUBLE sis à NOISY-LE-SEC (93)
83, rue Anatole-France
MISE A PRIX : 100.000 F
S'adresser à 1) M. Jacques SCHMIDT, avocat, 17, rue Paraday, 75017 Paris, tél. 924-14-13 ; 2) M. René HURT, synd. 18, rue Séguier, 75006 Paris, tél. 224-25-78 ; 3) et sur les lieux pour visiter aux jours et heures suivants : 21 JUILLET de 14 h. 30 à 16 h. ; 28 JUILLET, de 14 h. 30 à 16 h. ; 4 JUILLET de 14 h. 30 à 16 h.

Vente sur folle enchère au Palais de Justice à EVRY (Essonnes), le mardi 12 juillet 1977, à 14 heures

D'UNE PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE
située sur le territoire de la commune de SAINT-JORIS (Haute-Savoie) « Les Marais »
Comp. : UN BATIMENT édifié sur trois niveaux d'une surface développée de 10.000 m2 environ ; UN SECOND BATIMENT séparé, édifié sur deux niveaux d'une surface développée de 600 m2 environ, hangars et garages ; le tout inscrit au cadastre révisé section A, sous le n° 94 pour 1 ha, 85 a, 36 ca (sol de terre), n° 60 pour 13 a, 87 ca (tâle mûrie), et n° 61 pour 22 a, 03 ca (marais).
MISE A PRIX : 1.700.000 FRANCS
S'adresser à M. SAÏER, avocat à EVRY, immeuble Le Maître, rue des Mazières, tél. 077-57-72, 26 sur place pour visiter.

EUROPE

UN AN APRÈS LA CONFÉRENCE DE BERLIN

L'eurocommunisme apparaît plus dangereux que le maoïsme aux yeux des idéologues soviétiques

La polémique contre le parti communiste espagnol, ouverte par l'hebdomadaire soviétique « Temps nouveaux », se développe. A Prague, où se tient une conférence idéologique consacrée au sixième anniversaire de la révolution d'Octobre, « Rude Pravo », l'organe du P.C. tchécoslovaque, a estimé, mercredi, que M. Carrillo, le dirigeant espagnol, « couvait visiblement avec plaisir l'oeuf du coucou de l'eurocommunisme ». Le journal écrit encore : « Avec son antisovétisme, M. Carrillo souille les pays communistes. » Une délégation du parti ouvrier suédois,

qui s'est récemment séparé du P.C., en raison notamment de rapprochement de ce dernier avec les partis « eurocommunistes », séjourne actuellement dans la capitale tchécoslovaque. A Vienne, le président du P.C. autrichien, très pro-soviétique, a déclaré que « l'idée d'un prétendu modèle eurocommuniste contredit le principe de l'autonomie et de la souveraineté de chaque parti ». Il a affirmé que « l'Union soviétique est d'avis que la contre-révolution ne peut pas être un modèle pour tous les pays ». A l'inverse, à Athènes, le comité

central du P.C. grec (intérieur) a accusé les Soviétiques de « s'immiscer dans les affaires intérieures des partis ouest-européens ». L'attaque du journal soviétique contre M. Carrillo est considérée par ce parti comme l'expression d'un « despotisme aschénologique ». Cependant, une délégation du P.C. italien, conduite par M. Pajetta, membre de la direction, est arrivée le mercredi 28 juin à Moscou. Le thème de l'eurocommunisme devrait être abordé, au cours de ces discussions, avec le parti soviétique.

De notre correspondant en Europe centrale

Le plan idéologique, le danger a pu être assez facilement circonscrit par Moscou. Le « modèle » chinois n'a guère fait d'émules dans le monde, même en Asie. En serait-il de même avec l'eurocommunisme ?

Les Soviétiques savent bien que, s'il parvenait à s'affirmer et à se renforcer, ce courant exercerait inévitablement une assez forte attraction chez plusieurs de ses satellites. Nombre des positions eurocommunistes sont partagées par les Yougoslaves : ceux-ci ont d'ailleurs réagi avec vivacité à l'attaque de Moscou contre le P.C. espagnol. Le journal Politika a même publié une photo de M. Santiago Carrillo.

Le trouble de la plupart des autres partis d'Europe de l'Est paraissent encore hésitants à s'engager à la suite des Soviétiques dans la polémique. Seul Neues Deutschland, l'organe du P.C. est-allemand, a reproduit l'article de l'hebdomadaire moscovite Temps nouveaux contre M. Carrillo. La rédaction du journal s'est bien gardée, toutefois, d'y ajouter son propre commentaire. A Prague, Rude Pravo a très vivement pris à partie M. Santiago Carrillo. Le trouble de la plupart des autres partis d'Europe de l'Est paraissent encore hésitants à s'engager à la suite des Soviétiques dans la polémique. Seul Neues Deutschland, l'organe du P.C. est-allemand, a reproduit l'article de l'hebdomadaire moscovite Temps nouveaux contre M. Carrillo. La rédaction du journal s'est bien gardée, toutefois, d'y ajouter son propre commentaire. A Prague, Rude Pravo a très vivement pris à partie M. Santiago Carrillo.

La remise en cause de la société à l'Est

D'autre part, du temps de son exil, le dirigeant espagnol a entretenu des relations assez et très amicales avec les communistes roumains. Et ces derniers, même s'ils n'admettent pas certaines thèses sur la dictature du prolétariat ou le pluralisme, n'ont pas moins d'accord eux aussi avec les eurocommunistes quand ceux-ci défendent l'indépendance tactique et stratégique de chaque parti. Mais les communistes tchécoslovaques du printemps de Prague se retrouvent également dans la ligne défendue par les P.C. italien, espagnol, voire

français. Les barrières géographiques, raciales, culturelles, qui ont empêché des communistes chinois de faire école, n'existent plus quand il s'agit du continent européen. L'eurocommunisme n'a d'ailleurs pas la prétention d'offrir de nouveaux modèles. Il est avant tout l'affirmation, du reste consacrée dans les textes les plus officiels, du mouvement communiste, à commencer par le document de Berlin, de la souveraineté et de l'indépendance de chaque parti. Toutefois, la recherche, par un nombre toujours plus grand de partis communistes, de voies spécifiques vers le socialisme n'est pas la simple conséquence de conditions historiques, politiques et économiques différentes. Elle est aussi inévitablement le résultat d'une remise en cause des sociétés existant en Europe de l'Est.

Peut-on proposer en France ou en Italie, sans parler de l'Espagne et du Portugal, qui sortent de dizaines d'années de dictature, un socialisme sans presse libre, sans droit de grève, sans secteur privé dans le commerce, l'agriculture et l'industrie, sans élections véritablement libres, sans une culture libre ? La est le défi de l'eurocommunisme et de M. Carrillo, qui a osé dire tout haut ce que d'autres pensent plus bas. Il est de la logique de cette interrogation de se détacher du type de socialisme existant à l'Est. A défaut d'être un « modèle », cette entreprise peut devenir un exemple. C'est ce qui, pour Moscou, la rend dangereuse.

MANUEL LUCBERT.

M. Kadar : le phénomène est utilisé par des « forces hostiles au mouvement ouvrier »

De notre correspondant

Bonn. — M. Janos Kadar, premier secrétaire du parti socialiste ouvrier hongrois qui commença lundi 4 juillet une visite officielle en République fédérale d'Allemagne, a répondu dans une interview à la Frankfurter Rundschau, le quotidien de gauche, à une question sur la signification de l'eurocommunisme pour l'évolution du communisme. M. Kadar indique tout d'abord que « en liaison avec le phénomène appelé eurocommunisme », une « expression à la mode aujourd'hui », précise-t-il, « a été devenue clair que des forces hostiles au mouvement ouvrier voulaient utiliser ce concept pour enfoncer un coin entre divers partis communistes ouest-européens et les partis communistes d'Union soviétique et des pays socialistes ». « Nous devons tout faire, ajoute-t-il, pour faire échouer ce dessein. » Cependant, le chef du parti communiste hongrois reprend ses déclarations de Bonn sur le droit et le devoir de chaque parti communiste de trouver une voie qui lui soit propre (le Monde daté 26-27 juin).

M. Jacques Denis : une réalité objective et un fait nouveau

A propos de l'article de l'hebdomadaire soviétique Temps nouveaux, M. Jacques Denis, membre du comité central du P.C.F., a déclaré : « L'eurocommunisme ? Nous ne récusons pas le terme et nous avons déjà dit que nous en tenions compte. » « C'est la ligne du XXII^e congrès et nous avons déjà dit que nous y tenions compte. » « Nous avons constaté », Georges Marchais avait fait il y a juste un an à la conférence de Berlin — que plusieurs partis communistes et pays capitalistes industrialisés affrontent des problèmes fondamentalement communs, qu'ils y apportent des réponses analogues et définissent chacun pour leur classe ouvrière et leur peuple, et en toute indépendance, une perspective socialiste fortement marquée d'un même socialisme démocratique. » « Ce n'est pas une invention subjective. C'est à la fois une réalité objective et un fait nouveau. Bien entendu, même entre les partis communistes qui le reconnaissent, cela procède d'une grande diversité de situations, de jugements et de comportements. » « Il ne s'agit pas de créer ou de réinventer quelque chose. Pas davantage de se définir par opposition à d'autres partis communistes. » « Pour notre part, il nous paraît plus utile, plutôt que de partir en guerre contre un mot, de mettre à profit les conditions

MEDECINE Pharmacie
IPEC
Enseignement supérieur privé
46, bd St-Michel
933.31.23/033.45.87
(au cœur du Quartier Latin)
documentation sur demande

Sept. : recyclage scientifique.
Oct.-juin : stage parallèle à la Fac.
PCEM et Pharmacie Année 0.
Petits groupes.
Contrôles fréquents.

LENTILLES DE CONTACT :
des millions d'utilisateurs conquis.
Pourquoi pas vous ?

Ne dites plus « Je n'en ai pas » : des millions de personnes dans le monde ont depuis longtemps renoncé à porter des lunettes et adopté les lentilles de contact. Ne dites plus « C'en est pas pour moi » : chez YSOPTIC, il existe toute une gamme de lentilles de contact spéciales pour yeux sensibles. Ne dites pas « lesquelles choisir ? » : chez YSOPTIC, des spécialistes vous conseilleront les lentilles de contact qui répondent le mieux à votre cas et vous garantiront une accommodation rapide et une tolérance parfaite. Venez faire un essai. Gratuitement.

YSOPTIC
80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS
Tél. : 522.15.52
Documentation et liste des correspondants
français et étrangers sur demande.

LA PENSÉE
REVUE DU RATIONALISME MODERNE
ARTS • SCIENCES • PHILOSOPHIE
N° 193 - JUIN 1977

- DISCIPLINE D'USINE ET MODES DE VIE, par Danielle BLETRACH, Alain CHENU.
- RÉPÉTITION ET PROGRESSION DANS « AURÉLIEN », par Suzanne RAVIS-FRANCON.
- ROSA LUXEMBURG ET LA THÉORIE DU SOUS-DEVELOPPEMENT, par Dorothée DANSET.
- « CRISE DE L'ÉTAT » ET CRISE DU CAPITALISME MONOPOLISTE D'ÉTAT, par Jean LOJUNE.
- LE RECOURS À ROME DANS L'ŒUVRE DE GIBSON, par Monique CLAVEL-LEVREQUE, Michèle BARIDON.
- MONTEQUIEU STAIT-IL ESCLAVAGISTE ? par Jean-Pierre DESPIN.
- FICTION ET RÉALITÉ : LES ROMANS DE GABRIEL GARCIA MARQUEZ, par Eugénie NEVES.

REDACTION - ADMINISTRATION
Tartie d'Annemasse, 13 av. (5 ans)
France : 90 F - Étudiants : 51 F - Autres pays : 110 F
Vente au numéro - France : 18 F - Autres pays : 25 F
LA PENSÉE, 146, r. de la République, 75010 PARIS - CCP 480 Paris
En vente en librairie.

A GRA
excentri
et serer

Les contradictions d'une société

MANUEL LUCBERT.

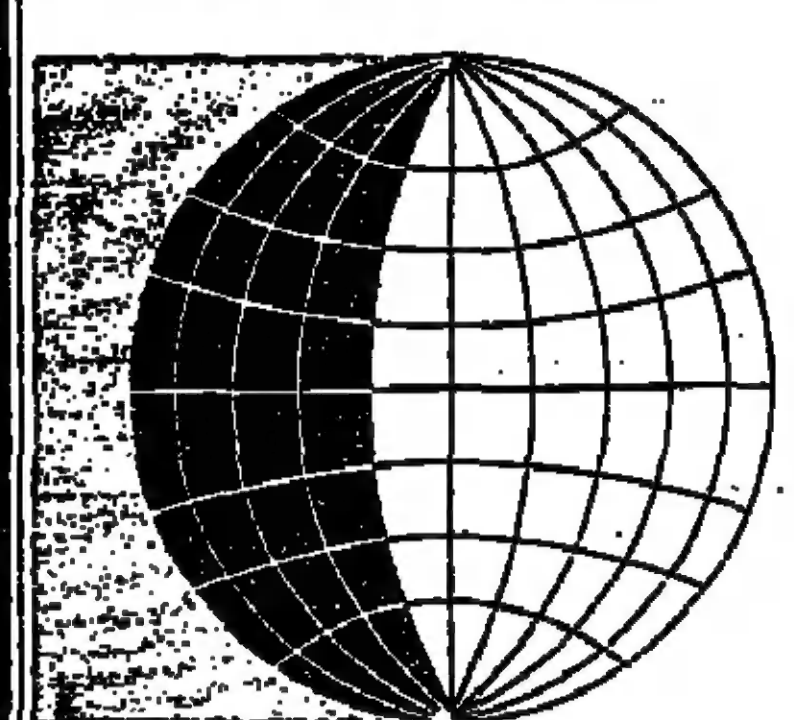
MATELAS • SOMMIERS • ENSEMBLES

EPEDA

multispirale
présente toutes
ses literies chez
CAPELOU
DISTRIBUTEUR

LIVRAISON TRÈS RAPIDE
EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI
Seule adresse de vente :
37, AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE
PARIS XI^e - Métro : Parmentier
Tél. 557.48.35

... ..



Un grand nom de l'industrie mondiale

Le premier fournisseur d'usines d'eau de mer en opération : plus de 170 unités. En commande avec fabricants sous licence : 21 grandes unités pour une capacité globale supérieure à 350 000 m³ par jour.

Un très important constructeur de pompes pour :

- Centrales électriques.
- Adoucisseurs d'eau.
- Installations pétrolières.
- Constructions navales.
- L'industrie en général.

Des fondrières d'acier parmi les mieux équipées d'Europe.

EN FRANCE : WEIRITAM S.A., LEVALLOIS-PERRET.

WEIR The Weir Group Ltd., Cathcart, Glasgow, G44 4EX, Ecosse.

COMMONWEALTH

Le plus grand club privé multiracial

par PATRICK KEATLEY (*)

Les premiers ministres et les présidents de trente-trois pays représentant un milliard d'habitants viennent de clore à Londres leur conférence 1977. Ils ont décidé de se réunir dans deux ans à Lusaka, la capitale de Zambie.

Le « Commonwealth des nations » existe bel et bien, même si ses critiques persistent à n'y voir que le vieux empire britannique opportunément rebaptisé. Je ne puis mieux faire que donner la parole au premier ministre d'Australie, M. Malcolm Fraser, qui, dans son discours de la conférence de Londres, a ainsi répondu aux détracteurs :

« Le Commonwealth n'est pas une relique anachronique de l'ère impériale. Les liens qui unissent tous ces nations — un même monarque, une même citoyenneté, le système parlementaire de Westminster, une langue officielle, et les traditions du droit coutumier anglais — s'effacent peu à peu. »

« Pourtant, le Commonwealth a survécu. Parce qu'il a évolué pour devenir un groupement autonome de nations. Il y a quelques décennies, il était composé de quelques pays « blancs » étroitement liés les uns aux autres, homogènes et essentiellement britanniques. »

« Aujourd'hui, avec trois douzaines de pays membres, l'homogénéité a fait place à la diversité. La domination de l'un de ces pays a été remplacée par des relations équilibrées. Ce qui fut autrefois une organisation anglosaxonne est devenue réellement multi-raciale. La diversité même du Commonwealth, que les observateurs extérieurs considéraient comme un signe de faiblesse, est la véritable source de sa force. »

« Dans la mesure où nos conférences « au sommet » ne tentent pas d'arriver à des décisions contraignantes en matière de politique étrangère, de stratégie économique ou de questions militaires, nos membres ne se sentent pas tenus d'adopter des positions « dures ». Nous sommes les dirigeants de pays qui ont le rare privilège de discuter plutôt que de se disputer. Lors de nos conférences, les chefs de gouvernements de trois douzaines de pays passent, pour y assister, plus d'une semaine loin de leurs affaires courantes. Ils ne font pas cela par simple tradition, mais parce que c'est une occasion unique dans le monde de la diplomatie de discuter de problèmes capitaux. »

L'airout de la discrétion

Les archives journalistiques d'il y a trente ans font apparaître une formulation curieuse qui n'a plus cours aujourd'hui : « Le Commonwealth britannique des nations. Paradoxalement, c'est le monarque de l'époque, George VI, qui suggéra, à l'une des conférences que Winston Churchill présidait, de retirer le mot « britannique » du nom de l'organisation. Ce qui l'y incita fut que l'Inde venait de se transformer en République. Ce qui signifiait qu'il n'y aurait plus de gouverneur général à La Nouvelle-Delhi, mais un président qui serait un citoyen indien. »

Le pandit Nehru, qui était alors premier ministre de l'Inde, fit, lui aussi, une heureuse proposition : il suggéra qu'il y ait un « chef du Commonwealth », au rôle purement honorifique, et que ce chef soit le souverain du Royaume-Uni. Ce projet fut adopté, et la fille de George VI, la reine Elisabeth, remplit scrupuleusement cet

agréable devoir. Lorsqu'il y a une conférence du Commonwealth, elle arrive quelques jours avant et organise une série de dîners et de dînes sur le « royal Britannia ». Et quand les premiers ministres et les présidents reprennent leurs dossiers et se dirigent vers la salle de conférences, la reine s'est déjà discrètement esquivée.

Ces « sommets » du Commonwealth sont très différents des autres conférences internationales. D'abord, comme aux quatre-vingt autres réunions qui ont lieu chaque année à l'échelon ministériel ou autre, l'anglais y est la langue officielle. Il n'y a donc pas de barrières de langues, pas d'interprètes, pas d'interprètes parlant à toute allure derrière des murs de verre. Et puis, il y a la discrétion. Ni la presse ni le public ne sont admis aux séances. On évite ainsi les débats où les orateurs pren-

nent des attitudes et font des mots pour les archives. La présence des premiers ministres et des présidents écarte les leaders de partis qui sont, par définition, des chefs de factions coriaces. Les chefs de gouvernement peuvent ainsi baisser leur garde et se parler sincèrement, en toute sécurité. Ils peuvent comparer

Mais les discussions ne sont pas tout. Une certaine communauté d'action, un même héritage colonial, facilitent le travail des experts qui se rencontrent. Ils peuvent échanger des idées, par exemple, un botaniste écossais, spécialiste d'une maladie spécifique des arbres de montagne, se rendra dans une région de montagnes similaires au Swaziland pour y traiter les arbres malades. Les habitants du Swaziland ont aussi reçu l'aide de techniciens canadiens et néo-zélandais des industries papétières. Dans certains cas, on voit aussi les pays pauvres aider d'autres pays pauvres, la note étant payée par les pays riches. Quand le gouvernement de Chypre eut besoin d'un statisticien, les Jamaïcains en trouvèrent un — ou plutôt une, c'était une femme — qui fut formée en Grande-Bretagne et envoyée ensuite à Nicosa. Le financement d'une opération multinationale de ce type est assuré par le Fonds de coopération technique du Commonwealth, dont les bureaux se trouvent au quartier général de l'organisation à Marlborough House, à Londres.

On trouve là le secrétaire général, M. Shridath Ramphal, qui dirige une équipe internationale de deux cent cinquante hommes et femmes originaires de tous les

leurs notes sur la situation respective de leur pays, sur la façon de lutter contre le chômage, la criminalité juvénile, l'inflation, la subversion, le moral de leurs armées et tous autres sujets délicats. Mis à part le petit club des cinq pays nordiques, il n'existe pas d'autre instance dans le monde où des responsables nationaux peuvent s'entretenir aussi simplement. C'est un système civilisé et excessivement pratique.

Un même héritage

Les membres. Originaires, lui-même, des Caraïbes. Il a été ministre des affaires étrangères de la Guyane. Lorsqu'il était à la tête de la Guyane, il a obtenu une bourse de la fondation Guggenheim pour la faculté de droit de l'université américaine de Harvard.

Le Fonds de coopération du Commonwealth est l'une des entreprises les plus fructueuses de l'organisation, car il peut envoyer des experts là où il y a un besoin pour le tiers du prix des programmes d'aide des Nations unies ou du gouvernement américain. Son budget annuel, de 15 millions de dollars (75 millions de francs), provient de donations des gouvernements du Commonwealth, les principaux mécènes étant, dans l'ordre décroissant : le Canada, la Grande-Bretagne, la Nouvelle-Zélande et la Nouvelle-Gélande. Au dernier « sommet » de Londres, dix-huit gouvernements membres ont annoncé qu'ils augmenteraient leur contribution de 25 à 50 % pour l'année à venir. Il y a, en permanence, deux cent cinquante experts en poste dans les pays les moins développés de l'organisation. 4 % d'entre eux appartiennent à des pays pauvres. C'est un peu l'application du principe « aide-toi, le Ciel t'aidera ».

La coopération avec la francophonie

Il existe aussi un budget particulier d'aide aux jeunes. Il concerne surtout les pays pauvres dans lesquels le développement de la scolarité provoque un exode vers les villes avec tous les risques que ce phénomène implique en matière de criminalité juvénile. Des centres de formation pour les responsables d'organisations de jeunesse ont été créés

en Inde, en Afrique et dans les Caraïbes. Ils fonctionnent pour l'ensemble du Commonwealth. Il y a aussi un système de bourses qui procure chaque année des places d'université gratuites à mille étudiants de doctorat dans des domaines d'utilité pratique, comme la médecine, l'économie ou l'ingénierie. Lors du dernier « sommet » de Londres, les leaders du Commonwealth ont décidé de créer cinq cents bourses nouvelles.

La conférence de Londres a aussi approuvé un plan de coopération avec l'Agence de coopération culturelle et technique des pays francophones (A.C.C.T.). Ce plan est mis au point par M. Ramphal et son homologue à Paris, M. Dan Dicko. Leur programme concerne l'agriculture, la technologie, le tourisme et l'enseignement. Mais trois pays du Commonwealth sont aussi membres de l'A.C.C.T. : le Canada, l'île Maurice et les Seychelles. Le Commonwealth n'est décidément plus « britannique ».

(*) Correspondant diplomatique du Guardian.

JUBILEE CENTRE



QUEEN-HITHE, UPPER-THAMES STREET LONDON EC4

Un complexe unique au cœur de la « City » de Londres met à votre disposition 7 000 m² de bureaux, salles de conférences, restaurants et appartements de fonction. Agents exclusifs.

SINCLAIR GOLDSMITH
SINCLAIR GOLDSMITH LTD
100, Abchurch Lane, LONDON EC4N 3DF
01-523 6544

Richard Saunders & Partners
23, 45 EASTCHEAP LONDON EC6A 3TE
01-252 4626

La BNP en Grande-Bretagne

La Banque Nationale de Paris l'une des toutes premières du monde est à votre service en Grande-Bretagne comme dans plus de 60 autres pays.

Sa filiale britannique, la Banque Nationale de Paris Limited est établie dans la City de Londres depuis plus de cent ans.



Banque Nationale de Paris

Siège Social : 16, boulevard des Italiens 75009 PARIS. Tél. 523.55.00

Filiale en Grande-Bretagne : **Banque Nationale de Paris Limited**

Siège Social : 10-15 Mincing Lane, London EC3P 3ER

Agence de Knightsbridge : 60, Brompton Road, London SW3 1BW

Bureaux de Représentation de la Banque Nationale de Paris Limited

21, Melville Street, Edinburgh EH3 7PE

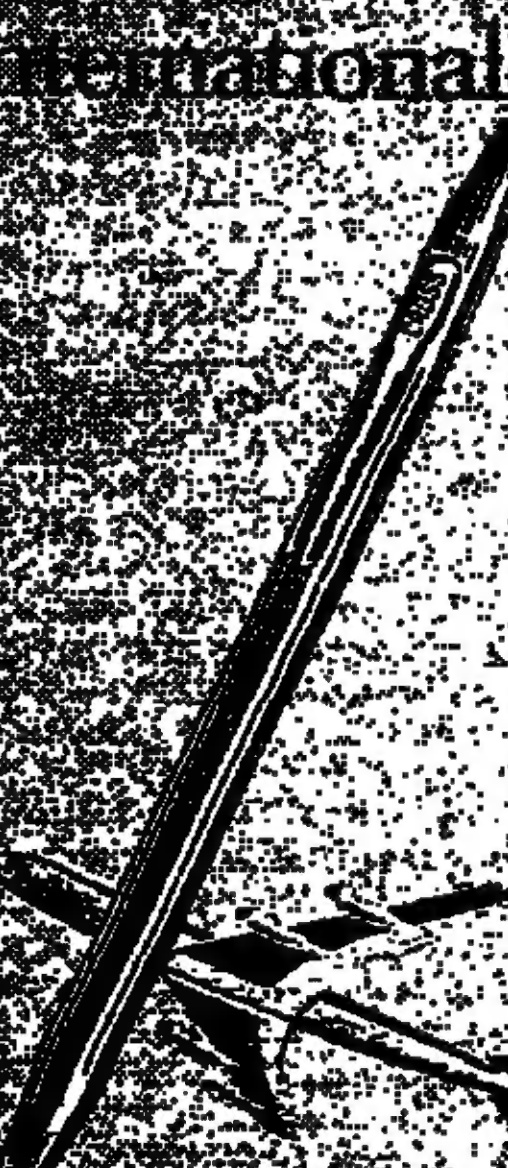
11-12, Park Row, Leeds LS1 5HD

Welliesley House, 37, Waterloo Street, Birmingham B2 5JT

Le Groupe Bancaire Français aux 4 coins du Monde

On peut être gentleman

une classe internationale



CROSS
DEPUIS 1846

Le monde est un jeu d'équilibre. C'est pourquoi il faut un instrument de précision. Un instrument qui ne se contente pas de vous servir, mais qui vous aide à servir. C'est pourquoi CROSS est la marque de la classe internationale.

DÉFENSE

club privé multiracial

REUTERS KEATLEY 14

Les membres du club privé multiracial de la Grande-Bretagne ont été invités à se réunir à la fin de l'été pour discuter de la situation de la défense. Le club, qui est ouvert à tous les membres du club de la défense, a été créé par le ministre de la Défense, M. James Callaghan, en 1974. Le club a pour but de promouvoir la coopération entre les membres du club de la défense et les membres du club de la défense multiracial.

Un même héritage

Le club privé multiracial de la Grande-Bretagne a été créé par le ministre de la Défense, M. James Callaghan, en 1974. Le club a pour but de promouvoir la coopération entre les membres du club de la défense et les membres du club de la défense multiracial. Le club a été ouvert à tous les membres du club de la défense, et les membres du club de la défense multiracial ont été invités à se réunir à la fin de l'été pour discuter de la situation de la défense.

La coopération avec la francophonie

Le club privé multiracial de la Grande-Bretagne a été créé par le ministre de la Défense, M. James Callaghan, en 1974. Le club a pour but de promouvoir la coopération entre les membres du club de la défense et les membres du club de la défense multiracial. Le club a été ouvert à tous les membres du club de la défense, et les membres du club de la défense multiracial ont été invités à se réunir à la fin de l'été pour discuter de la situation de la défense.

Solidarité atlantique avant tout

Le gouvernement britannique n'a pas l'intention de s'engager dans l'étude d'une nouvelle génération d'armes nucléaires. C'est en substance ce que le premier ministre travailliste, M. James Callaghan, a répondu à des députés qui l'interrogeaient sur l'attitude de Londres dans les négociations américano-britanniques sur l'arrêt des expériences nucléaires à des fins militaires.

C'est aussi l'impression que le ministre français de la défense, M. Yvon Bourges, a tirée de ses dernières conversations avec son homologue britannique, M. Fred Mulley. Pendant des années, les Anglais ont eu à leur disposition une force de bombardiers équipés d'armes nucléaires qui a été progressivement remplacée par la mise en service de sous-marins nucléaires lance-missiles Polaris de conception américaine. Aujourd'hui, cette force navale existe — quatre sous-marins

sont opérationnels — et, si les Britanniques acceptent de les moderniser, ces unités devraient conserver leur crédibilité pour plusieurs années encore.

Tout se passe donc comme si la Grande-Bretagne avait décidé de veiller à la « maintenance » (entretien et modernisation) de cette force sous-marine, sans franchir les étapes technologiques nouvelles qui accablent, au-delà de ses strictes besoins de défense actuels, le développement de la dissuasion nucléaire du Royaume-Uni. Du reste, la dissuasion est de rigueur sur ces nouveaux développements — elle existe, — et c'est avec beaucoup de prudence que certains, à Londres, envisagent la fabrication d'un missile de croisière nucléaire à bord du nouvel avion M.R.C.A.-Tornado à flexibilité variable, conçu en coopération par la Grande-Bretagne, la République fédérale d'Allemagne et l'Italie.

A Londres, on souligne, au demeurant, autant la dépendance de l'Europe par rapport aux Etats-Unis que celle des Etats-Unis à l'égard de l'Europe. Et l'on imagine mal qu'un pays européen puisse être placé, un jour, dans la situation d'avoir à se défendre seul, avec ou sans armes nucléaires, et sans coordination, en tous les cas, avec l'OTAN.

« Nous comprenons l'attitude de la France, explique M. Gilbert, car nous avons une vue réaliste de la situation, même si nous regrettons son absence du commandement intégré atlantique. » Mais, au ministère britannique de la défense, on observe qu'il y a eu des « assoupissements » de la politique française envers l'Europe, et que cela pourrait tolérer la situation intérieure française. « Nous sommes satisfaits de voir la France française se renforcer en Méditerranée, commente un officier général, pendant que nous nous occupons principalement de la Manche et de l'Atlantique. C'est un exemple parfait de rationalisation. »

La véritable question sera, en réalité, de savoir comment pourront subsister, simultanément, des accords multilatéraux de coopération en matière d'armements entre des pays qui n'ont pas atteint le même stade de développement technologique et industriel, et des accords bilatéraux ou trilatéraux de collaboration en

Europe sur des programmes militaires qui n'intéressent pas tous les membres du club de Rome.

Après quoi, si cette question est tranchée, il faudra bien, comme le reconnaissent les responsables britanniques, définir la nature des rapports de ces différents pays européens avec les Etats-Unis.

s'en tenir à des solutions purement nationales afin de mieux préserver son potentiel industriel et sa main-d'œuvre. Témoin, le choix récent de Londres en faveur de l'acquisition d'un avion d'alerte avancée, le NIMROD, de conception britannique, au détriment du radar volant AWACS proposé par les Etats-Unis aux pays membres de l'OTAN.

Pour autant, le gouvernement travailliste continue de penser qu'il importe d'éviter tout double emploi entre ce que font les Européens et ce que réalisent les Américains. Une défense européenne indépendante appartient au domaine des spéculations. « Pour la Grande-Bretagne, avoue M. Gilbert, l'organisation de la défense est plus satisfaisante si elle est intégrée, et, dans ce contexte, il ne peut pas y avoir place pour une coopération nucléaire entre la France et le Royaume-Uni. »

JACQUES ISNARD.

Le NIMROD, pas l'AWACS

« En analysant les besoins militaires, indique M. Macdonald, nous avons intérêt à distinguer la standardisation et l'interopérabilité des armements, et à penser à nos propres ventes de fournitures militaires en regard des besoins industriels de notre pays. L'inquiétude sur le manque de standardisation dans les armements de l'OTAN a été exagérée il y a deux ans. Aujourd'hui, il s'agit

aussi d'obtenir que les Etats-Unis songent aux productions européennes pour couvrir leurs besoins militaires. Les choses ne vont pas vite, mais on peut y arriver avec une bonne collaboration entre chefs de gouvernement. »

Oscillant entre sa contribution à l'OTAN et sa coopération avec l'Europe, la Grande-Bretagne sait, lorsque les circonstances s'y prêtent,

Orientations à long terme

Le gouvernement travailliste entoure, volontiers, de secret sa politique nucléaire de défense — quelques lignes rapides et peu compromettantes dans le dernier Livre blanc — de crainte, sans doute, de créer des difficultés supplémentaires dans ses relations, déjà tumultueuses, avec l'aile gauche du parti de M. Callaghan. Au moment où tant de sujets de discorde agitent le parti travailliste, et à l'heure où l'économie britannique traverse une passe délicate, point n'est besoin, en effet, de multiplier les occasions de crise.

Or l'éventualité d'un nouvel effort en matière nucléaire de la Grande-Bretagne n'est pas unanimement appréciée, à commencer par l'aile gauche du parti travailliste et par les syndicats, qui réclament d'autres choix financiers ou d'autres priorités.

Mais cette explication n'est pas la seule, et la discrétion des autorités gouvernementales sur la politique nucléaire de la Grande-Bretagne tient aussi à l'existence d'orientations stratégiques à long terme.

L'effort de défense britannique est tout entier concentré, désormais, sur

l'alliance atlantique, et la force nucléaire sous-marine du Royaume-Uni est une contribution à la dissuasion de l'OTAN. Ces principes figurent très précisément en tête de tous les exposés gouvernementaux sur la défense.

Le dispositif militaire britannique est organisé en vue d'une participation au théâtre des opérations dans le Centre-Europe — avec cinquante-cinq mille hommes stationnés en permanence en République fédérale d'Allemagne — ou en appui des forces sud et nord de l'Europe pour le renforcement de la solidarité atlantique.

« Nous ne sommes plus un pouvoir militaire global, dit-on fréquemment au ministère britannique de la défense, mais nous accordons de l'importance à la sécurité du continent européen et à la surveillance de l'Atlantique oriental, de la Manche et de la mer de Norvège. Nous sommes une nation souveraine, mais nous tenons également à demeurer la seule nation européenne à mettre ses forces classiques et nucléaires au service de la solidarité atlantique. »

L'« ultime garantie »

Si les responsables britanniques se refusent à expliquer davantage l'avenir de leur force nucléaire de dissuasion et se contentent de préciser que l'efficacité des sous-marins lance-missiles sera maintenue au-delà de 1985, ils s'efforcent, en revanche, de l'idée que l'on puisse mettre en doute l'indépendance de cet armement nucléaire.

« Notre force nucléaire est tout à fait indépendante », affirme M. John Gilbert, ministre d'Etat au ministère britannique de la défense, et le gé-

ral de brigade aérienne Harding, directeur de la politique de défense au ministère, renchérit aussitôt : « La force nucléaire est une garantie ultime de l'indépendance nationale. Nous ne dépendons pas des Etats-Unis pour la maintenance de nos sous-marins Polaris, et les forces tactiques nucléaires sont sous contrôle britannique. Nous avons des stocks adéquats de pièces de rechange pour les missiles Polaris et, d'une manière générale, nous ne souhaitons pas être un « otage » de Washington. »

British Leyland, le premier groupe automobile britannique au service des marques les plus prestigieuses.

Daimler, Jaguar, Rover, Triumph, Austin, Morris, Mini, Land-Rover. Range-Rover.



British Leyland France, Rue Ambroise-Croizat, 95101 Argenteuil. Tél. 982.09.22 - Crédit CGI/Leasing CGL. Préfère TOTAL.

On peut être gentleman et homme d'affaires.

Une ténacité exemplaire que dissimule la courtoisie la plus exquise. Du charme et de la souplesse. Une décontraction qui masque à merveille fermeté et maîtrise de soi. Tour à tour patient, âpre, conciliant... mais ne cédant jamais d'un pouce, cachant toujours l'habileté, la plus vive sous les dehors d'un amateurisme distingué : voici l'homme d'affaires britannique.

On comprend d'autant mieux, que si le marché britannique semble aisé à aborder, il l'est beaucoup moins à conquérir. Comment donc y réussir quand on n'est pas au fait des mœurs et des pratiques d'Outre-Manche? Comment « saisir » ce marché, les hommes et leurs méthodes?

Faites appel à la Société Générale. Elle est à Londres depuis plus de 100 ans.

En France, ses spécialistes des pays anglo-saxons vous informent sur tous les débouchés possibles en Grande-Bretagne, ils se chargeront

de concevoir vos voyages et prépareront vos contacts.

En Grande-Bretagne, les responsables des agences de Londres, Manchester ou Birmingham vous accueilleront, vous assisteront dans vos démarches, la négociation de vos contrats et la rédaction de leurs différentes clauses.

Par ailleurs, si vous envisagez une implantation en Grande-Bretagne afin de mieux assurer la diffusion de vos produits outre-manche, ou si vous souhaitez favoriser votre rapprochement avec une entreprise anglaise, la Société Générale est à même de vous trouver les partenaires sûrs et de mettre au point avec vous les solutions financières les plus satisfaisantes. C'est le rôle de sa « Merchant Bank », la Société Générale (France) Bank LTD.

Commercialement ou financièrement, partout où c'est important pour vous, la Société Générale peut vous aider.

© SOCIÉTÉ GÉNÉRALE La banque française et internationale.

Membre de l'Union Européenne des Banques Internationales.

Pour un contact quotidien avec la Grande Bretagne, écoutez

BBC Londres

en français Service Français en anglais World Service

Pour tous détails: Bureau de la BBC (Dept. X.S.), B.P. 487 08 Paris

NP grande-bretagne

Le Paris d'une autre histoire

La Banque Nationale

Le Paris d'une autre histoire

Le Paris d'une autre histoire

Le Paris d'une autre histoire

Le Paris d'une autre histoire

Bancaire Français du Monde

Une ligne internationale



AGRICULTURE

Cinq ans d'« Europe verte » :
déception sur toute la ligne

En 1972 la période transitoire de l'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun s'achève. La politique agricole britannique devait alors être alignée sur celle des autres Etats membres. Mais qui est encore partisan de l'Europe verte ?

LS n'avaient qu'à bien se tenir, ces agriculteurs du continent ! Avec l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, ils allaient voir ce qu'étaient des fermiers « efficaces ». Parce que, outre-Manche, un élevage de 1 000 hectares avec mille huit

cents bovins et sept salariés permanents, des porcheries géantes, des poulaillers de cent mille poules, ce n'était pas exceptionnel. Moderne était l'agriculture britannique et aussi très concentrée : une exploitation couvrait en moyenne 40 hectares, alors que dans les six pays de la Communauté originale les agriculteurs se seraient sur 13 hectares. En fait, plus des deux tiers de la surface agricole étaient occupés par des fermes supérieures à 50 hectares, contre moins d'un tiers chez les Six : un troupeau laitier comprenait trente vaches ici et huit là.

De l'espoir...

Il ne fallait pas croire non plus que la Grande-Bretagne se nourrissait en achetant tout sur les marchés mondiaux. L'agriculture locale fournissait à la ménagère la totalité de son lait frais, de ses œufs, presque toute la viande de porc, la volaille et les pommes de terre, et les quatre cinquièmes du bœuf dont elle avait besoin. Sucre et beurre manquaient en plus grande quantité, mais il fallait savoir que, de 1960 à 1970, la production de bœuf avait augmenté de 30 % et que l'élevage des cochons avait doublé.

Bref, c'était l'agriculture très productive d'un pays hautement industrialisé : 3 % de la population active occupée dans les campagnes produisaient 3 % du produit intérieur brut. Un beau résultat comparé aux 14 % d'actifs agricoles français ne produisant pas plus de 10 % du P.I.B. « Heures agricoles », écrivait, dans ces colonnes, en août 1972,

... à la réalité

Après cinq ans — et à un an de l'adhésion définitive — la situation est bien différente. « Les choses ne sont pas allées dans le sens prévu, pour plusieurs raisons. La situation de l'agriculture britannique n'est pas aussi bonne qu'on l'aurait voulu », nous a déclaré M. Richard Hudson, président de la commission économique de l'Union des fermiers

britanniques (N.F.U.). A tel point que, comme ses collègues français, il s'en va désormais manifester dans les rues pour obtenir des aides aux producteurs.

Ce n'est pas que l'agriculture britannique soit moins efficace, moins productive, moins moderne. C'est que depuis l'adhésion, en janvier 1973, rien n'est allé comme prévu. Les prix mondiaux

du blé et du maïs ont quadruplé, les cours du soja et de la farine de poisson ont doublé ; du coup, les prix britanniques se sont trouvés, en quelques mois, au niveau qu'ils auraient dû atteindre en 1978 seulement. Puis le pétrole a quadruplé, le phosphate a triplé, tandis que, à cause d'augmentations de salaires trop fortes, l'inflation britannique se déchaînait et que la livre sterling s'affaiblissait sur le marché des changes.

Pour les fermiers, cela s'est traduit par une augmentation de 90 % du coût des productions de 1972 à 1976. Les prix reçus par les exploitants ont été insuffisants pour maintenir leur pouvoir d'achat : la diminution du revenu a été estimée à 9 % lors de la dernière *Annual Review*, l'équivalent en plus sophistiqué de la conférence annuelle agricole française. A vrai dire le ciel s'en est mêlé aussi : même sans sécheresse ni inondations, la baisse des revenus aurait été de 3 %.

En clair, déception sur presque toute la ligne pour les fermiers :

— Les investissements sont tombés aux deux tiers du niveau atteint en 1974 ;

— Les récoltes sont inférieures de 23 % aux objectifs fixés en 1975 par le gouvernement dans

« La faute à l'Europe »

L'orgueilleuse agriculture britannique de 1972 partage donc, en 1977, les mêmes difficultés et les mêmes problèmes que son homologue continentale. Or le citoyen britannique moyen ne l'entend pas de cette oreille. Les mauvais coups du ciel, les fluctuations des marchés mondiaux de denrées, la crise du pétrole, l'affaiblissement de la livre, tout cela n'a pour lui qu'un lointain rapport avec le fait que les prix alimentaires ont augmenté de 150 %, en quatre ans. Ces 150 % sont mis au débit du Marché commun agricole.

Les attaques contre l'« Europe verte » nous ont surpris par leur ampleur et leur violence. La presse regorge de correspondances

et d'articles accablant les petits fermiers inefficaces du continent, cause des prix alimentaires trop élevés. Souvent les arguments avancés ne manquent pas de mauvaise foi. La revue des associations de consommateurs *Which ?*, qui est diffusée à plus de six cent cinquante mille exemplaires, a fait une étude du Marché commun dans sa livraison de juin. Elle a constaté que les fameux excédents européens ne servent qu'à alimenter les réserves de consommation, soit moins de 10 % de la marge de sécurité recommandée par la F.A.O. (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture).

Elle a reconnu aussi que la productivité des agriculteurs européens a augmenté à un rythme très rapide, que les prix alimentaires sont élevés mais stables, comparés aux cours mondiaux. La revue n'en a pas moins conclu à l'urgence d'une réforme de la politique agricole commune pour éviter la constitution de stocks alimentaires, pour ouvrir la C.E.E. aux marchés mondiaux, pour accroître l'efficacité des fermiers.

Et, contre toute vérité, *Which ?* a affirmé que l'Europe verte « est une entrave grave au commerce mondial et à la croissance économique des pays sous-développés ».

Après deux jours à courir Londres de politiciens en syndicalistes, nous nous demandions même si nous rencontrerions jamais un Britannique favorable à l'Europe verte. Dans une lettre au *Monde*, l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris, Sir Nicholas Henderson, avait assuré : « Il ne peut plus être question de doubler de l'attachement de la Grande-Bretagne à l'Europe depuis le référendum de juin 1975 qui vit 67,2 % des votants opter pour la participation à la Communauté ». Sir Nicholas Henderson nous pardonnera de rappeler une boutade qui circulait en France dans les premières années de la V^e République : « Les trois quarts des Français votent pour le général de Gaulle, mais on ne rencontre jamais un gaulliste ». En bien, s'il y a eu deux tiers de Britanniques favorables au Marché

commun, ils se gardent bien de le dire aujourd'hui.

« Les paroles agricoles sont, en règle générale, pour le Marché commun, mais à titre personnel je suis contre », nous a lancé l'attaché de presse de l'union (N.U.A.W.). « Des tranquillités ont toujours été contre le Marché commun. Aujourd'hui nos analyses pessimistes sont vérifiées. Les aliments sont de plus en plus chers et nos produits industriels n'ont aucun avantage chez nos partenaires », nous a fait remarquer un spécialiste des questions européennes du Labour Party, M. Siegel.

Inverser la politique commune

Nous avons compris les raisons de la déception de ce haut fonctionnaire en lisant et en entendant les déclarations des ministres qui marquent, à tout propos, leur refus de tenir un changement profond dans le fonctionnement de l'« Europe verte ». « Je pense qu'il est maintenant établi que la politique agricole commune a besoin d'une réforme large. La réforme négociée sur les prix européens a été un commencement, mais des réformes plus profondes seront nécessaires. Nous devons tout faire pour nous débarrasser des excédents existants. Je suis sûr que les travailleurs de la terre veulent produire de la nourriture qui soit mangée et non pas stockée, et je suis sûr que leurs espérances sont que les aliments soient vendus à des prix acceptables et non pas bradés à coups de subventions dans d'autres pays », a écrit récemment M. John Silkin, le ministre de l'Agriculture.

Les réformes souhaitées par M. Silkin font partie intégrante du programme du parti travailliste de 1976. Les têtes de chapitre sont explicites : « Mettre fin au système des prix de production communs ; changer les mécanismes d'intervention ; modifier la politique des prix ; agrandir les structures de production ; modifier les circuits de commercialisation ; assurer une meilleure distribution des excédents ; faciliter les importations de nourriture des pays tiers... ». Les travaillistes souhaitent purement et simplement que les Neuf adoptent la politique agricole qui a été

Il nous est même apparu que, face à cette campagne de dénigrement, Whitehall hésitait à prendre nettement position. Le haut fonctionnaire responsable des affaires agricoles européennes qui nous a reçu au ministère de l'Agriculture et de la pêche a tenu à garder l'anonymat pour expliquer que la politique du cabinet n'était pas d'obtenir un changement radical de la politique agricole commune, mais simplement d'exercer une pression — comme le fait d'ailleurs la Rue de Rivoli — pour éviter des hausses trop vives des prix à la production.

Apparemment, les conservateurs font la guerre à ce genre de discours. John Panton, porte-parole des Tories pour les questions agricoles, nous a fait une déclaration de principe très favorable à l'« Europe verte » : « Les travaillistes ont porté la politique agricole commune le poids de leurs erreurs... Je tiens à dire que s'il y a un changement de gouvernement, et si je deviens ministre de l'Agriculture, je ferai de mon mieux pour travailler avec nos partenaires européens à l'achèvement d'une politique agricole et alimentaire ».

Mais il ne faut pas trop pousser l'honnorable parlementaire pour qu'il critique au fond le despotisme, le centralisme et la bureaucratie de la Commission de Bruxelles, ainsi que la méthode aberrante de fixation des prix agricoles qui sont trop chers pour les ménagères et qui favorisent les excédents.

Pour éviter des hausses de salaires...

Les commentaires de M. Panton ne nous ont pas paru au premier abord très différents de ceux entendus précédemment. A quel point un tel parallélisme dans les propos des travaillistes et des conservateurs ? Sans nul doute à la logique du développement économique et industriel britannique. Le directeur de l'Union des fermiers, M. Wingarten, nous l'a confirmé : « Il est remarquable que l'Europe verte soit tellement critiquée seulement dans notre pays. La raison en est que la tradition de nourriture bon marché a la vie dure... La Communauté européenne est un club de nations qui a donné la priorité à la production agricole. Il est notable que cette politique n'a pas empêché les pays membres de développer leurs industries. L'Allemagne fédérale et la France, par exemple, nous ont largement dépassés dans la compétition industrielle. Leurs économies ont été moins sujettes que la nôtre aux vicissitudes de la production mondiale alimentaire et du commerce ».

Autrement dit, le débat actuel sur la politique agricole commune masque un problème fondamental : le déclin de la puissance industrielle britannique. Schématiquement, les Anglais sont prêts à supporter l'Europe verte pour éviter des augmentations de salaires qui réduiraient encore la compétitivité des produits industriels.

Les fermiers sont les seuls, à notre connaissance, à dire qu'il s'agit d'un mauvais calcul, ce que nous croyons aussi. « Si la production agricole diminue encore sensiblement et s'il fallait importer plus de produits alimentaires, les termes de l'échange se retourneraient rapidement contre nous. Nous devrions payer plus cher pour la totalité de nos importations », a souligné M. Wingarten. Mais ni les syndicalistes ni les organisations de consommateurs ne tiennent compte de ces avertissements : « Il y a des voix à gagner en critiquant le Marché commun », nous a dit en soupirant un haut fonctionnaire de Whitehall.

ALAIN GIRAUDO.

Savez-vous que le groupe Duport est un élément aussi important de la vie britannique que ces autres grandes réalisations ?

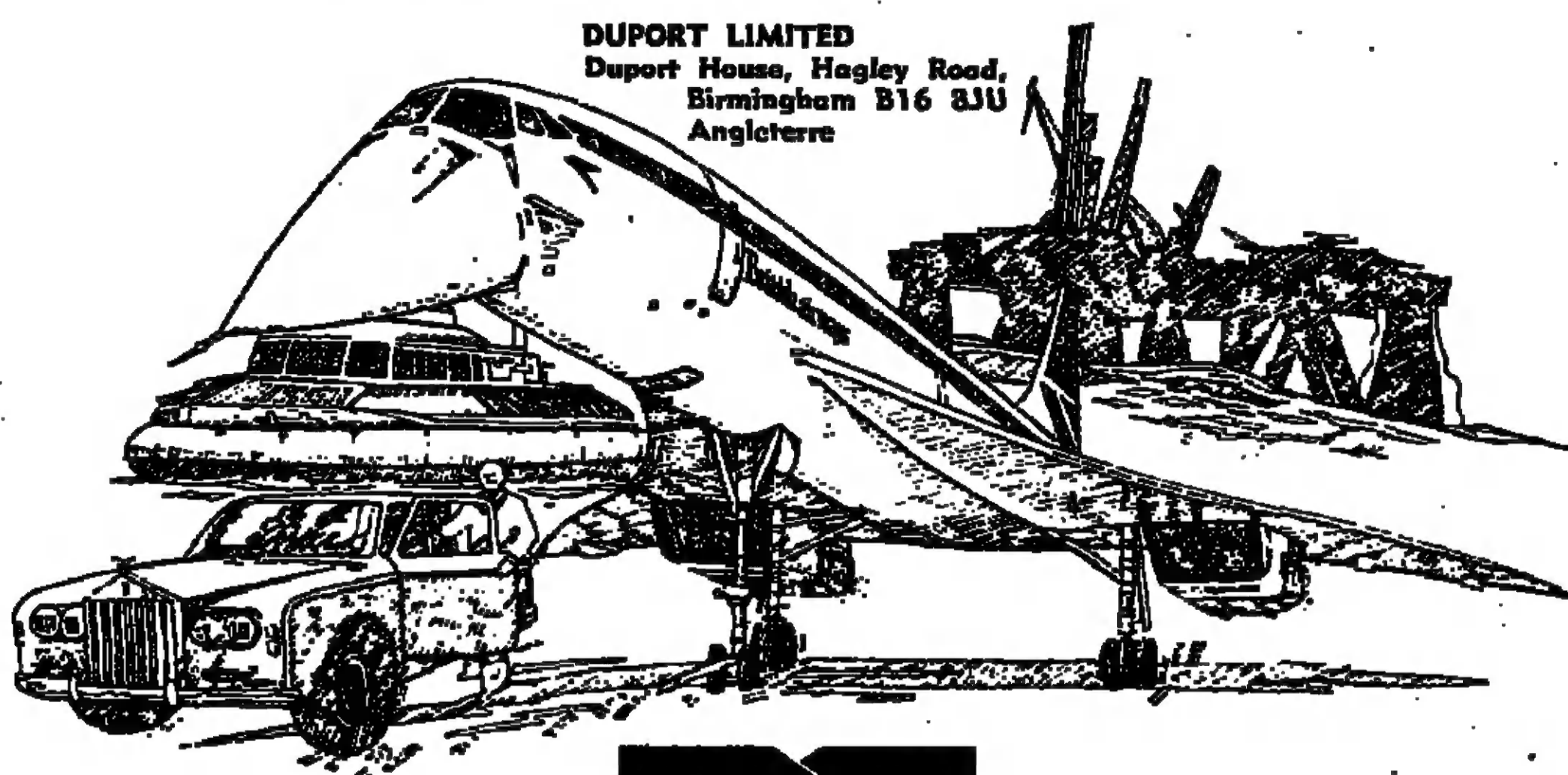
C'est une comparaison audacieuse, mais Duport la soutient.

La technologie Duport, un des principaux groupes industriels britanniques, est utilisée chaque jour dans le monde entier. Presque tous les véhicules, privés, commerciaux et agricoles produits en Grande-Bretagne et beaucoup à l'étranger contiennent des produits conçus par Duport : directions, pompes à huile, aménagements intérieurs, sièges et toute une gamme d'autres composants du moteur et du châssis.

La contribution de Duport au confort de la maison comprend les meubles Vano, les cuisines Grovewood, les systèmes de rideaux Swish, les lits Slumberland et Vi-Spring et les fibres Portways pour garnir les édredons, les matelas et les vêtements. Nous fournissons aussi des composants pour l'industrie des équipements ménagers à gaz.

Nous sommes un des plus importants producteurs d'aciers de qualité dans le secteur privé britannique et nous apportons une contribution majeure à une gamme importante et variée de produits.

Notre société s'attache à satisfaire les exigences d'un monde qui accorde une importance toujours croissante à la technologie et à l'excellence. Souvenez-vous du Groupe Duport, il est bien plus important que vous ne pouvez le supposer.



UNE GRANDE SOCIÉTÉ BRITANNIQUE



Radiomobile 1^{er} FABRICANT ANGLAIS D'AUTO-RADIOS

RADIOMOBILE (FRANCE) Société à Responsabilité Limitée au Capital de 100.000 F.
10, rue des Pyrénées, 92124 94513 Rungis Cedex Tél. : 686.28.27, 686.28.77, 686.29.27

Radiomobile est une filiale du groupe British Industries

BANQUE OCCIDENT

ÉNERGIE

verte : la ligne

Les lignes de chemin de fer de Grande-Bretagne sont en train de passer à la couleur verte. C'est la couleur de la nature, de la tranquillité, de la sérénité. C'est la couleur de la ligne verte.

Inverser la politique commune

Les lignes de chemin de fer de Grande-Bretagne sont en train de passer à la couleur verte. C'est la couleur de la nature, de la tranquillité, de la sérénité. C'est la couleur de la ligne verte.

Les lignes de chemin de fer de Grande-Bretagne sont en train de passer à la couleur verte. C'est la couleur de la nature, de la tranquillité, de la sérénité. C'est la couleur de la ligne verte.

Pour éviter des hausses de salaires

Les lignes de chemin de fer de Grande-Bretagne sont en train de passer à la couleur verte. C'est la couleur de la nature, de la tranquillité, de la sérénité. C'est la couleur de la ligne verte.

Plus de pétrole en 1980 que la Libye ou le Koweït aujourd'hui

Blottie dans ses antiques maisons de grès, Aberdeen se sentait sûre, protégée par l'impénétrable mur de la mer. Mais à l'été 1976, la ville fut secouée par l'explosion d'un pétrolier. Le choc fut tel que la ville fut secouée par l'explosion d'un pétrolier. Le choc fut tel que la ville fut secouée par l'explosion d'un pétrolier.

« save it » tend à faire de la conservation un des éléments importants de la politique énergétique du pays. Luxe de pays riche ? Le Royaume-Uni sera, en effet, en 1980 la seule des grandes démocraties occidentales indépendantes à disposer d'une réserve de pétrole suffisante pour couvrir ses besoins pendant dix ans.

graphite-gaz pour le P.W.R.) doit être fait « à l'automne » et il faudra décider « avant la fin de l'année prochaine », dit-on au département de l'énergie, du développement et de l'industrie. Mais un rapport alarmiste, publié en décembre 1976, affirme que si la commande d'une centrale n'intervient pas rapidement

cela pourrait rendre nécessaire, dans les deux ou trois années à venir, près de trente mille licenciements. Cet attentisme dans les choix qui caractérisent la politique énergétique britannique est dû en grande partie aux réserves de pétrole et de gaz de la mer du Nord. Chaque année, ces réserves sont évaluées en hausse et nul ne sait, pendant combien de temps le Royaume-Uni disposera de ces ressources. Comment alors prendre des décisions qui engagent le pays à long terme ?

chargée de former son personnel, comme parmi les « majors », qui voient d'un mauvais œil l'irruption d'une nouvelle « grande ». Car, lors de son baptême — qui ressemblera un peu à celui d'Elf-Erap en 1985 — la B.N.O.C. a été particulièrement gâtée.

Esso apparaît plutôt comme une « façade » puisque le gouvernement, s'il a un droit de préemption sur 51 % de la production, a accepté de rétrocéder au même prix aux sociétés le pétrole dont elles auront besoin. Pour sa première année d'activité en 1976, la B.N.O.C. a déjà pris en charge l'exploitation de Thistle et organisé, pour après 1980, l'accès à une quarantaine de millions de tonnes de pétrole.

Enfin, le gouvernement, par l'Oil Taxation Act du 8 mai 1975, a mis en place un système complexe de prélèvements qui s'élèveront à 70 % environ des revenus des sociétés pétrolières pour les gisements importants et à 50 % pour les petits gisements.

Désormais, le pétrole coule, le cadre d'une politique a été tracé et, cent mille emplois ont été créés (mais déjà naissent les premiers revers pour les chantiers de construction de plates-formes qui ont dû licencier).

2,35 milliards de livres d'économie en 1976

Découvert en 1965, le champ de West-Sole a fourni du gaz naturel à l'Angleterre dès 1967. Actuellement les riches gisements de Leman-Bank — entre la Grande-Bretagne et les Pays-Bas — ont permis d'économiser 2,35 milliards de livres en 1976.

devancera la Libye et le Koweït. De plus, le Royaume-Uni sera alors le plus important producteur mondial de pétrole à basse teneur de soufre, qualité très recherchée parce que peu polluante. Enfin, selon le département de l'énergie, les réserves totales sont toujours estimées entre 3 et 4,5 milliards de tonnes.

Ainsi, dès la fin de l'année, le taux de la production de pétrole atteindra 50 % de la consommation britannique et la facture nette des importations de pétrole, qui s'est élevée à près de 4 milliards de livres en 1976, malgré une production équivalente à environ 700 millions de livres, sera éliminée à partir de 1980, date à laquelle le Royaume-Uni sera indépendant énergétiquement.

Pour développer ces ressources, Londres a d'abord mis en place une politique libérale destinée à attirer les investissements des sociétés pétrolières (Continental Shelf Act du 15 avril 1964). L'arrivée au pouvoir d'un gouvernement travailliste, en février 1974, et le succès des recherches effectuées depuis 1964 ont amené la Grande-Bretagne à contrôler plus étroitement les modalités de l'exploitation du pétrole de la mer du Nord (Petroleum and Submarine Pipeline Bill du 12 novembre 1975).

La mise en place de cette politique devrait être facilitée par la création d'une entreprise d'État, la British National Oil Corporation, chargée de toutes les activités d'une compagnie pétrolière classique. « Cette nouvelle compagnie ne s'imposait pas », murmure-t-on avec quelque amertume à la British Petroleum (pourant

sur pied d'une politique communautaire de réduction des excédents de capacité de raffinage). Mais comme l'explique le département de l'énergie : « Notre but doit être d'assurer notre approvisionnement et de maintenir les bénéfices du pétrole de notre plateau continental. Le teneur le plus important sera bien sûr le rythme d'exploitation de la production. » Or, actuellement, en raison de la mauvaise situation financière de la Grande-Bretagne, on assiste à « une accélération de la production » qui ravit les compagnies, trop contentes d'amorcer le plus rapidement possible leurs investissements.

Le choix du rythme d'exploitation des gisements doit donc être le fondement de la politique pétrolière, mais aussi de l'après-pétrole. « Nous entrons maintenant dans la période du plus grand effort », explique Sir Derek Ezra. Il va falloir injecter dans l'industrie une partie des recettes pétrolières. Pour ce nous n'y perdons pas les bénéfices de la mer du Nord... »

BRUNO DETHOMAS.

Charbon à gogo

Cela n'empêche pas le président du National Coal Board, Sir Derek Ezra, d'être optimiste : « Nous avons un avantage sur le prix du pétrole qui varie de 10 à 25 % selon les qualités, ce qui est considérable. Et puis, malgré notre pétrole et notre gaz, dans les années 2000, nous serons dans la même situation que le reste du monde. Le charbon est la seule source d'énergie de longue durée. »

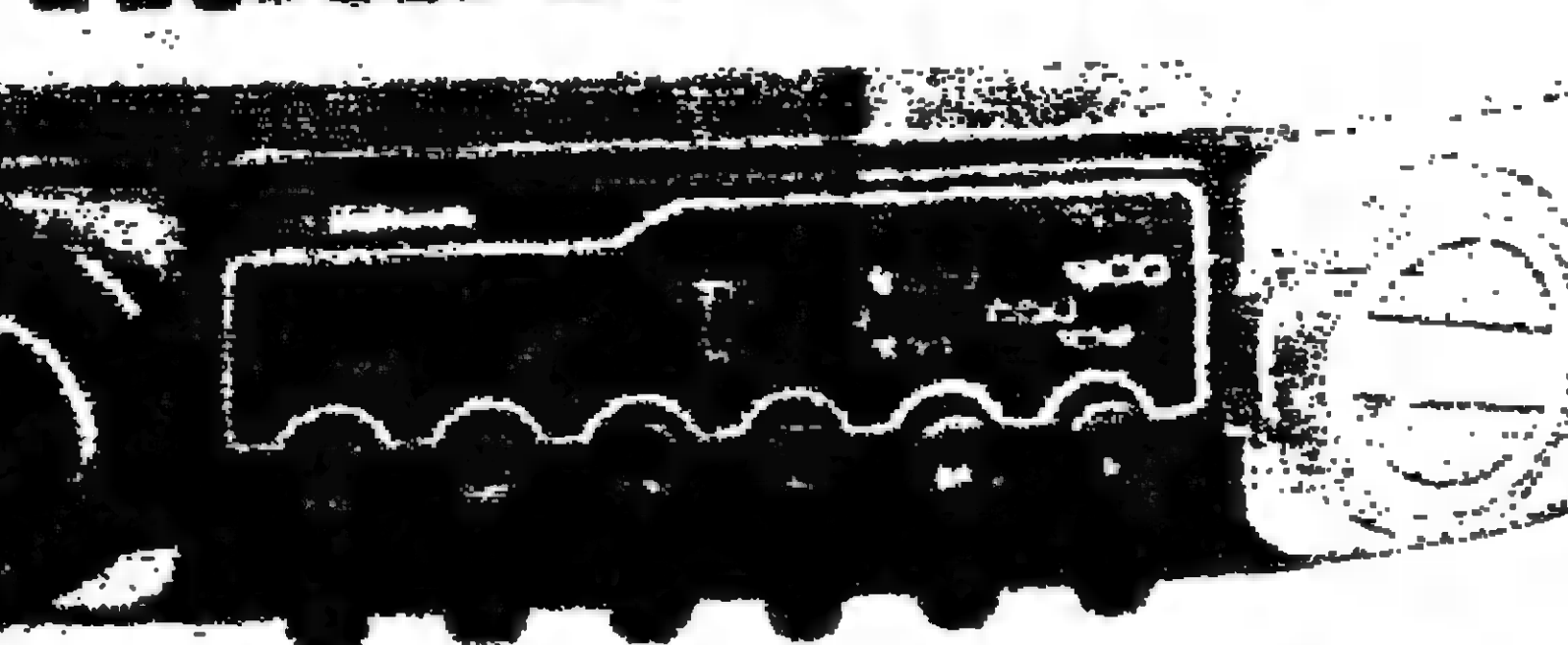
Complémentaires à long terme, le nucléaire et le charbon pourraient dans les années qui viennent être concurrencés pour le choix des investissements. « Nous ne sommes pas contre le nucléaire, mais étant données les difficultés qu'il soulève, nous croyons qu'il faut continuer le charbon, surtout le président des charbonnages. Le département de l'énergie ne le contredit pas en précisant : « Nous devons laisser les options ouvertes. »

Si le démarrage tardif de certains champs a affecté la production annuelle en 1976 (12 millions de tonnes seulement), l'entrée en exploitation de cinq nouveaux puits fin 1976 a permis de franchir le seuil des cinq cent mille barils par jour (25 millions de tonnes par an) dès le mois de janvier 1977. Aujourd'hui la production dépasse huit cent mille barils. Selon le rapport annuel du département de l'énergie — la Brown Book, publié en mai — la production annuelle devrait se situer en 1980 dans une « fourchette » de 90 à 110 millions de tonnes. Ainsi, comparée aux productions actuelles des membres de l'OPEP, la Grande-Bretagne rivaliserait dans trois ans avec le Venezuela et le Nigeria, et

Une exploration intensive a été menée et, en 1976, cent cinquante forages ont confirmé la présence de 700 millions de tonnes de réserves nouvelles. Le plan prévoit la création de 4 millions de tonnes de nouvelles capacités par an et, depuis trois ans, 840 millions de livres ont été dépensés pour financer quatre-vingt-neuf projets. La production pourrait ainsi atteindre 135 millions de tonnes en 1985 et, dans une hypothèse très optimiste, 200 millions de tonnes en l'an 2000. « D'ici la fin du siècle », explique le président du National Coal Board, les deux tiers des houillères britanniques auront été reconstruites et, grâce aux techniques modernes, la productivité sera multipliée par quatre ou cinq. « Symbole de cet esprit nouveau que doivent bien envier les charbonnages français, les travaux de développement de la mine de Selby, dans le nord du Yorkshire, ont débuté en octobre dernier. Dans les années 80, elle produira 10 millions de tonnes par an. »

Il restera alors à trouver des débouchés. La décision de construire une centrale au charbon de 2 000 MW

Radiomobile



1^{er} FABRICANT ANGLAIS D'AUTO-RADIOS

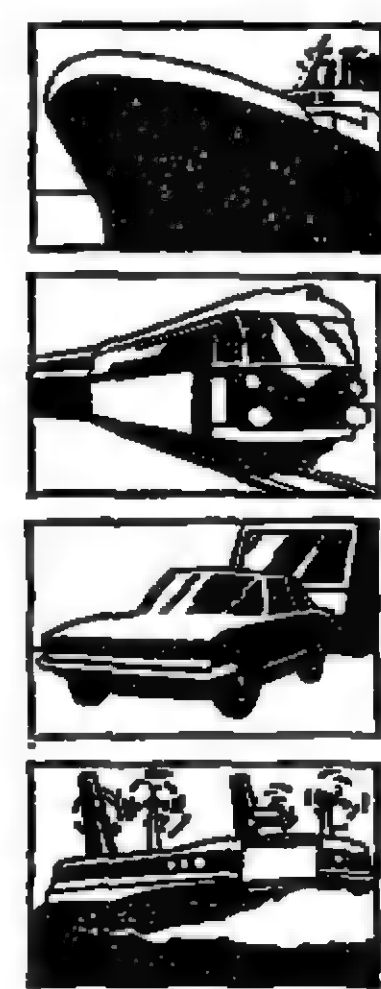
BANQUE OCCIDENTALE

pour l'industrie et le commerce

Siège social : 90, Champs-Élysées - 75008 PARIS
Téléphone : 359.99.22 — Télex Occiban 280.604 F
Banque d'affaires au capital de F - 85.651.360
Agence à LONDRES :
65/68, Leadenhall Street - LONDRES EC3A 2BA

TRAVERSEZ LA MANCHE 'A LA CARTE'...

CAR FERRIES Sealink AÉROGLISSEURS Seaspeed



Pour la Grande-Bretagne, avec Sealink et Seaspeed, vous avez le plus grand choix.

- Choix entre deux moyens de traversée, le car ferry (la détente) ou l'aéroglesseur (la vitesse).
- Choix entre plusieurs itinéraires, toute l'année de Dunkerque, Calais, Boulogne à Douvres ou Folkestone, de Dieppe à Newhaven et dès avril, de Cherbourg à Weymouth.
- Choix entre plusieurs moyens de déplacement, votre voiture (votre caravane ou votre moto) ou le train ou encore votre voiture et les trains autos-couchettes (Motorail en Angleterre).
- Choix entre plusieurs tarifs avantageux : excursion, mini-tour, billet Paris-Londres, train + bateau, train + aéroglesseur.

Pour traverser la Manche "à la carte" demandez la brochure 77 dans les gares et les agences de voyages.

Pour recevoir la brochure Sealink-Seaspeed envoyez ce coupon à Air Transport, 4, rue de Surène - 75008 Paris.

SNCF

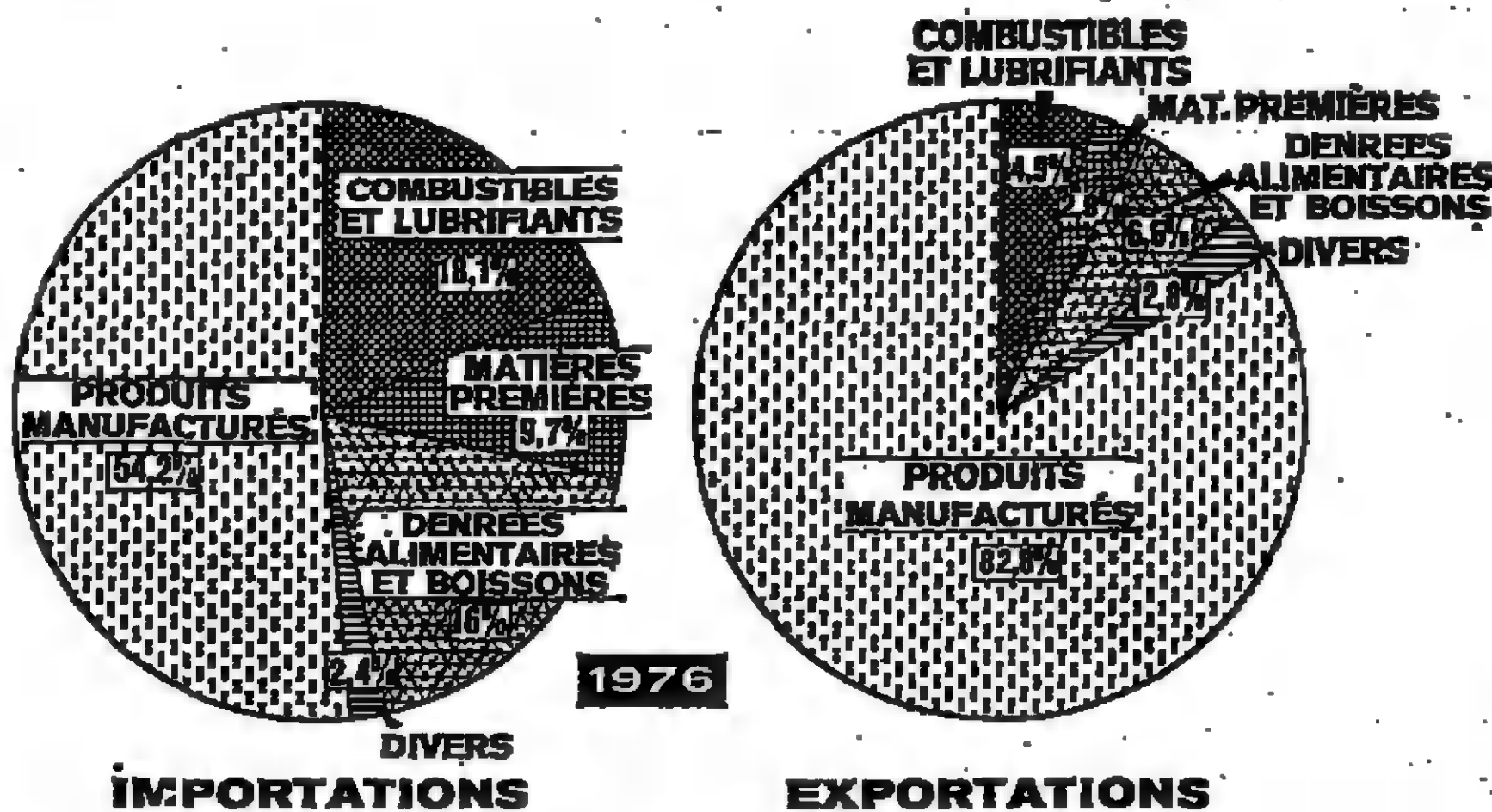
ÉCHANGES

Au cinquième rang des grandes puissances commerciales

L'ANGLAIS a toujours un œil sur sa balance commerciale. Il sait à quel point la santé de sa monnaie en dépend. Les résultats des premiers mois de l'année 1977 lui ont mis un peu de baume au cœur. Ils s'améliorent en effet grâce à la production croissante du pétrole de la mer du Nord. Il était temps que le courant s'inverse. La Grande-Bretagne ne faisait de plus en plus distance par d'autres pays.

En 1960 le Royaume-Uni était encore le deuxième exportateur mondial derrière les États-Unis. Depuis il a été peu à peu dépassé par l'Allemagne fédérale, la France et le Japon, si bien qu'il se situe aujourd'hui au cinquième rang des grandes puissances commerciales. Sans doute, en valeur absolue, les exportations anglaises ont été multipliées par sept depuis 1948, mais elles n'ont cessé de décroître en proportion des exportations mondiales, passant de 11,5 % en 1948 à 7,2 % vingt ans plus tard et à 5 % en 1974 pour remonter légèrement en 1976. En 1976, le déficit s'est élevé à 5,4 milliards de livres contre 3,3 milliards en 1975.

La composition par produits des exportations n'a pas subi de modifications majeures au cours des dernières années. Les ventes d'articles manufacturés constituent toujours l'essentiel avec 53,3 % du total, suivies de très loin par les ventes de combustibles et de lubrifiants (4,9 %), les ventes de produits agro-alimentaires (4 %) et les matières premières (2,9 %). Parmi les ventes d'articles manufacturés, le secteur machines-matériel de transport constitue



un poste-clé puisque, à lui seul, il représente 39,3 % des exportations britanniques totales. Cependant, sa part relative diminue régulièrement au profit notamment de produits chimiques (11,8 % des exportations britanniques totales contre 2,2 % en 1965). La

part des exportations de produits agricoles reste stable et celle des matières premières subit un léger tassement depuis dix ans. La vente des combustibles et des lubrifiants s'est fortement accrue par rapport aux années précédentes (4,9 % en

1976 contre 3 % en 1973) en raison de la hausse des prix de l'énergie. Cette tendance devrait évidemment s'accroître du fait des livraisons de pétrole en provenance de la mer du Nord.

Du côté des importations,

comme dans tous les pays développés, l'évolution la plus significative a été l'accroissement des achats des produits manufacturés, qui représentent 54,2 % des importations globales en 1976 contre 39,2 % en 1963. La répercussion de la crise de l'énergie sur les prix du pétrole importé a évidemment affecté sérieusement la valeur des achats britanniques de combustibles. Leur part relative était de l'ordre de 10 % jusqu'en 1973 et

elle a doublé depuis lors. Quant aux importations de denrées agricoles et alimentaires, elles ne représentent plus que 14,4 % du total, à peine plus de la moitié de la part occupée par ce poste en 1965 (27,3 %). Cette évolution, dans une large mesure, est le résultat des efforts accomplis par les agriculteurs du Royaume-Uni pour satisfaire une part de plus en plus grande de la demande britannique.

Une sérieuse réorientation géographique

La réorientation géographique des échanges commerciaux de la Grande-Bretagne a été beaucoup plus spectaculaire. Elle a profité à l'Europe de l'Ouest, au détriment de la zone sterling, touchant à la fois les importations et les exportations.

Il y a vingt ans, la zone sterling était le principal client du Royaume-Uni, absorbant 49 % de ses exportations ; 29 % des ventes britanniques se dirigeaient vers l'Europe de l'Ouest et 12 % vers l'Amérique du Nord. En 1976, plus de la moitié (52,3 %) des exportations britanniques s'orientent désormais vers l'Europe de

l'Ouest, 23,5 % vers la zone sterling et toujours 12 % vers l'Amérique du Nord. C'est évidemment l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun qui a précipité cette évolution. Le C.E.E. qui absorbait 24,1 % des ventes britanniques en 1965, en reçoit maintenant plus de 35 %, devenant ainsi le premier client de la Grande-Bretagne. Parallèlement, la part de l'Association européenne de libre-échange (A.E.L.E.) a fortement régressé après l'entrée du Danemark dans le Marché commun.

Sur le chapitre des importations et pour les mêmes raisons, les achats britanniques à l'Europe de l'Ouest ont augmenté depuis 1965 dans une proportion considérable. Cette région fournit aujourd'hui plus de la moitié (51,2 %) des importations de la Grande-Bretagne (dont 36,5 % en provenance de la C.E.E. et 12,8 % de l'A.E.L.E.), contre un tiers en 1965. L'Allemagne est le premier fournisseur de la Grande-Bretagne parmi les pays de la Communauté, suivie des Pays-Bas et de la France.

La forte détérioration du solde de la balance commerciale du Royaume-Uni pour l'année 1976 ne s'explique pas seulement par des facteurs exceptionnels tels que la sécheresse, les achats d'installations destinées à l'exploitation de la mer du Nord, qui ont gonflé les importations. Les résultats des exportations ont également été décevants, étant données les facilités d'expansion que la dépréciation de la livre aurait dû entraîner normalement. En fait, les difficultés du commerce extérieur britannique sont liées intimement à la crise qui affecte l'ensemble du pays et qui a réduit la productivité de son industrie.

(1) Finlande, Suède, Norvège, Islande, Suisse, Portugal, Autriche et Danemark jusqu'en 1973.

JEAN WETZ

La Manche est un océan

(Suite de la page 7.)

Certes, les dirigeants de Londres se gardent de prononcer des communications publiques contre l'eurocommunisme, mais, une fois de plus, ils se demandent s'il est vraiment possible de compter sur le sérieux des peuples d'outre-Manche.

Pendant la dernière décennie, le développement économique de l'Europe continentale a contraint Londres à réviser son attitude. Cela explique aussi que l'adhésion britannique à la Communauté ait été en grande partie basée sur une illusion. Se voyant soudain dépassés par leurs concurrents d'outre-Manche, beaucoup d'Anglais ont cru que la prospérité continentale serait contagieuse et qu'elle relancerait l'expansion économique de leur pays. Cet espoir ayant été cruellement déçu, il est normal que l'enthousiasme populaire pour la cause de l'Europe connaisse de nouveau un reflux.

Si la participation britannique à la

Communauté des Neuf n'est pas réellement menacée, c'est que l'Europe occidentale s'écartera beaucoup aujourd'hui de la voie tracée par les « pères fondateurs ». Sans oublier leurs propres intérêts — qu'il s'agisse des pêcheries ou de la politique agricole, — les Britanniques sont d'autant plus prêts à s'intégrer à la Communauté que celle-ci est en train de se perdre dans le brouil-

lard. Il n'y a pas si longtemps encore, Londres voyait d'un mauvais œil une Europe au sein de laquelle les éléments méditerranéens risquaient de l'emporter sur les influences nordiques. Aujourd'hui, on envisage beaucoup plus favorablement, à Londres, l'élargissement d'une Communauté qui offre ainsi toute garantie contre une organisation fédérale ou une intégration trop poussée.

Quand un ami est dans la peine...

Winston Churchill avait découvert l'image comode des « trois circonférences ». Selon lui, la politique de la Grande-Bretagne devait être fondée à la fois sur l'Atlantique, la Commonwealth et l'Europe, les trois cercles s'entre-croisant sans qu'aucun d'entre eux puisse jamais exercer une influence prédominante sur les deux autres. C'était là une façon habile de camoufler certaine attitude fondamentale de la Grande-Bretagne,

et de réduire l'importance des liens instinctifs avec les États-Unis. Cette solidarité puisait sa source dans une conviction très simple : la plupart des Britanniques, même s'ils affichaient des opinions anti-américaines, sont persuadés que la liberté et la simple existence de leur pays dépendent du maintien de l'alliance avec les États-Unis. Ainsi s'explique que pendant toute la guerre du Vietnam, même le gouvernement travailliste

n'ait jamais dénoncé publiquement une politique que la plupart des Anglais estimaient désastreuse : la règle, veut, en effet, qu'un ami soit soutenu quand il a tort beaucoup plus que quand il a raison.

Ce n'est pas que les rapports anglo-américains soient toujours sans nuages. Durant le conflit du Proche-Orient, le gouvernement de Londres n'avait-il pas été jusqu'à interdire l'usage des bases chypriotes aux avions des États-Unis qui transportaient du matériel militaire vers Israël ? Il est vrai que, dans cette

affaire, certaines inclinations pro-arabes, traditionnelles de ce côté-ci de la Manche, avaient trouvé une occasion de se réaffirmer. Cela n'empêche pas l'ancien secrétaire d'État Henry Kissinger de déclarer aujourd'hui que les relations spéciales entre Londres et Washington constituent un aspect « permanent » de la politique mondiale, car jamais, encore, on aurait connu un système de

consultation aussi confiant et intime entre deux pays... Lors de sa récente visite en Grande-Bretagne, le président Carter a éprouvé le besoin de mettre sans cesse l'accent sur les rapports privilégiés des deux pays. Il faut bien admettre que, pour les Anglais, il n'est guère question que l'Europe puisse jamais — comme certains le souhaitent de l'autre côté de la Manche — se substituer à l'Alliance atlantique et prétendre au rôle de tierce puissance sur l'échiquier mondial.

Les liens de la Grande-Bretagne avec les États-Unis colorient inévitablement la nature de ses rapports avec les blocs de l'Est. La politique de détente est, certes, acceptée ici de façon sincère. Mais l'influence de Londres s'exerce dans la direction de la plus grande prudence. Là encore, le fossé de la Manche reste plus profond que bien des gens ne l'imaginent.

Investissez en Grande-Bretagne

La Grande-Bretagne est la base d'expansion commerciale idéale.

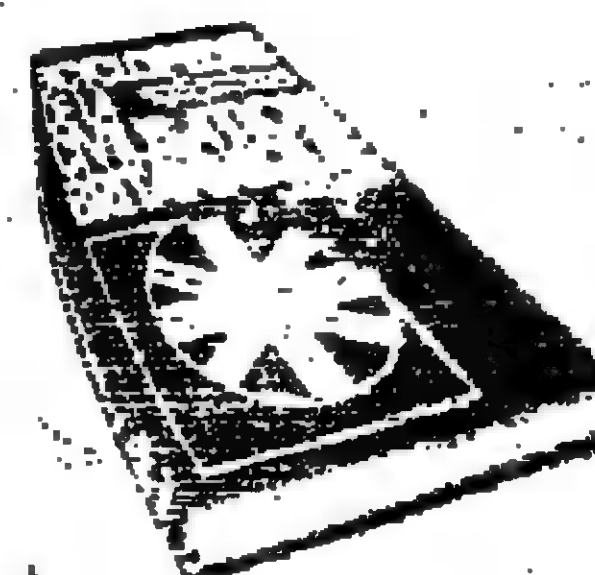
Le gouvernement britannique accorde de généreuses incitations financières aux entreprises désireuses de s'établir en Grande-Bretagne.

Informez-vous dès maintenant des possibilités d'investissement en Grande-Bretagne pour votre expansion sur les marchés mondiaux.

Mettez-vous en rapport avec l'ambassade britannique, 35 rue du Faubourg St Honoré, 75008 Paris (M. George F. Finlayson) Téléphone: 266-91-42; Télex: 650264.

Investissez en Grande-Bretagne

ENCYCLOPÉDIE DE LA CIVILISATION BRITANNIQUE



LAROUSSE

POLITIQUE

LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Droit de grève dans la fonction publique : controverse sur la notion de « service fait »

Mercredi 29 juin, l'Assemblée nationale examine, après déclaration d'urgence, le projet de loi adopté par le Sénat (« le Monde » du 29 juin) qui modifie l'article 41 de la loi de finances rectificative pour 1961.

M. BOUVARD (réformateur), rapporteur de la commission des lois, rappelle que la règle fondamentale qui gouverne le régime de rémunération dans la fonction publique est celle du « service fait » et qu'elle trouve l'une de ses applications essentielles en cas de grève. L'article 4 de la loi de juillet 1961 fixe les conditions dans lesquelles est retenue une partie de la rémunération affectée à la journée entière, en cas de grève portant sur une fraction de la journée. Le Conseil d'Etat, ayant annulé une mesure se fondant sur une interprétation stricte de cet article, le gouvernement a décidé de déposer le texte en discussion, texte que la commission a décidé de repousser. Se ralliant aux arguments du Conseil d'Etat, M. PIERRE JOYE (P.S.) oppose une exception d'irrecevabilité dont l'objet est de faire reconnaître que le texte proposé est contraire à la Constitution. Il affirme que le projet « heurte plusieurs principes généraux du droit français » et qu'il constitue « un inacceptable retour en arrière ». Il ajoute : « Ce texte viole le droit qu'a tout citoyen de se défendre avant d'être frappé d'une sanction. Il est en outre contraire à la jurisprudence du Conseil d'Etat selon laquelle un fonctionnaire ne doit pas appliquer un ordre donné par un supérieur hiérarchique si cet ordre est illégal. (...) »

S'opposant, à titre personnel, à la question préalable, M. FOYER (R.P.R.), président de la commission des lois, considère que les arguments du député socialiste sont sans objet, car « il s'agit d'une simple règle de comptabilité dictée par le bon sens ».

M. LIGOT, secrétaire d'Etat à la fonction publique, observe que le texte ne fait que constater une évidence : « Une absence de travail justifie une retenue. » Il estime que la loi est conforme à la Constitution d'Etat.

M. BROCARD (rép.), qui préside la séance, annonce qu'il est saisi par la commission des lois d'une demande de scrutin public sur l'exception d'irrecevabilité, ce qui suscite de vives protestations de l'opposition. A la majorité de 288 voix contre 185 sur 473 votants, l'Assemblée décide de ne pas opposer l'irrecevabilité.

Dans un rappel au règlement, M. FORNI (P.S.) indique que la commission avait repoussé le

L'article 2 est adopté par 461 voix contre 6.

Pour M. VIVIEN (P.S.), la proposition ne fera que hâter l'évolution vers l'indépendance. M. VILLA (P.C.) annonce que son groupe émettra un vote négatif.

L'ensemble du texte ainsi modifié est adopté par 254 voix contre 219 sur 473 votants.

L'Assemblée avait préalablement adopté définitivement le projet de loi modifiant le régime communal dans ce territoire.

Polynésie : le nouveau statut est adopté

Au début de la séance du soir, l'Assemblée nationale examine, sous la présidence de Mme Fritsch (R.R.), le projet de loi concernant l'organisation de la Polynésie et qui confère un nouveau statut à ce territoire. Le projet est adopté par le Sénat (« le Monde » du 26 et 27 juin). M. KRIGER, rapporteur de la commission des lois, indique que ce texte découle d'un accord qui a débloqué la situation politique dans le territoire. Il se borne à exprimer quelques craintes concernant la situation politique dans le territoire. Il se borne à exprimer quelques craintes concernant la situation politique dans le territoire.

M. LIGOT, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, observe : « Nous aurions pu attendre la prochaine session mais les Polynésiens ne nous auraient pas compris. » Selon le secrétaire d'Etat, le statut inséré dans une loi politique, à l'égard des DOM-TOM qui est une politique d'adaptation aux réalités locales. En l'occurrence, il s'agit d'un statut d'autonomie de gestion accepté après une large concertation.

Dans la discussion générale, M. IBRAHEM, apparenté P.C. (Gua-daloupe) constate que le statut ne touche pas à des réalités sociales et économiques du territoire. C'est-à-dire l'hypertrophie du secteur tertiaire, l'atrophie de l'agriculture et un régime fiscal qui favorise l'infériorité.

M. FRANCIS SANFORD, député réformateur de la Polynésie, intervient avec émotion. D'ancien membre du conseil de gouvernement du territoire, il a l'intention de se démettre de son mandat de député car les deux charges sont incompatibles. Ainsi s'exprime-t-il pour la dernière fois à la tribune de l'Assemblée nationale. Il se félicite de l'adoption du statut et se réjouit de la rencontre au Sénat et espère qu'il en sera de même dans son Assemblée. Lui aussi souligne la nécessité de l'occupation permanente du développement économique et il observe que, grâce au statut, l'unité politique s'est réalisée en Polynésie pour assurer cette tâche.

M. J.-J. SERVAN-SCHREIBER (R.R., Martinique-et-Moselle) intervient lui aussi dans ce débat pour rappeler l'importance du statut de la Polynésie pour protéger contre les expériences nucléaires. S'il parle de soi, c'est surtout pour dire au revoir à son ami Francis Sanford et pour rendre hommage au combat de celui-ci. M. Servan-Schreiber a mené et à la compréhension de cette volonté d'émancipation a rencontré auprès du gouvernement, du président de la République et du Parlement. M. Servan-Schreiber a l'honneur rendu à M. Sanford.

Après une brève discussion des articles au cours de laquelle l'Assemblée a voté par 473 voix contre 6 le projet de loi, M. VIVIEN (P.S., Seine-et-Marne) déclare que les socialistes approuvent le texte au nom du principe de l'autodétermination, même si certaines aspirations locales n'ont pas été prises en compte. Lui aussi rend hommage à M. Sanford. Le projet de loi mis aux voix est adopté par 479 suffrages contre zéro.

La mise en valeur des terres incultes

Mercredi 29 juin, en séance de nuit, l'Assemblée nationale communique l'adoption du projet de loi relatif à la mise en valeur des terres incultes.

M. BIZET (app., R.P.R.), rap-

LES GROUPES COMMUNISTE ET SOCIALISTE SAISISSENT LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Le groupe communiste et le groupe socialiste de l'Assemblée nationale ont décidé, chacun de son côté, de saisir le Conseil constitutionnel du projet de loi modifiant l'article 4 de la loi de finances rectificative pour 1961.

porteur, précise que les terres incultes proprement dites, c'est-à-dire celles qui pourraient être cultivées et ne le sont pas, représentent environ 2,2 millions d'hectares, dont la majeure partie sont situées en montagne.

M. MEBIAIGNERIE, ministre de l'Agriculture, souligne le caractère « préjudiciable » de cette question, notamment en montagne, et estime que ce projet devrait se révéler « un instrument utile ».

M. OUGOURT (P.S.), dans la discussion générale, se réjouit de la loi, une législation qui n'est jamais appliquée par une autre qui ne le sera presque jamais. Il faudrait des moyens financiers, affirme-t-il.

M. CAPEDEVILLE (P.S.) reconnaît qu'il faut sauvegarder le droit de propriété mais estime que le droit au travail doit avoir la priorité. Pour M. CARO (rép.), il importe de sauvegarder la notion d'agriculture familiale. « Sans moyens de financement », estime M. TOURNE (P.C.), le projet risque de demeurer une sorte de loi.

M. BALLANGER, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, a estimé mercredi 29 juin que la session parlementaire qui s'achève a été marquée « par la démolition du gouvernement et son dégrèglement » et par des institutions permanentes.

« Il a notamment critiqué les conditions dans lesquelles s'est déroulé le débat sur l'élection du Parlement européen au suffrage universel et « la démolition », la proscription « provocatrice » des représentants du gouvernement lors des séances consacrées aux questions d'actualité.

plateforme repartit !

LE GAULLISME ET LA GAUCHE par Jacques THOMAS

POLITIQUE MILITAIRE D'ANTAN ET DE DEMAIN par le Général JOUSSE

LA REPRÉSENTATION PROPORTIONNELLE OU LA CONFUSION ? par Bernard FAREMANT

LE PAPIER MATIÈRE D'ŒUVRE : C'EST LA LIBERTÉ POUR LA PRESSE par R.-F. JONGREY

Envoi d'un exemplaire gratuit sur demande à PLATEFORME, Editions PUBLIPLAST, 55, rue de Fg-Montmartre, 75009 PARIS.

AU SÉNAT

Mesures pour développer l'apprentissage

Le président du Sénat, M. ALAIN POIRER, et M. ADOLPHE CHAUVIN (Union centriste), rapporteur du premier texte examiné mercredi 29 juin, ont vivement protesté au début de la séance contre les conditions de travail imposées en cette fin de session aux sénateurs, appelés à se prononcer sur un projet dont la commission compétente n'avait été saisie que depuis la veille.

Ce projet de loi, qui a pour objet de favoriser le développement de l'apprentissage (« le Monde » du 29 juin), associe notamment certaines règles relatives au conventionnement des centres de formation d'apprentis et la procédure d'agrément des maîtres d'apprentissage. Ces dispositions financières tendent à améliorer les modalités de calcul des aides publiques reçues par les

PARLEMENT EUROPÉEN : unanimité sur le mode d'élection

Les sénateurs ont examiné ensuite le projet de loi tendant à modifier les modalités de l'élection des représentants de la France au Parlement européen.

« Ce texte », a indiqué le rapporteur, M. MARCILLIAC (non-inscrit), « a été voté par unanimité des décisions prises par le conseil des Communautés, conformément au traité de Rome. Le gouvernement a choisi le système de représentation proportionnelle avec, pour circonscription unique, l'ensemble du territoire de la République. Je pense qu'il ne saurait y avoir de doute sur ce choix. S'il avait fractionné le territoire, il n'aurait pas abouti à la représentation nationale, et cela pose, la représentation proportionnelle étant aussi le seul mode de scrutin qui puisse être retenu ».

« Nous avons fait ces choix », précise M. CHRISTIAN BONNET, ministre de l'Intérieur, « parce qu'ils nous ont paru les plus adaptés à la représentation du peuple français, à l'indivisibilité de la République et à notre participation à la construction de l'Europe ».

M. GIRAUD (P.S., Paris) évoque le problème du vote par correspondance.

M. BOUCHERY (P.C., Paris) souligne que le choix de la représentation proportionnelle dans le cadre national correspond aux deux revendications fondamentales de son parti.

M. DU LUAR (P.S., Paris) rappelle que le projet de loi tend à limiter le cumul des mandats européens et nationaux.

Un amendement, dû à l'initiative de M. CALVET (D.S., Gers), a été adopté. Il permet à un représentant qui a renoncé à son mandat pour accomplir une mission incompatible avec celui-ci de le reprendre à nouveau, au terme de sa mission.

Avant le scrutin, plusieurs orateurs expliquent leur vote. Les communistes s'opposent à l'adoption du projet dans un sens trop « européen ». (L'Assemblée, leur groupe avait un vote positif.) L'Union centriste, par la voix de M. JUNG (Bas-Rhin), se

LE RAPORT DE

Raisons des radicaux

Le rapport de M. Jean-Pierre Lelaut, François Lemaire, Jean-Bernard Lapeyre, François Lelièvre, Mlle Anne Le Lann, M. Dominique Lemaire, Bernard Madelin, Estelle Malat, Jean-François Mancel, Pierre Millan, François Miniot, Patrick Monod, Gérard Bernard Molleau, Michel Olin, Claude Parnet, Philippe Parnet, Denis Parnet, Claude Perruquon, Mlle Dominique Philbert, M. André Philbert, Michel Philbert, Bernard Reclus, Dominique Reclus, François Reclus, Raymond Robin, Xavier Roy, François Robert, Christian Sauter, Didier Sapet, Jean-François Sarrazin, Mlle Claire Sauvage, M. Didier Schuller, Mlle Marie-Françoise Soufflet, Mlle Simone Tesson, M. Robert Trostien, Pierre Vial, Mlle Robert Vial et M. Alain Weil.

Les giscardiens se défont

qui demande le report de la séance

Le projet de loi est alors adopté par 254 voix contre 0 et 20 abstentions (P.C.).

M. CLAUDE LANGE, ministre de l'Intérieur

Les sénateurs approuvent ensuite, dans les mêmes termes que l'Assemblée nationale, le projet de loi visant à exiger la professionnalisation d'avocats.

Sont ensuite adoptés, pratiquement sans débat et dans les mêmes termes qu'à l'Assemblée nationale :

● Le projet de loi sur les sociétés anonymes à participation ouvrière (rapporteur : M. DALLIER) ;

● Le projet tendant à faciliter aux cadres privés d'emploi l'accès aux concours de la fonction publique (rapporteur : M. SCHREIBER, un. cent.) ;

Un dernier texte législatif — l'ordonnance de l'entreprise — est adopté au cours de la séance de nuit, mais plusieurs amendements sur l'initiative du rapporteur, M. BOHL (un. cent.), sont rejetés par la commission mixte paritaire.

LES SÉNATEURS NEERLANDAIS ont approuvé mercredi 29 juin le projet de loi sur l'élection du Parlement européen au suffrage universel

Trois sénateurs communistes et le seul représentant du parti réformé protestant (S.G.P.) ont voté contre le projet. Le texte de l'adoption a été adopté jeudi 29 juin par la Chambre des députés. Les représentants du parti communiste et du parti réformé protestant avaient également voté contre le texte. — (A.F.P.)

L'affectation des élèves de l'ENA

Le Journal officiel du 29 juin publie les affectations des élèves de l'École nationale d'administration selon l'ordre alphabétique (« le Monde » du 30 juin).

Congrès d'Etat. — MM. Jacques Blancard, Jean-Marie Sauve, Olivier Schenck et Frédéric Thiriet, députés communistes, ont été élus députés. Ils ont été élus députés. Ils ont été élus députés.

Ministère des affaires étrangères. — M. Michel Thierry, inspecteur général des finances, a été nommé directeur de l'Institut de la Paix de la Chaire, Pierre Fery, Pierre Sella, Jean-Paul Veillard, Pierre Tumor.

Ministère de l'économie et des finances. Corps de l'expansion économique à l'étranger : M. Michel Filhol et Alain Mourier.

Corps des administrateurs civils. — MM. Pierre André, Thierry Armonier, André Barboux, Alain Benon, François Berge, Pierre Berthoin, André-Michel Bessé, Mlle Monique Bourriot, Mlle Claude Brades, Pascal Brunson, Patrick Brocard, Christian Brunet, Pierre Cammarie, Pierre Chomel, Gérard Corgeux, Jean-François Oudier, D. A. G. O. Olivier, Serge Darnon, René Delage, Vincent Delouis, Laurence Delpech, Françoise Desmoulin, Jean-Michel Drevet, Dominique Druot, Gérard Dumont, Jean-Sébastien Dupuis, Gérard Durand, Jean-Louis Eguichard, Mlle Florence de Fouscaud, M. Pierre-Paul Fournade, Bernard de Frenet, Jean Gantier, Guillaume Gastwirth, Jean Gattier, Daniel Gaudin, Denis Gire, Michel Salgues, Gérard Hord, Vincent Burghes Despointes, Jean-Pierre Jaquin, Jacky Jousseau, Jean-Loup Kuhn.

CITOYENS DU MONDE
RÉUNION PUBLIQUE
MARDI 5 JUILLET, à 20 h 45

Grande salle de la Mutualité, 24, rue Saint-Victor, PARIS-5^e

« VERS UNE DÉMOCRATIE MONDIALE »

Alfred KASTLER Prix Nobel	Julien MAJOR Vice-Président du Congrès du Travail CANADA (2 300 000 membres)
Sinichi KATO Responsable d'Hiroshima	Abbé PIERRE
Robert MALLET Recteur de l'Académie	Aurelie PECCEI Fondateur du Club de Rome
Peter USTINOV	Philip NOËL-BAKER Prix Nobel

Du 1^{er} au 9 juillet, des congrès mondialistes réunissent en Sorbonne et Cité Universitaire plus de 500 délégués d'une trentaine de pays.

Renseign. : « Citoyens du Monde », 15, rue Victor-Daruy, Paris-15^e (531-29-99 ou 532-37-66).

plateforme repartit !

LE GAULLISME ET LA GAUCHE par Jacques THOMAS

POLITIQUE MILITAIRE D'ANTAN ET DE DEMAIN par le Général JOUSSE

LA REPRÉSENTATION PROPORTIONNELLE OU LA CONFUSION ? par Bernard FAREMANT

LE PAPIER MATIÈRE D'ŒUVRE : C'EST LA LIBERTÉ POUR LA PRESSE par R.-F. JONGREY

Envoi d'un exemplaire gratuit sur demande à PLATEFORME, Editions PUBLIPLAST, 55, rue de Fg-Montmartre, 75009 PARIS.

Enseignement PRIVE secondaire et supérieur

Nadaud

PRÉPARATION AUX ÉCOLES NATIONALES VÉTÉRINAIRES

19, rue Jussieu - Paris (5^e) - 707-13-38 et 707-76-05

20120150

POLITIQUE

AU SÉNAT

Mesures pour développer l'apprentissage

Le Sénat a adopté, le 29 juin 1977, une loi relative à l'apprentissage. Cette loi vise à encourager l'emploi des jeunes en apprentissage et à améliorer les conditions de leur formation. Elle prévoit notamment des mesures de soutien financier pour les entreprises qui accueillent des apprentis, ainsi que des dispositions visant à faciliter l'accès des jeunes à l'apprentissage.

PARLEMENT EUROPÉEN : unanimité sur le mode d'élection

Le Parlement européen a adopté, le 29 juin 1977, une résolution relative au mode d'élection des députés. Cette résolution, adoptée à l'unanimité, recommande que les élections européennes soient organisées sur la base du scrutin proportionnel à deux tours. Elle insiste également sur l'importance de garantir l'indépendance et l'efficacité du Parlement européen.

Le Sénat a également adopté, le 29 juin 1977, une loi relative à la sécurité militaire. Cette loi vise à renforcer la sécurité nationale et à prévenir les atteintes à la sécurité militaire. Elle prévoit notamment des mesures de surveillance et de contrôle des activités susceptibles de compromettre la sécurité nationale.

L'affectation des élèves de l'ENI

Le ministre de l'Éducation nationale a annoncé, le 29 juin 1977, les modalités de l'affectation des élèves de l'École nationale d'ingénieurs (ENI). Cette affectation sera basée sur les résultats des concours d'entrée et sur les besoins des différents services de l'État. Le ministre a souligné l'importance de cette affectation pour assurer la formation et l'emploi des ingénieurs.

Vadoud PRÉPARATION AUX ÉCOLES NATIONALES VÉTÉRINAIRES
17, rue de la République - Paris 10 - Tél. 70.10.10 - 70.10.15

LE REPORT DU « SOMMET » DE LA MAJORITÉ

Les raisons des radicaux ne sont pas les mêmes que celles des giscardiens

Les dirigeants du parti républicain se sont employés, mercredi et jeudi, à atténuer la portée du changement survenu la veille dans leur attitude à l'égard du projet de réunion - an sommet. Ils ont souligné qu'ils considéraient toujours cette rencontre comme un atout de la majorité - et expliqué que, s'ils souhaitent qu'elle n'ait pas lieu aussi tôt que prévu, c'est justement parce qu'ils sont soucieux d'en assurer la réussite. Au siège du parti républicain, on explique ce durcissement par l'apparition d'un certain nombre de difficultés au cours des contacts préparatoires avec le R.P.R., notamment en ce qui concerne la participation ou la représentation du premier ministre, le rôle laissé, dans la discussion, à l'éventuel

représentant du chef du gouvernement et l'importance du préambule doctrinal - ou projet commun - que pourrait se donner la majorité. Les giscardiens affirment néanmoins qu'ils continueront à travailler sur l'hypothèse d'une rencontre incluant tous les partis de la majorité et qu'ils ne font pas de la participation de M. Barre un préalable. Ce n'est pas dans cette perspective que se place M. Jean-Jacques Servan-Schreiber. Le président du parti radical soutient encore le projet d'une organisation de « deuxième pôle de la majorité », c'est-à-dire de tous les partis à l'exclusion du R.P.R. Sur ce point, de même qu'en ce qui concerne la multiplication des - primaires - à deux, le député de Meurthe-

et-Moselle est en désaccord non seulement avec M. Lecanuet, président du C.D.S., mais aussi avec les giscardiens. Il rejoint néanmoins ceux-ci quand il souligne la nécessité d'un report et d'une meilleure préparation de la réunion. Là se pose la question du rôle joué par l'Élysée et Matignon dans la détermination des attitudes des uns et des autres. Quant au premier ministre, il attend pour agir, comme l'annonce M. Servan-Schreiber, la « décantation ». Celle-ci pourrait s'annoncer le 8 juillet. L'occasion du discours que M. Giscard d'Estaing prononcera à Carpentras. C'est du moins ce que l'on pense dans les rangs du R.P.R.

N.-J. B.

Les giscardiens se défendent

d'avoir demandé le report de la réunion

Le parti républicain a publié mercredi 29 juin une mise au point dans laquelle on lit notamment à propos des déclarations faites par M. Soisson la veille (le Monde du 30 juin) : « Le secrétaire général du parti républicain n'a pas pu décommander mardi un rendez-vous qui n'a jamais été fixé, d'un commun accord, entre les différents partenaires de la majorité. M. Soisson a tout simplement déclaré que cette rencontre des familles de la majorité - renvoyée qui est le thème de la majorité - devait en aucun cas avoir lieu dans la précipitation de la confusion, mais que la date du 10 juillet lui semblait trop proche pour qu'un travail sérieux puisse être préparé ».

M. Jacques Doufflaque, député général du P.R., a déclaré : « Le prétendu report de ce sommet n'a rien à voir avec le discours que doit prononcer le président de la République, le 8 juillet à Carpentras. Nous estimons simplement que nous ne sommes pas prêts ».

Au sujet de la participation de M. Raymond Barre à ce « sommet », M. Doufflaque a déclaré : « Le président de la République, le 8 juillet à Carpentras, nous estimons simplement que nous ne sommes pas prêts ».

M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire général du parti républicain, a confirmé au cours d'une conférence de presse donnée jeudi matin 30 juin, à l'Assemblée nationale, la mission confiée à son délégué général, M. Jacques Doufflaque, d'organiser avec ses partenaires « la ou les réunions préparatoires nécessaires pour que le « sommet » puisse aboutir rapidement ». « Le parti républicain ne met aucun préalable à la préparation de ces réunions », a précisé M. Soisson.

représenté : « Viendra-t-il lui-même en escorte-t-il ou tel de se consoler ? Rien n'est décidé », a-t-il noté.

M. CLAUDE LABBÉ : évitons un formalisme ridicule.

Dans une interview accordée, jeudi 30 juin, à France-Inter, M. Claude Labbé, président du groupe R.P.R. de l'Assemblée nationale, a exprimé « un sentiment de regret et d'incompréhension » après la décision de M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire général du parti républicain, de refuser la date du 10 juillet proposée pour la réunion d'un « sommet » de la majorité. Il a notamment déclaré : « Si l'on continue à renfermer, comme certains semblent maintenant vouloir le faire, dans le formalisme, le projet de réunion, on risque de compromettre l'objectif que nous nous sommes fixé. Ce jeu, elle ne sera pas comprise d'une opinion qui la soutient et ceux qui continueront ce jeu porteront une lourde responsabilité ». M. Claude Labbé a ajouté, à propos du rôle de M. Raymond Barre : « Il est clair que le premier ministre peut jouer un rôle mais celui-ci ne peut pas être celui d'une sorte de coordonnateur de la majorité dans les mêmes conditions que celles qui ont été prévues à l'époque, l'initiative de Jacques Chirac (...). Je ne vois pas pourquoi il pourrait y avoir des difficultés à moins qu'on souhaite définir des positions hiérarchiques, un cadre, ce qui serait, à mon avis, parfaitement inutile et qui aboutirait à un échec ».

La plate-forme politique du R.P.R. pour les élections législatives sera présentée au cours des journées parlementaires du groupe R.P.R. à Matignon, du 27 au 30 septembre prochain.

Les radicaux souhaitent que le « deuxième pôle »

de la majorité s'organise

Au terme de la réunion du bureau du parti radical, mercredi 29 juin, M. Jean-Jacques Servan-Schreiber a confirmé sa réponse négative à la proposition de M. Chirac. Il a notamment déclaré : « Si nous admettions de mettre entre parenthèses l'autorité du premier ministre, si nous admettions qu'une réunion des responsables de la majorité puisse avoir lieu sans préparation sérieuse, nous serions ni sages ni raisonnables. Il n'y aura donc pas de réunion bécote en juillet. Il n'y aura pas de réunion sans que ce soit à l'initiative du premier ministre. Et le premier ministre prendra cette initiative. Je le sais, ce n'est pas un secret. Il le prendra car telle est sa responsabilité. Il le prendra en temps utile. Il invitera les responsables autour de lui. D'ici là, nous ne serons pas en mesure de mener l'ensemble des formations de la majorité au combat ». M. Servan-Schreiber a aussi noté : « Il faut que nous reprenions dès aujourd'hui l'idée exprimée par Jean-Pierre Soisson sur la nécessité de réunions techniques. Nous apportons depuis déjà plusieurs semaines notre

contribution à tous les groupes de travail mis en place par les formations non giscardiennes de la majorité. Le groupe réformateur de l'Assemblée nationale a considéré qu'il est de notre rôle à tous de constituer ce deuxième pôle de la majorité pour que des décisions soient prises. (...) Cela devrait être, en gros, la règle générale. (...) Des réunions techniques et « sauvages » au mois de juillet n'ont vraiment pas de raison d'être. (...) Il est clair qu'il y aura des primaires ».

« LA LETTRE DE LA NATION » : pas besoin de longs palabres.

Dans la Lettre de la nation, organe du R.P.R., Pierre Charpy écrit jeudi 30 juin : « La réaction de Jean-Jacques Servan-Schreiber rendait un son trop semblable aux échos parvenus de l'Élysée pour qu'il soit possible de nous en tenir quelques jours. Ainsi, Jean-Pierre Soisson, après avoir revendiqué l'initiative de cette rencontre, explique qu'il ne peut pas se rendre à une convention. Ce qui était très bien vendredi n'était plus, mardi, que « confusion et précipitation ». (...) La majorité ne doit pas se donner le ridicule, à l'imitation de l'opposition, le chicanier sur une question de date qui n'aurait d'ailleurs aucune importance. (...) 10 juillet en valait bien un autre à la réserve près que le président de la République prononce le 8 juillet à Carpentras, un discours annoncé d'importance (...). Si le président se décide à assumer sa majorité, il a besoin que celle-ci s'organise. S'il ne se décide pas, il est encore plus nécessaire qu'elle s'organise. Dans les deux cas, il n'y a pas besoin de longs palabres et ils peuvent s'engager quand on veut. (...) En ce qui concerne le R.P.R., il ne demande rien. Il se contente de se préparer en attendant, comme Raymond Barre, que les choses se décanent ».

Mme Marie-France Garaud est nommée chargée de mission auprès de M. Jacques Chirac, président du R.P.R. Ancienne collaboratrice de Georges Pompidou à l'hôtel Matignon, puis à l'Élysée, Mme Garaud avait collaboré avec M. Chirac lorsque celui-ci était devenu premier ministre. Elle figurait par ailleurs parmi les collaborateurs du président du R.P.R. depuis le 5 décembre 1976. Nommée conseiller référendaire à la Cour des comptes en 1974, Mme Garaud a demandé sa mise en disponibilité le 1^{er} mars 1977.

DÉFENSE

DANS LA « CHASSE AUX SORCIÈRES » CONTRE LES APPELÉS

La Ligue des droits de l'homme dénonce « la collusion » de la sécurité militaire avec les renseignements généraux

Dans une lettre adressée au premier ministre et rendue publique mercredi 29 juin à Paris, la Ligue des droits de l'homme, dirigée par M. Raymond Barre d'intervenir pour « mettre un terme à des comportements inquiétants de la sécurité militaire ». « Un certain nombre d'indications concordantes, souligne M. Nogueres dans cette lettre, qui n'a pas reçu de réponse à ce jour, nous laissent penser que la sécurité militaire tend à utiliser dans les casernes, s'agissant des appelés, des informations de caractère politique qui ne peuvent lui avoir été fournies que par les renseignements généraux. Nous constatons que, dans plusieurs cas, de jeunes soldats ont été arrêtés, interrogés et mis aux arrêts de rigueur pour participation à des comités de soldats, sans autre preuve qu'une activité militante exercée antérieurement à leur service militaire. Inversement, il arrive que des sanctions infligées à la caserne soient utilisées, dans une administration publique, contre des jeunes gens revenus à la vie civile. »

« Soucieux de défendre en toutes circonstances les libertés individuelles, la Ligue des droits de l'homme ne saurait admettre que les opinions affirmées dans la société civile aboutissent à créer à l'armée des catégories distinctes de citoyens. Elle ne saurait davantage tolérer que soient utilisées contre un travailleur, dans sa vie professionnelle, des renseignements qui, en aucun cas, ne peuvent lui être légalement opposés », estime M. Nogueres.

Dénouant cette « collusion » à l'occasion d'une conférence de

presse, le président de la Ligue des droits de l'homme a estimé que « l'armée était le lieu privilégié du non-droit » et il a réclamé la suppression, par la voie législative, de la sécurité militaire et de la justice militaire. La Ligue des droits de l'homme s'élève contre « les méthodes brutales des positions hiérarchiques », « les conditions de détention et les brimades infligées aux soldats » et « le comportement de type raciste, voire sexiste de certains militaires ». Elle dénonce « le non-respect des règles de sécurité élémentaires » durant les exercices militaires et condamne « l'opposition de l'armée à toute enquête civile, même lorsque la justice civile s'est en acceptée le principe et les non-lieux auxquels aboutissent les pseudo-enquêtes militaires ».

La Ligue affirme que, sous l'uniforme, les soldats doivent continuer à jouir des droits fondamentaux de tous les citoyens, à commencer par les droits d'information et d'association et par la liberté d'expression. Précisant qu'il était colonel de réserve et ancien animateur de l'Institut des hautes études de défense nationale, M. Nogueres a précisé : « Ceux qui portent le tort le plus grave à l'institution militaire sont ceux qui se livrent à des pratiques que nous dénonçons et dont nous sommes les spectateurs ». Le président de la Ligue des droits de l'homme a ajouté : « Il n'est pas idéal que, pour la première fois en France, le ministre de la Défense n'ait pas porté d'autre uniforme que celui de celui de préfet ou de gouverneur des colonies ».

Après avoir qualifié de « chasse aux sorcières la nouvelle offensive de la Sécurité militaire », M. Nogueres a rappelé que le règlement de discipline générale dans les armées interdisait à un jeune appelé d'être assisté d'un avocat et d'avoir accès aux documents nécessaires à sa défense. « Les interrogatoires de la Sécurité militaire peuvent durer douze heures d'affilée, a-t-il affirmé, et il n'existe pas de procès-verbaux de ces interrogatoires ». Selon la Ligue des droits de l'homme, les méthodes d'information de la Sécurité militaire sont l'échec des communications téléphoniques, la lecture de correspondances privées, l'encouragement à la délation et l'utilisation de renseignements recueillis « par les autres policiers politiques sur l'activité antérieure des appelés ». De son côté, M. Jean-Jacques de Polles, avocat au barreau de Paris, a dénoncé le fait que l'« armée avait sa propre police et sa propre justice ». Il existe, a-t-il ajouté, une « collusion » entre la justice militaire et la justice civile, une collusion entre la Convention européenne des droits de l'homme et les règlements militaires qui permettent d'infirmer des arrêts à un soldat sans défense et sans procès. « Les garanties de la Convention européenne des droits de l'homme existent », a observé M. de Polles, et il est intéressant de les rappeler au moment où tout le monde parle de la conférence de Belgrade ».

« La Revue historique des armées » publie un numéro spécial consacré à l'aviation militaire française de 1919 à 1939 (324 p., 25 francs, Châteaufort de Vincennes, 94300-Vincennes).

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi 29 juin 1977, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. Giscard d'Estaing. Au terme de ses travaux, le communiqué suivant a été publié :

● LE RELEVEMENT DU SMIC (9,58 F.). Le ministre du travail a fait part au conseil des ministres des propositions formulées par les syndicats et organismes représentés à la réunion du 22 juin de la commission supérieure des conventions collectives. Le gouvernement a décidé de fixer, à compter du 1^{er} juillet 1977, le taux horaire du SMIC à 9,58 F., soit une hausse de 2,57 % s'ajoutant aux hausses de 2,20 % au 1^{er} avril et de 2,20 % au 1^{er} juin, soit 7,13 % d'augmentation. Dans les départements de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Guyane, le relèvement sera identique. Dans le département de la Réunion, il sera majoré de deux points supplémentaires pour le rapprocher du salaire minimum en vigueur dans les autres départements d'outre-mer.

● LES NEGOCIATIONS ALARIEALES. Le premier ministre a annoncé au conseil des ministres la reprise des négociations salariales dans le secteur public. Celles-ci avaient été suspendues en mars dernier. L'objet de ces négociations sera de définir les modalités du maintien du pouvoir d'achat d'une part et une éventuelle progression du pouvoir d'achat compatible avec l'évolution de l'activité économique et des prix. D'autre part, est écarté, le premier ministre a souligné qu'il n'était pas question de revenir sur les orientations arrêtées en septembre 1976 : « L'objectif est de maintenir le principe et l'importance de la progression du pouvoir d'achat des résultats de l'activité économique et du rythme de la hausse des prix. »

● LE BUDGET DE 1978. Le premier ministre a informé le conseil des ministres de la préparation du budget 1978 et celui-ci a arrêté de façon définitive les plafonds de dépenses par ministère.

● EMPLOI. Le ministre du travail a fait le point de la mise en place du pacte national pour l'emploi et des mesures prises dans ce cadre pour faciliter le placement des jeunes, au moment où près de six cent cinquante mille d'entre eux terminent leurs études, tout en recherchant un emploi. La loi portant diverses mesures relatives à l'emploi des jeunes sera promulguée après trois mois d'application. Les dispositions relatives à la formation professionnelle des jeunes seront appliquées à partir du 1^{er} juillet. Le ministre a souligné que le pacte national pour l'emploi des jeunes sera appliqué à partir du 1^{er} juillet. Le ministre a souligné que le pacte national pour l'emploi des jeunes sera appliqué à partir du 1^{er} juillet.

● LA REPUBLIQUE DE DJIBOUTI. Le secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer a rendu compte de la visite de travail qu'il a effectuée en mai 1977 à Djibouti. Les entretiens approfondis et amicaux qu'il a eus avec le président et le vice-président de la République ont permis de confirmer la volonté des deux gouvernements de poursuivre et d'étendre la coopération engagée depuis plusieurs années. Il a été convenu que se tiendront à Paris, au cours de l'automne prochain, une réunion de la Commission mixte franco-djiboutienne. Le vice-président Soudan Hussein a accepté l'invitation qui lui a été faite, de se rendre en France, en visite officielle, à la fin de l'année. Cette visite sera précédée d'une visite à Bagdad du ministre des affaires étrangères, M. de Guiringaud.

Le conseil a d'autre part approuvé les mesures préparées en vue d'accroître l'efficacité de l'Agence nationale pour l'emploi dans le domaine du placement. Une procédure nouvelle, qui a été expérimentée au cours des derniers mois, vise à généraliser dans toutes les agences locales, à partir du 1^{er} septembre, la mise en œuvre de la situation de chaque demandeur d'emploi après trois mois d'inscription. Cette procédure conduira à améliorer les conditions de placement des intéressés.

● PRESTATIONS FAMILIALES. Le ministre de la santé et de la sécurité sociale a fait le point de l'application des décisions prises en ce qui concerne l'évolution des prestations familiales : les allocations familiales seront majorées cette année de 10,6 %, soit 1,5 % de plus que la hausse des prix pendant la

TEMOIGNAGE CHRETIEN

Le n° du 30 juin école libre

A qui profite la guerre scolaire ? Le n° 5F -

Du 7 juillet au 8 sept. Paul Milliez, Henri Pradal, François Régner, François Robin, Gérard Nérat, etc... proposent

UNE NOUVELLE POLITIQUE DE LA SANTE

Une nouvelle de XAVIER GRALL 10 n° - 35 F.

49, RUE DU FAUBOURG POISSONNIERE 75009 PARIS

Photo-Cinéma. Quand on garde longtemps ses vendeurs, on garde longtemps ses clients

SC.P.O. sur place (à Paris) ou par correspondance
CEPES 57, rue Ch.-Lafitte, 92 Neuilly
Tél. 723.94.34 ou 745.09.19

Photo-Cinéma. Quand on garde longtemps ses vendeurs, on garde longtemps ses clients

Photo-Cinéma. Vous rêvez d'avoir immédiatement la photo du meilleur moment de vos vacances ou de vos réunions familiales ? Gilbert Pizon vous mettra vraiment en moins les nouveaux appareils Kodak instantanés. Cela fait plus de 10 ans qu'il vend chez Sélection des appareils de photo et des caméras. Il les connaît bien. Ses clients lui sont fidèles. Vous ferez par exemple une démonstration complète du nouvel appareil Kodak instantané EXG. Ultra simple d'emploi, à exposition automatique, 10 vues immédiates que l'on peut ramener ou faire agrandir. Chez Sélection 475 F. Sélection. Toutes les grandes marques. En plein quartier d'affaires, ouvert de 12 h à 14 h. 24, bd Malesherbes 75008
Tél. 265.64.61 et 265.64.62
Ou, rue Lafayette 75009 878.07.81.

BERTRAND

du 17 juin au 9 juillet

des meubles anglais disponibles sur stock

IMPORTATION DIRECTE
PRINX
INTERMÉDIAIRE

ABOLITIONNE 2 PORTES
1 95 x 114
2 1/2 cm
1820 F
existe en bois d'if

ABOLITIONNE 3 PORTES
1 95 x 114
2 1/2 cm
2790 F
existe en bois d'if

ABOLITIONNE 4 PORTES
1 95 x 114
2 1/2 cm
4100 F
existe en bois d'if

ABOLITIONNE 5 PORTES
1 95 x 114
2 1/2 cm
4900 F
existe en bois d'if

ABOLITIONNE 6 PORTES
1 95 x 114
2 1/2 cm
5700 F
existe en bois d'if

ABOLITIONNE 7 PORTES
1 95 x 114
2 1/2 cm
6500 F
existe en bois d'if

ABOLITIONNE 8 PORTES
1 95 x 114
2 1/2 cm
7300 F
existe en bois d'if

ABOLITIONNE 9 PORTES
1 95 x 114
2 1/2 cm
8100 F
existe en bois d'if

ABOLITIONNE 10 PORTES
1 95 x 114
2 1/2 cm
8900 F
existe en bois d'if

ABOLITIONNE 11 PORTES
1 95 x 114
2 1/2 cm
9700 F
existe en bois d'if

ABOLITIONNE 12 PORTES
1 95 x 114
2 1/2 cm
10500 F
existe en bois d'if

ABOLITIONNE 13 PORTES
1 95 x 114
2 1/2 cm
11300 F
existe en bois d'if

ABOLITIONNE 14 PORTES
1 95 x 114
2 1/2 cm
12100 F
existe en bois d'if

POLITIQUE

M. FITERMAN : il ne semble pas possible que l'actualisation du programme commun soit achevée le 14 juillet.

Le bureau politique du P.C.F., qui a siégé mercredi 29 juin, a étudié l'état des travaux d'actualisation du programme commun. Il précisait qu'il ne saurait céder à la pression ayant pour objet, sous prétexte de terminer les travaux dans une précipitation qui risquerait de réduire la portée de l'actualisation, et donc la clarté et l'efficacité des engagements pris.

M. Charles Fiterman, membre du secrétariat du P.C.F., a répondu, à l'issue de cette réunion, à la question suivante :

« Prenez-vous des sérieux François Mitterrand lorsque l'affaire est si importante ? » Il a répondu : « Le programme commun tel qu'il a été signé en 1972 paraît-il simplement ? » Il a déclaré : « Il appartient à François Mitterrand et au P.S. de se déterminer et de prendre leurs responsabilités en cette matière. Nous nous réservons la possibilité de réviser les conséquences d'une telle décision. »

Il a en outre précisé qu'il ne lui paraît pas possible que l'actualisation du programme commun puisse être achevée le 14 juillet si l'on veut que ce travail soit sérieux et efficace. « Ce n'est pas un drame si la discussion se prolonge de quelques semaines ou d'un mois », a-t-il ajouté.

LE P.C.F. SE FÉLICITE DU RENVOI EN CORRECTIONNELLE DES DIRECTEURS DE « MINUTE » ET DE « LA NATION SOCIALISTE ».

Le secrétariat du parti communiste s'est félicité, mercredi 29 juin, de la décision du juge d'instruction, M. Aldebert, qui a décidé le renvoi en correctionnelle de MM. Jean Bessou, directeur de Minute, et Auguste Lecœur, directeur de La Nation socialiste, pour usage de faux documents administratifs (le Monde du 30 juin). Il estime que cette mesure « porte un coup définitif aux ignobles attaques contre le secrétaire général du parti », et il ajoute : « Ce sera la suite de la publication de documents falsifiés visant à accablant la thèse calomnieuse d'un engagement polaire en Armée de libération nationale. Les dirigeants de la gauche, Georges Marchais, ont porté plainte pour faux et usage de faux. (...) Les utilisateurs du faux ont été traités en justice. L'avenir devra dire qui sont les auteurs du faux, sans aucun doute haut placé, mais leurs méthodes indignes les ont déjà condamnés aux yeux de l'opinion publique de notre pays. »

LE BUREAU EXÉCUTIF DU P.S. REPROCHE AU P.C.F. LES MODALITÉS DE SON DÉSISTEMENT À CHATELERAULT.

Le bureau exécutif du parti socialiste a regretté unanimement, mercredi 29 juin, les conditions dans lesquelles s'est opéré le désistement du candidat communiste en faveur de la candidate socialiste, Mme Edith Cresson, membre du secrétariat national, mieux placée pour le second tour de l'élection cantonale de Châtelleraut. Il estime que « la décision des partis de gauche, dans laquelle se trouve le désistement tardif du candidat communiste ne sont pas de nature à renforcer l'union autour de la candidate socialiste ». Il considère que tout autre attitude que celle qui découle des accords entre signataires du programme commun, à savoir un désistement automatique, sans condition ni restriction au bénéfice du candidat le mieux placé, est « un manque de gravité à la discipline des partis de gauche ». Pour sa part, ajoute le bureau exécutif, le P.S. continuera à appliquer sans réserve cette règle.

Dimanche 26 juin, Mme Cresson, lors du premier tour de scrutin, avait devancé de 827 voix le candidat communiste, M. Paul Fromont, membre du comité central. Cette élection cantonale partielle, qui fait suite au décès de Pierre Abelin, ancien ministre, a été précédée d'une élection municipale partielle qui avait vu M. Fromont l'emporter au second tour face à Mme Abelin et perdre 141 voix par rapport au total des voix de gauche du premier tour.

L'assemblée générale des communistes de Châtelleraut, dans sa déclaration de désistement en faveur de Mme Cresson, publiée mercredi 29 juin, souligne sa « profonde émotion et son inquiétude face aux manœuvres » qui se sont déroulées lors du second tour de l'élection municipale partielle. Elle souligne que le P.C.F. a exposé clairement son point de vue sur la politique que la gauche devrait appliquer au pouvoir et annonce son désistement « malgré l'absence de réponse de la fédération de la Vienne du parti socialiste aux questions politiques de la fédération du parti communiste ».

Plus tard, cela veut dire après la victoire électorale et la conquête du gouvernement, où il joueront un rôle dirigeant et où le débat aura lieu, non plus entre partenaires égaux comme en 1972 ou même aujourd'hui, mais en fonction du rapport des forces parlementaire et gouvernementale qui leur sera favorable. Leur position est cohérente : garder le programme commun tel qu'il est, comme symbole de l'unité, préparer de leur côté, avec soin, le « vrai » programme de gouvernement, celui qu'ils attendent appliquer en 1978, et dont certaines déclarations de Mitterrand, Jacques Attali et Michel Rocard esquissent les contours.

Le P.C.F. a compris cette orientation du parti socialiste. Il a même tenté de prendre les devants en publiant une série de propositions visant à « enrichir » le programme commun. Mais, s'il dessine toute une série d'objectifs propres à étoffer le programme commun et, surtout, à prévenir les égarements socialistes, il ne prend pas les problèmes à leur racine et ne va pas jusqu'au bout dans la recherche des solutions. Emprisonné dans une idéologie productiviste, il ne peut remettre en cause les vieux schémas de la croissance pour la croissance, alors que la crise des ressources énergétiques vient de les dynamiter. Marqué par la tradition étatique, il s'intéresse plus au nombre des nationalisations qu'à leur contenu, encore que ses propositions de « gestion démocratique » pour modestes qu'elles soient, aient le mérite d'exister.

Ainsi, les vrais problèmes sont au-delà d'une confrontation de deux conceptions de la seule gestion gouvernementale. Sans mésestimer le rôle d'un programme pour gagner en 1978, on sait qu'il ne suffira pas de passer le cap électoral. Gagner, cela veut dire aussi franchir les multiples obstacles qui se présenteront quand les urnes seront rangées. La première année, les premiers mois, seront déterminants.

(Suite de la première page.)

Plus tard, cela veut dire après la victoire électorale et la conquête du gouvernement, où il joueront un rôle dirigeant et où le débat aura lieu, non plus entre partenaires égaux comme en 1972 ou même aujourd'hui, mais en fonction du rapport des forces parlementaire et gouvernementale qui leur sera favorable. Leur position est cohérente : garder le programme commun tel qu'il est, comme symbole de l'unité, préparer de leur côté, avec soin, le « vrai » programme de gouvernement, celui qu'ils attendent appliquer en 1978, et dont certaines déclarations de Mitterrand, Jacques Attali et Michel Rocard esquissent les contours.

Le P.C.F. a compris cette orientation du parti socialiste. Il a même tenté de prendre les devants en publiant une série de propositions visant à « enrichir » le programme commun. Mais, s'il dessine toute une série d'objectifs propres à étoffer le programme commun et, surtout, à prévenir les égarements socialistes, il ne prend pas les problèmes à leur racine et ne va pas jusqu'au bout dans la recherche des solutions. Emprisonné dans une idéologie productiviste, il ne peut remettre en cause les vieux schémas de la croissance pour la croissance, alors que la crise des ressources énergétiques vient de les dynamiter. Marqué par la tradition étatique, il s'intéresse plus au nombre des nationalisations qu'à leur contenu, encore que ses propositions de « gestion démocratique » pour modestes qu'elles soient, aient le mérite d'exister.

Ainsi, les vrais problèmes sont au-delà d'une confrontation de deux conceptions de la seule gestion gouvernementale. Sans mésestimer le rôle d'un programme pour gagner en 1978, on sait qu'il ne suffira pas de passer le cap électoral. Gagner, cela veut dire aussi franchir les multiples obstacles qui se présenteront quand les urnes seront rangées. La première année, les premiers mois, seront déterminants.

Les contraintes et les aspirations

Le gouvernement sera confronté à deux types de problèmes. Le premier, c'est celui des contraintes de tous ordres, économiques, institutionnelles, internationales, dont le libre jeu aura pour effet de restreindre sa marge de manœuvre. Ce problème ne peut être résolu par la seule confiance placée dans les nouveaux experts sortis par un parti. Le second, c'est celui des aspirations, comprimées pendant des années, de tous ceux qui auront par leur vote provoqué le changement. Ces aspirations — parfois considérées à gauche comme une autre « contrainte », bien embarrassante — ne seront pas satisfaites parce qu'on répètera aux masses populaires que ce gouvernement est « leur » gouvernement ; elles en demanderont des preuves tangibles.

Y a-t-il contradiction insurmontable entre les deux ? C'est ce que paraissent penser ceux qui, notamment au P.S., privilégient les contraintes par rapport à la prise sociale. Mais c'est la voie de l'échec, car le gouvernement est conduit à se priver de sa propre base sociale, et à en rechercher une autre par un compromis à droite. Aurait-on fait tout cela pour permettre à Giscard de réaliser son inévitable troisième force ? Symétriquement, on peut faire à des contraintes et tout miser sur un « désistement » provoqué par l'explosion des revendications. C'est le chemin des Waterloo politiques ; là où l'on

Le parti communiste précise ses projets d'imposition du capital

Le parti communiste a proposé, jeudi matin 29 juin, que soit constitué un comité pour la formation des personnes physiques et qui ont en France leur domicile ou qui y possèdent des biens, afin qu'un impôt annuel sur le capital des sociétés.

« En ce qui concerne l'impôt sur la fortune des particuliers, un abaissement de 1 million sur le valeur imposable serait opéré. En outre serait accordé un abattement de 1 million pour le conjoint de la personne imposée. Les revenus conjoints sont imposés à l'impôt sur le revenu sous une cote unique. En plus de ces abattements, les exploitants d'une entreprise individuelle bénéficieront, pour les biens affectés à l'exploitation, d'un abattement de 1 million.

Le barème d'imposition applicable à la fortune imposable après abattements serait le suivant : 2 % entre 0 et 1 million de francs ; 2,5 % entre 1 et 2 millions ; 3 % entre 2 et 3 millions ; 4 % entre 3 et 5 millions ; 5 % entre 5 et 10 millions ; 6,5 % entre 10 et 20 millions ; 8 % au-delà de 20 millions.

« S'agissant de l'IMPÔT SUR LE CAPITAL, des sociétés, le parti communiste propose que le prélevement punitif des fortunes non productives, « L'impôt sur le rapport entre capital et travail », soit abaissé de 10 à 5 %, et que le taux de l'impôt soit égal à 1 %.

Le parti communiste a proposé, jeudi matin 29 juin, que soit constitué un comité pour la formation des personnes physiques et qui ont en France leur domicile ou qui y possèdent des biens, afin qu'un impôt annuel sur le capital des sociétés.

Une nouvelle donne

attendait Grouchy — la révolution, c'est Blucher — Chirac qui rappelle. L'impasse vient au fait qu'on considère, dans un cas comme dans l'autre, que le gouvernement sera nécessairement pris au sandwich entre les contraintes et les aspirations. Mais il y a une autre voie : elle consiste à s'appuyer sur le mouvement lié aux aspirations pour vaincre les contraintes. Cette stratégie repose sur un principe : donner la primauté à ce qu'on peut mobiliser pour le changement ; un objectif : engager des transformations structurelles hardies ; une condition : l'existence d'une force politique qui fasse la liaison entre les deux.

C'est possible : à chaque cause de blocage correspond une capacité de mobilisation. Il y a d'abord la situation économique déstabilisée dont la gauche va hériter et notamment le problème de l'emploi. Les discussions techniques sur les taux de croissance qu'il y a, par exemple, de redresser la barre sont vaines puisque, précisément, la croissance avait cessé, bien avant la crise, d'être génératrice d'emplois.

Il faut inverser la problématique de la croissance : plutôt que de fixer son niveau et de chercher ensuite à en réparer les insuffisances, il faut commencer par l'inverse, des améliorations attendues, les ordonner dans le temps, les rendre cohérentes, et, à partir de là, planifier l'activité économique. Les résultats de celle-ci se mesureront alors beaucoup moins en termes abstraits de taux de P.N.B. qu'en indices de satisfaction des objectifs poursuivis : diminution de la pénibilité du travail, égalisation des conditions d'existence, amélioration du logement, réhabilitation du cadre de vie, etc. Tout cela correspond à des revendications et à des luttes. C'est le seul moyen de remettre l'économie sur ses pieds. Faute de quoi, on n'aurait pas à accepter la logique capitaliste du développement, y compris dans ce qu'elle a de pire : le programme électro-nucléaire.

L'argument selon lequel le nucléaire pourrait être créateur d'emplois est une excellente démonstration par l'absurde de la nécessité d'inverser le raisonnement. Dans l'hypothèse où il serait efficace, il ne pourrait qu'augmenter la productivité. Il faut donc repartir de la revendication d'un emploi pour tous et de ce qu'elle implique : réduction du temps de travail, diminution des cadences, mise en cause de la division du travail et de la division des tâches dans la société (notamment hommes/femmes), possibilité de « vivre et travailler au pays ». On est loin du choix nucléaire, souvent à son opposé.

Autre exemple, celui de l'inflation. Il y a fort à parier qu'elle constituera l'un des moyens par lesquels les forces déviantes minoritaires chercheront à « déstabiliser » la situation. Le programme communiste est prisonnier d'une énorme contradiction, puisque d'un côté il affirme respecter la propriété individuelle et la liberté d'entreprise (exception faite des nationalisations), et que de l'autre il brandit le blocage des prix pour défendre le pouvoir des salariés. La liberté des prix n'est pas acceptable, mais le blocage administratif des prix est inopérant, à moins d'imaginer un invraisemblable arsenal bureaucratique — et encore ! Pourtant les réponses sont déjà dessinées dans nombre d'actions de ces dernières années. Elles passent d'abord par une réduction de l'éventail des salaires — ce qui n'est pas acceptable — et par une détermination de la part de la valeur ajoutée qui sera affectée à la rémunération des salariés.

MORT DE M. ELOY, député communiste du Nord

M. Didier Eloy, député communiste de la 23^e circonscription du Nord, est mort, jeudi 30 juin, des suites d'une longue maladie. Ses obsèques seront célébrées le 3 juillet, à 15 heures, à Aulnoy-Aymeries, la ville où il résidait et dont il était conseiller municipal. Il sera inhumé au cimetière de la ville.

Il est né le 16 mars 1913 à Elmon (Aisne). Didier Eloy commence à travailler à l'âge de douze ans et est élu, dans une organisation de la jeunesse, à quinze ans pour son rôle syndical. Il entre au parti communiste en 1935. Il participe à la Résistance dans le Nord, ce qui lui vaut le titre de « héros de la Résistance ». Il reçoit également la croix de combattant. Ses obsèques ont lieu le 30 juin 1977, à 15 heures, à Aulnoy-Aymeries, la ville où il résidait et dont il était conseiller municipal. Il sera inhumé au cimetière de la ville.

Le parti communiste a proposé, jeudi matin 29 juin, que soit constitué un comité pour la formation des personnes physiques et qui ont en France leur domicile ou qui y possèdent des biens, afin qu'un impôt annuel sur le capital des sociétés.

Le parti communiste a proposé, jeudi matin 29 juin, que soit constitué un comité pour la formation des personnes physiques et qui ont en France leur domicile ou qui y possèdent des biens, afin qu'un impôt annuel sur le capital des sociétés.

tion de l'entreprise et sur la fixation des prix de gros (contrôle qui sera tout autant nécessaire sur les mouvements de capitaux et l'import-export), enfin par un contrôle local sur la distribution (prix de détail et approvisionnement associant comités de quartier, salaires des magasins, et dans toute la mesure du possible les petits commerçants... qu'il n'est pas souhaitable de précipiter dans la réaction fasciste.

Se soumettre ou se démettre

Dans un tout autre domaine, il est inconcevable que la gauche puisse gouverner avec le même président disposant des mêmes pouvoirs. Le respect affiché par le programme commun à l'égard de la Constitution de 1958 modifiée est quelque peu contradictoire avec le rapport du P.C.F. au fameux : « Il faudra se soumettre ou se démettre ». La démission de M. de Gaulle ne fut rien d'autre qu'un acte « constitutionnel », confirmé par son successeur et révoqué plus tard par les lois constitutionnelles de la III^e République. La soumission ou la démission — et de préférence celle-ci — de Giscard équivaudrait à la suppression d'un des verrous posés par les constituants de 1958 contre toute tentative de changement social et politique. Pourquoi le cacher ? Parce qu'il n'y a pas de solution juridique au problème ? Bien sûr, tout se jouera en termes de rapports de forces, donc de mobilisation populaire. Sans cette volonté-là, tous les discours ne sont que des vaines paroles... qui mettront rapidement la gauche à genoux.

Plutôt que de renchérir sur le présidentisme comme on l'a vu faire à Nantes, il est essentiel de s'appuyer sur tout le mouvement qui en est la négation et d'engager une transformation englobant les structures de l'Etat, l'autonomie des collectivités territoriales, les droits des nationalités, et le développement de pouvoirs démocratiques de base.

On peut appliquer la même méthode aux autres contraintes. Ainsi, celle de la nécessaire préservation de l'indépendance de la politique qui sera menée. Sur le seul plan militaire, le mouvement des soldats, la crise de conscience dans l'encadrement, ont plus fait pour éclairer la relation entre système de défense et mouvement populaire, que le ralliement à une force de frappe qui tend à instaurer le contrôle d'une technocratie militaire sur la société civile.

Réalisme et hardiesse

Bref, il faut sortir, ouvrir les yeux sur la dynamique que nous offre la réalité sociale. Car, il ne s'agit pas de tomber dans l'illusion d'un

programme qui serait la somme des revendications, de croire que celles-ci se transposent automatiquement et inconditionnellement en actes politiques. Encore faut-il les appréhender dans leur capacité à faire bouger les choses : ce que fait le C.F.D.T. dans sa « plate-forme ». Reste alors la médiation politique qui est du domaine du programme. On aurait pu imaginer que la « plate-forme » C.F.D.T. soit l'un des matériaux de base dans l'actualisation du programme commun : à s'en est rien.

Faute de procéder ainsi, le programme commun est plus qu'avant limité au rôle « vide » de preuve tangible de l'engagement des deux super-puissances électorales de la gauche à s'opposer pour battre la droite ; mais pour le reste, on ne peut que le voir se réduire à l'échec, ou faire plus, non par maximalisme, mais au nom du réalisme qu'on a tenu de décrire (cf. nos révisions prévisibles de Jacques Chirac : est-ce une raison sérieuse pour cacher la vérité ?).

Heureusement, les atouts ne manquent pas. Le principal, c'est la focalisation des idées et pratiques autonomes, dans tous les domaines, qui ne va d'ailleurs pas sans une confusion apparente. Ainsi, au Congrès du P.S., une référence — exceptionnelle ! — à l'autogestion sert d'argument contre l'extension des nationalisations, comme si ce n'était pas de fait. Au P.C.F., on se rapproche d'une telle autogestion, mais essentielle — la lutte contre la hiérarchie des salaires — mais on tourne la tête à une autre en ralliant la force de frappe ; quant au nucléaire civil, on en admet la nécessité tout en reconnaissant le bien-fondé des actions menées à son encontre (ainsi peut-on comprendre la présentation biennuelle donnée par l'humanité aux récentes manifestations).

Mais enfin le fait est là : la perspective autogestionnaire sort du domaine du mythe dominant pour entrer dans celui des choses sérieuses. C'est le résultat de toutes ouvrières, écologiques, de femmes, etc., qui ont alimenté un courant avec lequel il faudra compter. Peut-être aussi de la ténacité de ceux qui n'ont pas pris le vent électoral dominant. C'est cette nouvelle donne qu'il faut jouer maintenant à fond. D'abord pour que le débat à gauche vienne sur les vraies solutions, qui tend à instaurer le contrôle d'une technocratie militaire sur la société civile.

Pour reprendre une expression chère à l'extrême gauche, le P.S.U. ne met pas les autres « au pied du mur » : il y est.

MICHEL MOUSEL.

Prendre du champ... c'est s'informer et approfondir.

1999... l'expertise de Wassily Léontief
une étude de l'O.N.U. sur l'économie mondiale future

Le Prix Nobel d'économie a calculé ce qu'il en coûtera pour éviter l'Apocalypse... Sa conclusion : rien n'est encore joué. Ce sera difficile, mais c'est possible, à condition que des réformes radicales interviennent dans la plupart des pays et dans les rapports internationaux.

Médecine libérale ou nationalisée ?
sept politiques à travers le monde
G.P. CABANEL

La santé est véritablement au carrefour de l'histoire et l'on pressent bien que le système français devra être profondément réorganisé lors de l'échéance de 78. Dès lors, il n'est pas sans intérêt d'examiner les solutions adoptées par les grands pays et d'apprécier les limites de leur efficacité.

les "dossiers" dunod
pour connaître

Le Monde DES

Yachar Kemal et...

Le village de...

Le village de...

Le village de...

Le village de...

Le village de...

Le village de...

Le village de...

Le village de...

Le village de...

Le village de...

Le village de...

Le village de...

Le Monde DES LIVRES

Yachar Kemal et les contes d'un long hiver

● Après Méméd le Mince, Méméd le Faucon, voici Méméd Tête de pierre.

CRONIQUE d'un village turc, et légende de temps troublés, tel est *Terre de fer, Ciel de cuivre*, le nouveau roman de Yachar Kemal, très bien mis en français par Méméd le Faucon. Nous avons quitté Méméd le Mince et son époque pour Tête de pierre et l'époque actuelle. Nous sommes au temps de l'atome, comme il est précisé dans le livre de Yachar Kemal.

Rien. Ils sont prisonniers du long et terrible hiver, dans leurs maisons de torchis, avec leurs légendes, la peur qui les tient au ventre, leur dépression et leur pauvreté. Hier, le seigneur et les bandits les dépouillaient. Aujourd'hui, c'est le marchand de la bourgade voisine qui est devenu le maître. Il a fait crédit jusqu'à la récolte du coton : il faut le payer. Sinon, fort de la loi, il viendra dans le village s'emparer de toutes les réserves, de tout le bétail, des objets domestiques, et jusqu'aux « culottes de nos femmes ».

des dettes auprès d'Adil Effendi ? La belle affaire ! Qu'il attende. Ce n'est aucunement l'avis du maire Séfer, qui touche une commission d'Adil, et qui voit dans l'obésité de Tête de pierre une provocation et un défi. C'est alors que, dans Yalak, un « rumeur » prend naissance, qui va croître de jour en jour. Une « rumeur » aux dimensions fabuleuses, tissée de merveilles : Tête de pierre est un saint homme, une sorte de messie qui va sauver Yalak et ses habitants. Tête de pierre résiste autant qu'il peut à ces ragots. Lui, un saint ? Allons donc ! Sa résolution de n'être pas un saint s'émousse. Le maire Séfer, qui voit en lui un rival, multiplie les intrigues et obtient un effet contraire à celui qu'il escomptait : Tête de pierre va se persuader qu'il est un saint. Il soigne les malades par l'imposition des mains. Il prie pour qui veut. Lorsque les gendarmes viennent l'arrêter, il empêchera que les paysans du village les massacent, puis il disparaîtra dans le blizzard et dans les neiges — à jamais.

habitants ; celle, merveilleuse, de Redjeb et Hussé, jeunes amants décidés à quitter Yalak et qui périront sur les pentes du Taurus. L'art du récit, chez Yachar Kemal, est fait de ces entrecroisements incessants, où la légende et la poésie se mêlent au réel. *Terre de fer, Ciel de cuivre* est une saison à Yalak. Nous vivons, bien qu'à l'échelle de l'atome, avec ces paysans turcs de l'extrême bout du monde. Et chacun d'eux a une dimension propre, une pesanteur et une saveur qui ne sont qu'à lui. Ils nous deviennent familiers, comme bientôt nous semblons familiers les fables qu'ils racontent ou les propos qu'ils tiennent. Il en va de la même façon, dans les livres de Yachar Kemal, pour les choses de la nature : les plantes ont, ici, une odeur ; les flammes du feu de bois éveillent, pour nous, le monde. Rien n'est lointain ou abstrait. Nous touchons bien réellement des mains l'arbre creux qui est au-dessus de Yalak. Nous voyons bien réellement le sanctuaire dans sa flèche de pauvre.

Yachar Kemal, qui est né à la littérature par son contact avec les littératures orales de l'Anatolie, alors qu'il était berger, possède le grand art de mêler sans cesse l'imagination poétique à la saveur du réel. Le peuple des paysans turcs démunis est le véritable et seul héros de cette geste.

HUBERT JUIN.

* *TERRE DE FER, CIEL DE CUIVRE*, par Yachar Kemal, traduit de turc par Méméd le Faucon. Éditions Gallimard, 441 pages, 49 F.

Un peuple et sa geste

L'histoire de Tête de pierre et celle du maire Séfer sont entrecroisées d'autres histoires : celle d'Halil l'ancien, brigand devenu pieux ; celle de la vieille Méryemdjé, qui n'ouvre plus la bouche tant elle hait Yalak et ses

Un village hors la loi

Or ceux de Yalak, par la faute du maire Séfer et par celle de Halil l'ancien, sont descendus, pour la cueillette, dans la plaine de la Tchoukourouva, sont arrivés trop tard, et dans des champs pratiquement incultes. Revenus les mains vides à Yalak, ils s'installent dans l'hiver et dans l'attente. Adil Effendi, le marchand, va nécessairement venir et s'emparer de tout ce qu'ils possèdent. Il y a plus grave encore : ceux de Yalak viennent de rompre avec la coutume ancestrale. Le village qui ne paye pas sa dette au lendemain de la récolte du coton est un village qui se met en marge de la tradition. Désormais n'importe qui pourra venir incendier Yalak, piller les demeures, voler les animaux domestiques. Yalak a rompu le pacte, Yalak est hors la loi.

Dans Yalak, un seul homme résiste à cette peur incontrôlée venue de la nuit des temps : c'est Méméd Tête de pierre. La récolte était mauvaise ? Qui est coupable ? demande Tête de pierre. Et il répond : Pas nous ! Nous avons



(Dessin de JULIEN.)

et à ce moment où les hommes marchent sur la Lune. Mais nous sommes aussi dans un village du Taurus : Yalak. Et pour les paysans, quel de change ?

Libres opinions

Les gloutons

par LOUIS-GABRIEL (*)

Q'ON ne s'y trompe point : au-delà des malversations dont elle fut victime du fait de son directeur administratif (1), la Société des gens de lettres de France est secourue d'autres renaissances de bien plus considérable importance. Ce sera tout à son honneur si la crise permet de mettre un terme à ce scandale permanent que sont les droits d'auteur astronomiques auquel qu'injustifiés consentis, au détriment des télespectateurs, à quelques tenants de l'audio-visuel.

Car la Société des gens de lettres, fondée par Honoré de Balzac en 1838, a vocation d'accueillir les seuls écrivains.

La marche du temps incite certains d'entre nous — je n'en suis point — à ouvrir notre porte aux gens de l'audio-visuel : mais les affaires des uns (par exemple celles de M. Armand Jammot qui, entre 1967 et 1975, a pu toucher 24 millions de francs) ne sont pas compatibles avec les mœurs et la tradition des autres, qui ont une conception différente, et moins outrancière, de la qualité d'auteur.

L'arbre ne doit pas cacher la forêt ; l'arbre, symbolisant le par l'ex-directeur administratif de notre maison ; la forêt quant à elle serait constituée par une théorie de gloutons prompts à s'attribuer, ou se faire attribuer, des sommes considérables, innombrables, sans commune mesure avec la juste et honorable rétribution d'une œuvre littéraire.

L'audio-visuel, c'est le secret de Polichinelle, repère d'ombres étranges mais dévorantes sur le plan budgétaire, et qui sont plus connues du grand public sous les appellations de producteurs, producteurs associés, producteurs délégués, réalisateurs, assistants des uns et des autres, je dois en oublier. A travers ces fantômes, cependant empressés de reprendre leur visage au moment d'émarger, s'estompent tant d'auteurs qui ne s'engagent pas même, eux, à encasser de telles prébendes mais sont souvent écartés des moyens de télévision, tant il est vrai que, pour la consommation possible de certains fromages, les gourmets sont jalousement solidaires.

Il convient que cesse la valse des millions gaspillés au bénéfice de quelques-uns qui imaginent, c'est un comble, pouvoir faire une O.P.A. sur la Société des gens de lettres. Et voici qu'ignorant probablement quelle pléiade d'écrivains illustres en firent depuis bientôt cent quarante ans le renom universel, ils tentent de se parer de la caution de notre compagnie, nous confondant, est-ce triste, avec une assemblée de promoteurs.

Pourquoi, alors, ne pas accueillir parmi nous par exemple les camelots ? Eux aussi créent : et qui soutiendraient sans rire que, parfois, leur verbiage fourmi en esprit n'est pas autrement meilleur que telles émissions qui rapportent cependant une petite fortune à leurs réalisateurs ?

Une fraction d'entre nous pense que le sang (l'argent, bien sûr) frais ainsi apporté par les auteurs de l'audio-visuel — il en est d'authentiques comme de feu — est indispensable à l'équilibre financier de notre vieille maison. Préférons à cette sorte de transfusion dont, déjà, nous subissons les dommages, l'austérité que, depuis 1838, les plus grands d'entre nous nous ont préférée. Car il convient de ne pas laisser les rapaces se prendre pour des aigles !

(*) Sociétaire des Gens de lettres de France.

(1) Voir *Le Monde* du 22 juin, p. 36.

L'ÉPOPEE D'UN VILLAGE MEXICAIN

● Comment l'histoire s'est faufilée à San-José.

LUIS GONZALES est historien. Il est également myope. Ces deux propriétés font merveille quand il s'agit d'écrire l'histoire du petit village mexicain de San-José. Ce village se trouve à 2 000 mètres d'altitude, dans une région favorable au maïs et au bœuf, mais austère. Il n'est pas seulement pauvre et délaissé, sans piste ni héros. Son existence est, encore d'une brièveté extrême puisqu'il n'est né en 1888.

De l'immense géographie de la terre, de sa vaste histoire, Gonzales extrait donc 231 kilomètres carrés, 500 mesures et un siècle. Sur tout cela, sur cet univers de l'Altiplano, il promène le regard, le regard des myopes, qu'il s'aide de verres et de loupes quand un détail est mal discernable. Et comme Gonzales est un historien excellent, il sait aussi lire, dans la goutte d'eau qu'il a prélevée, le remuement de toutes les tempêtes et des bonheurs du grand Ciel. L'histoire naïve de San-José. Dans l'histoire tremblante les figures et les journées du Mexique tout entier.

San-José a une préhistoire — les trois siècles qui vont de la conquête à 1888, une durée lourde et visqueuse, impossible, que le livre parcourt à vive allure. Tout commence vraiment le 19 mars 1888. Ce jour-là, une griffure raye les immobilités du temps : un couple de bonheurs, comme à Rome, trace le plan d'une place et d'une église. Dans le sol de l'inexistante église, on enfouit des reliques de saints et on va déjeuner. L'après-midi, on se met à l'ouvrage. Les maisons que l'on va bâtir seront de torchis, leurs murs d'argile crue sèche au soleil, et pas de cabinets. Mais elles comportent un patio andalou qui vient de l'atrium des Romains. L'affaire progresse péniblement. Trois familles en 1880.

Il faut qu'un nouveau curé, Othon, soit nommé pour que le village s'éveille un peu. La population augmente. Othon est énergique. Il monte des scènes de théâtre sacré. Il rose les lirones, un bonhomme qui agonise avec d'étranges visions, mais c'est un imposteur et San-José n'aura pas de saint. Ce revers n'abat pas la vitalité d'Othon. Il impose aux femmes le port de sous-vêtements.

Ainsi vont les matins, vont les soirs. Le village compte huit cent quatre-vingt-quatre habitants en 1900, de pauvres gens qui

vivent sans bruit, à l'abri des choses du monde. On recense dix professionnels de l'ivresse. On travaille dur, mais on aime aussi : les jeunes gens escaladent les murs derrière lesquels attendent les demoiselles. Un enfant sur douze est illégitime.

Pendant ce temps, l'histoire s'approche en tapinois. Elle établit une première tête de pont, en 1903, quand s'ouvre une auberge pleine de putes. San-José reçoit des étrangers, des gitans et des salimbanches. Quelques années encore, et nouvelle offensive du monde : ouverture d'un bureau de poste. Trois Joséphins en profitent pour s'abonner à un journal de Mexico qui fait écho à toutes les étrangetés, aux trouvailles et aux drames des grandes villes. Le temps ancien s'effrite. Un autre temps, plus remué, s'esquisse. La preuve : les jeunes contestent la tradition, défient l'autorité des pères, se coupent même la barbe.

En 1911, la place de San-José est empiétée et dotée de réverbères à essence. Une querelle s'ensuit, car plusieurs habitants pensent que ces lumières donnent un teint de cadavre. Mais déjà des querelles plus graves secouent le Mexique, les premières passes de la folle période révolutionnaire (1910-1932) qui va jeter le pays dans une apocalypse et répandre sur ses chemins des bandes de voyous ou d'inspirés, enseigner



(Dessin de PLANTU.)

au monde les noms de Zapata, Madero, Villa ou Carranza. Cette fois, l'histoire a vraiment mis la patte sur San-José. Le village tente de la tenir éloignée de lui : dès qu'une troupe est signalée, on cache les jeunes filles et les chevaux. Si un étranger est découvert, on le conduit au cimetière, un prêtre le confesse, un soldat le tue, un fossoyeur l'ensevelit. Mais les révolutions continuent. Et quand, en 1924, le gouvernement Calles pense les prêtres, San-José soutient les curés et s'enrôle dans les *Cristeros*. Pour ses débats

dans l'histoire, ce n'est pas une réussite. Le village est brûlé entièrement. En 1927, il n'a plus un seul habitant, mais trois ans plus tard, dans l'église calcinée, on célèbre la messe pour les mille six cents Joséphins revenus au pays.

Luis Gonzales prolonge l'épopée minuscule jusqu'à nos jours. Tout est bon à l'histoire pour se familiariser dans le village de rien du tout : elle peut utiliser un voyageur de commerce avec sa machine à coudre, ou bien le feu d'une bande de révolutionnaires, mais aussi ce poste de radio qu'un fermier acquiert en 1938, à la stupefaction générale, et qui relie soudain le temps local au temps universel.

Dès lors, San-José change de rythme. A sa manière humble et intimidée, il subit l'accélération de l'histoire car il doit se débrayer pour faire tenir tout son destin, depuis son Moyen Âge jusqu'à l'année 1977, dans le pauvre petit siècle que la providence lui a alloué. On dirait d'un film en accéléré, et que s'épaule sous nos yeux une fleur dont la tige jaillit au matin pour se faner le soir. Car, aujourd'hui même, San-José n'a pas encore sa place gardée, ses racines sont si petites... Depuis 1948, une route relie San-José à Mexico, et par cette route les jeunes gens gagnent les villes, si bien que le village affronte une autre épreuve : soit qu'il s'adapte et sache proposer à ses jeunes une existence acceptable en 1977, ou bien qu'il soit voté à disparaître, après avoir traversé notre histoire comme un bolide léthargique.

GILLES LAPOUGE.

* *LES BARRIÈRES DE LA SOLITUDE — HISTOIRE UNIVERSELLE DE SAN-JOSÉ-DE-GARCIA, VILLAGE MEXICAIN*, de Luis Gonzales. Plon, coll. « Terre humaine », 430 p., 50 F.

Un conteur...

L'HISTOIRE se passe à Southampton, au siècle dernier. Un brick hollandais fait escale, retour de Java. L'un des matelots, Hendrik Westgeest, se promène en ville avec un singe sur une épaule et un perroquet sur l'autre, dans l'espoir d'en tirer bon prix et d'acheter une bague à sa fiancée d'Amsterdam.

Un client ne tarde pas à l'aborder. C'est un homme âgé, mis comme un lord. Vivant seul, il est intéressé par le perroquet, qui lui tiendrait compagnie. De peur que le volatile ne refuse de quitter son maître, il demande à ce dernier de l'accompagner jusque chez lui, il fait nuit, la villa est loin du port, l'acheteur marche en silence. Hendrik, chassé la peur en se disant qu'il a affaire au flegme britannique. Une fois à la villa, du faux gothique meublé anonyme, le « lord » invite Hendrik à l'attendre dans une chambre mal éclairée, le temps qu'il cherche la cage pour le perroquet. Le matelot obéit et entend... la porte de la pièce se refermer derrière lui, à double tour.

« Suivez mes ordres ou vous êtes mort ! » crie le lord à travers un judas où luit le canon d'un revolver. Sur la table, devant vous, il y a un pistolet à six coups chargé de cinq balles : prenez-le. Il y a un rideau au fond de la chambre : tirez-le.

par Bertrand Poirot-Delpech

Hendrik obtempère et aperçoit, sur un lit, une femme ligotée et bâillonnée. Le lord lui commande de la délier. La femme, très belle, se met à crier :

« Harry ! Ce gues-tiens est infâme ! Moi qui croyais que cette villa de location servirait à nous réconcilier ! Puisque je vous dis que je ne vous ai pas trompé ! Je suis innocente, Harry ! Innocente, Harry !

Et maintenant tirez sur elle ou vous êtes mort ! »

Affolé, le matelot appuie sur la gâchette... et reçoit presque aussitôt une balle à la tempe, tirée du judas par le lord. Le singe se cache dans sa vareuse en poussant des cris d'épouvante.

POUR la justice, il ne fera pas de doute que le matelot a tué la dame, de cinq balles, et s'est réservé la dernière, par désespoir. Elle refusera d'imaginer que l'inconnu à fausse barbe à qui lui louée la villa huit jours plus tôt n'ait été autre que le lord, pair d'Angleterre, amoureux notoire de sa femme, accouru de Londres sans rien comprendre au drame, et qui achèvera sa vie à Kensington, seul avec son perroquet.

Il aurait pourtant suffi, pour que la vérité éclate, que la police écoute précisément... l'oiseau, qui allait répéter jusqu'à la fin de ses jours, d'une voix de femme horrifiée : « Je suis innocente, Harry ! Innocente, Harry ! »

La littérature, c'est aussi de belles histoires comme celle-là. Car elle est belle, non ? Si bien bouclee sur elle-même qu'on jurerait l'avoir entendue déjà ! Alors, de qui est-elle ? Edgar Poe ? Oscar Wilde ? Agatha Christie ? Vous n'y êtes pas du tout...

(Lire la suite page 20.)

Prendre du champ... c'est s'informer et approfondir.

1999... l'expertise de Wassily Léontief une étude de l'O.N.U. sur l'économie mondiale future

Le Prix Nobel d'économie calculé ce qu'il en coûte pour éviter l'Apocalypse. Sa conclusion : l'humanité est en danger. On sera obligé de limiter la consommation, d'adopter des réformes radicales pour éviter la catastrophe. L'étude est disponible dans les bibliothèques nationales.

Médecine libérale ou nationalisée ? sept politiques à travers le monde

La santé est véritablement au carrefour de l'économie et l'on prendra bien soin de le souligner. Les Français doivent être conscients de la situation. Les réformes doivent être prises en compte pour éviter la catastrophe. L'étude est disponible dans les bibliothèques nationales.

les "dossiers" dunod pour connaître

SEUIL

Geneviève Dormann

Mickey l'ange

"Geneviève" Dormann a une voix, une verve... et sa manière bien à elle de vous rouler dans la farine, côté pile les insolences et l'irrépressible côté face la tendresse avec la poésie, la tout assainie de franche gaieté.

Ginette Guitard-Auviste

Le Monde

roman 233 pages 50 F

ie littéraire

ria savoir augmenté...

Les connaissances augmentent, mais le savoir ne s'accroît pas forcément. C'est ce que l'on peut en dire, à la lecture de *Le monde des livres*, paru chez Grasset. Ce livre, qui est une anthologie de textes écrits par des auteurs de la littérature française, est une véritable mine d'or pour ceux qui aiment lire. Il contient des textes de tous les siècles, de la littérature classique à la littérature contemporaine. C'est un ouvrage qui mérite d'être lu et relu.

un jeune

Un jeune homme, un jeune homme, un jeune homme... C'est le titre d'un livre paru chez Grasset. C'est un livre qui raconte l'histoire d'un jeune homme qui cherche à comprendre le monde et à trouver sa place. C'est un livre qui est écrit avec beaucoup de talent et de sensibilité. C'est un livre qui mérite d'être lu et relu.

un grand livre continué

Un grand livre continué, un grand livre continué... C'est le titre d'un livre paru chez Grasset. C'est un livre qui raconte l'histoire d'un grand livre qui a été continué par de nombreux auteurs. C'est un livre qui est écrit avec beaucoup de talent et de sensibilité. C'est un livre qui mérite d'être lu et relu.

un grand livre continué

Un grand livre continué, un grand livre continué... C'est le titre d'un livre paru chez Grasset. C'est un livre qui raconte l'histoire d'un grand livre qui a été continué par de nombreux auteurs. C'est un livre qui est écrit avec beaucoup de talent et de sensibilité. C'est un livre qui mérite d'être lu et relu.

un grand livre continué

Un grand livre continué, un grand livre continué... C'est le titre d'un livre paru chez Grasset. C'est un livre qui raconte l'histoire d'un grand livre qui a été continué par de nombreux auteurs. C'est un livre qui est écrit avec beaucoup de talent et de sensibilité. C'est un livre qui mérite d'être lu et relu.

un grand livre continué

Un grand livre continué, un grand livre continué... C'est le titre d'un livre paru chez Grasset. C'est un livre qui raconte l'histoire d'un grand livre qui a été continué par de nombreux auteurs. C'est un livre qui est écrit avec beaucoup de talent et de sensibilité. C'est un livre qui mérite d'être lu et relu.

un grand livre continué

Un grand livre continué, un grand livre continué... C'est le titre d'un livre paru chez Grasset. C'est un livre qui raconte l'histoire d'un grand livre qui a été continué par de nombreux auteurs. C'est un livre qui est écrit avec beaucoup de talent et de sensibilité. C'est un livre qui mérite d'être lu et relu.

un grand livre continué

Un grand livre continué, un grand livre continué... C'est le titre d'un livre paru chez Grasset. C'est un livre qui raconte l'histoire d'un grand livre qui a été continué par de nombreux auteurs. C'est un livre qui est écrit avec beaucoup de talent et de sensibilité. C'est un livre qui mérite d'être lu et relu.

Docteur Knox et Co.

Docteur Knox et Co., Docteur Knox et Co... C'est le titre d'un livre paru chez Grasset. C'est un livre qui raconte l'histoire d'un docteur qui a fondé une société. C'est un livre qui est écrit avec beaucoup de talent et de sensibilité. C'est un livre qui mérite d'être lu et relu.

Les mots

Les mots, les mots, les mots... C'est le titre d'un livre paru chez Grasset. C'est un livre qui raconte l'histoire des mots et de leur utilisation. C'est un livre qui est écrit avec beaucoup de talent et de sensibilité. C'est un livre qui mérite d'être lu et relu.

un grand livre continué

Un grand livre continué, un grand livre continué... C'est le titre d'un livre paru chez Grasset. C'est un livre qui raconte l'histoire d'un grand livre qui a été continué par de nombreux auteurs. C'est un livre qui est écrit avec beaucoup de talent et de sensibilité. C'est un livre qui mérite d'être lu et relu.

un grand livre continué

Un grand livre continué, un grand livre continué... C'est le titre d'un livre paru chez Grasset. C'est un livre qui raconte l'histoire d'un grand livre qui a été continué par de nombreux auteurs. C'est un livre qui est écrit avec beaucoup de talent et de sensibilité. C'est un livre qui mérite d'être lu et relu.

un grand livre continué

Un grand livre continué, un grand livre continué... C'est le titre d'un livre paru chez Grasset. C'est un livre qui raconte l'histoire d'un grand livre qui a été continué par de nombreux auteurs. C'est un livre qui est écrit avec beaucoup de talent et de sensibilité. C'est un livre qui mérite d'être lu et relu.

un grand livre continué

Un grand livre continué, un grand livre continué... C'est le titre d'un livre paru chez Grasset. C'est un livre qui raconte l'histoire d'un grand livre qui a été continué par de nombreux auteurs. C'est un livre qui est écrit avec beaucoup de talent et de sensibilité. C'est un livre qui mérite d'être lu et relu.

un grand livre continué

Un grand livre continué, un grand livre continué... C'est le titre d'un livre paru chez Grasset. C'est un livre qui raconte l'histoire d'un grand livre qui a été continué par de nombreux auteurs. C'est un livre qui est écrit avec beaucoup de talent et de sensibilité. C'est un livre qui mérite d'être lu et relu.

un grand livre continué

Un grand livre continué, un grand livre continué... C'est le titre d'un livre paru chez Grasset. C'est un livre qui raconte l'histoire d'un grand livre qui a été continué par de nombreux auteurs. C'est un livre qui est écrit avec beaucoup de talent et de sensibilité. C'est un livre qui mérite d'être lu et relu.

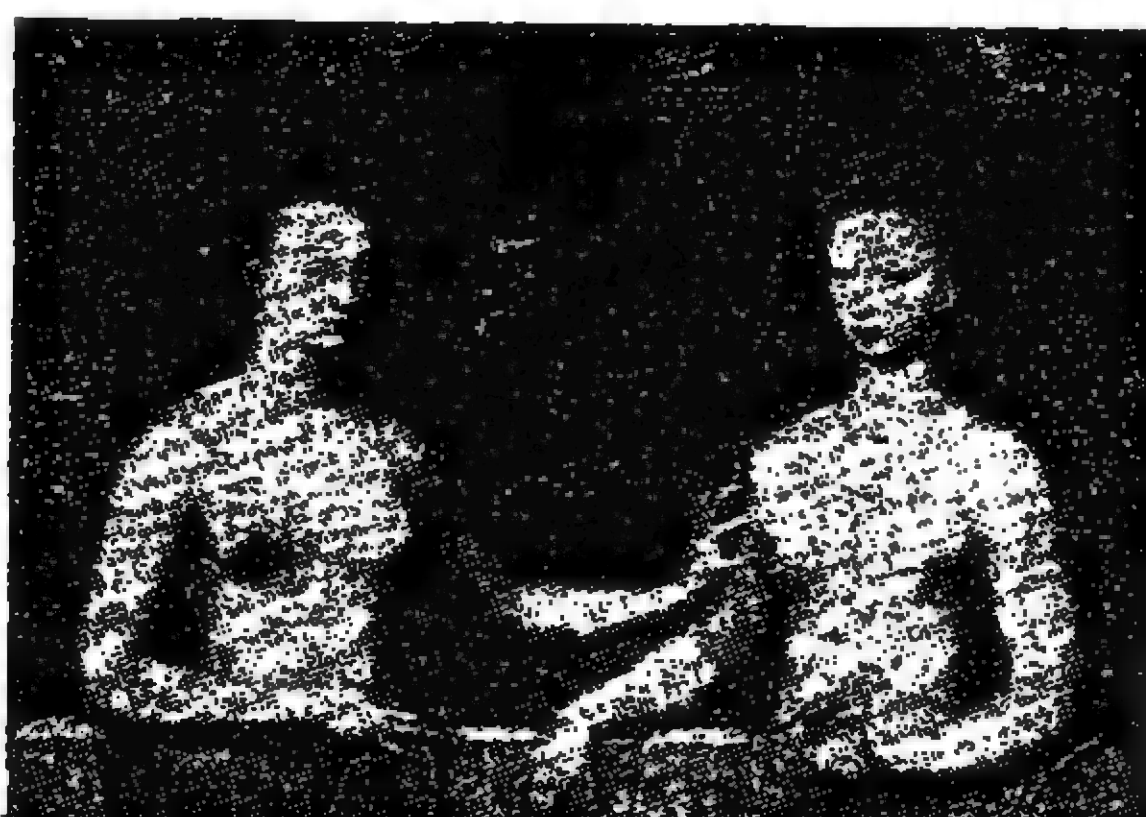
LES POUDRES ET LES POUVOIRS DE CHRISTIAN PRIGENT

DANS le monde de l'édition ce n'est pas toujours fête, on s'en doute. Ce n'est pas que l'édition ne s'y prête pas, mais plutôt que le festin est, tel comme ailleurs, rare, inabordable. Et encombré, comprimé, brimé. Et par fête, l'entends : jubilation de la langue, altérations à grande vitesse, rythmique scésellonnelle, turbulences : de quoi faire trou partout et que les voyageurs s'en cognent le crâne au plafond de la carlingue en dispersant sur leurs voisins le café au lait bouillant.

Alore saluons, une fois n'est pas coutume, la naissance d'une nouvelle collection chez Christian Bourgois : la collection « TXT », qui fait écho à la revue maintenant bien connue et au groupe d'avant-garde dont elle est l'émancipation. Il était logique que le fondateur, et principal animateur, de la revue, Christian Prigent, inaugure cette série de livres qui annonce par ailleurs le *Babil des classes dangereuses*, de Valère Novarina, et l'extraordinaire *Degré Zorro de l'écriture*, de l'écrivain wallon Jean-Pierre Verheggen dont le travail agressivement salubre se fait puissamment sentir en Belgique depuis quelques années.

Donc saluons — et saluons-nous quelques instants sur *Power-Powder* (le pouvoir et la poudre). C'est là sûrement que Christian Prigent, dont certains ouvrages, *l'Amant*, publié aux éditions de l'Émergence et, très récemment, *Du côté de l'imaginaire*, publié par Gérard-Georges Lemaire en Suisse, avaient déjà pris date dans le concert général de remise en question des moyens et des fins de l'écriture, assure au mieux sa prise, précise les risques encourus (quelle autre langue que celle-là peut-on encore proposer ?), d'un coup de poignet brutal. Oui, c'est cela, c'est bien d'un coup violent, donné, de tout le corps, qu'il s'agit : essayez donc d'ouvrir ce livre, en quelque chapitre que vous tombiez, quelle que soit la vitesse à laquelle vous le lirez (très vite, peut-

« L'âme sœur », selon Prigent.



Portrait de Gabrielle d'Estrees et de la duchesse de Vilers au bain.

être, pour essayer d'échapper à la force de sa frappe), vous aurez l'impression à tout moment que quelque chose sur vous va se jeter, que quelque chose va vous plonger un fer brillant là où, sans que vous vous en doutiez, la pourriture (effet local de manifestation des pouvoirs qu'exerce sur vous la langue qu'on vous impose, proie que vous êtes à vous-même).

Le livre est divisé en rapides séquences qui ont autant d'effets de redistribution de la violence incidente et du coup violent que l'écrivain lui impose à son tour, les titres jouant, si vous voulez, le rôle de la mitraille quand on querroie en terrain découvert. Ce qui est évidemment le cas pour la sorte de littérature qui nous occupe. Voyez plutôt : « Proème », « Dejeu » ; Un peu de théâtre ; « Poème peut-être » ; « Roman, sans doute » ; « La leçon de chinois »... Pour ce qui est de cette dernière leçon, sans doute agitée comme captation de la parole hétéroïque, « révisée » par une psychanalyse torride, corrodée, dégringolée, découverte par un autre héritage (disons, pour être nous-même effrayable, celui qui va de James à Lacan, avec aussi quelques autres effets, post-lacanien). En marge à la « Leçon de chinois », cette note de Prigent : « Voilà ce que ça décapité crêpe : il y a là-dedans à la fois de la théorie et des faits réels. » Et, en plus, de l'élogisme qui se glisse partout, effondrant tout code qu'on serait tenté d'y rajouter, tout système — et Dieu sait si les codes et les systèmes actuels ne cessent de nous retourner vite fait au stade moujik. Voulez-vous un exemple du contre-code : « C'est une fiction, c'est du réel, c'est ouvert... l'espèce est vide, comme l'ai tout ». Il faut lire Prigent lire ses poudres et ses pouvoirs, aller y voir de toutes les façons possibles, comme il y aille voir lui-même. Et croyez-moi, son voyage, et la sorte d'intériorité qu'il a mise à ce désaveuement généralisé, la fureur et la joie extrêmes qui l'y ont animé, tout cela n'a pas dû être de tout repos. C'est tout.

DENIS ROCHE.

★ *POWER-POWDER*, de Christian Prigent. Ed. Christian Bourgois, coll. « TXT », 140 pages, 45 F.

roman

Pierre de Calan entre le patronat et la Grande Trappe

● L'analyse d'une vocation religieuse.

LE vice-président du C.N.F.P., Pierre de Calan, ne peut manquer de surprendre ses lecteurs habitués avec ce premier roman tardif, *Côme ou le désir de Dieu*, analyse d'une vocation religieuse. Pierre de Calan a su faire de son roman un véritable chef-d'œuvre de collaboration avec Michel de Saint Pierre une pièce de théâtre, les *Écrits*, jouée en 1959, au Théâtre des Mathurins, et il a publié un recueil de contes, les *Cousins vraisemblables* (Grasset), — mais ce sont ses ouvrages économiques que le public a surtout retenus, parmi lesquels *Le coton et l'industrie cotonnière* (P.U.F. « Que sais-je ? »), et, tout récemment, *Chère inflation* (France-Empire, 1976). Certes, ce libéral, ce « patron chrétien », et qui est membre du conseil de vétérinaires, Jean, qui a pris le nom de Côme au début de son noviciat, a été, tout enfant, scandalisé par les bonnes fortunes d'un père brillant et volage, assombri par la tristesse d'une mère pieuse et sacrifiée. Une visite à la « Trappe », dans son adolescence, l'a persuadé qu'il était appelé à vivre dans le silence et la prière, au milieu de ces hommes qu'il imagine naïvement parfaits. Il est si sûr de sa vocation que dès le début de son noviciat il s'efforce de se consacrer à la simplicité, la paix de son cœur, nulle inquiétude, chez lui. Le narrateur observe même que ses gestes, sa démarche, toute son allure sont celles d'un moine depuis longtemps plié à la règle... ou peut-être, note-t-il, d'un parfait ascète. Mais la crise survient : Côme est bouleversé par la vie de la ferme où il travaille. Curieusement, les accablants des bovins lui rappellent, dit-il, les débordements sexuels de son père. En outre, il est dégoûté par les marchandises de Pierre Maurice, « cet affreux masquignon » chargé du négoce des bestiaux. Enfin, les roulements des moines et leurs grognements la nuit, les bruits goulus de mastication au réfec-

toire l'irritent et le déçoivent. Prier et soigner les fleurs pour l'autel de la Vierge devraient être, selon lui, ses seules occupations.

Après réflexion, le Père Abbé et le Père Maître offrent à Côme de passer quelques mois loin d'eux, pour éprouver sa vocation. Côme reprend ses vêtements laïcs et s'en va. Il écrit souvent, sûr qu'il reviendra pour toujours. Il revient en effet, mais il n'a guère changé. Après un peu de temps, il est de nouveau ébranlé : deux frères en sont venus aux mains, pour une histoire de tracteur, et des sanctions ont été prises contre eux. Côme se plaint de cette double violence, et plus encore de la « routine » : la vie quotidienne. Il affirme que sa vocation n'est pas en cause, mais qu'il a besoin de traquer, et des sanctions ont été prises contre eux. Côme se plaint de cette double violence, et plus encore de la « routine » : la vie quotidienne. Il affirme que sa vocation n'est pas en cause, mais qu'il a besoin de traquer, et des sanctions ont été prises contre eux. Côme se plaint de cette double violence, et plus encore de la « routine » : la vie quotidienne. Il affirme que sa vocation n'est pas en cause, mais qu'il a besoin de traquer, et des sanctions ont été prises contre eux.

Un an plus tard, un de ses amis — incroyant — vient interdire pour Côme, dont les lettres sont restées sans réponse. Peut-il revenir ? Il le peut, s'il prend cette fois l'engagement définitif de ne pas repartir. Mais est-il en état de l'affirmer ? Côme ne répond pas.

À la fin de l'hiver, un paysan trouve dans la neige le cadavre de Côme, non loin de l'abbaye. Comment est-il mort ? On ne le saura pas. Mais il était revenu. Et le Père Abbé décide que l'inhumation sera faite au cimetière de l'abbaye. Car que sait-on d'une vocation ? Côme, à sa manière, n'a-t-il pas été fidèle à l'appel entendu ?

Tout cela est vu au niveau des comportements : chaque personnage est soigneusement décrit, on voit les visages, les silhouettes, les dialogues sont naturels. Mais où est la vie intérieure ? Tout se passe comme si l'adaptation à une société communautaire était l'unique question posée par le noviciat. Cette psychologie, qui ne se réfère à aucune transcendance, donne un curieux sentiment d'insanité. À la limite, on s'étonne moins des figures de Côme que de la persévérance de ses Frères, qui doit bien raisonner n'être pas sans quelque pitié.

★ *COME OU LE DESIR DE DIEU*, de Pierre de Calan. Ed. La Table ronde, 224 p., 40 F.

récit

Au Népal, rêver de Bourg-la-Reine

● La déresse et les éblouissements d'un voyageur.

UN jour, sur un pupitre d'écolier, on grave cette petite phrase de Coteau qui fait rêver absurde : « Le poète va en autobus, la foule suit derrière ». Plus tard, à vingt ans, on se retrouve avec la foule dans un des vieux bus fleuris qui bringolent vers l'Alphington. Petit Foucet cherchant sur la planète le lion du Douanier Rousseau, traînant avec soi Cendrars, Arthur Gordon Fyrm et le Lotus bleu, on écrit un récit de voyage qui sans cesse se dénie, se dérobe et dérive jusqu'à prendre sa vie propre. De Kaboul à Delhi, de Bombay à Goa, de Khatmandou à Calcutta, le voyageur tient le journal de bord d'un lent, d'un amer arrachement. C'est donc cela, le monde ? Rêver, au Népal, de Bourg-la-Reine et des prairies normandes ? Seurs les aventuriers au regard fixe qui, sans brouiller l'œil et l'ailleurs, échappent à cette dérisoire déresse symbolisée par la découverte, sur une grève, d'une tortue de mer égorgée.

Dès ce retour à l'Océan, à la « mer mère, aux abysses matrimoniales », une profusion d'images éclatées et de visions oniriques donnent au récit une nouvelle ampleur poétique. D'interminables chutes en spirale marquent la fin d'un parcours qui menait à un point précis : celui où un bateau russe vire doucement vers le soleil couchant. Les éblouissements syncope, la lente dérive des dernières pages rythmée par le « urombrumiki » du « Trapi-sibérien », méritent certainement de détourner.

MONIQUE PÉTILLON.

★ *DETOUR*, de Hugo Verlomme. Le dernier terrain vague, 180 p., 39 F.

PARUS AUX ÉDITIONS « LETTRES DU MONDE »

162, boulevard Saint-Antoine, 75012 Paris - Tél. : 345-68-89 et 70-98

« QUATRE ANNÉES CHEZ LES VIETS », Jean-Jacques Baudier, Secrétaire d'État à la Défense.

« DÉCADENCE FRANÇAISE », L.-F. Porcy, Économiste.

« LES RACINES DU MAL », Georges Parisi, ancien détenu.

« CRIME DE RECHANGE », J.-Ph. Loyer de Thosse, Diplômé H.E.C.

« JE SUIS DIVORCÉ », H. Brouillet de Gollis, Directeur Honoraire de la Banque de France.

vendus dans toutes les librairies

Châli Diffusion, 1, rue de Fieuras, 75005 PARIS.

ROBERT LAFFONT

Au-delà de Freud, un regard nouveau sur la psychologie

Dr Pierre Bour

LES RACINES DE L'HOMME

Faire de nos pulsions nos alliées.

le roman noir se parodie et se relit comme un roman de mœurs.

“Dans ce roman, il n'y a pas un récit continu, mais dix, quinze, vingt histoires, véritable tourbillon de séquences, kaléidoscope d'épisodes enflammés, danse effrénée d'humour, de gravité, d'érotisme, où le palpitant côtoie l'incroyable, où le fantasiste se fiance avec l'inquiétant.”

(J. Garcin : Les Nouvelles Littéraires)

L'EXTORSIONNAIRE J.-E. Orcan, 216 p., 32 F.

Ed. Paul Vermont : 33, bd Berthier, 75017 Paris.

un grand livre continué par ses lecteurs

Un voyageur exemplaire. C'est la prose de la France qu'il déchiffre. Gilles Lapouge (Quinzaine littéraire). Un merveilleux bouquin. Aussi dense et parfumé que le meilleur des vins français. Lawrence Durrell.



Renan JUDAISME ET CHRISTIANISME

préface de Jean Gaulmier

178 pages — 39 F

dans la même collection :

Louis Rougier

CELSE CONTRE LES CHRÉTIENS

254 pages — 55 F

Editions Copernic — diffusion Hachette

...Guillaume Apollinaire

(Suite de la page 17.)

ELLE est de Guillaume Apollinaire. Ou du moins c'est lui qui l'a recueillie d'un on ne sait quelle tradition orale, selon l'habitude qu'il avait, dans ses écrits en prose, de mêler à ses souvenirs les choses lues ou entendues.

Car Apollinaire n'est pas seulement le poète du « pont Mirabeau où coule la Seine », d'Alcools et de Calligrammes, ni le « poète de la 14 » au front bandé ni l'auteur espagnol des *Onze Mille Verges*. Au lieu de se laisser envahir par la nostalgie des « livres de poche », les vacances devraient servir à réparer les oublis ou des préjugés de ce genre. Non pour briller à quelque concours audio-visuel — on croira bientôt que l'érudition n'a plus que cette fonction hors de portée, spectaculaire ! — mais pour le plaisir de la découverte.

« La Piéride » en offre justement l'occasion en réunissant dans un premier volume d'œuvres en prose l'introuvable *Enchanteur pourissant* (avec les gravures sur bois de Derain qui ornent l'édition Kahnweiler), l'héroïque et le Poète assassin, la Femme assise, la Fin de Babylone, les Trois Dieux, la Femme blanche des Hohenzollern, ainsi que des brouillons de théâtre et même de cinéma. Les textes sont introduits et établis par Michel Décaudin, avec un appareil de notes et variantes comme seule « la Piéride » en met à la disposition du grand public.

Apollinaire attachait une grande importance à ses œuvres en prose. Quand il est mort, en 1918, il ne travaillait pas à des poèmes, mais à la Femme assise, et commençait la Femme blanche des Hohenzollern. Michel Décaudin rappelle qu'il plaçait ses récits sur le même plan que ses vers. Il a confié à un ami que les premiers lui semblaient plus difficiles à réussir que les seconds. Il était convaincu d'y manifester

un réel « talent de conteur ». Breton le lui a reconnu, au moins pour le Poète assassin.

ON est frappé en tout cas de ce que le prosateur laisse mieux voir l'homme que le poète. C'est vrai, bien sûr, des récits de voyage — en Autriche, à Prague, — mais aussi des portraits de personnages mythiques ou excentriques. Derrière l'Enchanteur Merlin, le « Juif errant », les incarnations diverses de Don Juan ou le Cronimantale du Poète assassin, on reconnaît d'abord l'auteur lui-même et son obsession du surréalisme mêlé au quotidien.

Les textes qui devaient constituer la Femme blanche

par Bertrand Poirot-Delpech

des Hohenzollern rendent un son particulièrement direct et moderne. A la faveur d'un reportage pour *Comœdia*, on voit le Desauville des Jours premiers et de Tristan Bernard basculer dans la mobilisation avec un sens de la fête intact, et même aiguisé, dirait-on, par les menaces.

La Paris des théâtres connaît la même espèce d'angoisse étouffée qu'on retrouvera à la veille de 1939, chez Fitzgerald ou Drieu La Rochelle ; comme si dans un dernier tango avec une feuille de route en poche ajoutait à l'excitation des fausses fêtes et des brèves rencontres l'immanquable brève de valises de guerre circulant. « Dans un mois ce sera fini ! » En 1939, déjà, on parlait de huit jours et cela dura vingt-cinq ans. Sans ingénuité, il n'y aurait pas de combattants !

L'INNOCENCE ne fleurit pas seulement dans les propos militaires. Sur l'amour, aussi, les mobilisations échantonnent propos et anecdotes juvéniles. Ainsi l'histoire de la belle Elodie, partagée entre un mari allemand et un amant français, ou les légendes sur le sadisme des officiers prussiens et autres espions sodomites. Les bobards sur la « cinquième colonne » ne sont pas loin.

Le commandement français, pense-t-on, manque d'idéal. Du temps de la Révolution, l'admiral Frédéric le Grand, à mi-croire Vigny. En 1914, on ne lui connaît aucun modèle ; surtout pas Napoléon, dont il laisse la vénération aux officiers ennemis.

Entre autres réflexions qui recoupent celles des *Lettres à Lou* et des souvenirs de Rouveyre, on apprend que, selon Mirabeau, la première qualité d'un général serait de se vouer à l'onanisme, afin d'éviter les « caquetages » sur l'oreiller. Les simples soldats, dit-on encore, gagneraient à imiter sur ce point les gradés : on a vu une sentinelle égarée ainsi sa solitude, tout en accomplissant son devoir avec une bravoure citée à l'ordre de la division.

ici l'auteur exhume d'un trou d'obus des notes lyriques sur l'effet du pavot ; là, il surprend dans le train, songeuse comme le sont les êtres annonciateurs de catastrophes, la femme blanche des fables allemandes. Tout Apollinaire et son destin se résument dans cette apparition aux yeux violets. Jusqu'à la déraison du poète qui est au rendez-vous. Un jour, au front, un violent vent d'ouest fait envoler des milliers de papiers échappés des feuillets. Et tandis que ces messages courent la Champagne poudreuse en direction des tranchées allemandes, l'armée française, « invisible, couleur du temps, éclate d'un rire formidable » !

* APOLLINAIRE, ŒUVRES EN PROSE, tome I, Gallimard, coll. « la Piéride », 1328 pages, 125.

histoire

Il n'y avait pas que l'Affiche rouge...

● Lorsqu'on passe le flambeau, que devient le témoin ?

QUAND la tornade de l'histoire a porté les parents au-dessus de leur destin, les enfants en gardent parfois le souvenir. Déjà, voici dix ans, un jeune homme a reconstitué les jours au camp de Treblinka, où les siens avaient été exterminés.

Claude-André Zaninman, fille de parents divorcés (lui juif, elle catholique), est partie en quête de l'homme dont elle est issue. Et l'album de famille a versé dans l'histoire, dans le caché, la négligée de la résistance. Cette fois, il s'agit de ceux que l'on salue de quelques mots rapides : « l'héroïsme de la main-d'œuvre immigrée dans les groupes de combat » (MOI) ! Tous ces Italiens, ces Espagnols, ces émigrés de l'Europe centrale ou orientale (avec, parmi eux beaucoup de juifs), organisés et contrôlés par la P.G.F.

De ces hommes, de leur combat, nous connaissons l'Affiche rouge, livre militant et film déconcertant, et quelques souvenirs de combattants particuliers. Claude-André, petite-fille élevée dans un pensionnat religieux, orpheline d'une mère tuée par un jaloux, cherche en eux, désespérément, ses racines. Non pas « une collection de faits d'armes plus ou moins héroïques, mais leur MOI, et la manière puisque l'enfant issue, drôle d'équipage de manœuvres du sabotage, d'ouvriers de la clandestinité, d'ingénieurs de l'histoire ». Elle découvre, à travers quinze années de témoignages, d'interrogations, que parmi les actes d'éclat des F.T.P. beaucoup leur étaient dus. Mais elle débouche surtout des individus imprévisibles, inimaginables. Parmi ces émigrés, au hasard des rencontres (car pour adhérer à un mouvement clandestin encore faut-il le connaître), Claude-André trouve un Corse. Et un bon élève des oratoriens, Frédéric, plus tard journaliste et écrivain, qui paye aujourd'hui, dans sa chair, la blessure reçue dans les rangs de la MOI. Leurs rapports, leur fraternité, leurs amours avec des filles qu'ils n'oublieront plus, même si la vie les sépare, donnent à ce livre une simplicité, une émotion prenantes. Au pire du drame, la débordante vitalité d'être jeunes, tout dévoués à une cause et sûrs de changer le monde, vous entraîne. Cette his-

toire révèle parfois, sous les pseudos, des personnalités historiques : Géo, c'est Luigi Longo, futur secrétaire du P.C.F. ; Gérard fut et reste, pour ses amis, le nom d'Arthur London qui préface le livre.

Parfois, aussi, on débouche sur la surprise. Le dirigeant politique Bruno (pas d'autre nom) déclare qu'en août 1940 le communiste Maurice Tréan (celui-là même qui, nul ne le conteste plus, était allé avec des camarades demander aux Allemands de faire disparaître l'humanité), lui dit : « Il y a un manifeste lancé par Thorez et Duclos dans lequel on appelle à la résistance ». C'est, en effet, une version qui fut très répandue dans le parti pendant longtemps. Bruno dit à Tréan



(Dessins de PLANTU.)

que déjà des journaux polonais, juifs, tchèques, circulent clandestinement. Tréan ajoute : « La direction (du P.C.F.) s'est désignée pour reconstruire la MOI ». Bruno affirme qu'en septembre la MOI était reconstituée et que, dès lors, par une agente de liaison, militante très connue, il a constamment gardé le contact avec « Fred », c'est-à-dire Jacques Duclos, sauf deux « coupures » en 1943.

Ce témoignage unique et masqué causera donc sans doute certains remous.

L'auteur commente, sans met-

tre en doute : « L'histoire vraie ? Mais comment cette vérité peut-elle être captée ou même approchée ? »

Claude-André Zaninman sent qu'elle n'a pas « retrouvé » ses racines. Mais elle demeure, pour tous ceux qui l'ont connue avant qu'elle naisse, leur jeunesse. Et Arthur London, lui tend le flambeau : « Nous vous passons le témoin ».

DOMINIQUE DESANTIL.

* LE PASSAGE DU TÉMoin, de Claude-André Zaninman, Editions Olympe, 252 p., 45 F.

HÉLÈNE ELEK SE SOUVIENT

● La mère d'un des fusillés de l'« affiche rouge » entre ses souvenirs et son espoir.

D'ABORD, qui est Hélène Elek ? La mère de Thomas Elek. Soit. Encore faut-il savoir, ou redire, que Thomas, dix-neuf ans en 1944, fut l'un des noms, l'un des visages de l'Affiche rouge que les nazis placardèrent en février de cette année-là pour faire savoir qu'ils venaient de fusiller, comme saboteurs, étrangers et juifs, bien sûr, vingt-trois résistants qui leur menaient la vie dure, le groupe Manouchian.

L'histoire a peu retenu cette affaire : une rue discrète dans le vingtième arrondissement de Paris, un poème d'Aragon et plus récemment un film. Serail-ce, alors, pour compenser cette discrétion que parle aujourd'hui Hélène Elek ? Oui et non. Autant il est vraisemblable qu'un éditeur a songé à lui donner la parole parce qu'elle fut cette mère, refusant d'être solitaire, qu'elle a refusé d'en profiter pour faire dans l'héroïsme.

A qui parle-t-elle, pour qui parle-t-elle ? A elle-même, pour elle-même, c'est une évidence. Il se trouve qu'on peut en profiter. Elle raconte son histoire dans ce qu'elle eut d'ordinaire, et non point spécialement celle de Thomas, qui n'y tiendra sa place que l'heure venue. Soixante-dix ans après, Hélène Elek se souvient

d'abord de son pays. C'est la Hongrie de 1900, avec ses choses de la vie multiple, importantes ou secondaires, celles de la mort aussi. Ces souvenirs ont la netteté de ce qui marque une existence commencée dans une famille juive avec la pauvreté, la dignité, l'espoir.

Déjà, à cet âge, l'anti-sémitisme, le socialisme. Hélène Elek, qui est pour lui de jeux les environs de la prison et de l'attente, d'est sentie à petite révolutionnaire » dès l'âge de quinze ans. Ses étapes furent la révolution des années 1919-1921, qui dura le temps d'un automne, la terreur blanche qui suivit, dont on sentait déjà qu'elle serait un prétexte. Ainsi passent Bela Kun, Tibor Deli, Endre Ady. Ainsi s'expliquent l'exil à Vienne l'émigration à Paris. Ainsi se confondent l'orgueil et la fierté que la naissance ont données.

Orgueilleuse, elle l'est toujours, Hélène Elek, qui n'a jamais abdiqué : « Nous avons vécu tous les maux des émigrés qui arrivent, ce qui s'empêche pas de dire tout ce qu'on pense. » Elle le dit, souvent dans le désordre, quelquefois dans l'orgueil et même dans la contradiction. Le cœur à gauche ? Quelle question ! Bien plus que le cœur, qui battait pour le communisme et l'indignité des faiblesses de Stoun au moment où le Front populaire coïncidait avec la guerre d'Espagne. Tout l'être, toute la raison, malgré Staline, malgré Rajk et London, malgré la 1956 de Budapest, le 1968 de Prague. Aujourd'hui, bien sûr, l'effroi rétrospectif a tempéré les certitudes d'alors.

Dans le même temps, il fallait faire bouillir la marmite, porter la culotte avec un mari qui, au reste, ne demandait que ça. A ceux qui avaient envie de faire grève dans le restaurant qu'elle tenait, elle signifiait que « le communisme se fait dans la rue, et pas à la maison ».

La voilà donc sans farde, mère et militante, résistante anonyme, sans appartenance, et dès lors bien faite pour comprendre Thomas, son aîné à l'époque, qui prend déjà figure de dieu. A l'amour maternel de l'un répond la piété filiale de l'autre. C'est l'époque des valises, des gre-

nades, des attentats, des caches, de la peur et du courage. On retrouve les groupes de la main-d'œuvre immigrée, la M.O.V. dont on repère un peu ce temps-ci. Il faut savoir aussi « ne pas penser » pour bien faire ce qu'on a à faire, en la circonstance tuer. Résultats sont venus les morts, les hécatombes, les trahisons.

« J'ai mille tragédies dans ma tête », dit Hélène Elek, et l'on ne sait si elle voudrait les oublier. Il y a aussi dans sa tête des remords, des regrets, la peine sommante (« Je pleurais quand je pouvais »), la nostalgie des pardons qui ne furent point connus et qui lui fait dire de Bratislava, bien qu'il ait demandé la mort de tous les juifs : « Si on m'avait demandé, ce ne l'aurait pas justifié. Pourquoi non plus, l'homme peut changer. D'autres ont fait beaucoup plus de mal et ont encore là. »

Quand on a vécu ce qu'elle a vécu, comme elle l'a vécu, il ne faut pas s'étonner qu'elle tienne aujourd'hui « pour comédie » beaucoup de choses, le nationalisme pour commencer. L'héroïsme pour continuer. Alors, tranquillement, elle peut prendre ses distances, faire savoir qu'elle ne va plus sur la tombe de Thomas au cimetière d'Ivry, « très bien soignée par la ville », être anti-gailliste jusqu'à l'indignité (« il est entré à Paris sur les cadavres de milliers d'enfants de dix-sept à vingt ans »), jusqu'à l'excès (« les tortures de Mussolini pires que celles de Hitler »).

Et pourtant quel livre attachant, plus émuant que rude, avec son refus désespéré de la démission, ses enthousiasmes et ses réticences, qui parfois se combattent, ses rêves d'un communisme angélique qui n'est pas venu, mais qu'elle continue d'attendre, son combat entre ses préceptes de rigueur et de pudeur et les élan d'une jeunesse qui, par la voix de ses petits-enfants, lui dit gentiment : « Mémé, t'es un peu con... »

S'attendrait-elle ? L'attendrissement des simples fait partie de leur force.

JEAN-MARC THEOLLEIRE.

* LA MÉMOIRE D'HÉLÈNE, d'Hélène Elek. Maspéro, coll. « la mémoire du peuple », 311 p., 45 F.

congrès

VALÉRY LARBAUD ET LA LITTÉRATURE DE SON TEMPS

● Un colloque et une exposition pour « l'homme simple qui sourit ».

« C'EST que j'admire le plus Valéry Larbaud », écrit Paul Morand, « c'est cette somme prodigieuse de travail, de passion et de violence pour arriver à ce joyau reconstitué : un homme simple qui sourit », consacré à l'auteur d'*Enfances* pour le vingtième anniversaire de sa mort, à montré qu'une somme importante de travaux et de passions, sans même que la violence s'en mêle, pouvait aboutir au résultat inverse.

Si fin, si délicat, si fragile Lar-

baud ! Nous l'avons un peu perdu au cours de ces deux journées, les 17 et 18 juin, atomisé par certaines analyses savantes, qui n'éclairaient que les spécialistes et parfois même, tant le langage de certains est érotique, celui-là seul qui parle. Faut-il, à l'occasion, décider « à huis clos » ce genre de réunion et refouler comme intrus le public des non-initiés, ces barbares venus là simplement pour découvrir une œuvre ou des raisons de l'aimer mieux ? Il nous a paru que la chose ne déplaçait pas à certains de ces grands préteurs, terroristes par manque de simplicité et d'humour, un comble lorsqu'on se veut larbaldien.

Sans son masque

« Tout chercheur de bonne foi s'effraie, un jour ou l'autre, de comprendre qu'il lire son existence et sa justification de la force créatrice de ceux qui ont reçu en partage le génie dont il est lui-même dépourvu. Cette humilité non feinte — et constructive — de François Lioure, maître-assistant à l'U.E.R. de Clermont-Ferrand l'atteste, a été récompensée : elle lui a valu le prix Larbaud, comme éditeur de la *Correspondance Larbaud-Morand* (plus de quatre cents lettres) et pour l'ensemble de ses travaux. Elle le partage avec Jean Blot. Etienne « reculé » des prix de l'année pour lesquels les *Cosmopolites* (Gallimard), avec raison,

paraissent toujours comme unifier, gageons qu'il est ravi, et fonctionnaire par goût et par devoir, d'être désormais situé sous le signe de Barnabooth.

Barnabooth, sans son masque, et vraiment replacé « dans la littérature de son temps », c'est jusqu'à la mi-juillet, dans une exposition due aux soins éclairés de Monique Kilmis (1), qu'on peut le rencontrer. Le voilà, gamin songeur, entre son vieux père, le découvreur des sources Saint-Yorre, sa mère, drapée dans sa majesté de bourgeoise riche, sa tante Jane, dessinatrice d'une lettre de 1892 où Valéry décrit son collège de Fontenay-aux-Roses, qui sera celui de Fernand Marquet.

An service de ses confrères

Et ils sont là, de l'adolescence à la mort, les amis français de la N.E.F. et ceux d'aucune école, comme Léon-Paul Faugue et tous les étrangers qu'il a tant aidés par ses traductions, préfaces, essais et recommandations. Anglais, Américains des deux Amériques, Espagnols, Portugais, forment, autour du bureau de l'« amateur » studieux, de sa collection de soldats de plomb, de ses manuscrits, une couronne ; et il ne nous importe plus, alors, de savoir de quelle manière, tel ou tel, son choix a été ratifié par le temps, ni dans quelle mesure, au France et ailleurs, les bénéfices de son attention et de son amitié y répondent avec toute la gratitude qu'elles méritent.

Rarement, nous semble-t-il, un écrivain, tout en élaborant une œuvre multiforme pleine d'innovations stylistiques, n'a été autant ses forces et mis tant de curiosité, au service de ses confrères de tous horizons, à l'esthétique parfois tout à l'opposé de la sienne — cette curiosité dont Jean Blot faisait justement remarquer, au sujet de Valéry Larbaud, qu'elle est une des formes les plus difficiles de l'amour.

GINETTE GUITARD-AUVISTE.

(1) Valéry Larbaud, sa vie, son œuvre, au Centre culturel Valéry-Larbaud, siège également de l'Association des Amis de V. Larbaud, 15, rue Maréchal-Foch, 92000 Vichy.

LIVRES ET REVUES DE FRANCE

Royons de livres anciens/Achat de bibliothèques
Recherches de livres épuisés

et en occasion, romans en tous genres, bandes dessinées, etc.
Une librairie-bouquinerie qu'il faut visiter et dont on doit conserver l'adresse :

8, rue Pellot, BIARRITZ (quartier Saint-Charles)
Le mardi 12 heures TABARY signera ses albums (Ed. DARGAUD)

LA PENSÉE UNIVERSELLE

Important Editeur Parisien

recherche d'urgence pour création et lancement de nouvelles collections

manuscrits inédits de romans, poésie, essais, théâtre. Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision.

Adresser manuscrits et C.V.

3 bis Quai aux Fleurs
75004 PARIS

Tél. 325.85.44

Conditions d'édition fixées par contrat réel par l'article 49 de la loi du 11 Mars 1957 sur la propriété littéraire.

150

dossiers

LES AMBITIONS DE JIMMY CARTER

● Une « grille » pour un Président.

Dans une langue toujours claire, bien que parfois un peu facile, notre confrère Marc Ullmann a voulu présenter les grandes affaires qui devaient traiter le président Carter au cours de son premier mandat. Il a été plus heureux en ce qui concerne les questions intérieures américaines — la première partie du livre, — dont il avance une interprétation intéressante, qu'il propose des grands débats internationaux actuels (des droits de l'homme, le recyclage des armes stratégiques, l'aide au tiers-monde), pour lesquels il s'est souvent contenté de formuler des souhaits ou de rappeler des faits connus, et d'ailleurs inévitables.

On pourrait noter au passage une certaine contradiction entre l'affirmation un peu péremptoire que M. Carter « a toutes les chances d'être un grand président » et le titre même du livre. Quatre ans pour changer le monde, qui indique que l'actuel président des États-Unis, s'il bénéficie d'un préjugé favorable, n'a pas eu le temps de faire véritablement ses preuves. Lyndon Johnson, par exemple, que l'on a communément et uniquement associé, en Europe, à l'escalade américaine au

Vietnam, et que l'on a accusé de « médiocrité » ou de vices « étroitement politiques », se révèle de plus en plus, aux yeux des historiens et des sociologues, comme un des personnages déterminants de l'histoire contemporaine américaine, parce qu'il est à l'origine de toute une législation en faveur des pauvres et des Noirs, dont les fruits n'apparaissent qu'aujourd'hui.

Cela rappelle, Marc Ullmann propose une « grille » très séduisante de la société américaine, qui permet de « situer » le personnage politique qu'est M. Carter et d'expliquer, au moins en partie, son succès. Refusant d'appliquer aux États-Unis le concept marxiste de « classes », qu'il juge impropre, notre confrère établit, à la suite du philosophe Raymond Ruyer, une distinction entre deux grandes catégories : les « producteurs » (les termes recouvrant aussi bien les ouvriers et les employés que leurs patrons), qui sont souvent dépositaires des valeurs idéologiques traditionnelles, mais qui n'ont guère l'occasion de s'exprimer, et les « tertiaires non économiques » (fonctionnaires, universitaires, juges, intellectuels, et « observateurs » de tout poil), qui ont tendance à considérer le « système » de l'extérieur, de manière « critique ». La « contestation » et la « contestation »

de la fin des années 1960 ont été incontestablement le fait de ces derniers.

Marc Ullmann entend montrer que, après les déboires critiques qui ont marqué cette période et le choc en retour (« backlash »), conformiste et bien-pensant, des dernières années, les États-Unis sont parvenus à une sorte de compromis. Les « producteurs » ont admis que les « tertiaires » avaient peut-être eu raison dès le début à propos du Vietnam, et ils se sont trouvés du même côté qu'eux dans la condamnation du Watergate. C'est d'ailleurs le ralliement progressif de la majorité silencieuse, qui avait pourtant massivement voté pour M. Nixon en 1972, qui a permis l'annulation de l'affaire. De leur côté, les contestataires, rendus plus modestes par l'échec de leurs candidatures, MM. McCarthy et McGovern, se sont assagis sous l'effet de l'âge. Le vieillissement de la population est un des traits fondamentaux des États-Unis d'aujourd'hui, et parce que leurs revendications « qualitatives » paraissent moins urgentes en période de crise économique mondiale.

L'arrivée de M. Carter au pouvoir coïncide avec la convergence de ces deux catégories longtemps antithétiques, qui est, selon notre confrère, annonciatrice d'une « nouvelle civilisation ». Le président, qui se passe d'officier de

marine, d'agriculteur et d'entrepreneur rapproché de la « majorité silencieuse », a été attentif, à travers sa propre enfance étudiante, aux goûts, aux fréquentations, de même que, par ses propres réflexions, aux valeurs des contestataires. Il réaliserait ainsi à lui tout seul une admirable synthèse hégélienne. Il a su, et tout cas, trouver les mots qu'il fallait pour parler de la musique qu'aime la majorité des jeunes Américains, d'être le gaspillage, condamner l'utilisation excessive de l'énergie nucléaire. On peut regretter, simplement, dans cette description, en outre, très pertinente, des affirmations outrées telles que « la seule lutte des classes qui ait déchiré les États-Unis pendant les années 1960 » opposé la majorité des « producteurs » à la minorité des « tertiaires ».

Énumérant les ambitions réformatrices de M. Carter, qui sont nombreuses, et souvent accompagnées d'un « calendrier » absolu, fait un sort particulier, à juste titre à ses projets de réforme de la fiscalité. Il rappelle que le système américain, s'il est véritablement plus équitable que celui des Français, puisqu'il accorde plus d'importance à l'impôt sur le revenu (qui est proportionnel) qu'à la taxe à la consommation (qui frappe indistinctement toute la popula-

tion) est néanmoins d'une telle complexité (le « code » complet des impôts comporte la bagatelle de 40 000 pages), qu'il permet toutes les « échappatoires » (« loopholes ») et fait prospérer les officines d'avocats spécialisés. Marc Ullmann remarque que M. Carter a besoin de l'appui du Congrès pour cette réforme, et que celui-ci, qui est soumis aux pressions des intérêts particuliers, ne pourra éventuellement le suivre que s'il peut s'en défaire, partiellement en faisant financer ses campagnes électorales par le gouvernement fédéral, comme c'est actuellement le cas pour les candidats à la présidence. Le système a fort bien fonctionné en 1970 et pourrait être étendu aux représentants et aux sénateurs, mais il s'agit alors d'un bouleversement politique majeur. La « réalisation » d'un secteur de la vie du pays ferait ainsi la tâche d'huile, et il



(Dessin de KONE.)

font souhaiter que M. Carter se montre persévérant dans le domaine.

DOMINIQUE DHOMBRES.

★ QUATRE ANS POUR CHANGER LE MONDE, de Marc Ullmann, Ed. Robert Laffont, 280 p., 22 F.

LES SYNDICATS DES ÉTATS-UNIS VUS PAR LA GAUCHE FRANÇAISE

● Une enquête stimulante malgré quelques lacunes.

COLLUSION avec le patronat ou expression des travailleurs en lutte avec le capital ? Esprit du socialisme ou renforcement de l'impérialisme ? Complicité ou conflit ? C'est problématique l'enquête que J.-P. Cot et J.-P. Monnier ont effectuée auprès des syndicalistes américains au cours de l'été 1976, au plus fort de la crise économique et morale des États-Unis consécutive au Vietnam et au Watergate.

Les réponses sont nuancées. La classe ouvrière américaine n'est pas récupérée au point d'avoir perdu tout potentiel révolutionnaire. Elle ne constitue pas non plus l'avant-garde d'une société qui a occulté les différences de classes ; elle se situe plutôt légèrement à gauche de la moyenne nationale sur les

grands problèmes de politique intérieure et étrangère. (1). Quant aux syndicats, l'anticommunisme est virulent chez les Teamsters et toujours de rigueur chez les dirigeants de l'A.F.L.-C.I.O., la puissante confédération présidée par George Meany, mais il a moins de prise sur la base.

Le second mérite du livre est de situer l'actuel mouvement syndical dans l'histoire des États-Unis (2). Il est difficile de syndicaliser des salariés qui ne parlent pas la même langue, facile d'exploiter les différences ethniques et de races, satisfaisant pour la bonne conscience d'encourager les organisations d'aides mutuelles qui se substituent aux syndicats. Pourtant un puissant courant de syndicalisme révolutionnaire secoue le capitalisme du dix-neuvième : les « Knights of Labor » (Chevaliers du travail) organisaient la première grève nationale le 1^{er} mai 1886 (c'est l'origine de notre fête du travail). Tous les ouvriers d'une usine

sont syndiqués — et supérieurs de la même organisation — on ne parle pas de « confédération », au sens français, l'A.F.L.-C.I.O. Les soixante-trois autres fédérations sont indépendantes. Le nombre des journées de grève est, proportionnellement à la population, plus élevé qu'en France, 28 fois plus qu'en Allemagne fédérale, 108 fois plus qu'en Suède. Les conventions collectives ne sont jamais nationales, elles sont signées individuellement par une entreprise et son syndicat, 24,5 % des travailleurs sont syndiqués (essentiellement dans le domaine de la production). Les syndicats sont responsables de l'assurance-maladie et de la retraite-vieillesse, etc.

Les réponses des militants

Les questions essentielles sont abordées à travers les réponses des militants : l'antagonisme, à ne pas confondre (comme le fait souvent l'A.F.L.-C.I.O.) avec la participation et la fonction politique des syndicats, qui constituent la seule structure de lutte permanente dans un pays où les partis se mettent en vacances entre deux campagnes électorales.

Mais pourquoi ne pas avoir interrogé les militants syndicalistes sur l'évolution de la classe ouvrière aux États-Unis ? Aujourd'hui, deux ouvriers sur cinq seulement participent directement à la production, dont 5 % seulement travaillent dans les secteurs-clés de l'industrie (mine, acier, automobile) ; 60 % portent des cols blancs et sont employés dans la vente, l'administration privée et la fonction publique (3). Sous-payés et sous-employés, ces nouveaux prolétaires découvrent que la ligne de démarcation qui les sépare des cols bleus s'estompe à leur détriment, puisque leurs salaires sont souvent inférieurs et leurs activités souvent manuelles. Ils ne travaillent pas seulement dans des bureaux, mais dans des écoles, des hôpitaux, des services sociaux. Ils ont perdu leur statut de col blanc sans obtenir en compensation le salaire du col bleu. Pourquoi ne pas interroger les syndicalistes sur les nouvelles formes de lutte en partie liées à cette évolution : grèves sauvages, ruptures de cadence, boycottage d'une part, et d'autre part, remise en question des rapports sociaux autoritaires, élaboration d'une culture d'opposition consciente et critique ? C'est un peu dommage dans une enquête par ailleurs aussi stimulante.

PIERRE DOMMERGUES.

★ LES SYNDICATS AMÉRICAINS, de Jean-Pierre Cot et Jean-Pierre Monnier, Flammarion, coll. « La rose au poing », 192 p., 25 F.

(1) Jacques Arnaud : Les Ouvriers américains, Éditions sociales, 1972.
(2) Gabriel Kolko : Mass Unrest in the United States, 1870-1900, New York, N.Y., 1976, et Claude Julien : Le Règne et l'Éclipse, Grasset, 1976.
(3) J. Aronowitz : Faces Promises, McGraw-Hill, N.Y., 1972.

CESAR CHAVEZ OU LA SAGA DES MEXICAINS-AMÉRICAINS

● Un bilan de l'émigration clandestine.

ES États-Unis sont envahis à l'insensé par des immigrants et si subrepticement que la plupart des Américains ne s'en rendent même pas compte. Les envahisseurs arrivent par terre, mer et air. Certains se sont même fait passer pour les égyptes de San Antonio (Texas). Aucun commando n'a fait preuve d'autant d'invention et de détermination pour assaillir un pays qui se dit des réserves. Ce sont les immigrants illégaux, venus non pas pour détruire, mais pour partager les douceurs de la nation la plus riche de la Terre. C'est ainsi que le magazine américain Time décrivait récemment l'afflux des immigrants clandestins aux États-Unis, mais ces affirmations méritent d'être contrôlées :

Vrai : il y a six à dix millions de clandestins aux États-Unis ; 80 % d'entre eux viennent du Mexique. Los Angeles est la troisième ville mexicaine du monde après Mexico et Guadalajara ; 10 % des Mexicains vivent aux États-Unis.

Faux : les Mexicains ne sont pas réellement repoussés par le gouvernement de Washington. Ils fournissent une réserve de main-d'œuvre bon marché et indispensable dans des secteurs où les Américains — même noirs — ne veulent pas travailler : service de maison, travail agricole.

Faux : les Mexicains-Américains ne partagent pas les douceurs de la nation. Logement insalubre à 80 % ; mortalité supérieure de 36 % à la moyenne nationale et longévité inférieure de 40 %.

L'enquête de Muller et Kalman arme le lecteur contre le racisme bienveillant que véhiculent les médias. Elle permet également de comprendre pourquoi et comment les ouvriers agricoles du Sud-Ouest — Mexicains-Américains pour la plupart — ont réussi à imposer — grâce à Cesar Chavez, leur leader — un syndicalisme à la fois militant et humaniste où leurs prédecesseurs avaient échoué, victimes de la répression mais aussi d'une conception trop mécaniste des luttes.

Une non-violence à la Gandhi

Les objectifs de Chavez et de son syndicat (United Farm Workers) au cours des années 60 et 70 étaient les suivants : la reconnaissance du droit syndical, que le président Franklin Roosevelt n'avait accordé qu'aux travailleurs de l'industrie ; l'application du salaire minimum fixé par le gouvernement ; l'amélioration des conditions de travail ; l'embauche publique sous contrôle syndical ; la dignité aussi — en tant que travailleur, homme et Mexicain-Américain.

Les méthodes ? La non-violence.

lence, comme choix et non comme nécessité, à la manière de Gandhi et de Martin Luther King, mais aussi de Thoreau, qui inaugura la désobéissance civile en 1849 en refusant de payer précisément la fraction de ses impôts destinée à financer la guerre contre le Mexique ; l'action culturelle (on se souvient du Teatro Campesino, de Luis Valdez, invité au Festival de Nancy en 1969) ; la grève — celle du travailleur qui cesse de cueillir les fruits, et celle du consommateur qui boycotte les produits non syndiqués ; dans l'ouest des États-Unis, mais aussi en Floride, à New-York, au Canada, et même en Angleterre et en Suède ; la solidarité avec les jeunes, les libéraux de gauche, certains hommes politiques (Robert Kennedy et George McGovern), les évêques américains et même Paul VI, qui reçut Cesar Chavez.

Un bilan en fin de compte positif — compte tenu des forces

en présence : l'industrie agricole soumise par la police et la justice locales ; l'administration Nixon, qui cautionne l'achat illégal de raisin par le Pentagone ; le syndicat des Teamsters, qui harcèle les partisans de Chavez avec la complicité de M. Nixon. Ce dernier doit accepter certains compromis en échange du soutien des démocrates et de l'A.F.L.-C.I.O. Les ouvriers agricoles du Sud-Ouest sont aujourd'hui syndiqués et, une fois de plus, de Californie garantissent leur droit syndical depuis 1975. Chavez est une figure du mouvement des Mexicains-Américains qui, au cours des deux dernières décennies, sont devenus des hommes et des femmes conscients et fiers de leur différence, décidés à en finir avec leur statut d'exploités.

P. De.

★ CESAR CHAVEZ, de Jean-Marie Muller et Jean Kalman, Fayard-Ced, 228 p., 22 F.

Le Monde de l'éducation

Le numéro de juillet-août est paru

AU SOMMAIRE

« LE PALMARÈS 77 DES UNIVERSITÉS »

Pour la seconde année consécutive, « Le Monde de l'éducation » publie un « palmarès des universités » en éditant l'éventail des disciplines analysées : outre les lettres, les sciences, les sciences sociales et humaines, y figurent la médecine (pour Paris) et les classes préparatoires aux grandes écoles d'ingénieurs et de commerce.

La domination parisienne se renforce. Les universités de la capitale « produisent » à elles seules plus du tiers des doctorats en lettres et en sciences. Plus de la moitié des élèves qui entrent à l'école polytechnique proviennent des classes préparatoires parisiennes. Les établissements parisiens sont presque toujours en tête pour les sciences sociales et humaines (Dauphine pour l'économie ; Sciences-Po Paris pour les sciences politiques ; l'École des hautes études en sciences sociales pour la sociologie ; Paris-VII pour la linguistique ; Paris-V pour la psychologie).

Malgré cela, certains établissements de province obtiennent des résultats remarquables. Ce sont, en particulier, ceux des « grandes métropoles universitaires » du Midi — Aix-Marseille, Lyon, Grenoble, Montpellier, Toulouse, Bordeaux — ainsi que Strasbourg. Parmi les établissements de moindre taille, il faut citer Nice, Lille ou Dijon. Les universités les plus récentes ont du mal à « décoller ». Certaines, toutefois, y parviennent dans quelques secteurs spécialisés, comme Orléans, Brest, Mulhouse ou Le Mans.

Le tribunal des législateurs : les points de vue de Jean-Pierre Solson (P.R.), Louis Méxandeau (P.S.), Jacques Guyard (P.S.-Ceres).

Un choix de livres d'été pour les vacances.

Également au sommaire :

Une interview du responsable des questions d'enseignement au P.C. italien. Conte histoire de l'édition qui s'est enrichi. Les nouveaux manuels de système : Les métiers de l'industrie. Qui fait avec un B.E.P. — carrières sanitaires et sociales ?

« LE MONDE DE L'ÉDUCATION »

Le numéro : 5 F

Abonnements (11 numéros) : France, 50 F, Étranger, 68 F

5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09.

Téléphone : rédaction 246-72-23

et administration, abonnements 820-63-03.

Mgr DUCAUD-BOURGET
L'Oblation
Méditations poétiques sur la Messe
Un volume 30 F
"Poète parmi les plus cotés, couronné par l'Académie française, F. Ducaud-Bourget peut être satisfait de son long travail, riche en contenu chrétien."
L'Osservatore Romano
17 Mars 1977
DOMINIQUE MARTIN MORIN, Ed.
96, Rue Michel-Ange, 75016 PARIS - Tél. 288-30-94

Formation et perfectionnement de cadres
Le modèle suisse.

A de rares exceptions près, les entreprises suisses sont de taille modeste. Elles proposent des produits de pointe, plutôt coûteux, mais d'une qualité de fabrication et de finition supérieure. Pour survivre face aux géants, il leur faut avant tout compter sur leur précision, leur souci du détail, leur ponctualité et leur volonté de travail. Ces qualités ont un dénominateur commun : l'expérience concrète. Réalisme, ouverture, efficacité sont donc les trois principes fondamentaux de l'entreprise helvétique. Ce sont aussi les nôtres. Ceux que nous appliquons dans nos programmes de formation et de perfectionnement de cadres. Depuis bientôt quinze ans !

Nous n'en proposons que deux, auxquels nous voulons toute notre attention :
FORMATION EN ADMINISTRATION D'ENTREPRISE (pour cadres débutants)
PRÉPARATION À LA DIRECTION DES ENTREPRISES (pour cadres confirmés)
Deux programmes intensifs, de courte durée, résolument concrets, multi-disciplinaires, inter-nationaux et pratiques. Pour en savoir plus, demandez sans engagement une « Documentation générale ECL », en précisant la référence :
L'ÉCOLE DE CADRES DE LAUSANNE est une institution internationale privée, qui accueille un nombre limité de participants, sans distinction de sexe, de race ou de nationalité. Ses méthodes pédagogiques sont actives, fondées sur la participation et le travail en équipe. L'enseignement y est exclusivement dispensé par des praticiens, tous dirigeants, cadres ou conseils. Il a pour but la formation ou le perfectionnement de généralistes et couvre tous les secteurs d'activité de l'entreprise. Les études durent 9 mois à plein temps. La prochaine session débute le 15 octobre 1977.

ÉCOLE DE CADRES DE LAUSANNE

Ch. de Morinex 38, CH-1003 Lausanne (Suisse), tél. 021/23 29 92

Ch. de Morinex 38

RELIGION

APRÈS L'ORDINATION DE QUATORZE PRÊTRES PAR MGR LEFEBVRE

Les sirènes de la tradition

SILENCE AU VATICAN
(De notre correspondant.)

Ché du Vatican. — Curieux paradoxe : tandis qu'à Rome on s'attendait à une certaine effervescence, on a constaté en fait la plus complète indifférence. La journée du mercredi 29 juin a été marquée en effet, par un office solennel à Saint-Pierre, en présence du corps diplomatique et de quarante cardinaux. C'étaient les cérémonies du consistoire et du présidium d'un jour le quatorzième anniversaire du couronnement du pape, cette fête des saints Pierre et Paul évoquant l'anniversaire de la continuité que le changement. Rien n'y manquait : ni les Suisses, ni la Sedia, ni les cloches, ni l'encens. On cherchait en vain dans l'homélie du pape une quelconque allusion aux ordinations faites le matin même à Ecône. Même quand il a cité saint Ambroise (« Où est Pierre, là est l'Eglise »), Paul VI n'a pas voulu que l'on s'attarde sur le premier des apôtres que rappelle qu'il en est le successeur.

A la salle de presse du Vatican, aucun texte n'a été publié, pas le moindre commentaire ne devait être fait. Et comme la salle est fermée ce jeudi 30 juin en l'honneur du pape, il faudra attendre vendredi pour savoir si le Saint-Siège entend réagir officiellement de cette semaine.

Le seul commentaire est venu de Radio-Vatican, qui pour la deuxième fois en deux jours, s'est intéressé aux ordinations d'Ecône dans les termes suivants : « Le pape a procédé aux ordinations malgré la suspension à divinis qui lui a été infligée le 22 juillet de l'année dernière, et malgré les exhortations répétées par lesquelles Paul VI lui-même l'a conjuré de s'abstenir de cet acte très grave de désobéissance à l'autorité ecclésiastique. Il a contrecarré la censure canonique qui lui interdisait l'exercice d'un quelconque pouvoir de dévolution à l'autorité ecclésiastique, et rendant irrégulière la rupture avec l'unité et la charité de la communion catholique. »

Ce sont exactement les paroles qu'avait prononcées le 24 juin le directeur de la salle de presse du Vatican. D'ailleurs, tout a été dit à Rome sur cette affaire, la seule question étant de savoir comment se comporter juridiquement constatée l'« auto-exclusion » de l'évêque rebelle. — R. S.

« C'est pour le bien des fidèles qu'il faut maintenir la situation », a déclaré le 29 juin, à Rome, le cardinal Martini, archevêque de Paris, à propos des ordinations d'Ecône et de Mgr Lefebvre, qui résonne au pape « par l'obstination et le mépris ».

TEMOIGNAGE CHRETIEN

Le n° du 30 juin

école libre

A qui profite la guerre scolaire ?
Le n° 5F -

Du 7 juillet au 8 sept.

Paul Milliez, Henri Pradal, François Régner, François Robin, Gérard Mèrat, etc... proposent

UNE NOUVELLE POLITIQUE DE LA SANTE

Une nouvelle de XAVIER GRALL
10 n° : 35 F

49, RUE DU FAUBOURG POISSONNIERE 75009 PARIS

libéralité pour l'école privée : « Nous voyons, d'une part, une école publique qui se débat dans des difficultés de plus en plus nombreuses. Nous voyons une école engluée depuis des années dans des réformes qui n'en finissent pas d'échouer. Nous voyons, d'autre part, une école privée qui, elle, fonctionne avec une efficacité remarquable. Pourquoi ? »

« Nous attendons toujours, a ajouté M. Guy Georges, que l'on fasse sortir l'école élémentaire et les collèges de la mission impossible dans laquelle on les a enfermés : faire atteindre à l'ensemble des élèves, à la fin du cours moyen deuxième année, un niveau de connaissances qui ne sera pas atteint par la moitié des élèves. »

« Ces griefs s'ajoutent, selon M. Guy Georges, une caricature de pédagogie de soutien et l'insaturation d'un cours commun qui ne serait pas « commun » pour tous les élèves. En effet, des instructions officielles engageaient les directeurs de collège à prévoir les moyens de « créer, quelques semaines après la rentrée, des classes pour les enfants de sixième qui ne maîtrisent pas le français. »

Le SNI-P.E.G.C. comme il l'a déjà annoncé (le Monde du 12 février) n'appliquera donc pas la réforme Haby. Le congrès précisera les modalités de travail « inspirées par l'intérêt exclusif des élèves », que les instituteurs et les professeurs seront invités à mettre en œuvre au cours préparatoire et en sixième.

Le droit à la différence

Quant M. Guy Georges a présenté le rapport moral le résultat du vote de la loi sur l'aide à l'enseignement privé était tout juste connu. Il n'y avait pas besoin de cet événement brûlant pour amener la question de la laïcité à la tribune du congrès.

Ce qui brille au premier chef le SNI, c'est le mauvais sort que le gouvernement réserve à l'enseignement public en face de ses

libéralité pour l'école privée : « Nous voyons, d'une part, une école publique qui se débat dans des difficultés de plus en plus nombreuses. Nous voyons une école engluée depuis des années dans des réformes qui n'en finissent pas d'échouer. Nous voyons, d'autre part, une école privée qui, elle, fonctionne avec une efficacité remarquable. Pourquoi ? »

« Nous attendons toujours, a ajouté M. Guy Georges, que l'on fasse sortir l'école élémentaire et les collèges de la mission impossible dans laquelle on les a enfermés : faire atteindre à l'ensemble des élèves, à la fin du cours moyen deuxième année, un niveau de connaissances qui ne sera pas atteint par la moitié des élèves. »

« Ces griefs s'ajoutent, selon M. Guy Georges, une caricature de pédagogie de soutien et l'insaturation d'un cours commun qui ne serait pas « commun » pour tous les élèves. En effet, des instructions officielles engageaient les directeurs de collège à prévoir les moyens de « créer, quelques semaines après la rentrée, des classes pour les enfants de sixième qui ne maîtrisent pas le français. »

Le SNI-P.E.G.C. comme il l'a déjà annoncé (le Monde du 12 février) n'appliquera donc pas la réforme Haby. Le congrès précisera les modalités de travail « inspirées par l'intérêt exclusif des élèves », que les instituteurs et les professeurs seront invités à mettre en œuvre au cours préparatoire et en sixième.

Le droit à la différence

Quant M. Guy Georges a présenté le rapport moral le résultat du vote de la loi sur l'aide à l'enseignement privé était tout juste connu. Il n'y avait pas besoin de cet événement brûlant pour amener la question de la laïcité à la tribune du congrès.

Ce qui brille au premier chef le SNI, c'est le mauvais sort que le gouvernement réserve à l'enseignement public en face de ses

ÉDUCATION

Le syndicat des instituteurs est réuni en congrès dans un climat de sérénité

Nancy. — Le congrès du Syndicat national des instituteurs et professeurs (SNI-P.E.G.C.) s'est ouvert, mercredi 29 juin, à Nancy. Près de six cents délégués représentant les trois cent quinze mille adhérents du syndicat, ont entendu le rapport moral présenté par M. Guy Georges, secrétaire général du SNI-P.E.G.C. En évoquant longuement les thèmes de la nationalisation de l'enseignement privé et de la lutte contre la réforme Haby, M. Guy Georges n'a jamais, perdu de vue les échéances électorales.

Pour la rentrée prochaine, il a rappelé que

Plus que jamais, le SNI-P.E.G.C. mesure sa force. Parce qu'il regroupe 85 % des instituteurs et 70 % des professeurs de collèges, il est conscient que rien de ce qui touche à l'enseignement élémentaire et secondaire, jusqu'à la classe de troisième, ne peut se faire sans lui, et, a fortiori, contre lui. C'est probablement à cette réalité que les débats de mercredi doivent une certaine sérénité, que la proximité de l'approche d'une réforme qu'il désapprouve et le vote d'une loi d'aide à l'enseignement privé auraient pu troubler.

Tout au long de son rapport de deux heures quarante, M. Guy Georges s'est efforcé d'être clair, sans rechercher la polémique. Il a d'abord rappelé la condamnation du plan Haby, dénoncé l'austérité à sens unique, la réduction autoritaire des dépenses publiques.

Évoquant la perspective d'une victoire de la gauche aux élections législatives, il a cependant prévenu : « Plus que jamais, notre syndicat doit affirmer son indépendance. Le premier danger à éviter aujourd'hui, c'est que demain, c'est la confusion entre l'action syndicale et l'action politique. »

Le bilan de l'action du SNI-P.E.G.C. (et notamment les assurances de réemploi des auxiliaires qu'il obtiendrait) a permis à son secrétaire général de lancer un appel à l'unité aux autres centrales syndicales.

Pour expliquer l'opposition du SNI à la réforme Haby, M. Guy Georges est remonté à 1959, lorsque la solidarité obligatoire a été prolongée jusqu'à seize ans. En

tenant, le schisme est consommé, même si Paul VI ne prononce pas une excommunication canonique en bonne et due forme. Il est devenu vain de se demander si la cassure aurait pu être évitée. La vérité historique oblige à constater que ni Paul VI ni Mgr Lefebvre n'ont fait le maximum. Le pape n'a rien voulu céder sur le rite de Pie V, comme le lui suggèrent des conseillers éminents. Quant au supérieur d'Ecône, non seulement il n'a jamais fait le moindre geste d'apaisement (remise en cause de son séminaire, ajournement des ordinations, etc), mais il a multiplié les impertinences, les bravades et les écarts de langage, tant sur le plan religieux que politique.

Le résultat est là. Lequel exacte-ment ? L'autonomie d'une Eglise parallèle qu'il faut bien appeler par son nom : une secte, semblable à tant d'autres. Elle se distinguera, comme ses aïeux, par son intrinsèque, son amertume et son recroquevillement progressif. Or Mgr Lefebvre trouvera-t-il des évêques pour perpétuer son œuvre ? Combien de fidèles se joindront à ceux d'aujourd'hui ? Il est plutôt à prévoir que bon nombre des adeptes de Mgr Lefebvre hésiteront à demeurer dans une communauté expressément condamnée par l'évêque de Rome.

Cette révolution silencieuse n'a pas encore abouti à des accords importants, on peut même parler de stagnation dans le rapprochement, mais, tous comptes faits, l'impulsion est donnée : certains protestants ont même pu écrire que la parthénosie de la réforme « était à sa fin. »

Il est plus facile de s'entendre avec d'anciens « adversaires » qu'avec des amis devenus récalcitrants. Les brouilles de famille sont plus tenaces que les autres. En l'occurrence, Mgr Lefebvre, qui fut un personnage assez important dans l'Eglise (archevêque de Dakar, puis évêque de Tulle, enfin supérieur des Frères du Saint-Esprit), appartenait au collège épiscopal de l'Eglise. S'il prend, aujourd'hui, ses distances c'est, on peut le supposer, en toute connaissance de cause. Il a fait les mêmes études de théologie que ses pairs ; il a baigné dans le même climat apostolique. A Vatican II, Mgr Lefebvre était bien dans l'opposition, mais pas plus que les autres membres de la minorité. Or aucun de ceux-ci n'a éprouvé, qu'on sache, le besoin de se solidariser avec lui.

Personne ne peut s'y tromper malin-

Le diable, probablement...

Alors c'est l'anti-pape ? « Non, répond l'avocat, mais il est entre les mains de forces qui ne le contrôlent plus. C'est le diable, en dernière analyse, qui mène l'Eglise à sa chute. Si on veut connaître, conclut-il, je me tiendrai à la porte et je frapperai de temps en temps pour demander à y rentrer. »

Un chemin de quarante ans attire l'attention sur les menaces communisantes qui guettent l'Eglise. C'est un ancien combattant de la loi. Il a fait les « batailles » de Wagram, de Lillo, de Saint-Nicolas du Chardonnet. Il exhibe fièrement ses médailles : celles de la contre-réforme catholique, de saint Pie V, du Sacré-Cœur, la médaille miraculeuse.

Les conversations se prolongent jusqu'à l'aube, jusqu'au chant de l'aube, jusqu'à l'aube près d'Ecône de ce train qui semble être une machine à remonter le temps.

A Ecône, si ce n'était la centrale électrique toute proche, l'hélioptère qui survole la scène et les caméras de télévision qui flânent l'air, on aurait pu se croire au Moyen Age pendant la cérémonie hiératique qui s'est déroulée selon l'ancien rite romain. L'homme de Mgr Lefebvre est entièrement assis sur l'immuabilité de la tradition et la permanence des rites religieux. « Notre avenir, c'est le passé », a-t-il dit.

ALAIN WOODROW.

QUATRE CENTS FRANÇAIS A ECONE

L'ordination, à Ecône, par Mgr Lefebvre, de quatorze prêtres et vingt-deux diacres, le 29 juin (« le Monde » du 30 juin), a été suivie par plus d'une centaine de séminaristes, par vingt-cinq religieuses venues de Rome et par soixante-dix prêtres sympathisants du prêtre traditionaliste. Parmi les pèlerins qui ont bravé la pluie pendant la cérémonie, qui a duré près de trois heures, se trouvaient environ quatre cents Français, qui avaient fait le voyage de nuit dans un train spécial, loué par l'association traditionaliste Latex pour l'Eglise.

Voyage dans le passé

De notre envoyé spécial

Ecône. — Mardi, 23 h. 30 : gare de Lyon à Paris. Un train dépourvu de Milan s'arrête perpless devant le groupe assis qui se presse autour d'une pancarte où on peut lire : « Ecône-Ordination. Train spécial voie G ». Il se frappe le front : « Ma si, si, l'écône-là, c'est votre évêque Lefebvre qui part en guerre contre « le pape » Mouton. Tout comme la querelle entre les jansénistes et les jésuites, opine-t-il docilement, je pense que les moines s'empourpreront. En attendant, c'est l'heure de gloire des nostalgiques du passé. »

24 heures. Un caré en soutane se précipite sur la danses qui distribue des billets sur le quai. Les gens commencent à aller à Ecône. Reste-t-il des places ? « Toutes les couchettes sont prises, il n'y a que des places assises. »

0 h. 30. Dans le train de quatre cent trente et une places qui vient de quitter Paris règne une animation fébrile. On avait un départ en colonne de voitures pour de grands enfants dont la moyenne d'âge se situe autour de la soixantaine. A l'avant du train, un groupe de jeunes gens chantent des complies en latin. Deux vieilles dames échangent, en les commentant, les images pieuses de leurs mères. « Celle-là, dit l'une, je l'ai eue rue du Ban. Et celle-ci — regardez — a une prière spéciale à saint Blaise contre les maux de gorge. »

Frites et calottes rouges

Mais on parle surtout des scandales provoqués par les tenants de la « nouvelle religion » et des affronts échangés par ceux qui restent fidèles à la tradition. On rivalise d'histoires terrifiantes. Quelqu'un connaît de vieux prêtres enfermés et même privés de nourriture pour avoir refusé d'abandonner l'ancienne messe. Un autre cite le cas d'un prêtre qui a voulu le tabernacle de son église pour venir en aide à des prostituées. Tandis qu'un troisième a entendu parler d'un couvent où « les religieuses portaient des culottes rouges et mangent des frites à la communion. »

« J'espère qu'on n'en arrivera pas là, dit un jeune polytechnicien de vingt-huit

ans. Mgr Lefebvre ne cherche pas la rupture, mais il ne peut pas abandonner ses jeunes gens qui se préparent, depuis cinq ans, à ses prières. Nous voulons rester catholiques, ce sont eux qui nous chassent. »

Un petit homme élégant, porteur des gants de cuir, se montre encore plus sévère. « La rupture est déjà faite depuis longtemps, dit-il d'une voix douce, même si demain on marquait la consécration. Il développe ses thèses avec brio, ce qui n'empêche pas, lorsqu'on apprend qu'il est avocat l'avocat de l'abbé Louis Cocher, un des leaders de l'occupation de Saint-Nicolas-du-Chardonnet.

« Je ne crois pas au schisme, ajoute-t-il, car tôt ou tard il y aura un nouveau pape ou la conversion de celui-ci. En attendant, non seulement Paul VI ne défend plus les dogmes, il laisse faire, il laisse dire les pires choses ; mais j'ai fini par comprendre qu'il a la volonté de détruire l'Eglise telle qu'elle était avant lui. Il faut détruire la messe. »

Le diable, probablement...

Alors c'est l'anti-pape ? « Non, répond l'avocat, mais il est entre les mains de forces qui ne le contrôlent plus. C'est le diable, en dernière analyse, qui mène l'Eglise à sa chute. Si on veut connaître, conclut-il, je me tiendrai à la porte et je frapperai de temps en temps pour demander à y rentrer. »

Un chemin de quarante ans attire l'attention sur les menaces communisantes qui guettent l'Eglise. C'est un ancien combattant de la loi. Il a fait les « batailles » de Wagram, de Lillo, de Saint-Nicolas du Chardonnet. Il exhibe fièrement ses médailles : celles de la contre-réforme catholique, de saint Pie V, du Sacré-Cœur, la médaille miraculeuse.

Les conversations se prolongent jusqu'à l'aube, jusqu'au chant de l'aube, jusqu'à l'aube près d'Ecône de ce train qui semble être une machine à remonter le temps.

A Ecône, si ce n'était la centrale électrique toute proche, l'hélioptère qui survole la scène et les caméras de télévision qui flânent l'air, on aurait pu se croire au Moyen Age pendant la cérémonie hiératique qui s'est déroulée selon l'ancien rite romain. L'homme de Mgr Lefebvre est entièrement assis sur l'immuabilité de la tradition et la permanence des rites religieux. « Notre avenir, c'est le passé », a-t-il dit.

ALAIN WOODROW.

TEMOIGNAGE CHRETIEN

Le n° du 30 juin

école libre

A qui profite la guerre scolaire ?
Le n° 5F -

Du 7 juillet au 8 sept.

Paul Milliez, Henri Pradal, François Régner, François Robin, Gérard Mèrat, etc... proposent

UNE NOUVELLE POLITIQUE DE LA SANTE

Une nouvelle de XAVIER GRALL
10 n° : 35 F

49, RUE DU FAUBOURG POISSONNIERE 75009 PARIS

COLLEGE PRIVE MIXTE DE LOURDOUEIX-SAINT-MICHEL 36140

Tél. (16-54) 30-35-42. Fondée en 1840 (secondaire et technique)
Centre culturel européen - 400 m altitude
6° A T.M., A.B.C.D., G2, MATH SUP., LETTRES SUP.
(Inscription, éducation, natp, judo, karaté)
15 élèves par classe. Ecrire ou téléphoner :
COURS DE VACANCES 1977, du 1^{er} au 28 août, 6^e au BAC

TEMOIGNAGE CHRETIEN

Le n° du 30 juin

école libre

A qui profite la guerre scolaire ?
Le n° 5F -

Du 7 juillet au 8 sept.

Paul Milliez, Henri Pradal, François Régner, François Robin, Gérard Mèrat, etc... proposent

UNE NOUVELLE POLITIQUE DE LA SANTE

Une nouvelle de XAVIER GRALL
10 n° : 35 F

49, RUE DU FAUBOURG POISSONNIERE 75009 PARIS

COLLEGE PRIVE MIXTE DE LOURDOUEIX-SAINT-MICHEL 36140

Tél. (16-54) 30-35-42. Fondée en 1840 (secondaire et technique)
Centre culturel européen - 400 m altitude
6° A T.M., A.B.C.D., G2, MATH SUP., LETTRES SUP.
(Inscription, éducation, natp, judo, karaté)
15 élèves par classe. Ecrire ou téléphoner :
COURS DE VACANCES 1977, du 1^{er} au 28 août, 6^e au BAC

TEMOIGNAGE CHRETIEN

Le n° du 30 juin

école libre

A qui profite la guerre scolaire ?
Le n° 5F -

Du 7 juillet au 8 sept.

Paul Milliez, Henri Pradal, François Régner, François Robin, Gérard Mèrat, etc... proposent

UNE NOUVELLE POLITIQUE DE LA SANTE

Une nouvelle de XAVIER GRALL
10 n° : 35 F

49, RUE DU FAUBOURG POISSONNIERE 75009 PARIS

COLLEGE PRIVE MIXTE DE LOURDOUEIX-SAINT-MICHEL 36140

Tél. (16-54) 30-35-42. Fondée en 1840 (secondaire et technique)
Centre culturel européen - 400 m altitude
6° A T.M., A.B.C.D., G2, MATH SUP., LETTRES SUP.
(Inscription, éducation, natp, judo, karaté)
15 élèves par classe. Ecrire ou téléphoner :
COURS DE VACANCES 1977, du 1^{er} au 28 août, 6^e au BAC

RTER



AVEZ-VOUS DES MEXICAINS-AMERICAINS

Le monde de l'éducation

Le numéro de juillet-août est paru

AU SOMMAIRE

LE PALMARÈS 77 DES UNIVERSITÉS

Pour la seconde année consécutive, le Monde de l'éducation publie un palmarès des universités. Ce classement des universités est basé sur des critères sociaux, économiques, culturels, scientifiques, sportifs, etc. Les universités sont classées en fonction de leur performance dans ces domaines. Le palmarès 77 des universités est paru dans le numéro de juillet-août.

Le Monde de l'éducation

Le numéro de juillet-août est paru

AU SOMMAIRE

LE PALMARÈS 77 DES UNIVERSITÉS

Pour la seconde année consécutive, le Monde de l'éducation publie un palmarès des universités. Ce classement des universités est basé sur des critères sociaux, économiques, culturels, scientifiques, sportifs, etc. Les universités sont classées en fonction de leur performance dans ces domaines. Le palmarès 77 des universités est paru dans le numéro de juillet-août.

Le monde de l'éducation

Le numéro de juillet-août est paru

AU SOMMAIRE

LE PALMARÈS 77 DES UNIVERSITÉS

Pour la seconde année consécutive, le Monde de l'éducation publie un palmarès des universités. Ce classement des universités est basé sur des critères sociaux, économiques, culturels, scientifiques, sportifs, etc. Les universités sont classées en fonction de leur performance dans ces domaines. Le palmarès 77 des universités est paru dans le numéro de juillet-août.

Le monde de l'éducation

Le numéro de juillet-août est paru

AU SOMMAIRE

LE PALMARÈS 77 DES UNIVERSITÉS

Pour la seconde année consécutive, le Monde de l'éducation publie un palmarès des universités. Ce classement des universités est basé sur des critères sociaux, économiques, culturels, scientifiques, sportifs, etc. Les universités sont classées en fonction de leur performance dans ces domaines. Le palmarès 77 des universités est paru dans le numéro de juillet-août.

Le monde de l'éducation

Le numéro de juillet-août est paru

AU SOMMAIRE

LE PALMARÈS 77 DES UNIVERSITÉS

Pour la seconde année consécutive, le Monde de l'éducation publie un palmarès des universités. Ce classement des universités est basé sur des critères sociaux, économiques, culturels, scientifiques, sportifs, etc. Les universités sont classées en fonction de leur performance dans ces domaines. Le palmarès 77 des universités est paru dans le numéro de juillet-août.

Le monde de l'éducation

Le numéro de juillet-août est paru

AU SOMMAIRE

LE PALMARÈS 77 DES UNIVERSITÉS

Pour la seconde année consécutive, le Monde de l'éducation publie un palmarès des universités. Ce classement des universités est basé sur des critères sociaux, économiques, culturels, scientifiques, sportifs, etc. Les universités sont classées en fonction de leur performance dans ces domaines. Le palmarès 77 des universités est paru dans le numéro de juillet-août.

Le monde de l'éducation

Le numéro de juillet-août est paru

AU SOMMAIRE

LE PALMARÈS 77 DES UNIVERSITÉS

Pour la seconde année consécutive, le Monde de l'éducation publie un palmarès des universités. Ce classement des universités est basé sur des critères sociaux, économiques, culturels, scientifiques, sportifs, etc. Les universités sont classées en fonction de leur performance dans ces domaines. Le palmarès 77 des universités est paru dans le numéro de juillet-août.

Le monde de l'éducation

Le numéro de juillet-août est paru

AU SOMMAIRE

LE PALMARÈS 77 DES UNIVERSITÉS

Pour la seconde année consécutive, le Monde de l'éducation publie un palmarès des universités. Ce classement des universités est basé sur des critères sociaux, économiques, culturels, scientifiques, sportifs, etc. Les universités sont classées en fonction de leur performance dans ces domaines. Le palmarès 77 des universités est paru dans le numéro de juillet-août.

Le monde de l'éducation

Le numéro de juillet-août est paru

AU SOMMAIRE

LE PALMARÈS 77 DES UNIVERSITÉS

Pour la seconde année consécutive, le Monde de l'éducation publie un palmarès des universités. Ce classement des universités est basé sur des critères sociaux, économiques, culturels, scientifiques, sportifs, etc. Les universités sont classées en fonction de leur performance dans ces domaines. Le palmarès 77 des universités est paru dans le numéro de juillet-août.

Le monde de l'éducation

Le numéro de juillet-août est paru

AU SOMMAIRE

LE PALMARÈS 77 DES UNIVERSITÉS

Pour la seconde année consécutive, le Monde de l'éducation publie un palmarès des universités. Ce classement des universités est basé sur des critères sociaux, économiques, culturels, scientifiques, sportifs, etc. Les universités sont classées en fonction de leur performance dans ces domaines. Le palmarès 77 des universités est paru dans le numéro de juillet-août.

Le monde de l'éducation

Le numéro de juillet-août est paru

AU SOMMAIRE

LE PALMARÈS 77 DES UNIVERSITÉS

Pour la seconde année consécutive, le Monde de l'éducation publie un palmarès des universités. Ce classement des universités est basé sur des critères sociaux, économiques, culturels, scientifiques, sportifs, etc. Les universités sont classées en fonction de leur performance dans ces domaines. Le palmarès 77 des universités est paru dans le numéro de juillet-août.

Le monde de l'éducation

Le numéro de juillet-août est paru

AU SOMMAIRE

LE PALMARÈS 77 DES UNIVERSITÉS

Pour la seconde année consécutive, le Monde de l'éducation publie un palmarès des universités. Ce classement des universités est basé sur des critères sociaux, économiques, culturels, scientifiques, sportifs, etc. Les universités sont classées en fonction de leur performance dans ces domaines. Le palmarès 77 des universités est paru dans le numéro de juillet-août.

JUSTICE

Le fils de Mehdi Ben Barka s'adresse aux chefs d'État américain et français

Plus de onze ans après la disparition de Mehdi Ben Barka, son fils, Bachir Ben Barka, continue d'entreprendre diverses démarches afin de compléter l'intermédiaire d'une information judiciaire de nouveau ouverte en octobre 1975. Le fils de l'ancien dirigeant de l'opposition marocaine avait alors déposé une plainte pour assassinat afin que la prescription criminelle ne puisse jouer, au terme du délai de dix ans prévu par la loi, et afin que les investigations pour retrouver les meurtriers ne soient définitivement interrompues.

Parallèlement et au même moment, le fils de l'ancien dirigeant marocain s'adressait au président des États-Unis pour lui faire part de sa « déception » après avoir reçu la C.I.A. et du département d'État un nombre « infime » de documents sans intérêt. Il a alors demandé à M. Jimmy Carter de donner les ordres nécessaires à ces deux administrations pour que celles-ci lui transmettent les dossiers concernant l'affaire Ben Barka.

Il se réfère dans ce cas au « Freedom of Information Act », texte voté par le Congrès en 1966 et largement amendé en 1974 après l'affaire du Watergate, qui garantit à chaque citoyen américain le droit d'accéder aux « fichiers » et autres « renseignements » le concernant dans les archives des diverses administrations.

M. Ben Barka soulignait l'importance de ce texte en précisant qu'il en était besoin, que celui-ci n'avait pas d'équivalent dans aucune législation dans le monde.

FAITS ET JUGEMENTS

Charles Aznavour résident suisse.

« Le prétexte du secret »

Quelques jours plus tôt, le 11 mai, M. Bachir Ben Barka avait adressé une lettre à M. Valéry Giscard d'Estaing dans laquelle il déclarait : « Vous, et vous seul, pouvez donner au S.D.E.C.E. l'ordre de remettre aux autorités judiciaires toutes les informations se rapportant à mon père ou à sa disparition et de cesser d'invoquer le prétexte du secret. »

LA RÉFORME DES LONGUES PEINES EST UN ÉCHEC

estime le syndicat C.F.T.C. de l'administration pénitentiaire

Examinant les résultats d'un décret en date du 23 mai 1976 portant modification du régime de détention pour les établissements pénitentiaires, le syndicat C.F.T.C. qui représente notamment près de 20 % du personnel de surveillance et de direction, estime que cette réforme est un échec.

Le syndicat C.F.T.C. remarque notamment, dans le numéro de juin-juillet de son organe, l'Action pénitentiaire : « Quatre facteurs aggravent la situation, depuis 1975 : augmentation des effectifs de longues peines ; aggravation des peines prononcées ; représentation des contreparties aux réductions de peines ; diminution des libérations conditionnelles ; réduction sensible des commutations. (...) C'est dans ce contexte qu'il faut analyser les relations des chefs d'établissement et du personnel avec la population pénitentiaire. L'émulation démesurée, la lettre morte, tant que subsiste une situation génératrice d'insécurité et d'oppression. (...) »

Le syndicat C.F.T.C. résume encore : « Les procédures de réinsertion sociale s'amalgrament dangereusement. La semi-liberté, moyen privilégié pour cette action, disparaît progressivement des établissements de longues peines. Les libérations conditionnelles fléchissent dangereusement dans ces établissements, puisque, de 1970 en 1976, elles sont passées de 1147 pour l'année 1974 et à 888 pour l'année 1976. »

Le C.F.T.C. conclut : « L'anderson carcéral résiste-t-il aux blocages ? »

Ces observations sont à rapprocher des informations que publie la Lettre de la chancellerie (N° 2) : « Au mois de juin 1977, la population pénale a augmenté de plus de 10 % par rapport à juin 1976. Elle s'élève à 33 930 personnes, soit 14 500 prévenus, 19 050 condamnés et 355 détenus subissant une contrainte par corps ou en instance d'extradition. »

« Au sein de cette population, on dénombre 71 mineurs de seize ans en détention provisoire et 18 condamnés, ainsi que 361 mineurs de seize à dix-huit ans en détention provisoire et 169 condamnés. »

Le directeur d'une importante société d'engrais, la SICADEF (Société d'intérêt collectif agricole des engrais de France), installée à Algrès, près d'Amiens (Somme), M. Francis Vaucho, âgé de quarante ans, a été inculpé d'abus de confiance et écroué après découverte dans la trésorerie d'un « trou » de 45 millions de francs.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 30 juin 1977 :

DES DECRETS

● Modifiant le décret n° 87-803 du 30 septembre 1967 portant fixation des taux des cotisations des assurances sociales et des allocations familiales du régime général de sécurité sociale ;

● Relatif au statut particulier des agents civils de gardiennage du ministère de la défense ;

● Modifiant le décret n° 75-1212 du 23 décembre 1975 portant statut particulier des corps d'officiers marins de carrière de la marine ;

● Fixant les attributions du commandant des forces françaises stationnées à Djibouti.

LA REDEVANCE

« GIBIER D'EAU »

Le Journal officiel du jeudi 30 juin publie une série de décrets et d'arrêtés instituant la redevance cynégétique spéciale à acquitter par les chasseurs de gibier d'eau ou les chasseurs sur domaine maritime. La taxe est fixée à 21 francs.

L'opposition du timbre spécial à gibier d'eau ne pourra intervenir qu'après validation régulière du permis.

Les chasseurs de gibier d'eau devront donc également acquiescer d'une des redevances cynégétiques normales, soit départementale, soit nationale, fixées respectivement pour cette même campagne à 43 F et à 235 F.

Ce timbre sera exigible, sur les départements côtiers, pendant toute la période d'ouverture pour la chasse au gibier d'eau. Sur les autres départements et pour le même gibier, il devra être payé par ceux qui veulent chasser pendant la période d'ouverture spécifique précédant l'ouverture générale.

Transports

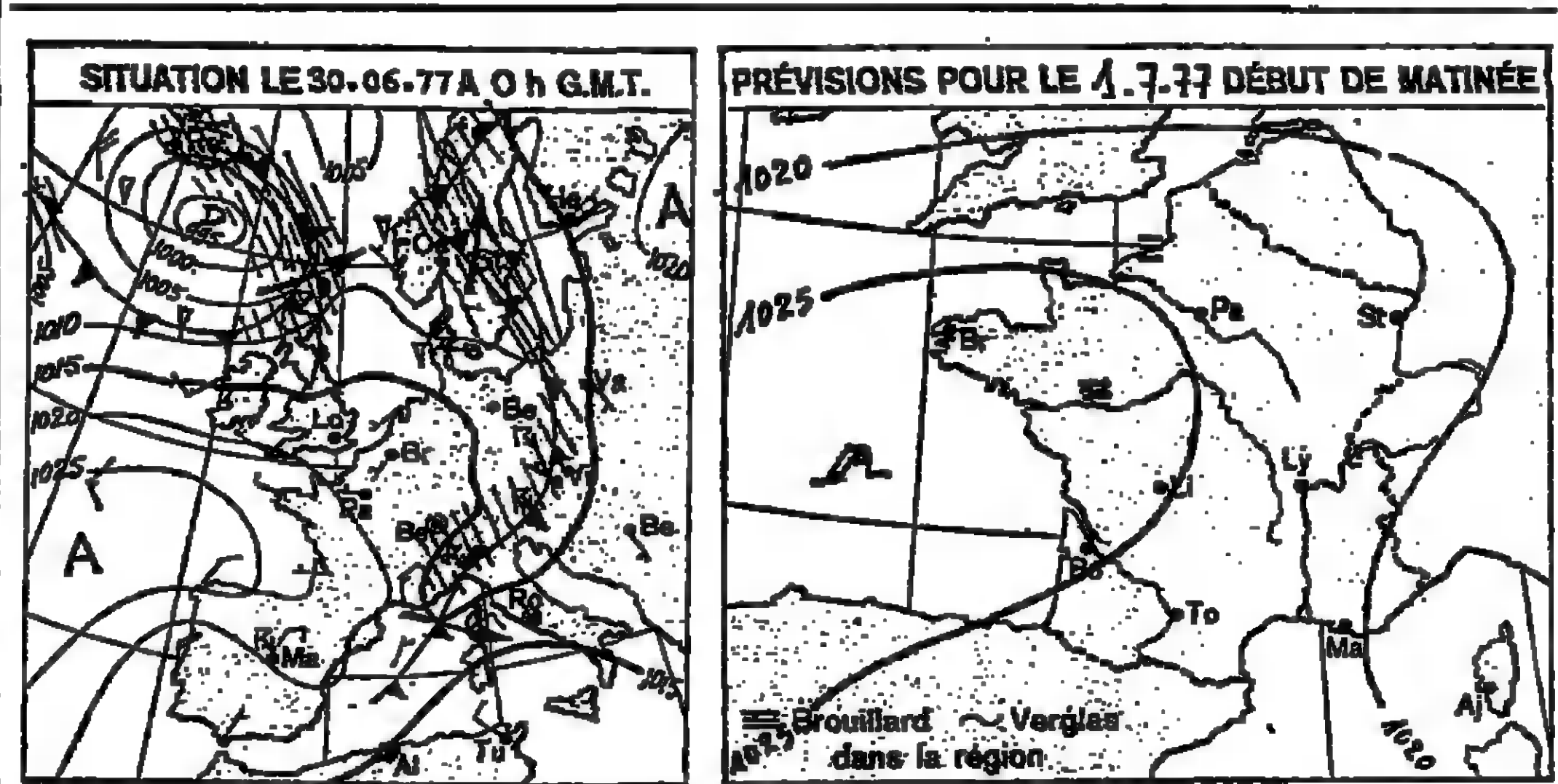
LES AUTOBUS DE BANLIEUE PRENNENT DES VACANCES

Deserte interne de Boulogne-Billancourt : Les services urbains assurés par la desserte interne de la commune de Boulogne-Billancourt ne seront pas assurés pendant les mois de juillet et août 1977.

Ligne 128 N. La Pléiade Robinson - Fontenay-aux-Roses : L'exploitation de cette ligne sera suspendue pendant la période des congés scolaires du 1^{er} juillet au 14 septembre 1977 inclus.

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE



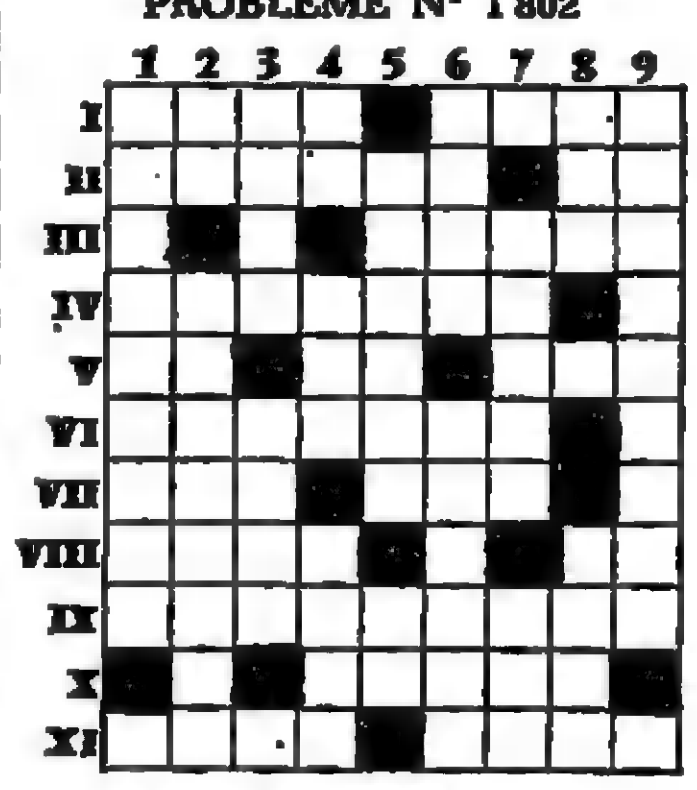
Evolution probable du temps en France entre le jeudi 30 juin à 0 heure et le vendredi 1^{er} juillet à 24 heures : Les perturbations du courant atlantique circuleront des îles Britanniques à la Scandinavie, au nord des hautes pressions qui s'accroîtront progressivement en France. Vendredi 1^{er} juillet, le temps sera bien ensoleillé sur les Alpes et le Midi méditerranéen, où les vents de secteur nord seront modérés et irréguliers.

Sur le reste de la France, la météo sera nuageuse et parfois brumeuse. Dans le courant de la journée, des éclaircies deviendront belles ; il y aura cependant, près de la Manche et de la mer du Nord, un peu plus de nuages qu'ailleurs. Les vents, modérés de la Bretagne à la Flandre, où ils viendront de l'ouest, seront faibles et variables sur les autres régions.

Les températures maximales marqueront une légère hausse. Jeudi 30 juin, à 8 heures, la pression atmosphérique se situe au niveau de la mer à Paris-Le Bourget de 1 021,1 millibars, soit 768,9 millimètres de mercure. Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 29 juin ; le second, le minimum de la nuit du 29 au 30) : Alger, 28 et 15 degrés ; Biarritz, 20 et 12 ; Bordeaux, 20 et 14 ; Brest, 17 et 11 ; Caen, 18 et 11 ; Clermont-Ferrand, 17 et 11 ; Dijon, 18 et 12 ; Grenoble, 15 et 12 ; Lille, 18 et 11 ; Lyon, 16 et 13 ; Marseille, 21 et 15 ; Nancy, 19 et 13 ; Nantes, 20 et 11 ; Nice, 24 et 18 ; Paris-Le Bourget, 21 et 14 ; Perpignan, 22 et 16 ; Rennes, 17 et 10 ; Strasbourg, 17 et 13 ; Toulon, 21 et 10 ; Toulouse, 21 et 13 ; Valenciennes, 18 et 11 ; Vichy, 17 et 10.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1802



sec ; Produit de luxe qu'a pendant longtemps exporté la Californie.

VERTICALEMENT
1. Vous tombent froidement sur le dos. — 2. Abréviation ; Un qui reste dans son coin. — 3. Figure mythologique ; Généralement méchant quand ils sont bons. — 4. Jalon ; Corps étranger ; Froid, en été. — 5. Amiral connu ; Participe — 6. Ne saurait donc se disputer ; Vainement paries. — 7. Coute de source ; Démonstratif. — 8. Déesse marine ; Mécontent. — 9. Tous qui semblent destinés aux balais.

Solution du problème n° 1801

Horizontalement
I. Pause ; Oct. — II. Aurore ; Ah ! — III. Legs ; Rude. — IV. Iraient. — V. Néréide. — VI. Cado. — VII. Ses ; Tins. — VIII. Au ; AJ ; Tôt. — IX. Beau-frère. — X. Anis ; Isar. — XI. IT ; Etc. ; Se.

Verticalement
1. Pailier ; Abat. — 2. Auer ; Suent. — 3. Urgence ; Al. — 4. Soie ; Cause. — 5. Er ; Ero (Ore). — 6. Ernest ; Ric. — 7. Utilité. — 8. Cad ; Doreras. — 9. Thèse ; Sière.

GUY BROUTY.

Animation

Jours de fête du 9 au 14 juillet
« PARIS - VILLAGES »

Une importante opération d'animation populaire sera organisée du samedi 9 juillet au jeudi 14 juillet dans tous les arrondissements de la capitale.

Baptême « Paris - Villages » : cette opération sera l'occasion de la célébration de la fête nationale du 14 juillet, de replacer sous les projecteurs les « villages » de la capitale, Belleville, Grenelle, Montmartre, les Batignolles ou Auteuil en y associant les provinces, a précisé M. Jean de Préaumont, adjoint au maire chargé du tourisme.

Voici le programme prévu : SAMEDI 9 JUILLET, de 21 h. à 2 h. du matin, dix-huit bals de quartier seront organisés. DIMANCHE 10 JUILLET, à partir de 16 heures, aux mêmes emplacements que les bals du 9 juillet des spectacles, chants et danses seront présentés par des groupes folkloriques de provinces françaises.

MERCREDI 13 JUILLET, de 21 h. à l'aube, six grands bals publics seront organisés à proximité des six principales gares parisiennes (Saint-Lazare, Nord, Est, Lyon, Austerlitz et Montparnasse).

JEUDI 14 JUILLET, à 22 h. 30, un grand feu d'artifice sera présenté au pied des fontaines du palais de Chaillot.

Circulation

PERTURBATIONS SUR L'AUTOROUTE DU SUD

La circulation sur l'autoroute A 6 (autoroute du Soleil) et sur la route nationale 7 sera perturbée jusqu'au 1^{er} septembre par des travaux effectués dans le sens province-Paris au niveau du noué de Saint-Germain-sur-Seine (Seine-et-Marne).

Ces travaux sont entrepris en complément de ceux qui sont en cours pour l'élargissement de l'autoroute entre Ory et le péage de Fleury-aux-Bois. Ces travaux sont terminés dans le sens Paris-province, la voie supplémentaire sera mise en service au début du mois d'août. Dans le sens province-Paris, les travaux d'élargissement seront terminés le 29 août.

● Nouvelle autoroute en Gironda. — Dix-sept kilomètres et quatre cents mètres d'autoroute ont été mis en service le mercredi 29 juin en Gironda. Il s'agit de la nouvelle section de la route périphérique allant de Villeneuve-d'Ornon à Pessac (5,4 kilomètres), et du premier tronçon de l'autoroute A 63 de Pessac à Pierroton (12 kilomètres), qui forment le futur axe Bordeaux-Espagne. — (Corresp.)

loterie nationale Liste officielle DES SOMMES A PAYER, TOUS CUMULS COMPRIS, AUX BILLETS ENTIERS

TERMINAL	NAISSON	FINALES	NUMEROS	GROUPE	SOMMES A PAYER	TERMINAL	NAISSON	FINALES	NUMEROS	GROUPE	SOMMES A PAYER
1	441	tous groupes	500			6	4 726	groupe 2	10 000		
	10 081	groupe 1	2 000				46 866	autres groupes	1 000		
	31 791	groupe 3	5 000					autres groupes	100 000		
	83 511	autres groupes	5 000					autres groupes	5 000		
2	462	tous groupes	500			7	10 087	groupe 1	2 000		
	7 092	groupe 1	2 000				0 517	autres groupes	5 000		
	7 112	groupe 2	5 000				3 037	autres groupes	1 000		
	5 902	autres groupes	1 000				31 797	autres groupes	5 000		
	31 792	autres groupes	1 000				57 017	autres groupes	100 000		
		autres groupes	2 000					autres groupes	5 000		
3	10 082	tous groupes	2 000			8	8	tous groupes	70		
	0 863	groupe 1	5 000				10 088	tous groupes	2 000		
	5 193	autres groupes	1 000				1 488	groupe 4	5 070		
	31 793	autres groupes	5 000				3 448	autres groupes	1 070		
	26 833	autres groupes	5 000				31 798	autres groupes	1 070		
		autres groupes	10 000				27 458	autres groupes	5 070		
		autres groupes	1 000					autres groupes	100 070		
4	754	tous groupes	500			9	79	tous groupes	150		
	10 084	groupe 1	2 000				99	tous groupes	150		
	7 844	groupe 3	5 000				7 959	groupe 1	5 000		
	31 794	autres groupes	1 000				31 798	autres groupes	5 000		
	6 824	autres groupes	10 000				10 089	groupe 1	5 150		
		autres groupes	1 000					autres groupes	1 000 000		
5	10 085	tous groupes	70			0	10 089	tous groupes	150		
	0 845	tous groupes	500				130	tous groupes	500		
	0 305	groupe 1	2 070				790	tous groupes	500		
	31 795	autres groupes	5 070				10 080	groupe 1	2 000		
	9 885	autres groupes	1 070				4 980	groupe 2	5 000		
		autres groupes	5 070				31 790	autres groupes	5 000		
		autres groupes	10 070					autres groupes	5 000		
6	086	tous groupes	500								
	10 086	tous groupes	500								
	4 086	groupe 1	2 500								
	5 086	autres groupes	5 500								
	31 796	autres groupes	1 500								
	7 176	autres groupes	5 000								
		autres groupes	10 000								
		autres groupes	1 000								

TRANCHE DE LA SAINT-JEAN
TIRAGE DU 29 JUIN 1977
PROCHAIN TIRAGE : LE 5 JUILLET 1977 à SAINT-GIRONS (Ariège)

LOTO 1 8 37 38 47 48
TIRAGE No 26 NUMERO COMPLEMENTAIRE 35
PROCHAIN TIRAGE LE 5 JUILLET 1977 VALIDATION JUSQU'AU 5 JUILLET 1977 APRES-MIDI

LA BAGAGERIE
"Prix Vacances"
350°
395°
450°

ELYSEES SOIERIES
65, Champs-Élysées Paris
SOLDES
Affaires exceptionnelles
Articles d'Été
Ouvert sans interruption de 9 h à 19 h.

roy, il y a de nouvelles lunettes pour tous les soleils.

LEROY
Opticien 114 Champs-Élysées

... avec votre Rolex GMT Master et vous aurez un unique bloc d'acier ou en or, jusqu'à 50 m de profondeur, avec votre Rolex GMT Master vous aurez un unique bloc d'acier ou en or, jusqu'à 50 m de profondeur.

ROLEX
GENÈVE

مكتبة الأصل

ARTS ET SPECTACLES

Donne

Supériorité soviétique au concours de Moscou

Le troisième concours international de peinture de Moscou vient de se terminer. Parmi les artistes participants, on compte de nombreux noms connus. Les résultats du concours ont été annoncés hier. Les artistes soviétiques ont obtenu le premier prix, ce qui est une reconnaissance de leur supériorité technique et artistique.

Les autres artistes ont également obtenu de bons résultats. Les œuvres exposées ont été jugées d'un haut niveau artistique. Les jurés ont été impressionnés par la maîtrise des artistes participants.

Comédie Française
Actuellement jusqu'au 6 juillet représent. exceptionnelles
LORENZACCIO
de M. S. F. ZEFFIRELLI
dernières de la saison

DROUOT
Rive Gauche
Cie des Commissaires Priseurs de Paris
GARE D'ORSAY - 7, QUAI ANATOLE-FRANCE
75007 PARIS - Tél. 544-38-72 - Télec 27-09-06

MARDI 5 JUILLET Exposition lundi 4
MERCREDI 6 JUILLET Exposition mardi 5
JEUDI 7 JUILLET Exposition mercredi 6
VENDREDI 8 JUILLET Exposition jeudi 7

Expositions

Les perles de la couronne

(Suite de la première page.)
On grâta un grand nombre de prisonniers, à l'exception de ceux qui étaient rendus coupables de cruauté à l'égard des animaux (« one of the worst traits of human nature »), on admit aux réceptions quelques « malheureux » divorcés (lorsque le divorce avait été prononcé aux torts de l'époux), on frappa d'innombrables médailles et la souveraine passa en revue trente mille soldats qui, avaient passé la nuit sous la tente à Hyde-Park et, recurent après la cérémonie un petit pâté à la viande, un gâteau, un « bun » et une orange.

Tout cela nous est raconté de façon fort attendrissante par l'exposition de la Royal Academy, qui évoque également les événements politiques et familiaux du règne (la guerre de Crimée, les vacances en Ecosse, la visite en France, le mariage du prince de Galles) à travers une série de gravures, de portraits, de tableaux, dont les plus connus, ceux de Winterhalter, ne font pas oublier les œuvres d'Edwin Landseer, de James Sant, de William Powell Frith, etc., qui constituent une véritable anthologie de la peinture victorienne.

N'oublions pas les « personnalités » (c'est-à-dire la royauté, la boîte de peintures de la reine, le comte de Devonport, le futur Edward VII) et les photographes : « La reine Victoria, nous dit-on, est sans doute la personne qui dans toute l'histoire a été le plus souvent peinte et photographiée. » Dominant le monde de sa personnalité, elle a été si bien identifiée à l'archétype du système monarchique que « son visage est devenu un symbole universel, comme celui de Mona Lisa ». C'est peut-être aller un peu loin et l'on se contentera de signaler ici deux tableaux qui résumant la sensibilité politique de l'époque. L'un, qui est de William Dyce, nous montre Neptune résignant à Britannia the Empire of the sea ; dans l'autre (il est de Thomas Jones Barker, et c'est un très beau tableau), on voit la reine offrant la Bible « to a native Prince » (un Noir entubé et couvert d'une peau de léopard) lors d'une audience à Windsor.

1801 également l'année de l'Exposition universelle de Manchester, où l'on présente, un « choc » très copieux d'œuvres d'art exécutées dans le Royaume-Uni depuis le début du règne. Malheureusement, ce qui aurait pu être une passionnante rétrospective n'est ici qu'une trop rapide anthologie où les grands noms de l'époque, Alma-Tadema, Burne-Jones, Millais, Arthur Hughes, Turner, Lady Elisabeth Butler, n'apparaissent qu'en passant. Au moins s'est-on efforcé de suggérer les principaux aspects de la peinture victorienne : le paysage, la peinture d'histoire, la scène de genre, l'anecdote sentimentale, les timides essais de peinture sociale, le tout d'ailleurs fort bien peint et culturellement très significatif. Ainsi ce tableau de

PRESSE

MM. RAYMOND ARON et OLIVIER TODD ENTRENT A « L'EXPRESS »

MM. Raymond Aron, ancien directeur politique du Figaro, et Olivier Todd, rédacteur en chef adjoint au Nouvel Observateur, entreront à l'Express le 1er septembre prochain, en tant qu'éditorialistes. M. Olivier Todd sera l'éditeur responsable des projets à long terme de l'hebdomadaire. MM. Aron et Todd seront membres d'un « comité éditorial » composé, en outre, de MM. Philippe Grumbach, directeur de la rédaction, René Guyonnet, rédacteur en chef, et Jean-François Revel.

En revanche, M. Roger Priouret a décidé de quitter l'Express pour convenance personnelle. Il avait offert sa démission dès le début du mois de juin.

LE MENUEL « VIVRE » DISPARAIT

M. Jacques Paltra, directeur du mensuel Vivre, vient d'annoncer au personnel l'arrêt de cette publication. La procédure de licenciement collectif qui concerne vingt-cinq personnes a été engagée.

Éditée par une filiale de la librairie Hachette depuis septembre 1976, d'abord comme hebdomadaire puis, au bout de trois mois, comme mensuel, Vivre n'a pas réussi à vendre plus de mille exemplaires pour Paris-surfaçé et trente-cinq à quarante mille exemplaires pour l'ensemble de la région parisienne où il comptait sa plus forte diffusion. Les pertes financières seraient faibles mais le directeur ne voulait pas risquer de faire disparaître ce mensuel.

INSTITUT

Académie des beaux-arts
ÉLECTION DE L'ARCHITECTE CHRISTIAN LANGLOIS

L'Académie des beaux-arts a élu mercredi M. Christian Langlois dans la section d'architecture, en remplacement de M. Jacques Carlu, décédé.

M. Christian Langlois, titulaire du certificat d'études supérieures de mathématiques générales, diplômé des Langues orientales (Égyptien ancien), architecte D.P.L.G., est architecte en chef du Sénat et du musée du Luxembourg. A ce titre, on lui doit notamment le parking sous le jardin du Luxembourg, complété par la salle Médicis et la salle de la Cour.

Musique

Premiers concerts au Marais

Vient la célèbre Checonne avec sa basse obstinée, partout présente, mais souvent effacée, comme un souvenir d'obédience à l'obscure, d'un « complet » reste dans les tiroirs. Ouvert entre deux ondes par un récita de Tamas Vasary, auquel succèdent, les jours suivants, le nouveau Trio Pasquier et Kenneth Gilbert, le Festival retrouvera un peu des fastes d'antan — cette époque pas si lointaine des grands ouvrages avec le Requiem de Cimarosa, auquel participait l'excellente chorale à cœur joie de Vincennes-Pontenay, et un ensemble de jeunes musiciens strasbourgeois dirigé par Roger Delage avec cet air de solliciter d'un geste, forçant les exécutants à aller plus loin qu'ils ne s'attendaient : pour le troisième, une jeune ténor, Jean-Pierre Maury, qui possède la voix et le style requis pour la musique ancienne, ne plussent pas aux côtés de Josephine Chamomine, Nicole Ozambré et Jacques Villaseca.

Le récita de Sander Vegh, le lendemain, reste quelque chose d'unique : bourru, presque renfrogné, il ressemble d'abord à ces violoneux légendaires et plantureux tels qu'on n'en voit guère que dans les livres d'images. Jambes innobles, les yeux fermés, il n'y a au début que les yeux qui remuent, puis peu à peu les traits s'éclairent, le sourire vient aux lèvres, les moments difficiles, les yeux s'ouvrent, ronds, malicieux : ils sourient et ils se ferment, avec le souvenir de Bach, une danse du rasage. Très peu de vibrato, un rubato large à quelques endroits bien précis, accompagnés d'un bel schisme du haut du corps. Suspendu aux quatre cordes de son instrument, il attire l'auditeur comme un funambule : ce n'est plus le violon qu'on entend, mais une ligne qu'on suit, à laquelle on s'accroche : la partition est un prétexte.

GERARD CONDE.
* Le Festival se poursuit tous les soirs, sauf le dimanche, jusqu'au 12 juillet. Renseignements au 867-74-31 et au 278-30-30.

Théâtre

Le Magic Circus n'ira pas à Avignon

Jérôme Savary renonce au Festival d'Avignon (qui s'ouvre le 10 juillet). Il devait y présenter du 19 au 23 juillet, sous un chapiteau, le spectacle qu'il a écrit et mis en scène avec ses troupes de Bochum ; ensuite, jusqu'à la fin du mois avec son Magic Circus, les Grands Sentiments. Mais la location d'un chapiteau coûte cher (5 000 F par jour, frais de gardiennage et d'électricité compris) et les recettes maximales elles-mêmes ne couvrent pas les frais d'installation et de représentation. L'opération se serait soldée par un déficit de 10 000 F que ni le Magic Circus ni le Festival ne peuvent assumer. Il n'y aura donc pas de chapiteau à Champfleury, et les marionnettes de Budapest, qui y étaient prévues du 1er au 7 août, se produiront à ces mêmes dates, au théâtre municipal.

Les troupes « in », lorsqu'elles utilisent des lieux déjà équipés, n'ont pas à payer de location. Elles bénéficient des services de publicité et de billetterie du Festival. Elles reçoivent le montant de la recette des lieux où elles jouent. Les prix des places ne leur permettent pas de couvrir leurs frais.

Les troupes « off » doivent payer, et parfois trop cher, une arrière-salle de café, la cour

Culture

DES ARTISTES MANIFESTENT CONTRE L'ABSENCE D'ATELIERS

La police a expulsé, le 29 juin en fin de matinée, un groupe d'artistes, membres de l'Union des arts plastiques, qui occupaient depuis l'ouverture d'un centre de tri postal désaffecté, 117, quai de Valmy à Paris. Dans ce local vide et voué à la démolition, ceux-ci avaient accroché des toiles de grands formats et vendaient des sérigraphies et des affiches.

Le centre de tri avait été choisi parce qu'il était l'exemple type de local offrant la possibilité d'installer des ateliers à loyers modérés. Par cette occupation, les artistes entendaient en effet souligner le problème de l'insuffisance du nombre d'ateliers à Paris et du coût, trop élevé pour les jeunes créateurs, des ateliers construits avec l'aide de l'État, dont le nombre, de toute façon, ne peut compenser la perte des ateliers anciens démolis lors des travaux de rénovation des quartiers.

La fédération et les élus communistes de Paris, qui avaient apporté leur soutien aux occupants — ainsi que des peintres connus des comités des critiques, des musiciens et des chanteurs, ont « protesté énergiquement » contre cette expulsion. Ils ont également fait savoir que M. Jacques Chirac, député de Paris, membre du bureau politique, avait déposé une question écrite auprès du ministre de la culture et de l'environnement afin d'attirer son attention sur les problèmes des artistes dans la capitale. — G. B.

LE MONDE — 1^{er} juillet 1977 — Page 27

ARTS ET SPECTACLES

Henri Cartier-Bresson à Lille

« Photographier, c'est mettre sur la même ligne de mire la tête, l'œil et le cœur », écrivait naguère Henri Cartier-Bresson. Au terme d'une longue carrière qui l'a conduit aux quatre coins du monde, il vient de retrouver avec les cimaises du palais Rihour, pour un reportage dont les photos les plus significatives sont actuellement exposées à Lille sur les cimaises du palais Rihour, pour un reportage dont les photos les plus significatives sont actuellement exposées à Lille sur les cimaises du palais Rihour, pour un reportage dont les photos les plus significatives sont actuellement exposées à Lille sur les cimaises du palais Rihour.

CONCOURS DU CONSERVATOIRE

Violoncelle : premiers prix, David Simpson, Philippe Bory, Martine Fleury, Hikaru Sato ; deuxième prix, Jean-Luc Bouré, Jean-Philippe André, Christine Valloire, Claude Brullel.

STUDIO JUS

20, RUE CUVAS 5^e - 033-44-22

ORCHESTRE DE PARIS

Directeur DANIEL BARENBOIM

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES
LUNDI 27 JUIN, 20 H 30
MERCREDI 29 JUIN, 20 H 30
VENDREDI 1^{er} JUILLET, 20 H 30

D. BARENBOIM
YVONNE MINTON
ANNE-MARIE BLANZAT
JOCELYNE TAILLON
GERALD ENGLISH
JULIEN BASTIN
ALBERTO RINALDI
FRANZ PETRI
JEAN DAVY
JEAN SIMON PREVOST

CHEUR DE L'ORCHESTRE DE PARIS
CHEF DU CHOEUR : ARTHUR OLDHAM

COLLABORATION SCENIQUE
JEAN-PIERRE PONNELLE

BEATRICE ET BENEDICT
HECTOR BERLIOZ

Location : THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES



**Europe 1
et 1.500.000
spectateurs heureux
remercient tous ceux
qui ont participé
au 1^{er} carnaval
des carnavals :**

Nice, les Philippines,
le Sénégal,
Walt Disney, la Zambie,
et... les sapeurs-pompiers de Paris.

A l'année prochaine pour une nouvelle fête Numéro 1.

EUROPE 1
c'est naturel

Les recherches

CHARLES ALBERTA
CARLO ALBERTA
BARTOLOMEO ALBERTA
ALBERTO ALBERTA
DINO ALBERTA

1. *Journal of the American Medical Association*, 1997; 277: 1033-1037.

1. PERSONALITY
 2. GRANDS
 3. PERSONALITY
 4. PERSONALITY
 5. PERSONALITY
 6. PERSONALITY
 7. PERSONALITY
 8. PERSONALITY
 9. PERSONALITY
 10. PERSONALITY
 11. PERSONALITY
 12. PERSONALITY
 13. PERSONALITY
 14. PERSONALITY
 15. PERSONALITY
 16. PERSONALITY
 17. PERSONALITY
 18. PERSONALITY
 19. PERSONALITY
 20. PERSONALITY
 21. PERSONALITY
 22. PERSONALITY
 23. PERSONALITY
 24. PERSONALITY
 25. PERSONALITY
 26. PERSONALITY
 27. PERSONALITY
 28. PERSONALITY
 29. PERSONALITY
 30. PERSONALITY
 31. PERSONALITY
 32. PERSONALITY
 33. PERSONALITY
 34. PERSONALITY
 35. PERSONALITY
 36. PERSONALITY
 37. PERSONALITY
 38. PERSONALITY
 39. PERSONALITY
 40. PERSONALITY
 41. PERSONALITY
 42. PERSONALITY
 43. PERSONALITY
 44. PERSONALITY
 45. PERSONALITY
 46. PERSONALITY
 47. PERSONALITY
 48. PERSONALITY
 49. PERSONALITY
 50. PERSONALITY
 51. PERSONALITY
 52. PERSONALITY
 53. PERSONALITY
 54. PERSONALITY
 55. PERSONALITY
 56. PERSONALITY
 57. PERSONALITY
 58. PERSONALITY
 59. PERSONALITY
 60. PERSONALITY
 61. PERSONALITY
 62. PERSONALITY
 63. PERSONALITY
 64. PERSONALITY
 65. PERSONALITY
 66. PERSONALITY
 67. PERSONALITY
 68. PERSONALITY
 69. PERSONALITY
 70. PERSONALITY
 71. PERSONALITY
 72. PERSONALITY
 73. PERSONALITY
 74. PERSONALITY
 75. PERSONALITY
 76. PERSONALITY
 77. PERSONALITY
 78. PERSONALITY
 79. PERSONALITY
 80. PERSONALITY
 81. PERSONALITY
 82. PERSONALITY
 83. PERSONALITY
 84. PERSONALITY
 85. PERSONALITY
 86. PERSONALITY
 87. PERSONALITY
 88. PERSONALITY
 89. PERSONALITY
 90. PERSONALITY
 91. PERSONALITY
 92. PERSONALITY
 93. PERSONALITY
 94. PERSONALITY
 95. PERSONALITY
 96. PERSONALITY
 97. PERSONALITY
 98. PERSONALITY
 99. PERSONALITY
 100. PERSONALITY

Les saines spiritules

[illegible]

**FESTIVAL INTERNATIONAL
DE PARIS**

POUR LA PREMIERE FOIS A PARIS

COURS PUBLIC DE

JONG KUNG

LE GRAND MAITRE JONG KUNG

CONTIENDES ENQUATRE PARTIES

1. LE JONG KUNG

2. LE JONG KUNG

3. LE JONG KUNG

4. LE JONG KUNG

ELYSEES LINCOLN
QUARTIER LATIN
PATHE CLICHY
ST-LAZARE PASQUEL
CONVENTION GAUMONT
HOLLYWOOD BOULEVARD

PUMPKIN GORE
 Arnold's Special Effects

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	45,76
"Placards encadrés" 2 col. et +	42,00	48,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,26
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	80,08

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER	28,00	32,03
"Placards encadrés"	34,00	38,89
Boîtes insérées	36,00	43,47
"Placards encadrés"	40,00	45,76
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,03

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Secrétaires

SOCIÉTÉ DE PRESSE recherche LE FUTUR CHEF D'UN DE SES SERVICES DE DOCUMENTATION

Le candidat (H. ou F.), âgé d'au moins 40 ans, a déjà assumé la responsabilité d'un service de documentation. Il aura autorité sur une dizaine de collaborateurs.

Une sérieuse expérience sera exigée, ainsi que des qualités d'ouverture d'esprit et de rigueur professionnelle. Le candidat devra également avoir une pratique courante de la dactylographie et ne sera pas rebuté par l'exécution de tâches secondaires.

Une bonne connaissance des questions et des milieux politiques, administratifs et financiers, acquise de préférence dans une banque ou organisme financier ou un syndicat professionnel, est indispensable.

Le salaire sera fonction de la valeur du candidat.

Adresser curriculum vitae détaillé à S.C.P., 13, avenue de l'Opéra, — PARIS (1^{er}).

Filiale Française important groupe pétrolier recherche

JEUNES INGÉNIEURS COMMERCIAUX
DIPLOMÉS H.E.C., E.S.S.E.C.
SUP. de CO ou équivalent

Libérés du Service National
Minimum 2 ans d'expérience problèmes de contacts commerciaux et gestion

pour postes

Attachés commerciaux suivant besoins de la Société en résidence Paris ou Province

- Nombreux déplacements;
- formation complémentaire assurée;
- possibilité développement carrière en fonction aptitudes.

Adresser C.V. et photo au n° 19.871 à CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

Importante Administration Technique recherche

CHEF DE PROJET

chargé de la réalisation d'une application importante de gestion (comptabilité), de sa mise en place sur un site pilote, de sa généralisation à 20 centres de traitement d'ici à 1981, de l'organisation et de la formation des équipes de maintenance sur tous les centres.

Il devra être de formation universitaire, avoir une expérience de 5 à 10 ans d'informaticien, avoir réalisé de grande projets, être capable d'encadrer une équipe de 40 personnes, avoir de bons contacts humains avec les responsables locaux.

Adresser CV détaillé, photo et prétentions sous réf 6283 à

61, Bd BONNE NOUVELLE 75002 PARIS qui transmettra

emploi régionaux

ENTREPRISE DE BATIMENT

(25 millions de francs de C.A.)
Filiale d'un des premiers groupes français recherche pour la Région

POITOU-CHARENTE

SON ADJOINT AU DIRECTEUR GÉNÉRAL

C'est un ingénieur de formation S.T.P. section bâtiment ou centrale.

Il a acquis de solides notions de gestion au cours d'une vie professionnelle où il a pratiqué aussi bien les travaux (S.A., maçonnerie, S.E.C.) que les études.

La connaissance de la région POITOU-CHARENTE serait un avantage déterminant.

Après adaptation, les postes de Directeur Général puis de P.-D.G. pourraient lui être confiés.

Écrire avec C.V. sous le n° 19.871 à CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

Importante Société régionale SUD-OUEST C.A. : 200 millions. — Filiales France et Export recherche

DIRECTEUR FINANCIER

Homme 35 ans environ

Expérience bancaire souhaitée

Écrire avec curriculaire, références et prétentions sous le n° 2.220 à « Le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 Paris-9^e, qui tr.

STE BANLIEUE NORD-EST Spécialiste dans les installations de sécurité Alarme, Détection, et Protection incendie recherche pour secteur : Région Parisienne

AGENT TECHNIQUE

Formation électrotechnique Homme dynamique. Expér. commerciale et étude de devis indépendantes. Formet. complément. technique assurée par la société. Avantages sociaux. Retraite complémentaire. Séries de références solides. Vacances assurées. Libre rapidement. 3^e photo et prétentions, à : Les Installations - Général Incendie - 30, rue du Couët, 93000 AUBERVILLIERS

Importante Société (Paris La Défense) recherche pour ses filiales des ANALYSTES PROGRAMMEURS (DUT ou équivalent) Écrire à : Charpentier, Boite Postale 97, 92000 COURBEVOIE Cedex.

Établissement Public recrute candidat formation bureau, expérience Urbanisme (S.D.A.U., P.O.S.) libéré des obligations militaires. Permis de conduire, disposant d'une voiture. Libre rapidement. Résidence PARIS ou REGION SUD. Env. curriculum vitae, photo et prétentions à : CHAMBERLAIN COMMERCIAL ET INDUSTRIEL, 12, rue Bourgois, 91000 ORSÈY-LES-ONNENES.

STE ELECTROTECHNIQUE en pleine expansion implantée en banlieue Nord de Paris, recherche :

INGÉNIEUR SUPÉLEC, INPG, 5 à 10 ans d'expérience. Responsable de plates-formes sales, animateur d'un groupe de 20 techniciens.

Réelles perspectives d'avenir.

Adresser C.V. et prétentions à : 19.844, Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, q. tr.

CADRE CHEF DE PERSONNEL

100 PERSONNES Recherche cadre avec large expér. de fonction dans le secteur. Rémunération selon capacités et expérience. Incorporation immédiate. Sans expérience s'abstenir.

E.C.P. 452/06, 75004 Paris Cedex 08 sous réf. FONCTION PERSONNEL

IMPORTANTE SOCIÉTÉ recherche pour RIVAD (Arabie Saoudite)

UN RESPONSABLE DE CHANTIER

pour entreprise générale de bâtiment

Niveau INGENIEUR ou assimilé.

Langue anglaise indispensable.

Durée de déplacement 18 mois en caléendrière.

Logement sur base vie dans chambre individuelle.

Adresser C.V. et photo au n° 19.871 à CONTEXTE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

INGÉNIEURS

INDUSTRIEL et GDE CONSOMM. E.C.P. 452/06, 75004 Paris Cedex 08 sous réf. FONCTION PERSONNEL

IMPORTANT GROUPE BANCAIRE

quartier d'affaires (9^e) recherche

POUR SERVICE CONTENTIEUX

REDACTRICE LICENCIÉE EN DROIT PRIVE même débutante.

Emploi temps partiel, durée min. 4 mois. Libre rapid. Avant. soc. 14 mois 1/2. Resteur. entrep.

Ecr. avec C.V. et photo au n° 19.871 à CONTEXTE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

Importante groupe international constructeur véhicules industriels C.A. 50 MF

dans 30 % EXPORT recherche un

CADRE COMMERCIAL EXPORTATION

— 32 ans minimum ayant une réelle expérience de la vente de biens d'équipement à l'export.

— Il aura sous l'autorité du Directeur exportation, la responsabilité du secteur.

EUROPE DE L'EST

Pour lequel il devra :

- Analyser les marchés.
- Élaborer les prévisions.
- Consulider notre position commerciale.

La pratique du russe ou de l'allemand est fort souhaitée. Envoyer C.V. et prétentions et photo sous le n° 636 à :

R.S.C. Carrières, 14, r. Beaupré, 75004 Paris.

Société de Diffusion d'Éditions de 1^{er} plan rech.

pour ses départements analyses et grandes rubriques

RESPONSABLE COMMERCIAL

jeune et dynamique, ayant une solide expérience du marché des grandes surfaces, capable d'animer un groupe de représentants.

Niveau de traitement de départ : 100.000 F par an.

Écrire avec C.V. et photo, à : n° 7.332 B, BLEU, 17, rue Labat, 93000 Vincennes

bravo!...

Vous venez de terminer brillamment vos Etudes et vous êtes maintenant un

jeune ingénieur

diplômé d'une Grande Ecole

(X, Télécom., A.M., Supélec, Sup. Aéro, Centrale,...)

- Vous êtes ambitieux et vous voulez avoir très vite des responsabilités (Techniques, humaines, en Etudes ou en Production, en France ou à l'étranger).
- Vous êtes passionné par les Techniques de pointe (électronique, micro-mécanique, optique...).

notre groupe vous offre

des possibilités à la hauteur de vos ambitions.

Téléphonez aujourd'hui même de 9 h à 12 h

au 776.42.01 poste 310

TOTAL COMPAGNIE FRANÇAISE DES PETROLES

réalisée pour ses différentes branches d'activité d'importants équipements tels que :

- bâtiments industriels
- pipelines et dépôts pétroliers
- aménagements portuaires etc...

recherche pour leur en confier la totalité de la maîtrise d'œuvre.

2 INGENIEURS D'AFFAIRES

Le haut niveau de responsabilité rend indispensable une solide expérience de la réalisation de tels chantiers avec des compétences en gestion budgétaire et une bonne pratique de négociation commerciale en anglais.

Les personnes intéressées doivent pouvoir envisager facilement de nombreuses missions à l'étranger et des déplacements de longue durée avec leur famille.

Si ces perspectives vous intéressent, adressez votre C.V. manuscrit + photo au Service Recrutement 5, rue Michel Ange 75781 Paris Cedex 16 sous référence 77033.

COLLEGE LIBRE DE JULY

7230 DAMMARTIN-EN-GOELE

UN ÉCONOME

Envoyer candidature et C.V. à : M. le Directeur.

PROGRAMMEUR

GAP II

IBM 3/15

66, rue de Provence (9^e) 2^e étage gauche

automobiles automobiles automobiles

8 à 11 C.V.

Vale ALFETTA 2000, 1000 km., garantie 6 mois. Crédit possible. Tél. 01-47-17 ou 01-47-14-04, bureau.

12 à 16 C.V.

Particul. offre contrat location longue durée ou cours pour CX 2200 PALLAS 76 D16AVI

Tél. bur. 720-12-25, M. Leght.

MERCEDES 280 E S.A.

1977, 6800 km., garantie totale. Prix intéressant. Crédit : 548-97-49.

+ de 16 C.V.

PACER X 76, toutes options. Prix sacrifié, casse départ. Tél. 747-47-17 ou 01-47-14-04, bureau.

CARRERA EXPOSITION

Porsche 9000 254 - 91 - 61

diver

104 - 304 - 504 - 604

1977, peu roulé, garantie totale. Auto-Paris 15, 533-60-46.

63, rue Desnouettes, PARIS-15^e.

BMW 280 - 520 - 525 - 528 - 30 L

1977, Peu roulé - Garantie. AUTO-PARIS XV, 533-60-46.

63, rue Desnouettes, PARIS-15^e.

OPEL

René PETIT 81, rue de Meaux 105 60793-92

MERCEDES-BENZ LONGCHAMP

Exposition voitures SÉLECTIONNÉES

80, rue de Longchamp 75016 Paris - tél. 553.57.35 - 553.44.35

La garantie "Étoile" est un label de qualité Mercedes. Un contrôle extrêmement rigoureux sélectionne les véhicules, vendus avec une garantie de six mois/10 000 km sur moteur, carter, boîtes de vitesses, etc. pièces et main-d'œuvre.

box parking

ODÉON

RUE CASIMIR-DELAVIGNE PARKINGS EN SOUS-SOL

A VENDRE 235-40-27 ou 22-91-45

bateaux

A louer Ketch, Charenton T.A. 13 mètres, jûlé et soif. Atlantique.

Tél. (31) 69-01-76 hrs russes.

LANCIA

5^e AUTODIANCHI

GARANTEE 24 MOIS

11 rue Michel - 336 38 35

box parking

ODÉON

RUE CASIMIR-DELAVIGNE PARKINGS EN SOUS-SOL

A VENDRE 235-40-27 ou 22-91-45

bateaux

A louer Ketch, Charenton T.A. 13 mètres, jûlé et soif. Atlantique.

Tél. (31) 69-01-76 hrs russes.

Pourquoi certaines occasions sont-elles meilleures que d'autres?

Parce qu'elles ont appartenu exclusivement aux usines et au personnel Citroën. Parce qu'elles ont un kilométrage limité (en moyenne 10 000 km). Parce qu'elles bénéficient de garanties 3 ou 6 mois pièces et main-d'œuvre.

Département occasion des usines Citroën.

OUVERT LE SAMEDI

10, place E. Fournier 75015 Paris. Tél. 582.70.00

(Métro Félix Faure)

50, bd. Jourdan 75014 Paris. Tél. 589.49.89

59 bis, av. J. Jaurès 75019 Paris. Tél. 208.86.60

CITROËN

l'immobilier

appartements

Paris 15^e - 15^e arrondissement

Paris 15^e - 15^e arrondissement

Paris 15^e - 15^e arrondissement

Paris 15^e - 15^e arrondissement

Paris 15^e - 15^e arrondissement

Paris 15^e - 15^e arrondissement

Paris 15^e - 15^e arrondissement

Paris 15^e - 15^e arrondissement

Paris 15^e - 15^e arrondissement

Paris 15^e - 15^e arrondissement

Paris 15^e - 15^e arrondissement

Paris 15^e - 15^e arrondissement

Paris 15^e - 15^e arrondissement

Paris 15^e - 15^e arrondissement

Paris 15^e - 15^e arrondissement

Paris 15^e - 15^e arrondissement

Paris 15^e - 15^e arrondissement

Paris 15^e - 15^e arrondissement

Paris 15^e - 15^e arrondissement

Paris 15^e - 15^e arrondissement

Paris 15^e - 15^e arrondissement

Paris 15^e - 15^e arrondissement

Paris 15^e - 15^e arrondissement

Paris 15^e - 15^e arrondissement

Paris 15^e - 15^e arrondissement

Paris 15^e - 15^e arrondissement

Paris 15^e - 15^e arrondissement

Paris 15^e - 15^e arrondissement

Paris 15^e - 15^e arrondissement

Paris 15^e - 15^e arrondissement

Paris 15^e - 15^e arrondissement

Paris 15^e - 15^e arrondissement

Paris 15^e - 15^e arrondissement

Paris 15^e - 15^e arrondissement

Paris 15^e - 15^e arrondissement

Paris 15^e - 15^e arrondissement

Paris 15^e - 15^e arrondissement

Paris 15^e - 15^e arrondissement

Paris 15^e - 15^e arrondissement

Paris 15^e - 15^e arrondissement

Paris 15^e - 15^e arrondissement

Paris 15^e - 15^e arrondissement

Paris 15^e - 15^e arrondissement

Paris 15^e - 15^e arrondissement

Paris 15^e - 15^e arrondissement

Paris

IMMIGRATION

La Sonacotra décide une majoration de 6,50% des loyers

À la fin de la saison des loyers, la Sonacotra a décidé de majorer de 6,50% les loyers des logements sociaux. Cette décision, qui sera appliquée à partir du 1^{er} septembre 1977, concerne les logements sociaux de la Sonacotra, qui sont destinés à la population à faible revenu. La Sonacotra a expliqué que cette majoration est nécessaire pour couvrir les coûts d'entretien et de fonctionnement des logements. Elle a également souligné que les loyers actuels sont inférieurs aux loyers du marché privé.

INDUSTRIE

LE GROUPE RENAULT PRÉVOIT D'INVESTIR 21 MILLIARDS DE FRANCS D'ICI À 1981

Le groupe Renault a annoncé qu'il prévoit d'investir 21 milliards de francs d'ici à 1981. Cette somme sera utilisée pour financer la recherche et le développement, ainsi que pour l'expansion de la production. Renault a également souligné que cette stratégie d'investissement est nécessaire pour maintenir la compétitivité de l'entreprise sur le marché international.

BANQUE

M. BARRE REFUSE D'ASSOUMIR L'ENCADREMENT DU CRÉDIT EN FAVEUR DU CRÉDIT AGRICOLE

M. Barre, ministre de l'Agriculture, a refusé d'assumer l'encadrement du crédit en faveur du crédit agricole. Il a déclaré que le gouvernement ne peut pas imposer un tel encadrement sans nuire à la liberté du marché financier. Il a également souligné que le crédit agricole doit être soutenu par des mesures incitatives plutôt que par des contraintes.

Le droit à la douceur.

Fumez doux.

Silk cut l'anglais doux.

Les nationalisations aujourd'hui et demain

III. — L'État, patron ou partenaire ?

par FRANÇOIS RENARD

La gauche veut étendre le secteur public industriel et achever la nationalisation du crédit et des assurances. Notamment pour se donner les moyens techniques et financiers d'une restructuration de l'industrie française (« le Monde » des 29 et 30 juin). En quoi cela modifierait-il les rapports des entreprises nationales avec l'État et les autres collectivités publiques ?

L'histoire des rapports entre les pouvoirs publics et les entreprises nationales depuis la Libération a été passionnément agitée. La gestion du secteur public a fait l'objet de larges débats tournant autour d'une question préalable : les entreprises nationales doivent-elles dépendre totalement de l'État ou bien vaut-il mieux leur laisser une certaine marge d'autonomie, et laquelle ?

Une première distinction, fondamentale, doit être opérée à cet égard entre des entreprises purement industrielles jouissant d'une grande autonomie, comme Renault, celles qui, exerçant un monopole ou un semi-monopole, comme EDF ou la S.N.C.F., dépendent plus ou moins étroitement de la puissance publique, et celles enfin qui, soumises aux aléas du marché international, doivent aussi compter avec les exigences ou les contraintes imposées par l'État : Elf-Aquitaine ou Air France.

Le « rapport Nora » appliqué ou ignoré

Une troisième distinction peut enfin être avancée en fonction du traitement accordé à l'usager, principalement sur le plan des tarifs. Vis-à-vis d'entreprises comme Renault, la politique constante des pouvoirs publics a été d'accorder une autonomie de gestion exceptionnelle d'origine à une entreprise appartenant à l'État. Le contrôle s'est effectué a posteriori sur l'action de dirigeants dont le succès a été indéniable et qui ont toujours conservé une grande liberté d'action, notamment en matière commerciale et sur le plan des tarifs (des hausses de prix de la

Régie ont fait souvent grincer des dents ces dernières années). Les seuls affrontements — discrets — ont eu lieu sur la localisation des investissements industriels, lorsque les desiderata du gouvernement ne coïncidaient pas avec les conceptions de la Régie. Ce fut le cas, notamment, pour l'installation éventuelle d'une usine à Nanterre, fermement combattue et finalement repoussée en raison de son absence de rentabilité, ou le transfert d'une fonderie à Lorient, accepté, lui. Plus récemment, la Régie a refusé de reprendre Titan-Coder à Marseille, contre l'avis du gouvernement.

En ce qui concerne un quasi-monopole, comme E.D.F., les recommandations du « rapport Nora » ont conduit, au contraire, à un contrat de programme (23 décembre 1970) visant à favoriser la gestion de l'établissement à permettre un particulier la fourniture à l'industrie française d'une énergie à prix compétitif. Depuis le début de cette procédure contractuelle, reconduite par avenants jusqu'en 1975, les objectifs retenus ont été atteints, voire dépassés ; le principe de liberté des tarifs sous condition n'a, en revanche, pas été respecté (notamment en 1974, un lourd déficit a entraîné l'augmentation de la marge d'autofinancement de l'entreprise (65,6 % des investissements en 1975), puis, en 1974, un lourd déficit a entraîné l'augmentation de la marge d'autofinancement de l'entreprise (65,6 % des investissements en 1975), puis, en 1974, un lourd déficit a entraîné l'augmentation de la marge d'autofinancement de l'entreprise (65,6 % des investissements en 1975).

Plus ambigu est l'exemple d'Elf-Aquitaine, où la relative indépendance des dirigeants en matière de recherche à l'extérieur a correspondu une très grande rigidité des conditions de vente à l'intérieur, la lenteur de l'État à repérer les hausses de prix du pétrole provoquant le mécontentement général des compagnies, Elf-Rap compris.

Quel sort le secteur public a-t-il réservé aux usagers ? Au sous-

vent reproché aux entreprises nationales d'avoir privilégié les utilisateurs industriels aux dépens des particuliers ; ceux-ci auraient ainsi supporté le poids des réductions de tarifs consenties aux entreprises. L'E.D.F. a répondu que sa politique commerciale s'efforçait d'assurer l'égalité de traitement à entre acheteurs, en tenant compte des frais de mises à disposition du courant, beaucoup plus coûteux pour les petits consommateurs que pour les gros.

La S.N.C.F. assure de son côté n'avoir jamais pénalisé le transport des voyageurs par rapport à celui des marchandises. Mais on peut admettre que la politique tarifaire suivie par le secteur nationalisé, sur instruction des pouvoirs publics, a tout de même largement favorisé le développement de l'appareil industriel français (sauf dans les périodes chaudes ou pour « tenir l'indice », le gouvernement « gelait » les tarifs domestiques).

Le contrat de programme nouvelle clé de voûte

Au total, l'examen du sort réservé dans le passé aux entreprises nationales par l'État n'apporte guère d'éléments décisifs en faveur de telle ou telle formule, la nature spécifique des activités des entreprises devant d'abord être prise en considération. Au sein du même secteur, comme l'aéronautique, la comparaison entre la situation et les résultats de Marcel Dassault et ceux de la S.N.I.A.S. ne peut, semble-t-il, fournir que des conclusions très relatives.

Aux yeux de la gauche, néanmoins, très attentive à tirer les leçons de trente années de rapports ambigus entre les entreprises nationales et l'État, la formule à retenir s'apparenterait plutôt à celle de la régulation

en matière de création d'emplois — et depuis plus longtemps avec de grandes entreprises publiques comme la S.N.C.F. ou les Charbonnages — la technique des compensations devient plus délicate lorsque la puissance publique n'a plus affaire à des monopoles d'État mais à des entreprises qui doivent rester concurrentielles. Quelle part doit alors assumer le contribuable dans l'allègement des contraintes imposées par l'État aux entreprises « en dehors des finalités de leur production », ou dans la compensation des servitudes exceptionnelles imposées par la création ou le maintien d'emplois ?

Si l'on prend l'exemple de la sidérurgie, le litige apparaît très net entre le P.S., qui admet, sous certaines conditions, de prendre en compte une réduction ou une modification profonde des activités de cette branche, et le P.C., qui opte délibérément pour une augmentation de la consommation, de la production et de l'emploi dans la même branche. S'aurait-il à prendre en charge l'État ? Dans le premier cas, il s'agit de mettre en place, au préalable, des activités de remplacement, dans le second, d'assurer une politique d'expansion à caractère volontariste, cohérente avec des choix plus généraux, mais susceptibles de charger lourdement le budget si la réalité ne correspond pas aux prévisions. L'incidence financière pour la puissance publique n'est pas la même.

Parallèlement, les exigences de l'aménagement du territoire peuvent ne pas coïncider avec les objectifs des entreprises nationales dans le cadre de l'autonomie que la gauche entend leur concéder. L'exemple de Renault, cité précédemment, est très révélateur à cet égard. En Lorraine, la demande du gouvernement actuel montre quelles pourraient être les difficultés ou les limites de la concertation ; a fortiori si l'on

prend en considération le poids politique des régions ou le degré des « urgences ».

Le problème des relations avec les P.M.I. et du caractère « léonin » des rapports avec les sous-traitants, n'est pas davantage propre aux entreprises capitalisées. La réaction classique des grandes entreprises, en cas de baisse de régime ou de blocage de leurs prix, est de donner la priorité à leurs propres intérêts. L'altruisme n'est pas le caractère dominant de responsables pris entre le marteau et l'enclume. Quant au problème de la « vérité des prix », il risque de demeurer demain comme aujourd'hui la pierre d'achoppement des relations entre la puissance publique et les entreprises nationales. La tentation restera grande d'utiliser ces dernières comme « pilotes » en matière tarifaire, au détriment des équilibres à court terme comme à moyen terme de leurs comptes.

Si la gauche, sur certains points, en est encore à définir ou à préciser ses intentions, tant ses desseins sont vastes et grandes ses ambitions, elle sait qu'il est un exemple à ne pas imiter : celui de l'Italie, avec sa pléiade de sociétés d'État. Certes, la faiblesse des pouvoirs politiques transparaît à l'évidence dans la constitution de fœdérations, avec parfois des personnalités fortes et brillantes, comme feu Enrico Mattei, « pape » du pétrole de la péninsule à son époque. Mais les difficultés chroniques et parfois insurmontables d'organismes entités jusqu'au cou, fonctionnant dans des conditions exorbitantes du droit commun, montrent clairement quelles sont les déviations d'accord. Le pourra-t-elle ?

Prochain article : DIRIGER OU TIRER LES SONNETTES ?

COMMERCE

Le patronat français prend énergiquement position pour une organisation des échanges internationaux

Des pans entiers de l'économie française sont menacés par l'évolution incontrôlée des importations, particulièrement en provenance de pays à bas salaires ou pratiquant les ventes à perte. Les entreprises nationales, qui ont vu leurs marges se réduire de jour en jour, ont décidé de prendre position. Elles ont lancé une campagne de sensibilisation auprès du grand public, afin de lui faire comprendre l'impact de ces importations sur l'emploi et la production nationale.

Le C.N.P.F. propose précisément quatre types d'actions : l'application des mesures de sauvegarde prévues dans le traité de Rome ; la création en France d'un comité interministériel pour la sauvegarde des secteurs menacés ; la suspension provisoire des actions engagées pour abolir de nouveaux les barrières douanières, et la transformation de la négociation du GATT en une conférence internationale du travail et l'abaissement des droits de douane, mais à partir d'une progression ordonnée des échanges internationaux qui

DIRECTORAT GENERAL SÜMERBANK

ULUS MEDANI 2 - ANKARA - Turquie

Rationalisation, modernisation et expansion des usines de textiles de coton

Invitation aux vendeurs

- Le Directeur Général Sümerbank, entreprise Économique Turque d'État, désire prendre une expansion, une modernisation et une rationalisation de ses usines de coton dispersées dans toute la Turquie. Certaines de ces usines ont été fabriquées totalement intégrées de vêtements et prêt à porter, d'autres sont des usines de tissage et de tricotage. Les vendeurs intéressés sont priés d'indiquer le ou les points de la liste suivante au sujet desquels ils souhaiteraient recevoir des invitations à participer à l'appel d'offres, s'ils sont agréés comme fournisseurs qualifiés.
- Le coût en devises étrangères des machines, fournitures plus autres, destinées au projet en question, sera financé par le produit de prêts accordés par la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (Banque Mondiale). Les fournisseurs appartenant aux pays membres de la Banque Mondiale, ainsi qu'à la Banque des États du Moyen-Orient, seront invités à soumissionner pour la fourniture de ces machines. L'équipement et les matériaux compris dans la liste qui suit seront achetés selon les Principes Directeurs de la Banque Mondiale pour les achats. Le présent avis est publié à titre d'invitation à présenter des offres de pré-qualification.
- Les vendeurs intéressés sont priés d'indiquer le ou les points de la liste suivante au sujet desquels ils souhaiteraient recevoir des invitations à participer à l'appel d'offres, s'ils sont agréés comme fournisseurs qualifiés.
- Les vendeurs intéressés sont priés d'indiquer le ou les points de la liste suivante au sujet desquels ils souhaiteraient recevoir des invitations à participer à l'appel d'offres, s'ils sont agréés comme fournisseurs qualifiés.

GALLANER LONDRES - BELFAST

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DE MADAGASCAR
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DU COMMERCE
Direction de l'Industrie et des Mines
JIRAMA

AVIS INTERNATIONAL DE PRÉSÉLECTION

La République Démocratique de Madagascar va procéder à la réalisation de l'aménagement hydroélectrique de la Vohitra à Andekoteka, à 125 km à l'est de Tananarive. La mise en service des deux premiers groupes de l'usine est prévue pour avril 1982. Le projet est divisé en plusieurs lots qui feront l'objet de consultations auprès d'entreprises présélectionnées.

- Lot n° 1 - Barrage - Prise d'eau
- Lot n° 2 - Galeries d'amorces et de restitution - Centrale, pont routier
- Lot n° 3 - Vannes - Blindages
- Lot n° 4 - Turbines - Robinets sphériques
- Lot n° 5 - Alternateurs
- Lot n° 6 - Services électriques de la centrale
- Lot n° 7 - Services mécaniques de la centrale
- Lot n° 8 - Transformateurs
- Lot n° 9 - Postes de départ et d'arrivée

Le financement de ces équipements et travaux se fera à partir de crédits accordés par des organismes internationaux ou nationaux. Le document de présélection peut être obtenu auprès des organismes suivants : JIRAMA, Direction du Développement, B.P. 200 Antananarivo, Madagascar. Ambassade de la République Démocratique de Madagascar, 4, avenue Raphaël, 75016 Paris, France, tél. 504-18-16. Représentation permanente de la République Démocratique de Madagascar à l'O.N.U., 801 est, 2nd Avenue, New York 10017, N.Y., États-Unis, tél. 725-22-92. Surveyer, Nenniger & Chénover Inc., Consultants Division de l'Énergie, 1 Complexe Desjardins, Montréal, Québec, H5B 1C8, Canada. Tél. 055-60042 - Tél. (514) 282-95-51. La demande d'inscription devra parvenir à JIRAMA sous pli recommandé à l'adresse indiquée ci-dessus, avant le 31 août 1977.

LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

INFORMATIQUE

La seconde mort de la C.I.I.

(Suite de la première page.)

« C'est la conséquence logique des accords avec le groupe américain Honeywell », affirme les anciens de la C.I.I. « La capacité technique de la France va en souffrir. Cette fois, la C.I.I. avec tout ce qu'elle représentait, est bien morte. » Pour essayer de comprendre les motifs qui ont conduit les dirigeants de C.I.I.-Honeywell-Bull à abandonner ce programme, il importe de faire un retour en arrière. Dans le cadre de l'alliance européenne donnant naissance à Unidata, conclue avec Siemens et Philips, la C.I.I. devait étudier et produire trois ordinateurs de puissance moyenne (1), la firme française avait la charge du haut de la gamme, c'est-à-dire des plus gros appareils. Destinés à succéder aux Iris-80 de la C.I.I. et aux grandes machines Siemens, les X4-X5, conçus pour « arriver » le parc I.B.M., devaient attirer sur le marché au début de 1977. A cette date, leur puissance (deux fois et demi supérieure à celle des Iris-80) aurait été comparable à celle des plus gros ordinateurs d'I.B.M. et d'Honeywell.

En mai 1976, le gouvernement français décide un renversement des alliances : Unidata est abandonné et C.I.I. fusionne avec Honeywell-Bull, le groupe américain Honeywell détient 47 % de la nouvelle société. La question de la poursuite du programme X4-X5 — dont les premiers prototypes sont alors en cours de montage — est posée aux autorités. Des engagements sont pris : M. d'Ornano, ministre de l'Industrie, déclare au personnel de la C.I.I. : « Le programme X4-X5 sera poursuivi. » Dans le communiqué officiel annonçant la fusion, on peut lire : « C.I.I.-Honeywell-Bull poursuivra, selon le calendrier prévu, les programmes de la gamme X. »

« Réorientation »

Les mois suivants, on relève pourtant une certaine distance entre les promesses de l'administration et les propos de M. Brulé, P.-D.G. de C.I.I.-Honeywell-Bull. Celui-ci refuse de prendre l'engagement public de construire les X4-X5. « Il faut étudier le problème », se contente-t-il de dire. Ces matériaux nécessitent encore un effort financier en études et en développement ; de plus, ils sont incompatibles avec les machines d'origine Honeywell ; enfin, le groupe américain ne voit pas d'un bon œil la mise au catalogue de pro-

duits aux performances supérieures à celles des plus grands ordinateurs de la série 66. A la fin de 1976, on a l'impression qu'une solution a été trouvée : les X4-X5 seront fabriqués dans l'usine de Toulouse, qui dépend maintenant du groupe Thomson, et vendus à une centaine d'exemplaires seulement à Siemens et à ceux des utilisateurs français qui en ont un besoin impératif (ceci afin de leur éviter de coûteuses reconversions sur des machines Honeywell). Les 100 exemplaires prévus, Siemens refuse de participer à l'opération qui n'a plus, dès lors, aucune chance d'aboutir.

Au printemps 1976, sous la triple pression des utilisateurs de matériel C.I.I., de certains représentants des pouvoirs publics et des équipes de la C.I.I., on décide de réorienter le programme X4-X5. Le projet baptisé du beau nom d'Alida — visé à sortir une machine comportant l'unité centrale du X 5 (cœur de l'ordinateur) en adaptant aux périphériques d'Honeywell-Bull. Cette nouvelle machine, baptisée Y4-Y5, serait livrable en 1979 et aurait une puissance légèrement inférieure à celle prévue pour les premiers X5. Le coût total du projet est estimé à 400 millions de francs environ jus-

qu'en 1983. On envisage de fabriquer entre 100 à 120 machines de ce type à Angers, essentiellement pour les départements d'Irle-60 et Irle-80. Dans le même temps, les équipes d'Honeywell-Bull se lancent dans l'étude d'un matériel destiné à prendre la succession du 64, ordinateur de moyenne puissance et de très bonne conception, dont la responsabilité et la fabrication incombent à Honeywell-Bull, dans le cadre de la répartition des tâches en vigueur au sein du groupe Honeywell. Ce projet porte le nom de code P78. En septembre dernier, les dirigeants de C.I.I.-Honeywell-Bull expliquent que Y4-Y5, et la nouvelle version améliorée du 64 sortiront vers 1979-1980. Ce sera une étape avant d'arriver, à l'horizon 1983-1985, à une ligne unifiée d'ordinateurs à sécurité, la conception des gammes. Ce projet porte le nom d'Unilys.

Or, au fil des mois, la politique de C.I.I.-Honeywell-Bull — que l'on pensait avoir été alors clairement exprimée — s'entoure d'un certain flou. En novembre, on explique que Y4-Y5 est un nom de code : « Cela veut seulement dire que l'on offrira aux utilisateurs de matériel C.I.I. une voie d'évolution, comme l'a toujours promis la société ».

Cette ambiguïté planera pendant plusieurs mois. On parla de « concept », de « spécification fonctionnelle » ; le 1^{er} juin dernier, M. Brulé affirme encore, au cours d'une séance de la Commission Culture : « Nous n'avons pas du tout abandonné X4-X5, nous l'avons réorienté. » Pourtant, à l'intérieur de la compagnie, comme à l'extérieur, on se pose de plus en plus de questions : « Qu'y a-t-il réellement derrière le projet Unilys ? Qu'y a-t-il exactement dans le projet Y4-Y5 ? Qu'y a-t-il ? Qu'y a-t-il ? » devrait le vice-président du Comité des utilisateurs C.I.I. dans le numéro d'avril de leur revue.

La réalité est la suivante : le projet Alida (Y4-Y5) a été officiellement abandonné en avril, et cette décision se traduit matériellement aujourd'hui par le démantèlement, signalé plus haut, des quatre prototypes X4-X5. Deux millions ont, semble-t-il, servi à la construction de la poursuite simultanée de deux projets, Alida et P78, nécessitant des crédits importants en recherche et en développement ; Or C.I.I.-Honeywell-Bull a pour objectif d'atteindre la rentabilité en 1980. L'actionnaire américain, ne s'estimant pas concerné par le projet Alida (qui n'a pas été soumis au comité technique commun aux deux sociétés), n'a aucune raison d'en partager les frais de recherche.

Une variante du projet P78 — la P78, — assurant, en principe, une convergence des gammes C.I.I. et Honeywell-Bull vers 1981-1982 (au lieu de 1985), était d'ailleurs étudiée depuis quelque temps ; elle est adoptée en avril avec l'aval des pouvoirs publics. Les caractéristiques de ce futur modèle seront les suivantes :

— Une puissance dans l'utilisation « gestion » supérieure à Alida et à celle du X5, mais inférieure à celui-ci pour l'application scientifique ;

— Une technologie utilisant des circuits internes de la prochaine génération (achetés auprès d'Honeywell et d'autres constructeurs mondiaux) et la nouvelle technique d'assemblage — « micro-packaging » — mise au point dans les laboratoires de Saint-Ouen d'Honeywell-Bull, ce qui n'était pas le cas pour Alida ;

— Une livraison à partir de 1981-1982 ;

— Un coût de fabrication jugé par C.I.I.-H.B. nettement inférieur à celui des ordinateurs prévus dans le projet Alida.

Selon la société, il n'y a aucun doute : P78 est une solution élégante au problème de la révolution vers un logiciel de base commun aux utilisateurs, C.I.I. et H.B., indiquant un rapport remis dès mars dernier au ministère de l'Industrie. « Solution élégante » qui pose cependant, selon ce texte, de multiples problèmes. Elle ne fournit pas de solution aux problèmes de la prochaine génération, qui posent des problèmes supplémentaires qu'aurait été amené à prendre l'Etat, le ministère de l'Équipement donne les explications suivantes :

« La Société Alida s'est trouvée à partir de 1974 dans une situation financière délicate, consécutive à la crise de l'énergie. Elle a demandé à l'Etat une réduction de termes de la concession. Les discussions, entamées en 1975, ont été conclues par un accord en date du 28 et 30 décembre 1976. Cet accord, qui règle le problème financier de la concession, maintient intégralement les obligations de l'Alida qui résulteraient du cahier des charges en vigueur, mais lui en crée aussi de nouvelles :

1) Les actionnaires de l'Alida garantissant la bonne fin des travaux de l'axe nord-sud Grenoble-Genève pour 1980 (...)

2) Les entreprises actionnaires acceptant une réduction de 2 % sur le montant des travaux. Ceux-ci seront dorénavant exécutés par un groupement juridiquement distinct de la société concessionnaire, groupement qui prendra à sa charge la totalité des risques techniques ;

3) S'agissant de la voie rapide urbaine traversant Chambéry, l'Alida accepte que la période d'émission des emprunts soit elle-même la charge ne soit pas limitée au 31 octobre 1976 conformément aux stipulations du cahier des charges mais soit étendue jusqu'au 31 octobre 1978 ;

4) Le financement des 1 milliard 200 millions de francs nécessaires à la construction du tronçon de 1977 sera le suivant (en millions de francs) : capital, 120 ; avances d'actionnaires en comptes bloqués, 43 ; emprunts non garantis par l'Etat, 550.

« L'Etat ne fera donc aucune avance supplémentaire à Alida. Son intervention comportera uniquement l'octroi de la garantie de l'Etat sur la concession de la totalité des ressources nécessaires. En contrepartie, il recouvrera une rémunération substantielle. L'ensemble de ces dispositions est dicté par l'autorité concessionnaire. »

Un mot encore : la Cour des comptes revient pour la deuxième fois sur cette affaire. En 1973, elle avait déjà coté plusieurs anomalies dans la concession et l'exécution des autoroutes alpines.

Quant à X5, prévu pour 1977, « offert d'ores et déjà des performances supérieures à celles prévues pour P78 », cinq ans plus tôt, expliquent les équipes de la C.I.I. On a ainsi tiré un trait sur un programme qui a coûté près de 1 milliard de francs au pays. De même, dans les autres points forts de la compagnie, on a « soit démantelé les équipes, soit transféré les idées aux États-Unis ». L'équipe des circuits intégrés a « été » ; dans les équipes de masses de haute capacité, « dont certaines étaient opérationnelles », les programmes sont arrêtés (l'atelier « mezzanine » vient d'être dissous). « On ne nous dit jamais officiellement que l'on supprime un projet, une étude de la C.I.I. C'est plus ambigu, on laisse les équipes sans directives, sans ordres, livrées à elles-mêmes... »

Un ordinateur

de milieu de gamme

La politique produite de C.I.I.-H.B. et le projet P78 doivent également s'apprécier en fonction de l'environnement mondial. Pour la plupart des experts, la stratégie des grands informaticiens — I.B.M., Univac, I.C.L. — se développe dans deux directions : vers le haut, car on aura toujours besoin de grands ordinateurs de plus en plus puissants ; vers le bas, mini et micro-ordinateurs, qui permettent de diffuser l'informatique un peu partout ; les deux pouvant se combiner à travers les grands réseaux d'information. Par le biais de versions « dégradées » des futurs grands ordinateurs et de versions « dotées » des minis, les grands constructeurs couvriront, peu à peu, toute la gamme. Ainsi, Honeywell a sorti des minis (le Level 9) dont les performances sont presque les mêmes que celles du plus bas modèle 66. Et ses futures machines 6000, prévues pour 1978, offriront une puissance trois fois supérieure au plus performant des « 66 » actuels.

Devant cette stratégie, on peut s'interroger sur la place et le rôle du P78, qui sera, en 1982, un ordinateur de milieu de gamme, concurrencé par les versions « dégradées » des grands machines d'Honeywell aussi bien que par les modèles « dotés » des minis.

Cette évolution de C.I.I.-Honeywell-Bull est-elle irréversible ? Beaucoup le croient et s'en inquiètent. Les anciens de la C.I.I., les syndicalistes, de nombreux ingénieurs, mais aussi certains actionnaires français de la société et de grands utilisateurs. Peut-on continuer à dépendre pendant des années d'Honeywell pour les grands ordinateurs ? Que va-t-il advenir des minis et de la péri-informatique ? Peut-on baser la prospérité à long terme d'une entreprise sur un seul produit — le P78 — insuffisant pour couvrir toute la gamme et concurrencer par les matériels du partenaire américain Honeywell ? Pourrait-on résister à une éventuelle guerre des prix, à une révolution technologique ?

Cette dernière question, certains se la posent au sein même des pouvoirs publics. Le représentant du ministère de l'Industrie n'a-t-il pas déclaré, le 1^{er} juin, au débat de France-Culture : « Si une révolution technique intervient, il sera indispensable d'y associer C.I.I.-H.B. ? L'Etat ne doit pas, dans une telle éventualité, s'interdire un effort financier nouveau pour franchir ce cap. » L'arrêt des subventions en 1980 était un des arguments majeurs pour justifier la fusion C.I.I.-Honeywell-Bull. Est-ce à dire, comme l'ont compris de nombreux participants au débat, que l'Etat envisage aujourd'hui de prolonger son aide financière au-delà de la date prévue ?

JEAN-MICHEL QUATREPOINT.

(1) Le X3 (7740) commercialisé depuis le début de 1976. (2) Très inquiet de cette nouvelle politique, le Comité des utilisateurs de matériel C.I.I. a posé plusieurs questions à C.I.I.-H.B. dont il attend la réponse. Il souhaiterait notamment que la société leur fournisse un Iris-80 triprocesseur, et de préférence sérieusement de faire évoluer les grands logiciels (Système, etc.). (3) Selon le plan provisoire à cinq ans de C.I.I.-H.B., la part des produits d'origine C.I.I. dans le chiffre d'affaires de la société sera en 1985 de 65 %, contre 25 % en 1977 ; celle des produits d'origine Honeywell-Bull (le 61 et le 64) de 30 % contre 33 % ; et celle des matériels d'origine Honeywell, de 60 %, contre 45 %.

DANS SON RAPPORT ANNUEL

La Cour des comptes déplore l'insuffisance des études sur la rentabilité des initiatives publiques

Le rapport annuel de la Cour des comptes a été remis, le 26 juin, à M. Valéry Giscard d'Estaing, président de la République, avant d'être déposé, le 29 juin, sur les bureaux de l'Assemblée nationale et du Sénat. Ce document traditionnel, qui comprend cent soixante-dix-huit pages, porte sur l'année 1975 ; mais, note la Cour, les constatations « ont été actualisées afin qu'elles gardent leur portée et leur exemplarité ». Par ailleurs, les critiques « ne concernent que des irrégularités spécifiques, des erreurs de gestion, des imperfections de structures ou des textes bien déterminés ».

Les observations les plus importantes ont trait à la réalisation des grands équipements à l'échelon local ou national :

hôtels, autoroutes Rhône-Alpes, aménagements portuaires et urbains dans la région du golfe de Fos, villes nouvelles d'Île-de-France, hydraulique agricole. La Cour relève aussi le déficit du programme Corvettes de la SNIAS (900 millions de francs), la détérioration de la situation financière de l'Office national d'études et de recherches aéronautiques aussi bien que de l'Institut géographique national, le « laxisme » dans le fonctionnement du Festival d'automne de Paris ou encore le coût pour le Trésor du contrat avec le Comité de l'usage des charbons sarrois (1,5 milliard de francs pour 34 millions de tonnes).

La Cour des comptes a tenu, de façon générale, à indiquer son premier président,

M. Désiré Arnaud, à souligner l'« insuffisance » des études relatives à l'utilité ou à la rentabilité des opérations. Par ailleurs, M. Arnaud a souhaité qu'il soit procédé à une « remise en ordre du faisceau de textes administratifs, éparés et divers », ce qui permettrait aux fonctionnaires de mieux maîtriser les problèmes, notamment dans le domaine de la fiscalité, de l'urbanisme et de la Sécurité sociale. Enfin, à propos des suites données au rapport de la Cour, le président a indiqué que, si rien ne changeait, Valéry Giscard d'Estaing et Raymond Barre étaient décidés à prendre les affaires en main. Depuis juillet 1976, seize affaires ont été déferées en cour de discipline budgétaire et huit jugements ont été rendus.

La construction des autoroutes alpines : l'Etat a-t-il fait un marché de dupes ?

Le cadre d'abord. En 1969, pour accélérer la construction de nouvelles autoroutes tout en évitant d'augmenter les engagements financiers de l'Etat, les pouvoirs publics décidèrent de faire appel à des capitaux et à des concessionnaires privés.

Au lieu de réserver la réalisation des voies nouvelles à des sociétés d'économie mixte, étaient représentées les collectivités publiques intéressées, il fut décidé d'intéresser à ces nouveaux programmes d'équipement des sociétés de droit privé groupant principalement des banques et des entreprises de travaux publics. Ce qui fut fait pour l'Ouest de la France avec Cofiroute ; pour l'autoroute Paris-Est-Lorraine avec APEL pour celle de la côte basque avec ACOBA ; pour les autoroutes alpines (Lyons-Chambéry, Lyon-Grenoble, etc.) avec AREA (1).

Cette dernière société, à laquelle s'intéressa la Cour des comptes, présente l'originalité d'être la seule à « faire tout elle-même », c'est-à-dire qu'elle est à la fois concessionnaire, maître d'œuvre et entrepreneur. Formule qui présente des avantages mais aussi quelques inconvénients que signale longuement la Cour et qu'elle résume comme suit sous quatre grandes têtes de chapitres : (1) Pas de concurrence réelle ; (2) La concession des autoroutes alpines a été attribuée après un concours dont les modalités auraient dû susciter une concurrence réelle portant notamment sur les coûts de construction ; en fait, le choix du concessionnaire s'est opéré selon une procédure qui s'apparente à celle des marchés négociés ; (3) Des avantages particuliers accordés à certains actionnaires ; (4) Les entreprises de travaux publics actionnaires ont, tout d'abord, bénéficié d'une commission de 14 %, calculée sur l'ensemble des dépenses. Pour expliquer ces prévisions, AREA invoque la nécessité de rémunérer les études et l'offre du groupement, la mise à la disposition de personnel et de matériel, l'engagement de bonne fin et les frais généraux de ces entreprises. Or l'essentiel de ces dépenses avait

déjà fait l'objet de remboursements ou devait normalement être couvert, le moment venu, par la distribution de dividendes. Ce serait donc essentiellement le fait d'avoir mis à sa disposition un personnel — d'ailleurs rémunéré par AREA — qui justifierait le versement de cette commission, qui atteignait le 31 décembre 1975 224 millions de francs.

« A cette date, les mêmes entreprises avaient en outre reçu 67 millions de francs au titre de la concession », c'est-à-dire de leur participation aux résultats des opérations de construction (coût réel inférieur au coût estimé par elles). Cet avantage, déjà dissimulé dans son principe, l'est devenu plus encore en raison de ses modalités d'application par des sociétés d'acteurs. « De leur côté, les trois principales banques actionnaires, qui bénéficiaient de l'exclusivité des opérations financières d'AREA et percevaient à ce titre les commissions d'usage se sont vu accorder, à partir de 1973, avec effet rétroactif, une rémunération supplémentaire de 1 % calculée sur la totalité des moyens financiers mis en œuvre par AREA, à la justification de cet avantage n'apparaît pas clairement. »

« D'autres avantages particuliers ont été consentis aux sociétés pétrolières et de restauration actionnaires d'AREA (exclusivité de fourniture et exonération de redonnations). »

3) Des anomalies dans la gestion financière

La concession a été révisée

A ces « observations » de la Cour répondent les éclaircissements donnés par les ministères de l'Economie et des finances d'une part, de l'Équipement et de l'Aménagement du territoire d'autre part. Retenons les explications apportées par ce dernier, qui ne nie pas les faits et les chiffres rapportés par la Cour, mais les justifie (AREA offrait une meilleure solution pour la desserte de Chambéry, et c'est pour cela qu'elle a été choisie) ou précise les dispositions prises pour remédier aux anomalies citées.

Ainsi, pour les avantages accordés à certains actionnaires, le ministère précise ce qui suit : « Intégrés en tout état de cause dans les coûts prévisionnels de construction figurant dans l'offre initiale du groupement qui a constitué AREA, les amontages juridiques exposés plus haut et justifiés de ce fait dans leur principe, les avantages accordés à certains de ces actionnaires ont

paru édictés au ministère de l'équipement lorsqu'il en a connaissance, encore que la spécificité de l'opération adoptée ne permette pas de disposer d'éléments de comparaison. Il n'avait toutefois pas la possibilité, en droit, tout d'abord, de procéder à la révision du contrat de concession passé après concours avec la société. Cet élément nouveau, très élémentaire, de production de la société AREA, confrontée à d'importantes difficultés résultant en particulier d'un trafic très inférieur à celui prévu, a été amené à demander une aide supplémentaire à l'Etat. »

« Le ministre de l'équipement a demandé et obtenu en 1976 de la société AREA : que soit établie une distinction plus tranchée des responsabilités des divers intervenants. C'est ainsi qu'AREA est revenue, à compter du 1^{er} janvier 1977, au type d'organisation d'une destination plus tranchée des autoroutes et a donc confié les travaux pour un marché à

forfait à un groupement juridique distinct de la société AREA, mais initialement envisagé soit abaissé de 3 % à compter de cette même date. »

De même, pour ce qui est de la majoration des coûts de construction ou des engagements supplémentaires qu'aurait été amené à prendre l'Etat, le ministère de l'Équipement donne les explications suivantes :

« La Société AREA s'est trouvée à partir de 1974 dans une situation financière délicate, consécutive à la crise de l'énergie. Elle a demandé à l'Etat une réduction de termes de la concession. Les discussions, entamées en 1975, ont été conclues par un accord en date du 28 et 30 décembre 1976. Cet accord, qui règle le problème financier de la concession, maintient intégralement les obligations de l'Alida qui résulteraient du cahier des charges en vigueur, mais lui en crée aussi de nouvelles :

1) Les actionnaires de l'Alida garantissant la bonne fin des travaux de l'axe nord-sud Grenoble-Genève pour 1980 (...)

2) Les entreprises actionnaires acceptant une réduction de 2 % sur le montant des travaux. Ceux-ci seront dorénavant exécutés par un groupement juridiquement distinct de la société concessionnaire, groupement qui prendra à sa charge la totalité des risques techniques ;

3) S'agissant de la voie rapide urbaine traversant Chambéry, l'Alida accepte que la période d'émission des emprunts soit elle-même la charge ne soit pas limitée au 31 octobre 1976 conformément aux stipulations du cahier des charges mais soit étendue jusqu'au 31 octobre 1978 ;

4) Le financement des 1 milliard 200 millions de francs nécessaires à la construction du tronçon de 1977 sera le suivant (en millions de francs) : capital, 120 ; avances d'actionnaires en comptes bloqués, 43 ; emprunts non garantis par l'Etat, 550.

« L'Etat ne fera donc aucune avance supplémentaire à AREA. Son intervention comportera uniquement l'octroi de la garantie de l'Etat sur la concession de la totalité des ressources nécessaires. En contrepartie, il recouvrera une rémunération substantielle. L'ensemble de ces dispositions est dicté par l'autorité concessionnaire. »

Un mot encore : la Cour des comptes revient pour la deuxième fois sur cette affaire. En 1973, elle avait déjà coté plusieurs anomalies dans la concession et l'exécution des autoroutes alpines.

(1) Principaux actionnaires de l'AREA : trois banques (Banque de Paris et Union des mines, Banque de l'Union européenne, Banque du Nord et Union parisiennes) ; sept entreprises de travaux publics (Campanon-Bernard, Citra-France, Compagnie française d'entreprise, Société chimique de Gerland, Société chimique routière et d'entreprises générales, Société française d'entreprises de dragage et de travaux publics, SFR-Batignolles).

(2) Les intérêts sont de la réduction.

THOM
ASSEMBLEE GENE
DU PRES

De vraies vacances en famille...

Face à la mer, près des plages, Piscine avec restaurant en plein air.

Restaurant "LA MARITIME" : une cuisine de qualité dans un décor rustique. 100 chambres - parking gratuit.

Confort d'un grand hôtel moderne allié à un service personnalisé dans une ambiance intime.

IMPORTANTE REDUCTION POUR LES ENFANTS

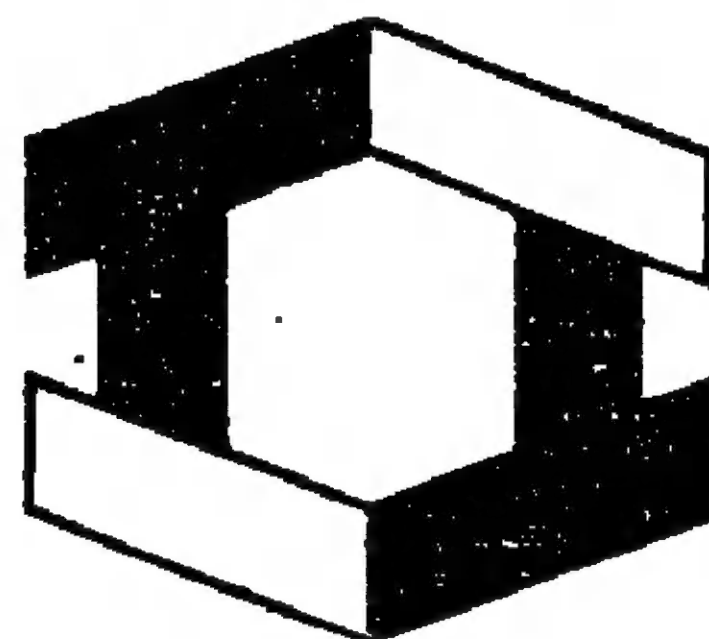
Réservez chez ETAP HOTELS PARIS T. 742.17.37

Hotel Marabau Mont-Carlo

PARIS T. (33) 30.90.01

INFORMANT DES EXP
PRISES DE PARTIES

200 150



THOMSON-BRANDT

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 23 JUIN 1977

ALLOCUTION

DU PRÉSIDENT Michel WALHAIN

Je ne voudrais pas prendre la parole sans m'associer personnellement et de façon très profonde à l'hommage que votre Conseil a rendu au président Paul Richard qui nous a quittés il y a un peu plus d'un an et dont nous gardons très fidèlement le souvenir.

Vous venez d'entendre la lecture du rapport du conseil d'administration pour l'exercice 1976, qui témoigne de la vitalité remarquable de notre groupe pendant cette année. Les comptes consolidés qui vous sont remis aujourd'hui apportent la confirmation du comportement satisfaisant de nos affaires. Je vous rappelle qu'en application de nos règles, ils comprennent pour la première fois les comptes de la Société L.M.T., consolidés avec ceux de Thomson-C.S.F.

INVESTISSEMENTS, BÉNÉFICES

AUGMENTATION DE CAPITAL (une pour cinq)

Je mentionnerai notamment :

- le montant des investissements industriels, plus de 700 millions de francs en 1976, qui, s'ajoutant à ceux réalisés au cours des exercices précédents, ont permis la modernisation et le développement de nos installations ; cet effort sera non seulement poursuivi mais encore amplifié en 1977 ;
- avant distribution, la marge d'autofinancement consolidée, passée de 624 millions de francs à 816 millions de francs, qui a permis de financer ces investissements industriels ;
- le bénéfice net consolidé, en progression plus importante que le chiffre d'affaires et qui s'est établi à 288 millions de francs contre 198 millions de francs en 1975, la part du groupe s'élevant à 209 millions de francs contre 164 millions de francs.

Vous pouvez ainsi constater que le bénéfice par action de votre société est passé de 33,50 francs à 42,80 francs en 1976, malgré les charges exceptionnelles qui ont pesé sur l'exercice à la suite de la sortie du groupe de la grande Informatique et de son entrée dans le téléphone.

Nous avons ainsi abordé la période actuelle dans d'excellentes conditions financières, avec des stocks en général très réduits, un carnet de commandes substantiel, et après avoir mené à bien les opérations stratégiques indispensables dans les domaines de l'Informatique et du Téléphone.

C'est pourquoi j'ai proposé à votre conseil, auquel nous vous demandons de donner les pouvoirs nécessaires, de procéder à une augmentation de capital par incorporation de réserves, permettant d'attribuer une action gratuite pour cinq actions anciennes. Ces actions nouvelles auront droit au dividende sur les résultats de l'exercice 1977. Cette opération atténue dans une certaine mesure, je l'espère, les déceptions que vous causent la limitation du dividende de l'exercice 1976 et la baisse du cours de notre action qui, à bien entendu, pour raison profonde d'incertitude engendrée par les prochaines échéances électorales.

LA CONJONCTURE

Depuis le début de l'année, les effets combinés de la politique budgétaire, de la lutte contre l'inflation et de l'encadrement du crédit se sont fait sentir sur le marché intérieur et la demande de biens de consommation durables s'est quelque peu ralentie. Ce phénomène s'est sensiblement accentué depuis le mois de mars.

Notre groupe a ressenti particulièrement les conséquences de ce ralentissement du fait de l'action de certaines grandes surfaces distribuant essentiellement des produits alimentaires, qui même depuis quelque temps une politique systématique de prix d'appel sur nos produits, choisis en raison même de la très grande notoriété de nos marques. Ces prix, spectaculairement bas, constituent un appât en vue d'attirer la clientèle vers d'autres rayons dont les articles sont plus rémunérateurs pour ces organisations de vente.

Les distributeurs spécialistes de l'électroménager se voient à leur tour, pour conserver leur clientèle, obligés de baisser les prix de vente de nos produits. Ce faisant, ils ne disposent plus des marges normalement nécessaires pour couvrir les frais de commercialisation, d'installation et d'après-vente de produits à caractère assez technique.

Il incite, par conséquent, les consommateurs à porter leur choix sur des appareils d'importation qui sont vendus souvent beaucoup plus cher que les produits français comparables.

Confrontés à ces pratiques pernicieuses, dont les conséquences risquent d'être néfastes pour l'industrie française et donc pour l'emploi, les producteurs dans leur ensemble, et le Groupe Thomson en particulier, avaient le sentiment de se trouver désarmés en raison de certaines interprétations administratives de la réglementation de la concurrence et des prix.

Nous avons souligné auprès des Pouvoirs Publics la gravité de cette situation et je pense qu'avec leur appui nous allons pouvoir prendre des mesures qui nous permettront de retrouver rapidement la position qui nous revient légitimement sur le marché intérieur.

L'équilibre de la balance des paiements, sauvegarde de la valeur de notre monnaie, suppose non seulement cette « reconquête » du marché intérieur, mais aussi que soit poursuivi, dans tous les domaines, le développement des exportations.

PERFORMANCE DES EXPORTATIONS

PRISES DE PARTICIPATION

Pour sa part, le Groupe Thomson n'a jamais ménagé ses efforts dans ce sens et a pu réaliser des performances particulièrement remarquables qu'il me paraît utile de souligner. Sur un total de ventes à l'étranger de 6 milliards de francs en 1976, près de 5 milliards ont été exportés directement de France, ce qui nous classe parmi les tout premiers exportateurs français. Fait essentiel, ces exportations comprennent une part considérable de travail français, ne mettant en œuvre que très peu d'énergie et de matières importées.

Après l'électronique professionnelle et l'équipement médical, où notre groupe a pris une position internationale de premier plan, nous enregistrons une progression sensible dans les domaines des biens de consommation durables, dont les exportations devraient encore augmenter de près de 50 % en 1977.

Le groupe a connu au cours des deux dernières années des difficultés dans le domaine des composants électroniques. Celles-ci devraient maintenant largement s'atténuer. À l'instar des autres gou-

vernements européens, conscients du danger couru par leur industrie, le gouvernement français a désormais décidé de participer à l'effort de recherche indispensable dans ce domaine. D'autre part, Thomson-C.S.F. vient de se rapprocher de son concurrent Silec Semi-Conducteurs et poursuit activement une politique d'accords internationaux qui devraient améliorer profondément les perspectives et les résultats de ses unités de composants.

Il vous a été indiqué que Thomson-Brandt, pour aider Thomson-C.S.F. à développer sa position dans l'industrie du téléphone, a pris en 1976, avec ses filiales financières, une participation de 15 % dans la Société Française des Téléphones Ericsson (S.T.E.). Pour compléter cette opération, votre société a présenté le mois dernier aux actionnaires de S.T.E. une offre publique d'échange d'une partie de leurs titres contre des actions L.M.T. Cette opération a été close il y a quelques jours avec un plein succès et notre participation dans S.T.E. se trouve aujourd'hui portée à plus de 38 % du capital. Les perspectives techniques et commerciales ouvertes à cette affaire et sa nouvelle organisation devraient lui assurer un prompt retour à l'équilibre.

1977

Il est très difficile de prévoir l'évolution de la conjoncture, et donc de nos résultats, d'ici la fin de l'année : elle dépendra en grande partie des perspectives politiques et du comportement psychologique des consommateurs.

Il est toutefois probable, sans reprise sensible, que les résultats de 1977, malgré le soutien des unités en expansion et l'appel des marchés extérieurs, marqueront une certaine inflexion par rapport aux excellents résultats consolidés de 1976.

La direction, les cadres et l'ensemble du personnel de cette maison font face à cette conjoncture plus difficile avec un dynamisme, une compétence et un dévouement auxquels je rends hommage.

LES DOMMAGES D'UNE NATIONALISATION

Enfin, je me dois de vous dire quelques mots des hypothèques qui pèsent actuellement sur l'avenir de votre entreprise pour des raisons étrangères à sa situation industrielle et commerciale. Vous savez, en effet, que le Programme Commun désigne parmi les secteurs à nationaliser celui de l'électronique, en précisant qu'il s'agit des ordinateurs. Or, paradoxalement, Thomson-Brandt figure dans la liste des groupes à nationaliser, alors que le Plan Calcul a pris fin en 1975 et que l'activité de Thomson-C.S.F. dans le domaine des ordinateurs, après la restructuration de la C.I.L., ne représentera en 1977 que 3 % de notre chiffre d'affaires consolidé.

Je sais bien que d'autres critères sont avancés pour tenter de justifier les nationalisations. Notre groupe ne répond à aucun d'entre eux.

Aucune de nos activités ne présente le caractère de service public. Personne ne peut sérieusement soutenir qu'il y aurait un intérêt quelconque à nationaliser l'électroménager, les lampes d'éclairage, les équipements radiologiques, les fils et câbles ou l'ingénierie.

Toutes nos unités sont confrontées à une concurrence nationale et internationale très active. Aucune d'entre elles n'a une position dominante. C'est aussi que les activités de Thomson-C.S.F. dans le domaine des équipements électroniques sont consacrées à plus de 50 % aux marchés d'exportation, qui représentent, à fin 1976, plus de 70 % de son carnet de commandes.

Quelle perte subiraient les intérêts français si les liens d'ordre économique, technique, voire amicaux, tissés depuis des décennies avec nos clients, dans le cadre d'une libre entreprise, étaient fondamentalement remis en cause par le bouleversement de nos structures économiques ?

Quelle satisfaction, alors, chez nos grands concurrents étrangers, qui déploient tant d'efforts pour nous évincer de ces marchés ?

Contraintement à ce que peut donner à penser une connaissance superficielle de nos affaires, nous ne sommes en rien comparables à ces groupes étrangers dont la taille même heurte souvent l'opinion. Nous n'en avons ni la structure ni les méthodes de gestion ; le Groupe Thomson, totalement décentralisé, constitue une fédération d'entreprises moyennes, exerçant leur activité dans des secteurs différents les uns des autres et dirigées par des responsables qualifiés disposant de l'autonomie de décision dont ils ont besoin pour être en mesure d'assurer efficacement le développement des affaires dont ils ont la charge.

Il serait d'ailleurs anormal qu'il en soit autrement si l'on considère que la plupart de nos activités sont placées dans le cadre de sociétés juridiquement indépendantes et dont les plus importantes ont leurs actions cotées en Bourse.

La responsabilité propre du Président de cette maison et des cadres qui l'assistent consiste à animer et à coordonner cet ensemble, à faire bénéficier les sociétés, chaque fois que leurs secteurs sont concernés, de l'effet de synergie que peut donner leur rattachement à un même groupe, à les assister dans le domaine financier et dans celui de la recherche, et enfin à assurer un contrôle rigoureux de leur gestion.

Je suis fermement convaincu que la nationalisation altérerait irrémédiablement cet ensemble, qui tire son efficacité de sa souplesse et de son dynamisme.

On m'objectera que, dans le passé, des entreprises industrielles et bancaires ont été nationalisées sans dommage apparent pour l'activité économique générale. Ma réponse rejointra une réflexion déjà formulée par des dirigeants d'entreprises et des économistes. Notre pays a supporté ces mesures en raison de la coexistence d'un vaste secteur privé national, soumis à la loi du marché et ouvert à la concurrence internationale, et d'un secteur public limité bénéficiant d'une protection certaine. La nationalisation du crédit et des principales affaires industrielles d'une part, la planification bureaucratique d'autre part, précipiteraient notre pays dans un système économique au sein du Communauté Européenne.

Il me paraît inutile de pousser plus avant la démonstration. Divers indices laissent heureusement supposer que l'opinion publique commence à réaliser l'immense dommage que l'application du Programme Commun ferait subir à l'économie française.

Quant à moi, je suis résolument confiant dans l'avenir, car je suis convaincu que le bon sens l'emportera ; en tout état de cause, je puis vous assurer que, fort de l'appui des équipes qui m'entourent, je suivrai sans relâche mon action pour le développement et la prospérité de votre entreprise.

NOMIQUE

la C.I.L.

Cette année-là, pendant quelques mois, on avait pu lire dans les journaux, sous le titre « C.I.L. », la 1^{re} partie d'un roman. M. Brice affirme encore au cours d'une séance à l'Assemblée Générale : « Nous n'avons pas du tout abandonné l'idée de l'œuvre romanesque. »

Quant à l'avenir de la compagnie, il est en jeu de millions. « C'est un enjeu considérable », déclare-t-il, « qui est en jeu de millions. »

« C'est un enjeu considérable », déclare-t-il, « qui est en jeu de millions. »

La séance est la septième de la série de 14 séances, à la fois d'information et de débat, qui ont été organisées par la C.I.L. pour informer les actionnaires de la situation de la compagnie et de leur rôle à jouer.

« C'est un enjeu considérable », déclare-t-il, « qui est en jeu de millions. »

« C'est un enjeu considérable », déclare-t-il, « qui est en jeu de millions. »

« C'est un enjeu considérable », déclare-t-il, « qui est en jeu de millions. »

« C'est un enjeu considérable », déclare-t-il, « qui est en jeu de millions. »

« C'est un enjeu considérable », déclare-t-il, « qui est en jeu de millions. »

« C'est un enjeu considérable », déclare-t-il, « qui est en jeu de millions. »

« C'est un enjeu considérable », déclare-t-il, « qui est en jeu de millions. »

« C'est un enjeu considérable », déclare-t-il, « qui est en jeu de millions. »

« C'est un enjeu considérable », déclare-t-il, « qui est en jeu de millions. »

Un ordinateur de milieu de gamme

La position de la C.I.L. est la suivante : elle est une compagnie à capital variable, dont le capital est divisé en 100 parts, dont 10 sont réservées à la direction et 90 à la clientèle.

« C'est un enjeu considérable », déclare-t-il, « qui est en jeu de millions. »

« C'est un enjeu considérable », déclare-t-il, « qui est en jeu de millions. »

« C'est un enjeu considérable », déclare-t-il, « qui est en jeu de millions. »

« C'est un enjeu considérable », déclare-t-il, « qui est en jeu de millions. »

« C'est un enjeu considérable », déclare-t-il, « qui est en jeu de millions. »

« C'est un enjeu considérable », déclare-t-il, « qui est en jeu de millions. »

« C'est un enjeu considérable », déclare-t-il, « qui est en jeu de millions. »

De vraies vacances en famille...

C'est d'un grand hôtel moderne allié à un service personnel dans une ambiance intime

Hôtel Mirabeau

Montreuil - Paris

2-24

SOMMER - ALLIBERT

L'assemblée générale ordinaire, qui s'est tenue le 26 juin 1977, note la présidence de M. Bernard Deconchick.

Le groupe :

L'année 1976 peut être considérée comme une année de reprise de l'activité, puisque, dans le cadre du rapprochement avec Salomoni et Delanzi, le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 352 millions de francs, soit une augmentation de près de 10 % par rapport à l'exercice 1975.

Après une dotation de 95 millions de francs au fonds d'amortissement, du même ordre de grandeur que pour l'exercice précédent, le résultat d'exploitation s'est élevé à 168 millions de francs, atteignant 22,9 millions de francs contre 30,9 millions

Société Sommer Allibert :
Les revenus de la Société Sommer Allibert se sont élevés à 63,90 millions de francs en 1976 contre 47,81 mil-

Cette progression sensible est due pour partie aux loyers provenant du nouvel immeuble de Neuilly, qui est entré en 1978 dans sa première année de fonctionnement, ainsi que

Après dotation aux provisions pour dépréciation de titres et de prêts pour 3,60 millions, le bénéfice net de La Société s'établit pour l'exercice 1976 à 21,03 millions contre une perte de 653 000 F en 1975.

Les assemblées ont approuvé la distribution d'un dividende net par action de 17,90 F qui, rajoutée à l'impôt déjà versé au Trésor de 8,95 F, forme un revenu global de 26,85 F contre 25,20 F au titre de l'exercice précédent.

Ce dividende sera mis en paiement à partir du 15 juillet 1977 contre

HITACHI, Ltd.

naire s'est tenue le 28 juin 1977 à Tokyo et a approuvé les comptes au 31 mars 1977 (société mère seulement), dont les éléments essentiels sont repris ci-après :

(En millions de yens.)

	1975	1976
--	------	------

	1-4-75/3-3-76	1-4-76/31-3-77
Commandes reçues	1 365 900	1 367 400
Ventes nettes	1 089 600	1 294 900
Bénéfice net	10 370	20 100

Dividende ordinaire.	5 yens par action	6 yens par action (1)
Carnet comm. à fin de pé- riode	978 008	987 400

(1) Dont 2 yens ont été mis en paiement en décembre 1978 à titre de dividende intérimaire.

NETTE
JUIN 1977

MERCHANDISE

nos résultats de l'exercice 1976

normalement basse des titres
aite vivement que les Pouvoirs
ctionnement financier des so-

...e, il a fallu tout à la fois désin-
quies et renforcer notre groupe
groupe Prouvost. Les titres que
certains, vous le savez, ont un
cette année des bénéfices très

« très important qu'Hachette mène la direction générale des ventes avec la presse à renforcée. Il s'ensuit un équilibre, un intérêt de la presse et ceux de la vente. Ce n'est pas réglementaire comme on le voit dans le grand succès du fondementa-

vements qui concernaient les activités saines ont été maintenus. Le niveau d'activité est actuellement la Fête Sauvage, donnant ain-

2,6 millions en 1975.

es (+15 %), d'une situation
t d'un progrès modéré des bi-
és. Il en est de même pour les
s entreprises dans le domaine de
montrer le cas de la Nécessa-

de vous faire part de mes ré-
au sein de cette Maison.

Et les plus particulièrement de la célébration du Cent Cinquantenaire de la République, dans un temps où le "mérite" du succès.

...tecture même, se concevoir que
...p de compétence et de bonne
...secondar ceux qui apportent à

ES SOCIÉTÉ

TATTINGER C.C.V.F.

SOMMER - ALLIBERT

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

Alourdissement

Amorçée depuis le début de la semaine, la baisse des cours s'est très sensiblement accentuée ce mercredi à la Bourse de Paris dans un marché toutefois peu actif.

Le mouvement s'est étendu tous les compartiments sans distinction, la construction électrique, la métallurgie, les magasins de bâtiment, et le secteur bancaire payant, comme à l'habitude.

Sur les cent quatre-vingt-deux valeurs inscrites à la cote, un peu plus de la moitié ont été passablement malmenées, subissant des pertes s'échelonnant de 1 % à 6,7 % (Marine Wendel).

Le nombre de hausses s'est considérablement réduit. L'on ne a guère relevé de beaucoup plus d'un dix, les meilleurs scores étant enregistrés par C.M. Industrie (+ 2,9 %), Bail Equipement (+ 2,7 %) et Crédit foncier immobilier (+ 2,5 %). Bref, les différents indices ont fléchi d'un peu

plus de 10 %.

Le Parlement a interloqué de la défection partis de la majorité sur la tenue d'une rencontre « au sommet » produit une mauvaise impression sur le marché. Objet de toutes les spéculations, le gouvernement a jeté le trouble dans le rang des opérateurs, tout disposés ces derniers temps à croire que la haussière avait été lancée. L'absence de cours à indiscutablement passé sur cours. Les desoins en liquidité générés par l'échéance semestrielle et les premiers grands départs ont été la cause de la dépression. Toutefois les courants d'adhésion sont restés dans l'ensemble peu échoffés et que du côté étranger, les investisseurs ont continué à faire du marché de Paris sont plutôt favorables. Mais entre les déclarations d'intention et les actes, il existe une certaine distance. Le premier rendez-vous de la première séance juillet pourrait être révélateur.

Sur le marché de l'or, toujours anémique, les cours du métal ont fléchi. Le lingot a cédé 135 F 23 050 F (après 23 100 F). Le napoléon, cependant, a progressé de 0 10 F à 240 10 F.

010 F & 24010 F.

LONDRES

Les cours continuent à céder du terrain dans un marché calme. Les industrielles s'affrissent, mais les pétroles sont mieux disposés. Légère reprise des mines d'or.

VALEURS	CLÔTURE	CHANG.
Jefferies	495...	497...
Critique Petroleum...	925...	925...
Courtauld	152...	159...
de Beers	250...	254 1/2
Imperial Chemical...	475...	484 1/2
Anglo Zinc Corp.	670...	689 1/2
Anglo Zinc Corp.	575...	585 1/2
Pickers	1185...	1185
War Loan 3 1/2 %	128 7/8	128 3/8
War Loan 4 1/2 %	132 1/2	132 5/8
Western Holdings	145 1/4	145 1/4

(*) En dollars U. S.
 dollar Investment.

not de prime out up

NEW-YORK

La baisse se ralentit

Pour la troisième séance continue, les cours ont fléchi mar-
 à Wall Street. Le mouvement
 baisse s'est toutefois très sen-
 sement ralenti, un léger redresse-
 ment opéré vers la clôture, ayant pé-
 rifié une partie des pertes
 diennes. Finalement, l'indice des in-
 dustrielles s'est inscrit à 913,33, à
 points au-dessous de son ni-
 veau précédent.

L'activité a été plus faible : 19
 millions de titres ont changé de

En dépit du surestif final favorisé par la déflation des pays de l'OCDE, ne pas relever le prix du pétrole, du collet, du sucre, du blé, de l'acier de nouveau emparé du ché. La reprise économique s'accroît. Le baisse du principal indicateur économique est mal, les entreprises ont débuts l'année, les firmes. D'après le secrétaire au commerce, le rythme de croissance a glissé durant le premier trimestre, mais il a repris son rythme habituel pour l'année entière. Il faut tendre à un taux de 5-5,5, inférieur aux prévisions. Seul le déficit par rapport au budget de l'année ne devrait pas excéder 5 à 6,5 %. Malgré satisfaction.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE Base 100 : 31 déc. 1975.)

	28 juin 1969	29 juin
Valeurs françaises ..	80,1	82,6
Valeurs étrangères ..	100,1	99,4
C- DES AGENTS DE CHANGE		
(Base 100 : 29 déc. 1961.)		
Indice général	58,5	57,6

	COURS	CO
--	-------	----

VALUES	28-6	2
...	53 3 s	52
...	83 1 2 s	83
...	56 5 s	56
...	53 3 s	53
Part de Membres	115 3 s	115
Passes Rodat	58 1 8 s	58
...	52 7 s	52
...	45 1 s	45
General Electric	58 1 4 s	58
General Foods	33 5 8 s	33
General Motors	29 1 2 s	29
...	26 4 8 s	26
...	26 5 s	26
...	26 5 s	26
...	67 7 s	67
...	28 7 s	28
...	58 1 4 s	58
...	28 7 s	28
...	20 3 s	20
...	49 3 4 s	49
Carbide	31 5 s	31
Steel	38 5 s	38
...	41 1 2 s	41
...	47 7 s	47

POURS DU DOLLAR A TOI

29/8 30

BOURSE DE PARIS - 29 JUIN - COMPTANT

VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS		
	% du nom.	% du coupon		Cours précéd.	Dernier cours		Cours précéd.	Dernier cours		Cours précéd.	Dernier cours
1550-1988...	68	236	France I.A.B.S.	162	175	Localnet Immo.	172	50	Immunes	82	56
% 1989-1990...	70	241	France (Al)	342	331	Locustimbanco	122	17	Cie Agm. Imm.	91	87
1/4-3/4 % 83	144	87	GAN (Sto) C&F	616	617	Lyria-Immobilier	231	231	U.S.A.S.D.	107	101
% 1983-1984	166	91	Immo. Invest. A.S.	554	554	Parc d'Acropole	6240	50	James Hallit...	125	125
1/4-3/4 % 83	144	87	Immo. Invest. A.S.	554	554	SAIMMO	158	158	Acad. Invest.	91	87
% 1983-1984	166	91	Alcan. Banque	342	343	SAIMMO	158	158	Acad. Invest.	91	87
1/4-3/4 % 83	144	87	Alcan. Banque	342	343	SAIMMO	158	158	Acad. Invest.	91	87
% 1983-1984	166	91	Alcan. Banque	342	343	SAIMMO	158	158	Acad. Invest.	91	87
1/4-3/4 % 83	144	87	Alcan. Banque	342	343	SAIMMO	158	158	Acad. Invest.	91	87
% 1983-1984	166	91	Alcan. Banque	342	343	SAIMMO	158	158	Acad. Invest.	91	87
1/4-3/4 % 83	144	87	Alcan. Banque	342	343	SAIMMO	158	158	Acad. Invest.	91	87
% 1983-1984	166	91	Alcan. Banque	342	343	SAIMMO	158	158	Acad. Invest.	91	87
1/4-3/4 % 83	144	87	Alcan. Banque	342	343	SAIMMO	158	158	Acad. Invest.	91	87
% 1983-1984	166	91	Alcan. Banque	342	343	SAIMMO	158	158	Acad. Invest.	91	87
1/4-3/4 % 83	144	87	Alcan. Banque	342	343	SAIMMO	158	158	Acad. Invest.	91	87
% 1983-1984	166	91	Alcan. Banque	342	343	SAIMMO	158	158	Acad. Invest.	91	87
1/4-3/4 % 83	144	87	Alcan. Banque	342	343	SAIMMO	158	158	Acad. Invest.	91	87
% 1983-1984	166	91	Alcan. Banque	342	343	SAIMMO	158	158	Acad. Invest.	91	87
1/4-3/4 % 83	144	87	Alcan. Banque	342	343	SAIMMO	158	158	Acad. Invest.	91	87
% 1983-1984	166	91	Alcan. Banque	342	343	SAIMMO	158	158	Acad. Invest.	91	87
1/4-3/4 % 83	144	87	Alcan. Banque	342	343	SAIMMO	158	158	Acad. Invest.	91	87
% 1983-1984	166	91	Alcan. Banque	342	343	SAIMMO	158	158	Acad. Invest.	91	87
1/4-3/4 % 83	144	87	Alcan. Banque	342	343	SAIMMO	158	158	Acad. Invest.	91	87
% 1983-1984	166	91	Alcan. Banque	342	343	SAIMMO	158	158	Acad. Invest.	91	87
1/4-3/4 % 83	144	87	Alcan. Banque	342	343	SAIMMO	158	158	Acad. Invest.	91	87
% 1983-1984	166	91	Alcan. Banque	342	343	SAIMMO	158	158	Acad. Invest.	91	87
1/4-3/4 % 83	144	87	Alcan. Banque	342	343	SAIMMO	158	158	Acad. Invest.	91	87
% 1983-1984	166	91	Alcan. Banque	342	343	SAIMMO	158	158	Acad. Invest.	91	87
1/4-3/4 % 83	144	87	Alcan. Banque	342	343	SAIMMO	158	158	Acad. Invest.	91	87
% 1983-1984	166	91	Alcan. Banque	342	343	SAIMMO	158	158	Acad. Invest.	91	87
1/4-3/4 % 83	144	87	Alcan. Banque	342	343	SAIMMO	158	158	Acad. Invest.	91	87
% 1983-1984	166	91	Alcan. Banque	342	343	SAIMMO	158	158	Acad. Invest.	91	87

MARCHÉ À TERME

[illegible]

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100	101	102	103	104	105	106	107	108	109	110	111	112	113	114	115	116	117	118	119	120	121	122	123	124	125	126	127	128	129	130	131	132	133	134	135	136	137	138	139	140	141	142	143	144	145	146	147	148	149	150	151	152	153	154	155	156	157	158	159	160	161	162	163	164	165	166	167	168	169	170	171	172	173	174	175	176	177	178	179	180	181	182	183	184	185	186	187	188	189	190	191	192	193	194	195	196	197	198	199	200	201	202	203	204	205	206	207	208	209	210	211	212	213	214	215	216	217	218	219	220	221	222	223	224	225	226	227	228	229	230	231	232	233	234	235	236	237	238	239	240	241	242	243	244	245	246	247	248	249	250	251	252	253	254	255	256	257	258	259	260	261	262	263	264	265	266	267	268	269	270	271	272	273	274	275	276	277	278	279	280	281	282	283	284	285	286	287	288	289	290	291	292	293	294	295	296	297	298	299	300	301	302	303	304	305	306	307	308	309	310	311	312	313	314	315	316	317	318	319	320	321	322	323	324	325	326	327	328	329	330	331	332	333	334	335	336	337	338	339	340	341	342	343	344	345	346	347	348	349	350	351	352	353	354	355	356	357	358	359	360	361	362	363	364	365	366	367	368	369	370	371	372	373	374	375	376	377	378	379	380	381	382	383	384	385	386	387	388	389	390	391	392	393	394	395	396	397	398	399	400	401	402	403	404	405	406	407	408	409	410	411	412	413	414	415	416	417	418	419	420	421	422	423	424	425	426	427	428	429	430	431	432	433	434	435	436	437	438	439	440	441	442	443	444	445	446	447	448	449	450	451	452	453	454	455	456	457	458	459	460	461	462	463	464	465	466	467	468	469	470	471	472	473	474	475	476	477	478	479	480	481	482	483	484	485	486	487	488	489	490	491	492	493	494	495	496	497	498	499	500	501	502	503	504	505	506	507	508	509	510	511	512	513	514	515	516	517	518	519	520	521	522	523	52
--	---	---	---	---	---	---	---	---	---	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	----

[illegible]

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la clôture, la

[illegible]

1. C. groupes détachés : 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 832, 833, 834, 835, 836, 837, 838, 839, 840, 841,

DES CHANGES			DES BILLET DE 100 FR.		MARCHÉ LIBRE DE L'OR	
MONNAIE OFFICIELLE	COURS par 100 fr.	COURS par 100 fr.	de 100 fr.	de 100 fr.	MONNAIES ET DEVISES	COURS par 100 fr.
(\$ U.S.)	4 533	4 922	4 930		Dr. fin (Kilo en barre)	23160
(100 DM)	283 630	210 310	269 500		Dr. fin (Kilo en lingots)	23185
(100 F.)	13 625	13 653	13 660		Dr. fin (Kilo en lingots)	23250
(100 S.)	4 457	4 974	5 000		Pièce française (20 fr.)	240 1/2
(100 B.)	81 480	81 490	81 500		Pièce française (10 fr.)	238
(100 L.)	111 485	111 970	112 500		Pièce indienne (20 fr.)	219 30
(100 P.)	92 560	92 560	93 250		Pièce indienne (10 fr.)	187 90
(100 R.)	4 457	4 974	5 000		Souverain	221
(100 Lira)	5 576	5 585	5 650		Pièce de 20 dollars.	1852
(100 N.)	188 640	199 530	198 500		Pièce de 10 dollars.	954 80
(100 S.)	26 847	29 638	29 500		Pièce de 5 dollars.	310
(100 T.)	4 457	4 974	5 000		Pièce de 20 francs.	223
(100 M.)	12 755	12 760	13		Pièce de 10 francs.	214 56
(100 G.)	4 453	4 532	4 545			

UN JOUR DANS LE MONDE

2. PROCHE-ORIENT
— La préparation du voyage de M. Begin à Washington.
3. OUTREMER
— POINT DE VUE : « L'échec du plan vert en Guyane », par J.-E. Vié.
4. AFRIQUE
— Les conflits territoriaux au Sahara sont au centre des débats de l'O.U.A.
4. ASIE
— AMERIQUES
- 5-8. EUROPE
— L'européisme apparaît plus dangereux que le socialisme aux yeux des idéologues communistes.
- 14-16. POLITIQUE
— Les travaux parlementaires.

LE MONDE DES LIVRES

PAGES 17 A 22

LE FEUILLETON de R. Poirat-Delpech : Un conteur...
LIVRES OPTIMES : « Les Glorieux », par Louis-Gabriel ROMANS ; Pierre de Calan entre le pastoral et la Grande Trappe.
HISTOIRE : Il n'y avait pas que l'arche rouge.
IDEE : Le pari théorique de Julia Kristeva.
LITTÉRATURE : STRANIERES : Yachar Kemal et les coutures d'un long hiver.
DOSSIERS : Les ambitions de Jimmy Carter.

23. EDUCATION
— Le Syndicat des instituteurs est réuni en congrès à Nancy.

23. RELIGION
— Après l'ordination de quatorze prêtres par Mgr Lefebvre à Ecône.

24. JUSTICE
— FOOTBALL : les difficultés des clubs professionnels.

25. SPORTS
— MUSIQUE : premiers concerts au Marais.

26 à 28. ARTS ET SPECTACLES
— DANSE : le concours de Moscou.

— THEATRE : le Magic Circus n'est pas à Avignon.

32. EQUIPEMENT
— L'opposition au programme nucléaire.

32. D'UNE REGION A L'AUTRE
— POINT DE VUE : « Des collectivités libérées », par Jean Rey.

32 à 34. LA VIE SOCIALE
— L'écologie et l'économie.

— L'écologie et l'économie.

— L'écologie et l'économie.

— L'écologie et l'économie.

— L'écologie et l'économie.

— L'écologie et l'économie.

— L'écologie et l'économie.

— L'écologie et l'économie.

— L'écologie et l'économie.

— L'écologie et l'économie.

— L'écologie et l'économie.

— L'écologie et l'économie.

— L'écologie et l'économie.

— L'écologie et l'économie.

— L'écologie et l'économie.

— L'écologie et l'économie.

— L'écologie et l'économie.

— L'écologie et l'économie.

— L'écologie et l'économie.

— L'écologie et l'économie.

— L'écologie et l'économie.

— L'écologie et l'économie.

— L'écologie et l'économie.

— L'écologie et l'économie.

— L'écologie et l'économie.

— L'écologie et l'économie.

— L'écologie et l'économie.

— L'écologie et l'économie.

— L'écologie et l'économie.

— L'écologie et l'économie.

— L'écologie et l'économie.

— L'écologie et l'économie.

— L'écologie et l'économie.

— L'écologie et l'économie.

— L'écologie et l'économie.

— L'écologie et l'économie.

— L'écologie et l'économie.

— L'écologie et l'économie.

— L'écologie et l'économie.

— L'écologie et l'économie.

— L'écologie et l'économie.

A compter du 1^{er} août

3700000 non-salariés vont bénéficier des mêmes prestations d'assurance-maladie que les salariés

Il y a un an, le CIO-Unati de M. Gérard Nicoud refusait l'augmentation des cotisations d'assurance-maladie (1) décidée pour combler le déficit de l'institution et brûlait des dizaines de milliers d'appels de cotisations. Aujourd'hui, M. Boucard, président de la caisse (CANAM) et membre du CIO-Unati, rend un hommage chaleureux à Mme Veit, ministre de la santé et de la sécurité sociale.

Un peu plus d'un million huit cent mille commerçants, artisans et professions libérales — au total, trois millions six cent quatre-vingt-dix-neuf mille personnes avec les épouses et les enfants — vont bénéficier, à compter du 1^{er} août d'une meilleure couverture contre les risques de la maladie. En revanche, l'augmentation des cotisations ne sera effective que deux mois plus tard le 1^{er} octobre, délai dont l'effet psychologique n'est pas négligeable. Dans le passé, notamment lors de la mise en place du système en 1969, la méthode inverse avait provoqué une levée de bouilliers. Trois séries de mesures sont décidées :

— Les prestations sont améliorées dans trois cas :

— Les frais d'hospitalisation du premier au trentième jour, même s'il y a un acte chirurgical coté à moins de 50 K, seront remboursés à 80 % comme pour les salariés, au lieu de 70 % actuellement ;

— Les frais d'hospitalisation entraînés par une maternité seront remboursés dans tous les cas à 100 %, comme pour les salariés, au lieu de 70 % ;

— Les produits pharmaceutiques délivrés aux assurés atteints d'une affection de longue durée seront remboursés à 100 % au lieu de 80 % à 50 % selon les cas.

De ce fait, les seules différences qui persisteront, en août, avec le régime des salariés journaliers (non prévues chez les indépendants), sur les frais dits de petite risque (remboursés à 50 % au lieu de 75 à 100 %) et dans les cas de maladie longue et coûteuse, sur les consultations (80 % au lieu de 100 %), les frais de petit appareillage, les analyses et cures thermales (80 % au lieu de 100 %).

— La situation de certains bénéficiaires sera en outre améliorée : auront droit aux prestations maladie les veuves qui reçoivent une pension de réversion à cinquante-cinq ans au lieu de soixante ou soixante-cinq ans et les jeunes libérés du service national et sans emploi pendant douze mois au lieu d'un.

En outre, certains retraités seront exonérés des cotisations quand leur revenu est inférieur à 15 000 F par an (au lieu de 16 500 F actuellement).

— Pour financer ces améliorations :

(1) 10,85 % au lieu de 9,40 % ;
(2) Le non-salarié dont les revenus s'élevaient, en 1976, à 21 000 F verra sa cotisation augmenter de 120 % ; et pour celui dont les revenus atteignent 60 000 F, l'augmentation sera de 16 %.

Il y a un an, les trois décisions ont été prises : aménagement des circuits financiers qui accordent à la CANAM la « maîtrise totale » de la trésorerie ; augmentation des cotisations à compter d'octobre 1977 (7,65 % dans la limite du plafond de la Sécurité sociale — 43 320 F — au lieu de 7,35 % et 4 % au lieu de 3,50 % sur la totalité des revenus lorsqu'ils ne dépassent pas quatre fois ce plafond — 173 280 F) ; enfin, une participation financière accrue de l'Etat par le rattachement de huit cents à mille fois le SMIC de la cotisation versée par les pouvoirs publics au titre des bénéficiaires du Fonds national de solidarité (119 000 en 1977).

L'effort contributif qui est demandé aux non-salariés, notamment aux plus aisés (2), n'est certes pas celui prévu par la commission des revenus du V^{ie} Plan (11,55 % au lieu de 12,54 %), mais, compte tenu de l'amélioration des prestations, il constitue un pas important vers l'harmonisation des régimes sociaux prévue pour 1978.

Reste à régler le problème de l'équilibre d'un régime qui n'a jamais réussi ces dernières années à combler son déficit, même si l'on note une certaine stabilisation, et qui, à l'instar d'autres institutions, a besoin régulièrement d'avances de trésorerie. L'épineux problème de la compensation démographique, qui porte sur une somme de 7 milliards de francs pour l'ensemble des régimes sociaux, doit lui aussi être réexaminé en 1978, comme l'Etat et les parlementaires s'y sont engagés.

JEAN-PIERRE DUMONT.

— La C.F.T.C. indique, dans un communiqué, que ses dirigeants sont reçus par M. Raymond Barre vendredi matin 1^{er} juillet et qu'elle compte échanger en particulier les problèmes de l'emploi et de la relance de la politique contractuelle, tant dans le secteur privé que dans les secteurs public et nationalisés.

— La C.F.T.C. indique, dans un communiqué, que ses dirigeants sont reçus par M. Raymond Barre vendredi matin 1^{er} juillet et qu'elle compte échanger en particulier les problèmes de l'emploi et de la relance de la politique contractuelle, tant dans le secteur privé que dans les secteurs public et nationalisés.

— La C.F.T.C. indique, dans un communiqué, que ses dirigeants sont reçus par M. Raymond Barre vendredi matin 1^{er} juillet et qu'elle compte échanger en particulier les problèmes de l'emploi et de la relance de la politique contractuelle, tant dans le secteur privé que dans les secteurs public et nationalisés.

— La C.F.T.C. indique, dans un communiqué, que ses dirigeants sont reçus par M. Raymond Barre vendredi matin 1^{er} juillet et qu'elle compte échanger en particulier les problèmes de l'emploi et de la relance de la politique contractuelle, tant dans le secteur privé que dans les secteurs public et nationalisés.

— La C.F.T.C. indique, dans un communiqué, que ses dirigeants sont reçus par M. Raymond Barre vendredi matin 1^{er} juillet et qu'elle compte échanger en particulier les problèmes de l'emploi et de la relance de la politique contractuelle, tant dans le secteur privé que dans les secteurs public et nationalisés.

— La C.F.T.C. indique, dans un communiqué, que ses dirigeants sont reçus par M. Raymond Barre vendredi matin 1^{er} juillet et qu'elle compte échanger en particulier les problèmes de l'emploi et de la relance de la politique contractuelle, tant dans le secteur privé que dans les secteurs public et nationalisés.

— La C.F.T.C. indique, dans un communiqué, que ses dirigeants sont reçus par M. Raymond Barre vendredi matin 1^{er} juillet et qu'elle compte échanger en particulier les problèmes de l'emploi et de la relance de la politique contractuelle, tant dans le secteur privé que dans les secteurs public et nationalisés.

— La C.F.T.C. indique, dans un communiqué, que ses dirigeants sont reçus par M. Raymond Barre vendredi matin 1^{er} juillet et qu'elle compte échanger en particulier les problèmes de l'emploi et de la relance de la politique contractuelle, tant dans le secteur privé que dans les secteurs public et nationalisés.

— La C.F.T.C. indique, dans un communiqué, que ses dirigeants sont reçus par M. Raymond Barre vendredi matin 1^{er} juillet et qu'elle compte échanger en particulier les problèmes de l'emploi et de la relance de la politique contractuelle, tant dans le secteur privé que dans les secteurs public et nationalisés.

— La C.F.T.C. indique, dans un communiqué, que ses dirigeants sont reçus par M. Raymond Barre vendredi matin 1^{er} juillet et qu'elle compte échanger en particulier les problèmes de l'emploi et de la relance de la politique contractuelle, tant dans le secteur privé que dans les secteurs public et nationalisés.

— La C.F.T.C. indique, dans un communiqué, que ses dirigeants sont reçus par M. Raymond Barre vendredi matin 1^{er} juillet et qu'elle compte échanger en particulier les problèmes de l'emploi et de la relance de la politique contractuelle, tant dans le secteur privé que dans les secteurs public et nationalisés.

— La C.F.T.C. indique, dans un communiqué, que ses dirigeants sont reçus par M. Raymond Barre vendredi matin 1^{er} juillet et qu'elle compte échanger en particulier les problèmes de l'emploi et de la relance de la politique contractuelle, tant dans le secteur privé que dans les secteurs public et nationalisés.

— La C.F.T.C. indique, dans un communiqué, que ses dirigeants sont reçus par M. Raymond Barre vendredi matin 1^{er} juillet et qu'elle compte échanger en particulier les problèmes de l'emploi et de la relance de la politique contractuelle, tant dans le secteur privé que dans les secteurs public et nationalisés.

— La C.F.T.C. indique, dans un communiqué, que ses dirigeants sont reçus par M. Raymond Barre vendredi matin 1^{er} juillet et qu'elle compte échanger en particulier les problèmes de l'emploi et de la relance de la politique contractuelle, tant dans le secteur privé que dans les secteurs public et nationalisés.

— La C.F.T.C. indique, dans un communiqué, que ses dirigeants sont reçus par M. Raymond Barre vendredi matin 1^{er} juillet et qu'elle compte échanger en particulier les problèmes de l'emploi et de la relance de la politique contractuelle, tant dans le secteur privé que dans les secteurs public et nationalisés.

— La C.F.T.C. indique, dans un communiqué, que ses dirigeants sont reçus par M. Raymond Barre vendredi matin 1^{er} juillet et qu'elle compte échanger en particulier les problèmes de l'emploi et de la relance de la politique contractuelle, tant dans le secteur privé que dans les secteurs public et nationalisés.

— La C.F.T.C. indique, dans un communiqué, que ses dirigeants sont reçus par M. Raymond Barre vendredi matin 1^{er} juillet et qu'elle compte échanger en particulier les problèmes de l'emploi et de la relance de la politique contractuelle, tant dans le secteur privé que dans les secteurs public et nationalisés.

— La C.F.T.C. indique, dans un communiqué, que ses dirigeants sont reçus par M. Raymond Barre vendredi matin 1^{er} juillet et qu'elle compte échanger en particulier les problèmes de l'emploi et de la relance de la politique contractuelle, tant dans le secteur privé que dans les secteurs public et nationalisés.

— La C.F.T.C. indique, dans un communiqué, que ses dirigeants sont reçus par M. Raymond Barre vendredi matin 1^{er} juillet et qu'elle compte échanger en particulier les problèmes de l'emploi et de la relance de la politique contractuelle, tant dans le secteur privé que dans les secteurs public et nationalisés.

— La C.F.T.C. indique, dans un communiqué, que ses dirigeants sont reçus par M. Raymond Barre vendredi matin 1^{er} juillet et qu'elle compte échanger en particulier les problèmes de l'emploi et de la relance de la politique contractuelle, tant dans le secteur privé que dans les secteurs public et nationalisés.

— La C.F.T.C. indique, dans un communiqué, que ses dirigeants sont reçus par M. Raymond Barre vendredi matin 1^{er} juillet et qu'elle compte échanger en particulier les problèmes de l'emploi et de la relance de la politique contractuelle, tant dans le secteur privé que dans les secteurs public et nationalisés.

— La C.F.T.C. indique, dans un communiqué, que ses dirigeants sont reçus par M. Raymond Barre vendredi matin 1^{er} juillet et qu'elle compte échanger en particulier les problèmes de l'emploi et de la relance de la politique contractuelle, tant dans le secteur privé que dans les secteurs public et nationalisés.

— La C.F.T.C. indique, dans un communiqué, que ses dirigeants sont reçus par M. Raymond Barre vendredi matin 1^{er} juillet et qu'elle compte échanger en particulier les problèmes de l'emploi et de la relance de la politique contractuelle, tant dans le secteur privé que dans les secteurs public et nationalisés.

— La C.F.T.C. indique, dans un communiqué, que ses dirigeants sont reçus par M. Raymond Barre vendredi matin 1^{er} juillet et qu'elle compte échanger en particulier les problèmes de l'emploi et de la relance de la politique contractuelle, tant dans le secteur privé que dans les secteurs public et nationalisés.

— La C.F.T.C. indique, dans un communiqué, que ses dirigeants sont reçus par M. Raymond Barre vendredi matin 1^{er} juillet et qu'elle compte échanger en particulier les problèmes de l'emploi et de la relance de la politique contractuelle, tant dans le secteur privé que dans les secteurs public et nationalisés.

— La C.F.T.C. indique, dans un communiqué, que ses dirigeants sont reçus par M. Raymond Barre vendredi matin 1^{er} juillet et qu'elle compte échanger en particulier les problèmes de l'emploi et de la relance de la politique contractuelle, tant dans le secteur privé que dans les secteurs public et nationalisés.

— La C.F.T.C. indique, dans un communiqué, que ses dirigeants sont reçus par M. Raymond Barre vendredi matin 1^{er} juillet et qu'elle compte échanger en particulier les problèmes de l'emploi et de la relance de la politique contractuelle, tant dans le secteur privé que dans les secteurs public et nationalisés.

— La C.F.T.C. indique, dans un communiqué, que ses dirigeants sont reçus par M. Raymond Barre vendredi matin 1^{er} juillet et qu'elle compte échanger en particulier les problèmes de l'emploi et de la relance de la politique contractuelle, tant dans le secteur privé que dans les secteurs public et nationalisés.

— La C.F.T.C. indique, dans un communiqué, que ses dirigeants sont reçus par M. Raymond Barre vendredi matin 1^{er} juillet et qu'elle compte échanger en particulier les problèmes de l'emploi et de la relance de la politique contractuelle, tant dans le secteur privé que dans les secteurs public et nationalisés.

— La C.F.T.C. indique, dans un communiqué, que ses dirigeants sont reçus par M. Raymond Barre vendredi matin 1^{er} juillet et qu'elle compte échanger en particulier les problèmes de l'emploi et de la relance de la politique contractuelle, tant dans le secteur privé que dans les secteurs public et nationalisés.

— La C.F.T.C. indique, dans un communiqué, que ses dirigeants sont reçus par M. Raymond Barre vendredi matin 1^{er} juillet et qu'elle compte échanger en particulier les problèmes de l'emploi et de la relance de la politique contractuelle, tant dans le secteur privé que dans les secteurs public et nationalisés.

— La C.F.T.C. indique, dans un communiqué, que ses dirigeants sont reçus par M. Raymond Barre vendredi matin 1^{er} juillet et qu'elle compte échanger en particulier les problèmes de l'emploi et de la relance de la politique contractuelle, tant dans le secteur privé que dans les secteurs public et nationalisés.

— La C.F.T.C. indique, dans un communiqué, que ses dirigeants sont reçus par M. Raymond Barre vendredi matin 1^{er} juillet et qu'elle compte échanger en particulier les problèmes de l'emploi et de la relance de la politique contractuelle, tant dans le secteur privé que dans les secteurs public et nationalisés.

— La C.F.T.C. indique, dans un communiqué, que ses dirigeants sont reçus par M. Raymond Barre vendredi matin 1^{er} juillet et qu'elle compte échanger en particulier les problèmes de l'emploi et de la relance de la politique contractuelle, tant dans le secteur privé que dans les secteurs public et nationalisés.

— La C.F.T.C. indique, dans un communiqué, que ses dirigeants sont reçus par M. Raymond Barre vendredi matin 1^{er} juillet et qu'elle compte échanger en particulier les problèmes de l'emploi et de la relance de la politique contractuelle, tant dans le secteur privé que dans les secteurs public et nationalisés.

— La C.F.T.C. indique, dans un communiqué, que ses dirigeants sont reçus par M. Raymond Barre vendredi matin 1^{er} juillet et qu'elle compte échanger en particulier les problèmes de l'emploi et de la relance de la politique contractuelle, tant dans le secteur privé que dans les secteurs public et nationalisés.

— La C.F.T.C. indique, dans un communiqué, que ses dirigeants sont reçus par M. Raymond Barre vendredi matin 1^{er} juillet et qu'elle compte échanger en particulier les problèmes de l'emploi et de la relance de la politique contractuelle, tant dans le secteur privé que dans les secteurs public et nationalisés.

— La C.F.T.C. indique, dans un communiqué, que ses dirigeants sont reçus par M. Raymond Barre vendredi matin 1^{er} juillet et qu'elle compte échanger en particulier les problèmes de l'emploi et de la relance de la politique contractuelle, tant dans le secteur privé que dans les secteurs public et nationalisés.

— La C.F.T.C. indique, dans un communiqué, que ses dirigeants sont reçus par M. Raymond Barre vendredi matin 1^{er} juillet et qu'elle compte échanger en particulier les problèmes de l'emploi et de la relance de la politique contractuelle, tant dans le secteur privé que dans les secteurs public et nationalisés.

— La C.F.T.C. indique, dans un communiqué, que ses dirigeants sont reçus par M. Raymond Barre vendredi matin 1^{er} juillet et qu'elle compte échanger en particulier les problèmes de l'emploi et de la relance de la politique contractuelle, tant dans le secteur privé que dans les secteurs public et nationalisés.

— La C.F.T.C. indique, dans un communiqué, que ses dirigeants sont reçus par M. Raymond Barre vendredi matin 1^{er} juillet et qu'elle compte échanger en particulier les problèmes de l'emploi et de la relance de la politique contractuelle, tant dans le secteur privé que dans les secteurs public et nationalisés.

— La C.F.T.C. indique, dans un communiqué, que ses dirigeants sont reçus par M. Raymond Barre vendredi matin 1^{er} juillet et qu'elle compte échanger en particulier les problèmes de l'emploi et de la relance de la politique contractuelle, tant dans le secteur privé que dans les secteurs public et nationalisés.

— La C.F.T.C. indique, dans un communiqué, que ses dirigeants sont reçus par M. Raymond Barre vendredi matin 1^{er} juillet et qu'elle compte échanger en particulier les problèmes de l'emploi et de la relance de la politique contractuelle, tant dans le secteur privé que dans les secteurs public et nationalisés.

— La C.F.T.C. indique, dans un communiqué, que ses dirigeants sont reçus par M. Raymond Barre vendredi matin 1^{er} juillet et qu'elle compte échanger en particulier les problèmes de l'emploi et de la relance de la politique contractuelle, tant dans le secteur privé que dans les secteurs public et nationalisés.

— La C.F.T.C. indique, dans un communiqué, que ses dirigeants sont reçus par M. Raymond Barre vendredi matin 1^{er} juillet et qu'elle compte échanger en particulier les problèmes de l'emploi et de la relance de la politique contractuelle, tant dans le secteur privé que dans les secteurs public et nationalisés.

— La C.F.T.C. indique, dans un communiqué, que ses dirigeants sont reçus par M. Raymond Barre vendredi matin 1^{er} juillet et qu'elle compte échanger en particulier les problèmes de l'emploi et de la relance de la politique contractuelle, tant dans le secteur privé que dans les secteurs public et nationalisés.

— La C.F.T.C. indique, dans un communiqué, que ses dirigeants sont reçus par M. Raymond Barre vendredi matin 1^{er} juillet et qu'elle compte échanger en particulier les problèmes de l'emploi et de la relance de la politique contractuelle, tant dans le secteur privé que dans les secteurs public et nationalisés.

— La C.F.T.C. indique, dans un communiqué, que ses dirigeants sont reçus par M. Raymond Barre vendredi matin 1^{er} juillet et qu'elle compte échanger en particulier les problèmes de l'emploi et de la relance de la politique contractuelle, tant dans le secteur privé que dans les secteurs public et nationalisés.

— La C.F.T.C. indique, dans un communiqué, que ses dirigeants sont reçus par M. Raymond Barre vendredi matin 1^{er} juillet et qu'elle compte échanger en particulier les problèmes de l'emploi et de la relance de la politique contractuelle, tant dans le secteur privé que dans les secteurs public et nationalisés.

— La C.F.T.C. indique, dans un communiqué, que ses dirigeants sont reçus par M. Raymond Barre vendredi matin 1^{er} juillet et qu'elle compte échanger en particulier les problèmes de l'emploi et de la relance de la politique contractuelle, tant dans le secteur privé que dans les secteurs public et nationalisés.

— La C.F.T.C. indique, dans un communiqué, que ses dirigeants sont reçus par M. Raymond Barre vendredi matin 1^{er} juillet et qu'elle compte échanger en particulier les problèmes de l'emploi et de la relance de la politique contractuelle, tant dans le secteur privé que dans les secteurs public et nationalisés.

DEVANT LA COUR D'APPEL DE PARIS

LIP : la fin ou le recommencement ?

La troisième chambre de la cour d'appel de Paris, présidée par M. Albert Jourdan, dira, le 8 juillet, si Lip « c'est » vraiment « fini », comme le proclamait bien inconsiderément M. Pierre Messmer, en décembre 1973, ou bien si l'entreprise de Palente peut renaitre une seconde fois des brèves soigneusement entretenues par les ouvriers bisontins.

Pour que cette résurrection soit possible il faut d'abord que le jugement du tribunal de commerce de Paris qui, le 3 mai 1976, a prononcé la mise en liquidation de la société horlogère, soit infirmé et qu'un mandataire de justice soit désigné pour les opérations de redressement ; c'est ce qu'on demandait, mercredi 29 juin, en appel, M^{re} François Nativ, Henri Legrand, et Hélène Masse, au nom du comité d'entreprise de la firme du Doubs.

Pour M^{re} Garnier, avocat des syndicats, la situation est claire : la société Lip était bel et bien en état de cessation de paiements en avril 1976, « c'est une différence d'un million de francs entre le passif et l'actif » ; il n'existe plus aujourd'hui ni dis-

ponibilité ni plan sérieux susceptible d'aboutir à un concordat. L'entreprise de Palente, qui n'a plus de dirigeants, est « une ombre, une femme sans tête ».

Les défenseurs des « Lip » ont répliqué : il ne manque pas un rouage ; elle est adaptée au marché moderne de l'horlogerie ; elle répond aux technologies les plus avancées — avec un secteur de recherches particulièrement brillant, qui a aussi mis au point, en collaboration avec l'université de Besançon, le stimulateur cardiaque le plus petit du monde ; elle possède un personnel hautement qualifié. Du reste, a noté M^{re} Nativ, l'outil de production n'a jamais été mis en cause, et tout a été « amoureusement » conservé en l'état par les ouvriers bisontins. M^{re} Hélène Masse a fait remarquer que les syndicats avaient pris une « grave responsabilité » en faisant récemment couper le courant électrique, que les travailleurs de Palente viennent de rétablir non sans risques corporels (le Monde du 29 juin) ; l'absence de courant aura entraîné selon l'avocate, l'inondation du secteur de recherches et la détérioration du stock de montres, gardées en chambre froide à 4 degrés.

Il s'est agi d'un « sabotage délibéré, organisé », a affirmé M^{re} Legrand, en représentant le gérant de l'affaire à partir du premier redressement de mars 1974. Les difficultés financières n'étaient pas nées, mais Lip était-il ce « gouffre sans fond », ce « panier percé » dénoncés de toutes parts ? Selon M^{re} Nativ, qui cite une ribambelle de chiffres, le déficit était beaucoup moins important que ne le laisse croire la comptabilité d'avril 1976, qui ne fait pas mention, notamment, des amortissements et de certaines subventions d'équilibre, sans parler de la valeur du stock de montres.

Pour M^{re} Legrand, « Lip était en train de quaker » au 1^{er} janvier 1976. Mais, en dehors même de l'attitude des actionnaires de la société horlogère et de la profession en général, des causes extérieures sont venues tout bouleverser. Entre autres : la déclaration du président de la République, qui assure à ce moment-là que « Lip aura encore quelques années », et la petite annonce qui paraît dans la presse pour recruter un directeur général. Les effets psychologiques sont d'autant plus destructeurs que les réseaux de distribution, reconstitués à grand-peine, sont ultra-sensibles au moindre battement raté de l'aiguille de Palente : la vente des montres, qui avait dépassé les prévisions les plus optimistes, chute alors à une vitesse vertigineuse.

M^{re} Legrand rappelle ce mot de Jean Sargueil, dernier président de Lip, décédé le 24 avril 1976 : « Je n'ai jamais rencontré autant de haine autour d'une entreprise ».

M. C.

A Rennes

SEPT MILITANTS D'EXTRÊME DROITE CONDAMNÉS POUR DIVERSES AGRESSIONS

(De notre correspondant.)

Rennes. — Sept militants d'extrême droite ont comparu, samedi 25 juin, devant le tribunal de grande instance de Rennes pour répondre d'une série d'agressions commises dans cette ville. Dans la nuit du 16 au 17 janvier 1976, une expédition punitive avait été montée contre la paroisse Saint-Augustin, jugée trop à gauche. Des pavés et un « cocktail Molotov » avaient été lancés contre l'église. Deux autres militants ont été condamnés à six mois d'emprisonnement avec sursis. Deux autres militants ont été relaxés. Pour le vol de la caisse du Front de la jeunesse, M. Martin avait déjà vu infliger deux ans d'emprisonnement, dont dix-huit mois ferme.

Le 15 février 1976, à la gare routière de Rennes, des manifestants de gauche, qui se rendaient à Paris pour assister à un meeting de soutien aux soldats emprisonnés, avaient été agressés par un commando d'extrême droite (« le Monde » du 17 février et du 25 mars 1976). Pour ces violences, M. Fussen a été condamné à deux ans d'emprisonnement, dont quatre mois ferme, sans révoation d'un sursis assortissant une peine de huit mois prononcée le 5 janvier dernier. Quinze mois de la même peine, dont un avec sursis, ont également été prononcés à l'encontre de M.